LA PENSÉE

Numero 19

SOMMAIRE

DU NUMERO (JUILLET-AOUT 1948)

é Maublanc :
Paul Dupuy (1856-1948) 3

es ignorées. Blanqui et les barricades de juin 1848..... 9

le Tersen :
Juin 48 16

rt Soboul :
La question paysanne en 1848. II..... 25

re Angrand :
Notes critiques sur la formation des idées communistes en France. I.... 38

cel Réja :
Châtiment et régénération. La responsabilité criminelle 47

ncis Halbwachs :
A propos des fondements de l'économie soviétique 55

rges Cogniot :
Notes d'un Français aux Journées culturelles de Berlin 65

ONIQUE MATHÉMATIQUE :
Sur une conception prédialectique et idéaliste des mathématiques, par Gaston Casanova 77

ONIQUE PHILOSOPHIQUE :
La psychologie en U.R.S.S., par Alexandre Vexliard 80

ONIQUE LITTÉRAIRE :
La littérature expression de la société, par Jean Larnac 85

ONIQUE POÉTIQUE, par Jacques Gaucheron 94

ONIQUE ARTISTIQUE :
Réflexions d'un vieil artiste, par Francis Jourdain 97

ONIQUE MUSICALE :
A propos de Camille Saint-Saëns, par René Maublanc 105

ONIQUE CINÉMATOGRAPHIQUE :
Bilan 1947-1948, I, par Pol Gaillard 109

UMENTS :
Les Communautés agricoles de la région thiernoise, par Raymond Chastel.. 118

ÉMIQUES :
Ce traître est aussi un mauvais écrivain, par René Maublanc..... 121

Revues :
Par J. et P. Gaillard, J. Larnac, J. Dresch, M. Herr et E. Kahane 125

Revues étrangères :
Par J. Engels, E. Bottigelli et J. Dresch..... 135

Livres :
Par Jean Bruhat, Jean Varloot, Ernest Kahane, R. Creussol, Sylvain Molinier, Madeleine Herr, Francis Jourdain, Jean-Pierre Kahane, Pol Gaillard, Jean Dresch et René Maublanc 137

ES BIBLIOGRAPHIQUES :
Par P. Rey, S. Molinier, J. Dresch et R. Maublanc..... 153

NOTE DE LA RÉDACTION

La crise de l'édition française est devenue un fait si éclatant que nul peut plus l'ignorer, et de plus en plus nombreux sont les journaux et revues q doivent interrompre leur publication. Nous pouvons être fiers de la solid de la Pensée *dans ces circonstances difficiles ; il n'en est pas moins certain q le nombre de nos abonnés a diminué. Nous avions sérieusement dépassé l 4.000 abonnés à la fin de l'année dernière ; nous sommes revenus à présent deçà de 3.500. La cause n'en est pas seulement d'ailleurs aux difficultés de t qui empêchent trop de Français de consacrer à leur culture un argent que l dépenses alimentaires absorbent de plus en plus complètement ; il faut ajout que la* Pensée *ne peut plus franchir que clandestinement les frontières d'u certain nombre de pays étrangers, ceux justement où son message était le pl impérieusement réclamé, et que les difficultés de change et le prix des transpo limitent dans d'autres pays le nombre de nos lecteurs.*

Beaucoup de nos amis ont répondu à notre appel en nous envoyant d abonnements de soutien, dont nous leur sommes profondément reconnaissants l'un d'eux nous a même envoyé la somme de 20.000 fr. qui a pu nous permett de maintenir leur abonnement à quarante de ceux qui ne pouvaient plus e assumer eux-mêmes la charge. Mais un abonnement de soutien, c'est déjà u somme importante ; beaucoup sans doute ne peuvent nous l'envoyer, q pourraient du moins ajouter à leur propre abonnement un billet de 50 ou 1 100 fr. Nous les prions de bien vouloir le faire. En réunissant leurs cotisation nous pourrons envoyer encore notre revue à quelques-uns de ceux qui, dans d lettres déchirantes, nous disent leur douleur de ne pouvoir plus l'acheter p leurs propres moyens.

*
* *

Le Centenaire de 1848 *a donné dans nos derniers numéros une place pr pondérante aux études historiques, et nous a contraints de restreindre la pla des autres matières, et surtout des sciences. Nous essaierons de rétablir l'équ libre dans nos prochains numéros. Nous publierons notamment une étude l'illustre mathématicien Jacques Hadamard sur « La science et l'esprit du mon moderne », ainsi que des discussions sur le livre de J.B.S. Haldane,* le Marxism et la Science *et une importante étude du professeur A. Kolman, de Prague, s « La méthode statistique ». Henri Wallon publiera et commentera des not émouvantes de son ami le professeur Henri Daudin, disparu il y a quelqu mois : « A la recherche de la liberté ». Nous pouvons encore annoncer notam ment un article d'André Parreaux : « Points de vue sur la troisième Rép blique » ; enfin nous dépouillerons ici la riche correspondance reçue de n lecteurs à propos de la discussion menée dans la* Pensée *sur des problèm esthétiques entre Francis Jourdain et René Maublanc.*

PAUL DUPUY

(1856-1948)

par René MAUBLANC

Le mercredi 17 mars 1948 Paul Dupuy mourait à Genève, à l'âge de 92 ans. En apprenant cette nouvelle, bien des hommes en France, et à travers le monde, ont eu le cœur serré : tous ceux qui avaient, à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, approché cet homme d'une espèce rare, d'une qualité exceptionnelle de cœur et d'esprit. Ils évoquèrent la silhouette pittoresque familière à leur jeunesse : la légendaire pélerine verte, les chaussettes blanches du trousseau des normaliens, la barbiche grise, le sourire gouailleur et l'œil pétillant de malice et de bonté derrière le lorgnon au large ruban noir, qu'il remplaça plus tard par de curieuses lunettes aux verres quadrangulaires.

*
* *

Paul-Marie Dupuy était né à Loudun, le 18 janvier 1856, d'un père poitevin et d'une mère lorraine, dans un milieu de bourgeois orléanistes. Il vint à l'âge de neuf ans à Paris, qu'il ne devait presque plus quitter pendant soixante ans : après deux années passées au cours Rémy, il devenait en 1867 élève du lycée Charlemagne en même temps qu'il était demi-pensionnaire à l'institution Massin. Sur ces années d'études à Charlemagne, à la fin du second Empire, pendant le siège et la Commune, aux débuts de la Troisième République, de 1867 à 1876, il a écrit l'an dernier de charmants souvenirs, qui font regretter davantage qu'il ne nous laisse pas les mémoires complets de toute sa vie. C'est alors, nous dit-il, « en pérégrinant deux ou quatre fois par jour entre le quai de la Tournelle et la place Royale » qu'il se fit « une âme de vieux Parisien, dont l'exil à Genève n'a pas amorti la sensibilité ».

Paul Dupuy entrait comme élève à l'Ecole normale supérieure en 1876 ; il ne devait la quitter (sauf la brève interruption d'un an de professorat au lycée de Bayonne) que presque cinquante ans plus tard, en 1925. Au moment où il prit sa retraite, on lui donna le titre de sous-directeur honoraire ; en fait, il n'exerça jamais que la fonction de secrétaire [1], après y avoir été surveillant, mais sous ce titre discret, c'est lui qui dirigeait en fait l'Ecole, lui qui était en contact constant avec les élèves et, par delà les directeurs et sous-directeurs successifs, représentait la continuité d'un esprit normalien, qui a dès à présent sa place dans l'histoire de la culture française.

C'est Paul Dupuy qui présida à la transformation de l'Ecole normale, lorsqu'au début de ce siècle ses élèves cessèrent d'être des internes enfermés dans une sorte de séminaire et se mêlèrent aux étudiants de Sorbonne. Les traditionnalistes allaient alors

---

1. Pour les normaliens, et dans l'argot de l'Ecole, il était resté le premier des « caïmans ». Il eut pendant vingt ans près de lui, travaillant dans l'esprit de collaboration le plus confiant, son gendre le remarquable géographe Fernand Maurette. Et comment ne pas joindre à leurs deux visages la silhouette massive et le bon sourire de Lucien Herr, « le citoyen », à qui Jaurès venait dans sa bibliothèque demander des conseils de sagesse ?

clamant que c'en était fait de l'Ecole normale, qu'elle n'était plus qu'une hôtellerie et que l'esprit normalien ne survivrait pas à la réforme. Paul Dupuy savait bien, lui, que ce n'est pas en isolant les jeunes gens de la vie et en les tenant prisonniers au milieu de leurs livres qu'on peut faire des intellectuels dignes de ce nom. Lui qui n'avait jamais hésité à se mêler à la vie nationale et à prendre sa part des lunettes politiques et sociales, il se réjouissait de voir ses normaliens échapper à la discipline tâtillonne et aux règles quasi-monacales qu'il avait connues lui-même et vivre d'une vie aussi libre et aussi complète que possible. Et voici que l'évènement lui donne raison : le régime de l'Ecole normale, qui en fait une sorte d'Institut annexé à la Sorbonne, c'est justement celui que la Commission de la réforme de l'enseignement créée au lendemain de la Libération, la Commission Langevin-Wallon (dont il faudra bien un jour que le projet passe dans les faits), propose d'étendre à toutes nos vieilles Ecoles d'enseignement supérieur, qui en sont restées, comme l'Ecole polytechnique, à la tradition de l'institution fermée, en marge de la vie réelle. L'Ecole normale de Paul Dupuy devient le modèle des établissements d'enseignement supérieur vraiment conformes aux besoins de notre temps.

Agrégé d'histoire, spécialiste de géographie, et particulièrement de la géographie du bassin parisien, Paul Dupuy publia très peu de travaux ; il enseigna au Collège Sévigné, et surtout à l'Ecole normale supérieure de Fontenay-aux-Roses, où il exerça une profonde et féconde influence sur de nombreuses promotions de jeunes filles, devenues professeurs et directrices d'Ecoles primaires supérieures et d'Ecoles normales primaires. A Fontenay comme à la rue d'Ulm, il eut la joie de voir accéder à la plus haute culture des hommes et des femmes venus directement des classes populaires, et c'est en eux qu'il avait confiance pour assurer l'avenir de la France. Il leur a rendu un émouvant hommage en préfaçant les *Lettres d'un combattant,* d'un normalien tué en 1916, mon ami Marcel Etévé :

> Pour être vraiment fidèle à Marcel Etévé, pour le comprendre pleinement il faut avant tout ne point le détacher du milieu où il était né et où il avait grandi. Ce jeune homme fut un intellectuel d'une espèce particulière, ou trop peu connue, ou trop souvent méconnue. Nulle part mieux qu'à l'Ecole normale on ne sait quelle montée de sève puissante il y a dans nos familles de maîtres et de maîtresses primaires, et ce qu'il faut attendre du *fils d'instituteur.* Il concentre en lui très souvent, et par la vertu de l'hérédité, et par celle de l'éducation première, toutes les forces que sont l'habitude de la tenue, le respect de la règle, le sentiment du devoir social, le goût des choses de l'esprit, la connaissance des réalités de la vie, la familiarité avec le peuple, la sympathie pour ses souffrances, son courage, ses aspirations, ses besoins et ses droits. Pour beaucoup qui sont ou se croient distingués, le mot primaire implique l'étroitesse du cœur, l'inertie de l'esprit, l'arrêt aux pentes inférieures de la côte, avec l'orgueil mesquin de les avoir atteintes, l'ignorance ou le mépris absurde de celles qui les dominent. Quel démenti ont toujours donné à cette opinion dédaigneuse les innombrables recrues que la haute culture et la science ont faites parmi les enfants des primaires ! Combien d'entre eux ont réalisé ce qui était demeuré en puissance dans leurs parents, ou, pour mieux dire, combien de *primaires* ont réalisé dans leurs enfants les puissances qui demandaient un effort trop difficile ou trop long pour qu'il leur ait été donné de les réaliser en eux-mêmes ! Il en fut ainsi pour Etévé... La noblesse d'Etévé est une noblesse primaire.
>
> Ce n'est pas assez dire : c'est une noblesse laïque. Parce qu'il était bien né, parce que, autour de lui, il n'y eut jamais que de l'humanité saine, de l'humanité bonne, de l'humanité intelligente, Etévé s'est trouvé très naturellement, et sans le secours d'aucune foi religieuse, égal aux devoirs les plus redoutables [1].

1. Préface de Paul Dupuy aux *Lettres d'un Combattant* de Marcel Etévé. Paris, Hachette, 1917. p. XVII-XVIII. Ce texte a été reproduit dans un recueil émouvant que Paul Dupuy composa pour ses élèves de Fontenay, au moment où il allait les quitter : *Mes Morts.* Paris, Société générale d'imprimerie et d'édition, 1914.

La vie de Paul Dupuy, pendant les cinquante années qu'il passa rue d'Ulm, fut traversée par deux crises très graves : celle de l'affaire Dreyfus et celle de la guerre de 1914-18. Il évoquait ici même, en rendant hommage à Paul Langevin, « les années de l'affaire Dreyfus où, grâce à Herr, l'Ecole normale fut un des foyers de travail les plus ardents pour la lutte contre le mensonge et l'iniquité » [1] ; il oubliait seulement qu'à côté de Lucien Herr, il avait, par la plume, par la parole et par l'exemple, contribué courageusement à dresser la protestation des honnêtes gens contre une des plus ignobles machinations de l'esprit réactionnaire. Vingt ans plus tard, il souffrit plus que quiconque de la guerre atroce qui devait, de Charles Péguy à Marcel Etévé, détruire un si grand nombre de ses élèves les plus chers. Pendant les quatre années de la Grande Guerre, il entretint avec les normaliens mobilisés une correspondance admirable dont, hélas ! semaine après semaine, beaucoup de destinataires disparaissaient les uns après les autres.

*
* *

Mis à la retraite en 1925, Paul Dupuy se retira à Genève, auprès de son gendre Fernand Maurette et devint professeur à l'Ecole internationale que dirige sa fille. Il devait y poursuivre encore pendant quinze ans, jusqu'à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, un enseignement d'un type nouveau où, sous le nom de culture internationale, et s'adressant aux enfants des fonctionnaires de la Société des Nations, il groupait autour de la géographie les connaissances historiques, économiques, littéraires, artistiques et politiques nécessaires à l'homme moderne. Un de ses anciens élèves de Genève est venu sur sa tombe dire en termes émus quelle impression profonde cet enseignement avait fait à ses camarades comme à lui.

Paul Dupuy vécut en France, de 1940 à 1944, pendant l'occupation allemande ; il y eut la fierté de voir plusieurs de ses petits-enfants participer à la Résistance [2] De retour à Genève, en janvier 1944, il ne cessa de protester contre la sympathie qui y entourait trop souvent Pétain et les collaborateurs de l'ennemi, et qu'il considérait comme un outrage à la France ; son indignation se manifesta en particulier par une réponse au dernier message de Pétain, qu'il intitula *Ultima verba* et qui suscita en Suisse certaines polémiques.

De ce pamphlet magistral, qui sera bientôt publié intégralement, nous l'espérons, dans un recueil consacré à la mémoire de Paul Dupuy, voici les premières lignes :

> Ces quelques pages indigneront sûrement ceux qui croient encore au Maréchal, s'il en reste ; leur ton pourra même déplaire à beaucoup de ceux qui ont cessé d'y croire ou n'y ont jamais cru. Elles sont le cri et la dernière nausée du dégoût qui m'a secoué le cœur depuis quatre ans, devant l'énorme réclame organisée par le Maréchal autour de sa personne.

Paul Dupuy reproduit alors le message adressé par Pétain aux Français en août 1944, au moment où ses maîtres nazis l'emmenaient en Allemagne, et marque l'accueil que ce message reçut en Suisse :

---

1. *La Pensée*, n° 12, mai-juin 1947, p. 63.
2. Comme son ami Lucien Herr, Paul Dupuy était de ces socialistes d'esprit libre et généreux qui avaient su dominer les événements et aller jusqu'au bout de leur idéal. Ce n'est pas par hasard que plusieurs de ses petits-enfants, comme la fille de Lucien Herr, collaboratrice de la *Pensée*, militent aujourd'hui dans le Parti communiste.

Dans l'ensemble on devine, avec une pitié qui n'ose pas s'exprimer, l'idée secrète et fausse de quelque grandeur déchue, le scrupule et l'hésitation devant un homme qui est à terre. On sent flotter encore autour de M. Pétain, comme une enveloppe protectrice, les deux respects conventionnels que sont le respect de l'âge et le respect du grade.

Si l'homme, en tombant, s'était tu, je n'aurais pas parlé. Il a voulu produire un suprême effort de réclame ; il m'a parlé en parlant à tous les Français et il m'a parlé de haut. Il faut bien qu'un Français réponde à ses *Ultima verba*.

Quant au double respect de l'âge et du grade, je me sens tout à fait libre à son égard. Je suis l'aîné de M. Pétain (de peu, il est vrai. Nous sommes tous les deux de 1856, lui d'avril, moi du 18 janvier). Je n'ai jamais pensé qu'on dût moins la vérité aux vieillards qu'aux morts. Si d'ailleurs, politiquement, M. Pétain est bien mort, l'adage vaut dans son cas et nous ne lui devons plus que la vérité.

Pour le grade, c'est une autre affaire. Peu de mots, je le sais, remplissent plus la bouche à l'homme de la rue, sonnent plus fort à ses oreilles, le font lever plus haut ses regards et l'inclinent plus bas au respect que le titre de *Maréchal de France*. Il y voit le sommet d'une caste supérieure, et je ne suis pas sûr que M. Pétain ne pensait pas de même et n'ait pas spéculé sur le préjugé, le jour où il a dit à la France : « Nous allons discuter de l'armistice, *entre soldats et dans l'honneur* ».

Quant à moi, depuis l'affaire Dreyfus, c'est-à-dire depuis un demi-siècle, je suis devenu indifférent dans mes jugements à la couronne de chêne sur le képi, fût-elle triple, et aux étoiles sur les manches, fussent-elles sept.

Il discute ensuite les trois éléments du message : « une plainte, un plaidoyer pour la justification et, pour finir, un ordre. » Et voici quelques passages de la conclusion :

Ce règne finit aujourd'hui et la France survit avec son vrai visage, dont elle a arraché les pansements à l'eau bénite de M. Pétain. Malgré lui, elle a repris courage et force ; elle a fermé l'oreille à ses propos, où les ordres brefs de caserne alternaient avec les susurrements de confessionnal ; du fond de sa vieille, grande et vraie Révolution nationale, elle a entendu arriver l'appel que la Marseillaise de Rude clame de sa bouche puissante sur la paroi de l'Arc de Triomphe, et elle l'a transmis à ses enfants à la poitrine nue, dont elle a fait les gars du Maquis.

.....

Porté au faîte par l'asservissement de la patrie, [M. Pétain] en a été précipité par sa délivrance. Pareille aventure n'était pas encore arrivée à un Maréchal de France. Elle est sinistre, mais d'un sinistre sans grandeur, car il a pris soin lui-même de la couvrir de ridicule.

Pendant cinq ans et par son ordre, une chromo de tous les formats, du minuscule au colossal, fabriquée dans les ateliers de la rue Saint-Sulpice, a béatement offert à la vénération des foules, dans toutes les vitrines de toutes les boutiques de France, son visage sans expression de vieillard bien nourri.

Il a réclamé d'avance sa place dans l'hagiographie nationale, parmi les envoyés de Dieu, entre Sainte Geneviève et Sainte Jeanne d'Arc, comme la troisième vierge miraculeuse qui ait sauvé la France, et sûrement la plus miraculeuse des trois, puisque mâle, promue à l'ancienneté et par récupération. Je suis sûr de l'accueil que les deux braves et bonnes saintes réservent à cette contrefaçon en toc qui prétend s'imposer.

Si vraiment la France a été coupable et si Dieu a voulu la punir, il ne pouvait lui imposer de punition plus humiliante que de la livrer pendant cinq ans à ce vieillard matois et borné.

Quant à la place que le vieillard occupera, non plus dans l'hagiographie française, mais dans l'histoire nationale, elle est marquée d'avance à côté de Bazaine. Le diptyque des maréchaux y remplacera le triptyque des saintes.

« Vous n'êtes plus maréchal, vous n'êtes plus soldat, vous n'êtes plus citoyen », criait Victor Hugo à Bazaine, et il ajoutait pour le Conseil de guerre : « Le renvoyer à l'Histoire avec cet effrayant soufflet, c'est assez ».

Y aura-t-il un conseil de guerre pour se prêter ou se refuser à cette suggestion ? S'il s'y refuse, quelle commune mesure pourra-t-il trouver entre Bazaine qui n'a livré que Metz et Pétain qui a livré la France en se vantant de la sauver ?

Il est salubre de relire ce texte à une époque où la trahison relève assez la tête pour tenter la réhabilitation de Pétain ; je pense qu'on nous saura gré d'avoir tenu à en donner de larges extraits.

*
* *

En même temps qu'il gardait ainsi intacte sa soif de justice et de fraternité humaine, Paul Dupuy se laissait aller, plus qu'il ne l'avait jamais fait pendant sa vie, à une tendresse secrète que, comme bien des hommes de sa génération, comme Anatole France, avec qui il a tant de rapports, il avait toujours cachée sous le masque de l'ironie. Dans les dernières années de sa vie, Paul Dupuy a écrit une série de sonnets, d'une forme parnassienne qui n'est sans doute plus à la mode, mais d'une émouvante sincérité. Tel ce sonnet composé le jour même de ses quatre-vingt-onze ans, et qui se termine ainsi :

Bien loin de la prier de m'oublier encor,
Je suis prêt à régler mon compte avec la Mort.

Elle a, depuis longtemps déjà, pris des avances
A la fois sur mon corps et mon intelligence ;
Je me sens chaque jour un peu diminué,

Mais c'est la loi commune et j'y suis résigné ;
Je borne mon désir à garder seulement
Tout mon pouvoir d'aimer jusqu'au dernier moment.

Genève, 18 janvier 1947.

*
* *

J'eus alors la joie d'intéresser Paul Dupuy à l'effort de notre revue. Il m'autorisa d'abord à y publier des extraits des souvenirs sur Pasteur qu'il avait donnés en 1938 et 1939 au *Bulletin de la Société des Amis de l'Ecole normale supérieure* [1] ; il nous donna ensuite quelques souvenirs sur Paul Langevin [2] ; je le priai enfin d'écrire pour nous, à l'occasion du cinquantenaire de la lettre « J'accuse » de Zola, quelques pages sur l'affaire Dreyfus.

Il se mit aussitôt au travail avec une ardeur juvénile et commença un gigantesque travail de documentation. Il m'écrivait le 25 septembre 1947 :

J'ai le plus grand désir de réaliser la promesse que je vous ai faite et depuis cinq mois je passe tous les matins deux heures et demie à la bibliothèque de l'Université à prendre jour par jour dans le *Journal de Genève*, qui suivit l'affaire avec passion, tout ce qu'il donne sur elle... J'espère pouvoir me mettre à écrire en octobre. Il se fait un travail dans ma tête qui, cette nuit encore, dans le demi-sommeil, me fait voir tantôt des aspects anecdotiques et personnels, et tantôt au contraire des aspects généraux et presque universels. Car cette étude minutieuse d'un journal comme celui de Genève me remet à la fois dans le détail de l'affaire et dans toute la vie politique de la France et du monde dans cette dernière décade du XIXe siècle où l'ère du capitalisme mécanique atteint l'apogée où sont les germes de sa ruine.

La rédaction terminée, le 2 décembre, il m'écrivait encore :

Je porte aujourd'hui mon manuscrit à la dactylo. Je ne sais en vérité ce qu'il vaut ni s'il vous conviendra dans sa teneur et dans ses dimensions. Vous en ferez bien entendu ce que vous voudrez. Mais il y a deux choses que vous ne pouvez imaginer. C'est d'abord ma lutte avec une mémoire en ruine qui prive de toute cohérence les opérations de l'esprit, et c'est ensuite l'extraordinaire difficulté de ne pas tomber dans le détail pour une histoire aussi longue et aussi compliquée, quand il s'agit d'en donner un aperçu à des lecteurs pour lesquels elle n'est plus qu'un nom, et surtout quand on l'a vécue et quand on la revit comme je fais.

---

1. Paul Dupuy : Pasteur à l'Ecole normale. *La Pensée*, n° 7, avril-mai-juin 1946, p. 21-28.
2. Paul Dupuy : Souvenirs. *La Pensée*, n° 12, mai-juin 1947, p. 63-64.

Le 17 décembre, il m'envoyait son texte avec ces commentaires :

Je vous l'envoie tel quel ; c'est un enfant de vieillard et peut-être un monstre. Qu'il soit bien entendu entre nous que vous n'avez aucun amour-propre d'auteur à ménager. Si cela ne vous convient ni comme dimensions ni comme fond, je vous laisse entière liberté de publier ou non, ou de faire des coupures. C'est bien entendu, n'est-ce pas ? [1].

Vous discernerez aisément l'idée maîtresse, qui a été de ne laisser place à aucune des incertitudes matérielles au milieu desquelles s'est déroulée l'affaire pour les contemporains... J'ai voulu éviter tout ce qui pourrait sembler de la déclamation et ne laisser paraître que le minimum de sentiment ou d'action personnels. Je crois ainsi avoir fait une présentation assez neuve.

L'article a paru, sans aucune modification, dans notre numéro de février [2]. Mais Paul Dupuy avait contracté une pneumonie et ne put surmonter l'affaiblissement qui en résulta pour son organisme. Sa fille Madame Maurette m'écrivait le 18 mars :

Il avait été très anxieux, au début, dans sa fièvre, de voir paraître son article dans la *Pensée*. En lui demandant cet article, en le publiant, vous lui avez donné sa dernière grande joie. Comme il l'a attendu, ce numéro de *la Pensée*, pendant les deux premières semaines de sa maladie ! Et comme il était content de le tenir entre ses mains, bien qu'il ne fût pas en état de le relire ! Ça été la grande fierté de ses derniers mois, d'avoir écrit cet article.

C'est aussi une grande fierté pour *la Pensée* d'avoir tenu une telle place dans les ultimes préoccupations d'un homme d'esprit lucide et de cœur généreux, dont le souvenir ne s'effacera pas dans la mémoire de tous ceux qui ont eu l'honneur de le connaître et la joie de l'aimer.

---

1. Un secrétaire de rédaction est amené à faire bien des remarques sur le caractère de ses auteurs. Tandis que tant de jeunes gens outrecuidants poussent des cris de dignité offensée si on leur demande de changer un mot ou de couper une phrase de leur texte, je rapprocherai la déclaration qu'on vient de lire de ce que me disait Paul Langevin en me remettant son bel article sur Pasteur : « Je ne suis pas content de mon article, je suis trop fatigué. Lisez-le, et dites-moi ce qu'il faut changer. » Et comme je me récriais : « Je vous le dis bien sincèrement : vous savez bien que je ne suis pas poseur. » Et je pense aussi au mot que Frédéric Joliot-Curie m'écrivait en m'envoyant un article : « Corrige-le comme tu voudras. Mais crois-tu que ce soit du niveau de *la Pensée* ? » Tant il est vrai qu'une certaine qualité d'esprit ne va pas sans une certaine noblesse de caractère.

2. Paul Dupuy : *Février 1898. L'affaire Dreyfus et le procès Zola*. La Pensée, n° 15, janvier-février 1948, p. 11-25.

PAGES IGNOREES

BLANQUI ET LES BARRICADES DE JUIN 1848

Notre ami Sylvain Molinier, qui vient d'ailleurs de publier une très utile brochure sur Blanqui [1], *nous donne quelques pages de Blanqui qui présentent le plus grand intérêt. Blanqui a pris part à de nombreuses insurrections. Il a réfléchi sur toutes les insurrections du* XIX^e^ *siècle dont les gouvernements l'avaient « éloigné » en l'emprisonnant. Il peut apparaître à juste titre comme un « spécialiste » de l'insurrection du* XIX^e^ *siècle (nous disons bien du* XIX^e^ *siècle, car il serait facile, en prenant comme exemple la révolution russe de* 1905, *de montrer combien sont différentes les insurrections du* XIX^e^ *siècle et celles du* XX^e^). *Toutefois, et cela apparaît très nettement dans les pages que publie Sylvain Molinier, Blanqui a tendance à ne voir que l'aspect militaire du problème. La révolution de Février n'a été, dit-il, « qu'un raccroc ». Voire ! Il y a surprise dans la mesure où l'on se limite à l'étude du rapport des forces sur le plan militaire. Contrairement à l'opinion de Blanqui, on peut estimer que Louis-Philippe s'est défendu. Voici une note du* Bulletin de la République (*n° 14 du 11 avril*).

Les 23 et 24 février il a été élevé dans Paris 1512 barricades. On a calculé que chaque barricade a employé en moyenne 845 pavés ; de sorte que le peuple a arraché en quelques heures 1.277.648 pavés. On a en outre renversé 4.013 arbres, on a brisé ou endommagé 3.704 appareils d'éclairage, savoir 227 candélabres, 11 consoles, 890 lanternes brisées et 2.576 lanternes dont les verres ont été cassés. Enfin, on a brulé ou détruit 53 corps de garde, 71 bureaux de surveillants des voitures de place, 41 bureaux d'octroi, 41 guérites, 104 colonnes d'affichage, 192 bancs, total 605. Dans ce calcul ne sont pas comprises les grilles qui ont été arrachées pour faire des armes et compléter des barricades comme à la Bourse, à l'Assomption, au ministère de la Marine, à N.D. de Lorette, etc.

Ce texte est sans doute d'un bureaucrate doublé d'un collectionneur. Mais de ces statistiques naïvement détaillées il se dégage une idée fondamentale : on s'est battu, on s'est même chaudement battu. C'est aussi la conclusion à laquelle arrive Albert Crémieux dans sa thèse sur les journées de février 1848.

Le gouvernement n'abdiqua point sans lutter comme on l'a maintes fois répété ; mais sa résistance fut impossible devant l'assaut des forces populaires.

L'initiative ouvrière, le passage de la petite bourgeoisie (garde nationale) au peuple, le désarroi d'une partie de la grande bourgeoisie (industriels), voilà qui, plus que des considérations stratégiques, explique la victoire de février 1848.

Ce que dit Blanqui de la faiblesse des insurgés de juin 1848, *de leurs erreurs,*

---

1. Collection du centenaire de la Révolution de 1848. Presses Universitaires.

de leur absence d'organisation est très exact. Ce sont des défaillances qui ont eu des conséquences tragiques (et il en sera de même sous la Commune). Mais ce n'est point tout, et ce n'est point la cause profonde de la défaite. Il faut aller à l'explication politique : les insurgés furent vaincus parce qu'ils furent isolés.

Il est clair que Blanqui a porté toute sa vie le poids de sa formation première : il est l'héritier des babouvistes ou plus exactement des cercles babouvistes qui ont repris (souvent en les déformant) les traditions de Babeuf. Du babouvisme les disciples n'ont retenu que la « conspiration ».

Elevés à l'école de la conjuration, liés par la stricte discipline qui y correspond, les blanquistes partaient de ce point de vue qu'un nombre relativement petit d'hommes résolus et bien organisés était capable à un moment donné propice, non seulement de s'emparer du gouvernail de l'Etat, mais aussi, en déployant une grande énergie sans égard à rien, de s'y maintenir assez longtemps pour réussir à entraîner la masse du peuple dans la Révolution et à la grouper autour de la petite troupe directrice. [F. Engels : Introduction à *la Guerre civile en France* [1]].

Au fond, Blanqui étudie dans quelles conditions une insurrection peut être victorieuse. C'est ce même problème qui a retenu l'attention de Friedrich Engels en 1895 *dans son introduction aux* Luttes de classes en France (1848-1850). *Il arrive à des conclusions différentes de celles de Blanqui :*

Le temps des coups de main, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête des masses inconscientes est passé. Là où il s'agit d'une transformation complète des organisations sociales, il faut que les masses elles-mêmes y coopèrent, qu'elles aient déjà compris elles-mêmes de quoi il s'agit, pourquoi elles interviennent (avec leur corps et avec leur vie) [2].

C'est aussi ce que Lénine mettait en lumière à la veille de la révolution de novembre 1917 :

Pour réussir, l'insurrection doit s'appuyer non sur un complot, non sur un parti, mais sur la classe d'avant-garde. C'est là le premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur l'essor révolutionnaire du peuple. Deuxième point. L'insurrection doit s'appuyer sur un tournant décisif dans l'histoire de la révolution ascendante, quand l'activité des rangs avancés du peuple est la plus grande, que les hésitations dans les rangs des ennemis et dans les rangs des amis faibles, incertains, irrésolus de la révolution sont les plus fortes. Troisième point. C'est justement parce qu'il formule ces trois conditions en posant le problème de l'insurrection que le marxisme se distingue du blanquisme [3].

A coup sûr, pour Blanqui le prolétariat était la classe révolutionnaire par excellence. Mais il ne voyait pas dans l'organisation des masses ouvrières l'instrument de la transformation. Le capitalisme que Blanqui avait combattu jusqu'en 1848 *n'était point un capitalisme évolué : le prolétariat n'avait pas encore la puissance qui sera la sienne un demi-siècle plus tard. Il ne formait pas une masse homogène. De ce prolétariat, Blanqui ne voyait que les éléments les plus décidés — ceux qu'il pouvait organiser et conduire à l'assaut.*

Quoi qu'il en soit, Blanqui marque une étape décisive dans l'histoire du socialisme français. Les utopistes n'avaient aperçu « du côté du prolétariat aucune spontanéité historique, aucun mouvement historique qui lui soit propre ». Blanqui

---

1. Paris, Editions Sociales, 1946, p. 17.
2. Karl Marx : Les luttes de classes en France. Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte. Paris, Editions sociales, 1948, p. 34.
3. Lénine : Œuvres choisies, t. II, p. 134.

était arrivé à cette conclusion que le socialisme se réaliserait par les ouvriers — mais les ouvriers ne pouvaient accéder au pouvoir que sous la direction d'une petite avant-garde disciplinée.

Ces réserves faites, le texte de Blanqui, Instruction pour une prise d'armes, *méritait de sortir de l'ombre. Blanqui (comme Engels d'ailleurs) avait étudié les questions militaires : aussi ce qu'il nous dit des conditions dans lesquelles se fit l'insurrection de juin 1848 nous éclaire sur certaines causes de la défaite ouvrière* [1].

Jean BRUHAT.

*
* *

Les pages qui suivent constituent la première partie d'une étude rédigée par Blanqui en 1868 sous le titre Instruction pour une prise d'armes. *Le manuscrit, de la main même du vieux révolutionnaire, se trouve carton V, liasse IX, des « Papiers de Blanqui » déposés à la Bibliothèque nationale. Cette étude souvent citée mais, sauf erreur, encore inédite, nous vaut de connaître les réflexions inspirées à Blanqui par la première grande défaite du prolétariat français. Il est bon de rappeler que l'auteur, arrêté par le gouvernement de la seconde République au lendemain de la journée du 15 mai et emprisonné au donjon de Vincennes, ne put pas prendre part aux combats des journées de juin 1848.*

S. MOLINIER.

*
* *

Une insurrection parisienne, d'après les vieux errements, n'a plus aujourd'hui aucune chance de succès.

En 1830, le seul élan populaire a pu suffire à jeter bas un pouvoir surpris et terrifié par une prise d'armes, événement inouï, qui était à mille lieues de ses prévisions.

Cela était bon une fois. La leçon a profité au gouvernement, resté monarchique et contre-révolutionnaire, bien que sorti d'une révolution. Il s'est mis à étudier la guerre des rues, et il y a repris bientôt la supériorité naturelle de l'art et de la discipline sur l'inexpérience et la confusion.

Cependant, dira-t-on, le peuple en 48 a vaincu par la méthode de 1830. Soit, mais point d'illusions : la victoire de Février n'est qu'un raccroc. Si Louis-Philippe s'était sérieusement défendu, force serait restée aux uniformes.

A preuve, les journées de Juin. C'est là qu'on a pu voir combien est funeste la tactique, ou plutôt l'absence de tactique, de l'insurrection. Jamais elle n'avait eu la partie aussi belle : dix chances contre une.

D'un côté, le gouvernement en pleine anarchie, les troupes démoralisées ; de l'autre, tous les travailleurs debout et presque certains du succès. Comment ont-ils succombé ? Par défaut d'organisation. Pour se rendre compte de leur défaite, il suffit d'analyser leur stratégie.

Le soulèvement éclate. Aussitôt, dans les quartiers du travail, des barricades s'élèvent çà et là, à l'aventure, sur une multitude de points.

---

1. On rapprochera avec intérêt ce document des articles que Friedrich Engels consacre aux journées de juin 1848 dans la Neue Rheinische Zeitung. (Ils sont publiés en annexe dans les Luttes de classes en France de Karl Marx).

Cinq, dix, vingt, trente, cinquante hommes, réunis par hasard, la plupart sans armes, commencent à renverser des voitures, lèvent et entassent des pavés pour barrer la voie publique, tantôt au milieu des rues, plus souvent à leur intersection. Quantité de ces barrages seraient à peine un obstacle au passage de la cavalerie. Parfois, après une grossière ébauche de retranchement, les constructeurs la plantent là pour se mettre en quête de fusils et de munitions.

En Juin, on a compté plus de six cents barricades. Une trentaine au plus ont fait à elles seules tous les frais de la bataille. Les autres, dix-neuf sur vingt, n'ont pas brûlé une amorce. De là, ces glorieux bulletins qui racontaient avec fracas l'enlèvement de cinquante barricades, où il ne se trouvait pas une âme.

Tandis qu'on dépave ainsi les rues, d'autres petites bandes courent çà et là, désarmant les corps de garde ou prenant de la poudre et des armes chez les arquebusiers. Tout cela se fait sans concert ni direction, au gré de la fantaisie individuelle.

Peu à peu cependant, un certain nombre de barricades, plus hautes, plus fortes, mieux construites, attirent de préférence les défenseurs qui s'y concentrent. Ce n'est point le calcul, mais le hasard qui détermine l'emplacement de ces fortifications principales, quelques-unes seulement, par une sorte d'inspiration militaire assez concevable, occupent les grands débouchés.

Durant cette première période de l'insurrection, les troupes, de leur côté, se sont réunies. Les généraux reçoivent et étudient les rapports de police. Ils se gardent bien d'aventurer leurs détachements sans données certaines, au risque d'un échec qui démoraliserait le soldat. Dès qu'ils connaissent bien les positions des insurgés, ils massent les régiments sur divers points, qui constitueront désormais la base des opérations.

Les armées sont en présence. Ici va se montrer à nu le vice de la tactique populaire, cause certaine de désastres.

Point de commandement général, partant point de direction ; pas même de concert entre les combattants. Chaque barricade a son groupe particulier, plus ou moins nombreux, mais toujours isolé. Qu'il compte dix ou cent hommes, il n'entretient aucune communication avec les autres postes. Souvent il n'y a même pas un chef pour diriger la défense, et s'il y en a un, son influence est à peu près nulle. Les soldats n'en font qu'à leur tête : l'un s'en va, l'autre arrive ; ils restent, ils partent, ils reviennent suivant leur bon plaisir. Le soir, ils vont se coucher.

Par suite de ces allées et venues perpétuelles, on voit le nombre des citoyens présents varier rapidement du tiers, de la moitié, quelquefois des trois-quarts. Personne ne peut compter sur personne. De là, bientôt, défiance du succès et découragement.

De ce qui se passe ailleurs, on ne sait rien et on ne s'embarrasse pas davantage. Les canards circulent, tantôt noirs, tantôt roses. On écoute paisiblement le canon et la fusillade, en buvant sur le comptoir du marchand de vins. Quant à porter secours aux positions assaillies, on n'en a pas même l'idée. « Que chacun défende son poste et tout ira bien », disent les plus solides. Ce singulier raisonnement tient à ce que la plupart des insurgés se battent dans leur propre quartier ; faute capitale qui a des conséquences désastreuses, entr'autres les dénonciations des voisins après la défaite.

Car, avec un pareil système, la défaite ne peut manquer. Elle arrive à la fin sous la forme de deux ou trois régiments qui tombent sur la barricade et en écrasent les quelques défenseurs. Toute la bataille n'est que la répétition monotone de cette manœuvre invariable. Tandis que les insurgés fument leur pipe

derrière les tas de pavés, l'ennemi porte successivement toutes ses forces sur un point, puis sur un second, un troisième, un quatrième, etc... et il extermine ainsi en détail l'insurrection.

Le populaire n'a garde de contrarier cette agréable besogne. Chaque groupe attend philosophiquement son tour et ne s'aviserait pas de courir à l'aide du voisin. Non ! « Il défend son poste, il ne faut pas abandonner son poste. »

Et voilà comme on périt par l'absurde.

Lorsque, grâce à une si lourde faute, la grande révolte parisienne de 48 a été brisée comme verre par le plus pitoyable des gouvernements, quelle catastrophe n'aurait-on pas à redouter, si on recommençait la même sottise devant un militarisme farouche qui a maintenant à son service les formidables conquêtes de la science et de l'art, les chemins de fer, le télégraphe électrique, les canons rayés, le fusil chassepot ?

Par exemple, ce qu'il faut rayer du nombre des nouveaux avantages de l'ennemi, ce sont les voies stratégiques qui sillonnent maintenant la ville dans tous les sens. On les craint, on a tort. Il n'y a pas à s'en inquiéter. Loin d'avoir créé un danger de plus à l'insurrection, comme on se l'imagine, elles offrent au contraire un mélange d'inconvénients et d'avantages pour les deux partis. Si la troupe y circule avec plus d'aisance, par contre elle y est exposée fort à découvert.

De telles rues sont impraticables sous la fusillade. En outre, les balcons, bastions en miniature, fournissent des feux de flanc que ne comportent point les fenêtres ordinaires. Enfin ces longues avenues en ligne droite méritent parfaitement le nom de boulevards dont on les a baptisées. Ce sont en effet de véritables boulevards qui constituent des fronts naturels de défense d'une très grande force.

L'arme par excellence, dans la guerre des rues, c'est le fusil. Le canon fait plus de bruit que de besogne. L'artillerie ne pourrait agir sérieusement que par l'incendie. Mais une telle atrocité, employée en grand et comme système, tournerait bientôt contre ses auteurs et ferait leur perte.

La grenade, qu'on a pris la mauvaise habitude d'appeler *bombe*, est un moyen secondaire, sujet d'ailleurs à une foule d'inconvénients. Elle consomme beaucoup de poudre pour peu d'effet, est d'un maniement très dangereux, n'a aucune portée et ne peut agir que des fenêtres. Les pavés font presque autant de mal et ne coûtent pas si cher. Les ouvriers n'ont pas d'argent à perdre.

Pour l'intérieur des maisons, c'est le revolver, puis l'arme blanche, baïonnette, épée, sabre et poignard. Dans un abordage, la pique ou la pertuisane de huit pieds triompheraient de la baïonnette.

L'armée n'a sur le peuple que deux grands avantages, le fusil Chassepot et l'organisation. Ce dernier surtout est immense, irrésistible. Heureusement, on peut le lui ôter et, dans ce cas, l'ascendant passe du côté de l'insurrection.

Dans les luttes civiles, les soldats, sauf de rares exceptions, ne marchent qu'avec répugnance, par contrainte et par eau-de-vie. Ils voudraient bien être ailleurs et regardent plus volontiers derrière que devant eux. Mais une main de fer les retient. Esclaves et victimes d'une discipline impitoyable, sans affection pour le pouvoir, ils n'obéissent qu'à la crainte et sont incapables de la moindre initiative. Un détachement coupé est un détachement perdu. Les chefs, qui ne l'ignorent pas, s'inquiètent avant tout de maintenir les communications entre tous leurs corps. Cette nécessité annule une partie de leur effectif.

Dans les rangs populaires, rien de semblable. Là, on se bat pour une idée. Là, on ne trouve que des volontaires, et leur mobile est l'enthousiasme, non la peur. Supérieurs à l'adversaire par le dévouement, ils le sont bien plus encore

par l'intelligence. Ils l'emportent sur lui, dans l'ordre moral et même physique par la conviction, la vigueur, la fertilité des ressources, la vitalité du corps et de l'esprit. Ils ont la tête et le cœur. Nulle troupe au monde n'égale ces hommes d'élite.

Que leur manque-t-il donc pour vaincre ? Il leur manque l'unité et l'ensemble qui fécondent, en les faisant concourir au même but, toutes ces qualités que l'isolement frappe d'impuissance. Il leur manque l'organisation. Sans elle, aucune chance. L'organisation, c'est la victoire ; l'éparpillement, c'est la mort.

Juin 48 a mis cette vérité hors de conteste. Que serait-ce donc aujourd'hui ? Avec les vieux procédés, le peuple tout entier succomberait si la troupe voulait tenir, et elle tiendra tant qu'elle ne verra devant elle que des forces irrégulières, sans direction. Au contraire, l'aspect d'une armée parisienne en bon ordre, manœuvrant selon les règles de la tactique, frappera les soldats de stupeur et fera tomber leur résistance.

Une organisation militaire, surtout quand il faut l'improviser sur le champ de bataille, n'est pas une petite affaire pour notre parti. Elle suppose un commandement en chef et, jusqu'à un certain point, la série habituelle des officiers de tout grade. Où prendre ce personnel ? Les bourgeois révolutionnaires et socialistes sont rares, et le peu qu'il y en a ne fait que la guerre de plume. Ces messieurs bouleversent le monde avec leurs livres et leurs journaux, et depuis seize ans ils barbouillent du papier à perte de vue, sans se fatiguer de leurs déboires. Ils souffrent avec une patience chevaline le mors, la selle, la cravache et ne lâcheraient pas une ruade. Fi donc ! Rendre les coups ? C'est bon pour les goujats.

Ces héros de l'écritoire professent pour l'épée le même dédain que l'épauletier pour leurs tartines. Ils ne semblent pas se douter que la force est la seule garantie de la liberté, qu'un pays est esclave où les citoyens ignorent le métier des armes et en abandonnent le privilège à une caste ou à une corporation.

Dans les républiques de l'antiquité, chez les Grecs et les Romains, tout le monde savait et pratiquait l'art de la guerre. Le militaire de profession était une espèce inconnue. Cicéron était général, César avocat. En quittant la toge pour l'uniforme, le premier venu se trouvait colonel ou capitaine et ferré à glace sur l'article. Tant qu'il n'en sera pas de même en France, nous resterons les Pékins fouaillés à merci par le traîneur de sabre.

Des milliers de jeunes gens instruits, ouvriers et bourgeois, frémissent sous un joug abhorré. Pour le briser, songent-ils à prendre l'épée ? Non ! la plume, toujours la plume, rien que la plume. Pourquoi donc pas l'une et l'autre, comme c'est le devoir d'un républicain ? En temps de tyrannie, écrire est bien, mais combattre est mieux quand la plume esclave demeure impuissante. Eh bien, point ! On fait un journal, on va en prison, et nul ne songe à ouvrir un livre de manœuvres, pour y apprendre en vingt-quatre heures le métier qui fait toute la force de nos oppresseurs, et qui nous mettrait dans la main notre revanche et leur châtiment.

Mais à quoi bon ces plaintes ! C'est la sotte habitude de notre temps de se lamenter au lieu de réagir. La mode est aux jérémiades. Jérémie pose dans toutes les attitudes. Il pleure, il flagelle, il dogmatise, il régente, il tonne, fléau lui-même entre tous les fléaux. Laissons ces bobèches de l'élégie, fossoyeurs de la liberté. Le devoir d'un révolutionnaire, c'est la lutte toujours, la lutte quand même, la lutte jusqu'à extinction.

Les cadres manquent pour former une armée ? Eh bien, il faut en improviser sur le terrain même pendant l'action. Le peuple de Paris fournira les

éléments, anciens soldats, ex-gardes nationaux. Leur rareté obligera de réduire à un minimum le chiffre des officiers et sous-officiers ; il n'importe, le zèle, l'ardeur, l'intelligence des volontaires compenseront ce déficit.

L'essentiel, c'est de s'organiser à quelque prix que ce soit. Plus de ces soulèvements tumultueux à dix mille têtes isolées, agissant au hasard, en désordre, sans nulle pensée d'ensemble, chacun dans son coin et selon sa fantaisie ! Plus de ces barricades à tort et à travers, qui gaspillent le temps, encombrent les rues et entravent la circulation nécessaire à un parti comme à l'autre. Le Républicain doit avoir la liberté de ses mouvements aussi bien que les troupes.

Point de courses inutiles, de tohu-bohu, de clameurs ! Les minutes et les pas sont également précieux. Surtout ne pas se claquemurer dans son quartier, ainsi que les insurgés n'ont jamais manqué de le faire, à leur grand dommage. Cette manie, après avoir causé la défaite, a facilité les proscriptions. Il faut s'en guérir sous peine de catastrophe.

Auguste Blanqui

JUIN 48

par Emile TERSEN

Nous n'entendons pas donner dans cet article un récit détaillé des journées de juin. L'entreprise a été maintes fois tentée, avec des succès inégaux. A notre sens, elle reste à faire ; mais ce n'est ni le temps, ni le lieu de la poursuivre. Nous voulons seulement essayer ici de dégager des caractères généraux, aborder de plus près certaines explications, et aussi indiquer les directions vers lesquelles d'ultérieures investigations pourraient être poussées.

*
* *

Pendant longtemps, l'explication des journées de juin a été simple, superficielle et limitée à une cause que l'on pourrait nommer technique. Elle peut, sans être trahie, se résumer ainsi : La République a imprudemment proclamé, le 25 février, le droit au travail. En vertu de ce droit, elle a organisé les Ateliers nationaux. Ceux-ci se sont avérés coûteux, inutiles et, après le 15 mai, ont paru politiquement dangereux. On songe à les supprimer. C'est ce projet qui déchaîne tout :

> Comme leur situation [il s'agit des ouvriers] ne s'améliore pas et que l'on parle sérieusement de supprimer les Ateliers nationaux, leur seul refuge contre le chômage, ils se préparent activement à la résistance armée [1].

On sait la suite.

Cette explication linéaire, qui attribue à l'un des facteurs déterminants le rôle d'une cause profonde, est présentement abandonnée. L'interprétation donnée par Marx, très peu de temps après les évènements, reprise et toujours plus poussée par les historiens marxistes, s'est largement répandue. Ses adversaires mêmes en reconnaissent la valeur [2]. Et nul ne conteste plus, dans le principe, que « les journées de juin 1848 représentent la lutte des classes à l'état pur » [3].

Il nous a semblé pourtant que cette adhésion comportait ici et là des réserves, des altérations, dont l'accumulation finit par prendre un sens très caractérisé. Elle aboutirait, si l'on n'y prenait garde, à déformer l'idée de lutte des classes elle-même ; elle serait une base pour une démonstration ultérieure (car il importe que le cheminement n'en soit pas trop rapide). Elle constitue le point de départ d'une offensive dirigée contre le matérialisme historique.

---

1. Duroselle : 1848, *Révolution créatrice* (Bloud et Gay, 1948), p. 192.
2. M. Duroselle, dans le même ouvrage, admet « la puissance de diffusion plus ou moins consciente des idées marxistes à propos de 1848 » (p. 198).
3. *Ibid.*, p. 201.

*
* *

En gros, les arguments utilisés se groupent en deux séries, qui intéressent s deux côtés de la barricade, côté de la bourgeoisie et côté du prolétariat. Ces rguments constituent, pour les deux groupes intéressés, des excuses, donc des ltérations.

Côté bourgeoisie d'abord. Certes, on ne nie pas l'effort tenté par les éléments e réaction pour empêcher la réalisation d'une République sociale, telle qu'avaient oulu l'instaurer les vainqueurs de Février. Mais on se refuse à y voir le mouvement spontané, normal et, pour quiconque croit vraiment à la lutte des classes, aturel (au sens quasi-physiologique du mot) de la part des possédants menacés. n le considère comme « une très savante manœuvre » [1], ourdie par un très petit ombre d'hommes ; on les désigne nommément ; il s'agit surtout de Falloux et de lontalembert. Les autres ? Les autres n'ont pas vu, doux et bénins qu'ils étaient, ans quels chemins tortueux et sanglants ils se laissaient mener. Après, la nécesité et la peur en ont fait des complices.

On saisit tous les avantages d'une telle concentration des responsabilités. Elle a des chances de rencontrer aisément l'adhésion d'un public qui est peu amiliarisé avec la notion de l'histoire collective et qui garde toute sa sympathie our l'individu historique. Elle flatte (en France du moins) son goût inné et omanesque pour la conjuration et le complot ; elle satisfait son désir de connaître enfin le nom du « chef d'orchestre invisible » dont l'action occulte permet l'expliquer, si simplement, l'évènement. Quoi de plus tentant que s'imaginer les onciliabules secrets d'un méchant Falloux « meneur de jeu » (la qualification n'est-elle pas remarquable ?) et d'un maléfique Montalembert !

Quoi de plus précieux, surtout ! Et, très curieusement, en deux sens. D'une art, lorsque l'historiographie commença à s'occuper avec précision des évènements de 1848, c'est-à-dire à la fin du siècle dernier et au début du nôtre, les éléments dirigeants de la III[e] République s'apparentaient — progressistes ou adicaux — sur le plan idéologique comme sur le plan social, à ceux qui avaient mené les destinées de la II[e] République. Ils voulaient montrer que ceux-ci n'avaient été pour rien dans la préparation et dans l'exécution de cette sanglante réaction ; car cela les innocentait eux-mêmes et pouvait leur permettre de gagner la sympathie, électoralement si précieuse, de la classe ouvrière. Choisir un bouc émissaire, et le choisir dans les rangs de la réaction était habile.

Ils inventèrent une machination ténébreuse conçue et exécutée par M. de Falloux avec tant d'adresse et de duplicité qu'il était, paraît-il, impossible d'éviter le piège [2].

Présentement, c'est dans le camp catholique que s'opère la manœuvre. On peut y être un peu gêné en constatant que « l'Esprit de 1848 », ce fameux Esprit qui est fraternité et générosité sociale, n'a abouti qu'à d'aussi sanglants résultats. Faire la part du feu, choisir soi-même ses otages pour les livrer au jugement de l'Histoire, n'est-ce point habile ? Opposer Ozanam, Lamennais, Mgr Affre et bien d'autres au machiavélisme d'un Falloux, c'est faire pénitence et là aussi s'assurer la sympathie — et peut-être le ralliement — du lecteur.

---

1. H. Guillemin : *Le Miracle de 48* (dans *la Vie intellectuelle*, 10 décembre 1936).
2. P. de Lacretelle : *La vie politique de Victor Hugo.*

Dans les deux cas, des fractions politiquement différentes (mais politiquement seulement) de la bourgeoisie se frappent la poitrine et prononcent le fameux : « Je n'ai pas voulu cela ».

Du côté du prolétariat, ce sont surtout des facteurs sentimentaux qu'il s'agit de mettre en avant. Certes, les plus objectifs de nos adversaires ne nient pas l'existence dans la classe ouvrière de noyaux pernicieux (selon eux) : blanquistes, clubistes, démagogues (qu'on ne se donne même pas la peine de définir et d'analyser scientifiquement), mais sont d'accord pour ne leur attribuer qu'un rôle restreint, et dans tous les cas, occasionnel.

La masse des insurgés, c'est la misère et la faim qui l'ont jetée aux barricades. Et d'évoquer le fameux mot : « Monsieur Arago, vous n'avez jamais eu faim ». Et aussi la chanson de l'époque « Les Soldats du désespoir ». Les Journées de juin, sans cesser d'être un épisode de la lutte des classes, deviennent ainsi une réaction spasmodique de la misère populaire. La lutte des classes n'est donc plus ce rythme puissant qui soulève et mène toute l'histoire des hommes et qui au gré des circonstances, affecte des formes variées. Elle provoque seulement des épisodes violents et brefs. Ce n'est plus un fait permanent. C'est une maladie.

L'ouvrier devient un malheureux qu'il faut excuser, qu'il faut doucement soigner. Etat d'esprit que nous voyons apparaître au cours des évènements eux-mêmes. C'est Cabet qui parlera de « ces malheureux ouvriers égarés par la misère et le désespoir ». C'est l'*Ere nouvelle* du 25 juin 1848 qui écrit :

> Nous nous mettons à la place d'un prolétaire élevé dans une société sans foi, et nous concevons jusqu'où pourraient aller l'aberration de notre esprit et le soulèvement de notre cœur.

Mais le jour où le prolétaire sera élevé dans une « société avec foi » accompagnée d'une dose raisonnable de réformisme social, tout ira mieux ! C'est la porte ouverte à l'évangélisme. Il faut, dira encore l'*Ere nouvelle* (mais cette fois le 18 juillet 1848, ce qui montre le développement chronologique et logique de sa pensée) :

> se vouer au soulagement des classes souffrantes, poursuivre l'abolition du paupérisme, sans se rendre solidaire des prédications qui ont déchaîné la tempête de juin, et qui suspendent encore sur nous de si sombres nuages.

Cette « extinction du paupérisme », l'homme du fort de Ham en avait déjà fait un des articles de son programme. Pourtant, l'avènement du Second Empire n'empêchera pas les « sombres nuages » de se reformer ! Mais on discerne bien le sens de l'opération : trouver à la classe ouvrière des circonstances atténuantes, la rallier par des adoucissements, esquiver ainsi ce qui est le but, la justification de la lutte des classes et ce qui doit, par sa réalisation même, rendre cette lutte désormais inutile : la Révolution sociale.

*
* *

Dans les deux cas, il faut tenter de faire justice de cette mystification, d'autant plus pernicieuse qu'elle s'installe au cœur même des faits, qu'elle ne les nie pas, mais qu'elle les interprète habilement, de manière à en minimiser le sens et à en éluder les conséquences.

Nous ne pensons pas qu'il y ait eu un complot entre quelques personnes

contre la classe ouvrière (encore que nous ne songions nullement à réhabiliter Montalembert et Falloux et que nous ne songions pas à nier leur participation à la réaction).

Nous croyons que dès qu'il est apparu que la République se voulait non seulement démocratique, mais sociale, toutes les fractions possédantes de l'opinion, qu'elles fussent rurales ou urbaines, manufacturières ou bancaires, se sont senties menacées. 1847 les avait séparées — et la Révolution était pour une part sortie de ces divisions, — 1848 les réunit. Tocqueville, le plus lucide conservateur de ce temps, l'a fort bien vu :

Tous les propriétaires, quels que fussent leur origine, leurs antécédents, leur éducation, leurs biens, s'étaient rapprochés les uns des autres et ne semblaient plus former qu'une seule classe... La propriété, chez tous ceux qui en jouissaient, était devenue une sorte de fraternité.

« Une seule classe ». Ce n'est ni Marx, ni nous qui le disons, mais Tocqueville. Et cette classe, au début de la Révolution, étreinte et paralysée qu'elle est par une terrible peur, ne peut pas réagir. Elle se contente de défendre la «fraternité » de ses biens par l'exploitation de la fraternité humaine, fraternité qui « dura juste le temps où l'intérêt de la bourgeoisie était frère de l'intérêt du prolétariat » [1]. Dès le début d'ailleurs, ce prolétariat était bien reconnu comme l'élément nocif (« Nous sommes menacés du communisme des ouvriers », écrit Thiers à son ami Floret, le 4 mars). Mais il paraît encore vigoureux et il vaut mieux gagner du temps. Le Gouvernement provisoire sera donc, selon la définition qu'en donne Lamartine lui-même, « un gouvernement qui suspend ce malentendu qui existe entre les différentes classes ».

Au fur et à mesure que s'avère la mansuétude inouïe des vainqueurs, au fur et à mesure que se forgent les armes de la répression : armement du lumpen-prolétariat par la constitution d'une garde mobile et création, par les Ateliers nationaux, « d'une seconde armée prolétaire contre les ouvriers eux-mêmes » (K. Marx), la « suspension de ce malentendu » devient moins nécessaire. Et dès le 16 avril, la bourgeoisie rassurée s'enhardit à crier : « A bas les communistes ! ».

Les élections générales du 23 avril ne peuvent que l'encourager. Je ne m'attarde pas aux étiquettes politiques ; il est entendu que dans l'Assemblée nationale constituante, tout le monde est républicain (les royalistes les plus avérés ne dépassent pas le terme de conservateurs). Mais dans l'ordre social, nous devons surtout être attentifs à deux traits.

L'Assemblée est provinciale (676 députés — sur 900 — sont originaires de la région qu'ils représentent). Provinciale comme on peut l'être à cette époque où les voyages sont difficiles, longs et rares. Les « ruraux » de 1848 (qui préfigurent déjà ceux de 1871) ignorent Paris (et surtout le Paris populaire). Ils redoutent Paris qui leur a imposé « sa » Révolution et « sa » République. Ils détestent Paris, dont les expériences sociales leur coûtent si gros.

Et l'Assemblée est riche. Sur 900 membres, 691 paient plus de 500 francs d'impôts directs et auraient pu être les élus de la monarchie censitaire que l'on venait d'abattre. Ces notables pourront bien, lors de la séance inaugurale du 4 mai, crier, dix-sept fois de suite « Vive la République ! », ils n'en constituent pas moins

---

1. K. Marx : Neue Rheinische Zeitung, nº du 29 juin 1848.

un bloc bourgeois très cohérent. Ils ne peuvent pas ne pas s'engager dans les voies de la réaction sociale. Ils n'ont pas besoin d'y être menés par tel ou tel augure. Ne viennent-ils pas de donner, à Rouen, à la fin d'avril, par la répression de l'émeute ouvrière, un exemple significatif ? Dès lors, les évènements qui vont se dérouler, du 4 mai au 22 juin, ne sont pas les étapes d'une conjuration, mais le développement d'une situation historique logique. Et ce qui le montre bien, c'est l'uniformité des attitudes, et parfois la similitude des langages.

Bien entendu, je ne fais aucune difficulté pour rendre à M. de Falloux sa vraie place, qui est celle, non d'un légitimiste acharné à détruire la République, mais celle d'un propriétaire terrien (pour la même raison, il boudera l'Empire, qui ruine ses espérances politiques, mais il ne le combattra pas sérieusement, car il protège la structure sociale où il est installé). Il est le porte-parole des provinciaux hostiles aux Ateliers nationaux parisiens. Quoi de plus simple ?

Mais il est appuyé par les économistes les plus distingués du temps. Frédéric Bastiat adresse aux membres du gouvernement des formules d'exorcisme :

> Dissolvez les ateliers nationaux...
> Si vous voulez que la confiance revienne, dissolvez les ateliers nationaux.
> Si vous voulez que la province se calme, dissolvez, etc...
> Si vous voulez que le peuple vous bénisse, dissolvez, etc...
> Si vous ne voulez pas être maudits dans le présent, si vous ne voulez pas que votre mémoire soit exécrée de génération en génération, dissolvez les ateliers nationaux !

(Je passe de nombreux versets de cette litanie, pour éviter la monotonie).

La finance a son mot à dire. Et c'est un véritable ultimatum que présente à l'Assemblée, le 15 juin, Goudchaux. On sent tout le poids que peuvent avoir, en période de crise financière, de telles paroles :

> Avant d'organiser le travail, il faut le reconstituer. Il faut que les Ateliers nationaux disparaissent, à Paris d'abord, en province aussi. Il ne faut pas qu'ils s'amoindrissent, entendez le bien : il faut qu'ils disparaissent !

Ici intervient Montalembert. Le 22 juin, il est question d'un projet de rachat des chemins de fer, dont le vote aurait pu fournir du travail à de nombreux chômeurs. Pourtant, ce catholique sincère que l'on continue à proposer à notre admiration s'élève contre le projet. Il y dénonce

> une menée de l'école communiste, la première brèche faite à ce mur inexpugnable qui jusqu'à ce jour a protégé la famille et la propriété.

Allons plus loin, et n'hésitons pas à bousculer les idoles. Voici les poètes. Hugo, qui se souvient encore, sans doute, d'avoir été pair de France, qui reste au demeurant un grand bourgeois intellectuel, a, dès le 4 juin dans son affiche électorale dite « Les deux républiques », pris parti. Il y vante une République pondérée, éclairée (j'ai envie d'écrire : bien élevée) qui est « la civilisation ». Il s'élève avec indignation contre l'autre, la République populaire, qu'il nomme « terreur ». A l'Assemblée, le 20 juin, il parlera des « désœuvrés de la misère », des « fainéants de la République ». Il ne trouvera d'ailleurs à proposer comme solution aux difficultés sociales que « le calme, l'union, la bonne volonté ».

Quant à Lamartine, on sait que chez lui les choses remontaient plus haut. Si l'on en croit son biographe le mieux informé :

son plan, c'est de conquérir la confiance d'un peuple en marche vers des révolutions nouvelles et inévitables, afin de se faire agréer par lui, et de se constituer son chef et son guide. Cette force torrentielle, il a résolu de la conduire et de la canaliser ; sous sa main, le peuple ira à la démocratie politique ; le monde entier y glisse, et sans doute est-ce bien ainsi ; mais à la démocratie sociale, jamais, jamais tant que Lamartine sera là [1].

Cet escamoteur éloquent n'écrivait-il pas à son beau-frère, dès 1842 : « Je veux être le Casimir Périer de la démocratie » (on sait comment Casimir Périer réprima, en 1831, l'insurrection ouvrière de Lyon). Rien d'étonnant à ce qu'il ait flétri « les ouvriers sectaires du Luxembourg et les ouvriers séditieux des clubs ».

Ainsi, au moment décisif, à l'heure du choix, tous ont rallié ou rallieront la position que leur assigne leur classification sociale. Louis Blanc — en dépit de son *Organisation du Travail* — ne sera pas derrière les barricades ouvrières ; Caussidière, que tous attendaient, n'y sera pas. Proudhon ne marchera vers le faubourg Saint-Antoine, cœur de la bataille où se joue le destin de la République, que pour satisfaire une curiosité de mauvais aloi, « pour écouter, dit-il lui-même, la sublime horreur de la canonnade ». Qu'on n'objecte pas qu'à défaut des grandes vedettes, d'obscurs bourgeois de bonne volonté ont pu rejoindre le peuple. Le cas a pu, individuellement, se produire. Il reste exceptionnel.

Sur une liste de transportés, comptant 3.423 noms, j'ai relevé ceux de 2.922 ouvriers. J'y ai trouvé 49 intellectuels, 150 artistes, 85 militaires. Je n'y ai noté que 217 commerçants (encore 13 d'entre eux sont-ils des marchands ambulants et 26 d'humbles « quatre-saisons »). Tout est peuple ici, sans alliage.

Le combat fini, certains furent assez sincères pour abattre leur jeu.

Les journées de juin furent nécessaires, a dit Tocqueville.

J'ai toujours prévu, dira Goudchaux, l'effusion de sang et je l'ai regardée comme inévitable. Il valait mieux qu'elle arrivât promptement.

Et c'est Guizot qui d'Angleterre approuvera :

On commence à se dire ici que la France, qui a jeté l'Europe dans l'abîme, pourrait bien lui montrer comment on en sort (Lettre à Vitet, 1er juillet 1848).

Touchant accord, qui montre bien que s'il y eut complot, ce ne fut pas celui de quelques hommes (qu'on désavoue après coup pour faire tout oublier), mais celui d'une classe. Et le réactionnaire intelligent, le banquier cynique, le ministre exilé viennent ici rejoindre et confirmer Marx et Engels. Du côté bourgeois de la barricade, « l'Histoire est lutte de classes ».

* * *

Du côté ouvrier, l'élément explicatif, ce sera la détermination d'origine. D'où viennent les insurgés ?

Si la thèse « insurrection de la faim » était rigoureusement et totalement exacte, nous ne devrions rencontrer derrière les barricades que des ouvriers licenciés des Ateliers nationaux ou des chômeurs.

---

1. Henri Guillemin : *Lamartine et la question sociale*, p. 203.

Il n'est certes pas question de nier la participation de ces deux éléments aux combats de juin. Nous savons que la première barricade, élevée le 23 juin au matin, rue Saint-Denis, portait le drapeau de la 4e section du 5e arrondissement des Ateliers nationaux. Nous savons aussi que les brigadiers des Ateliers furent souvent des chefs « barricadiers » et fournirent des cadres. Mais nous savons aussi que le Gouvernement, d'accord sur le principe de la dissolution, ne la prononça pas immédiatement, maintint la paie régulière des ouvriers inscrits, acheta ainsi la passivité de nombreux éléments, qui ne se rendirent pas compte de la manière dont ils étaient manœuvrés. Semblablement, il y a eu, parmi les insurgés, un certain nombre des 50.000 à 60.000 chômeurs existant à Paris à cette époque.

Mais nous ne pensons pas que les éléments les plus actifs du mouvement soient là. En admettant (ce qui n'est nullement prouvé) qu'ils aient fourni la majorité numérique, ce n'est pas eux qui organisèrent et conduisirent la bataille. Il faut chercher ailleurs ; et nous ne devons pas dissimuler que cette recherche est difficile. Elle porte sur des hommes obscurs (ces inconnus à qui Mathiez attribuait en période révolutionnaire un rôle essentiel), dont beaucoup périrent en juin, dont d'autres furent déportés, dont la plupart n'ont rien écrit, ou, tout au moins, rien publié (la littérature « post-communarde », si l'on peut dire, est à cet égard infiniment plus riche que la littérature post-quarante-huitarde). Et l'action de beaucoup de ces hommes, à caractère quasi-clandestin, est souvent malaisée à retrouver et à exprimer.

Ce sont donc seulement des indications qui seront fournies ici. Mais nous les croyons dès maintenant suffisamment valables pour établir sur elles une argumentation, que les faits nouveaux ne pourraient qu'enrichir.

Nous pensons qu'il y avait alors à Paris et dans sa proche banlieue, des groupes d'ouvriers instruits, ayant un commencement d'organisation, accédant à une conscience de classe déjà très lucide et pour qui la « République démocratique et sociale » n'était pas un slogan vide de sens. Qu'ils aient déjà joué dans les journées de février un rôle déterminant, cela n'est pas contestable (et je suis ici tout à fait d'accord avec mon ami Jean Bruhat). Que leur rôle n'ait pas cessé après février (même si certains se sont laissé engluer aux appeaux de la « fraternité »), c'est l'évidence.

Toutefois, cette affirmation doit être corrigée par le fait qu'ils sont d'origines diverses et qu'ils professent des idéologies différenciées ; qu'ils ne possèdent pas en somme une doctrine et ne constituent pas un parti, ce qui ne peut manquer de réduire sensiblement leur efficacité. En juin, cette efficacité est, par surcroît, atteinte par les premières conséquences de la journée du 15 mai : arrestations qui ont désorganisé les cadres. L'absence de Blanqui est, à tous égards, un fait important.

Dans ces limites, où se situent ces éléments révolutionnaires ?... Beaucoup, sans doute, sortent des milieux du compagnonnage et se sont infiltrés dans la Commission du Luxembourg. Bien que celle-ci ait été supprimée le 16 mai, l'organisation ouvrière qui s'y était développée maintient et même développe son action. Sans doute, cette action est-elle souvent imprégnée d'une mentalité artisanale, c'est-à-dire individualiste, volontiers particulariste. Elle est pourtant capable de voir plus loin ; elle est susceptible de ce dépassement dont parle Engels :

Ce qui leur fait le plus grand honneur, dit-il en parlant de ces ouvriers, c'est

qu'eux, qui n'étaient pas encore des prolétaires dans toute l'acception du terme, qui ne constituaient qu'un élément complémentaire de la petite bourgeoisie en train d'évoluer vers le prolétariat moderne, sans être toutefois en opposition directe avec la grande bourgeoisie, c'est-à-dire avec le grand capital, c'est que ces artisans furent capables d'anticiper instinctivement sur leur développement futur et de se constituer, bien que ce ne fût pas encore avec une pleine conscience, en parti du prolétariat.

Mais très naturellement, c'est dans les milieux d'industrie nouvelle que se rencontrent plutôt des éléments ouvriers évolués. Et particulièrement, en ce qui concerne l'agglomération parisienne, dans le monde naissant des chemins de fer. Au Nord de Paris, c'est, à la Chapelle Saint-Denis, les mécaniciens, les chaudronniers, les tôliers, les fondeurs qui font déjà de cette localité un atelier ferroviaire de première importance. En juin, non seulement ils se rendent maîtres de leurs lieux de travail, mais ils envoient vers Paris des détachements armés. L'un d'entre eux que commande Legenissel, dit Capitaine Robert, combattra, faubourg Poissonnière, sur les barricades de la rue de Bellefonds. Au Sud de Paris, les cheminots mettent, à Ivry, les disques « au rouge » (c'est-à-dire à l'arrêt) et placent des locomotives en travers des rails, pour empêcher l'arrivée des troupes de la répression sur la capitale ; première « bataille du rail » dont notre histoire fasse mention.

Dans les deux cas, il y a quelque chose de nouveau dans cette attitude. Ce ne sont plus des groupes locaux, cramponnés obstinément à la défense de leurs quartiers, voire de leurs rues (et presque tous les ouvriers de juin combattent encore ainsi), ce sont des fractions de la classe ouvrière — au sens plein du mot — qui élargissent et tentent de coordonner leur action, qui s'imprègnent de solidarité ouvrière. Car ces travailleurs, généralement qualifiés, ont des salaires relativement élevés ; ils ne sont pas des soldats du désespoir, moins encore des aventuriers que le goût de la « bagarre » jette dans la lutte. Ils sont les combattants lucides d'une cause qui, embrassant et comprenant toutes les revendications, les domine et les oriente.

S'ils sont peu nombreux, et si la solidarité des conservateurs sociaux s'est montrée, en ces jours de juin, plus active et plus efficace, c'est que nous sommes devant les premiers efforts, nécessairement limités, peu cohérents, d'une classe qui commence seulement à monter vers son destin historique. Mais la direction de ce destin, elle l'affirme avec netteté. Qu'elle eût bien compris la nature et l'enjeu de la lutte, l'acharnement qu'elle y apporta et les pertes qu'elle y subit en sont le témoignage. Les ateliers de la Chapelle durent être, après juin, à peu près complétement reconstitués.

Ici encore, sur ces pavés sanglants, avec « les hécatombes de prisonniers qui ont été immolés deux ou trois jours après » [1], avec les vaincus parqués dans les casernes, les forts, les caves des Tuileries, avec les déportés, « l'Histoire est lutte de classes ». Toutes les altérations n'y pourront rien changer.

*
* *

Parce qu'elle est et demeure une lutte, une marche en avant, ce n'est pas par les vers magnifiques, mais désespérés, de Louis Ménard qu'il convient de louer l'héroïque combat du prolétariat français.

C'est en laissant la parole à l'un des soldats de cette bataille sociale. Un

1. Lettre de Renan à sa mère, 16 juillet 1848.

inconnu, qualifié pour parler au nom de ces morts dont rien, au demeurant ne rappelle, dans notre grand Paris populaire, le souvenir et le sacrifice.

Il s'appelle Racary ; c'est un ouvrier mécanicien, républicain militant e prisonnier politique sous la Monarchie de Juillet. Le malheur des temps en fi un chef de matériel aux Ateliers nationaux. Il commandait en juin les barricade de la rue Saint-Antoine. Il y fut pris, et fut traduit en conseil de guerre. A son procès vint témoigner en sa faveur Lamennais qui, détenu comme lui, l'avai connu à Sainte-Pélagie. Ils se serrèrent la main.

Puis, comme il était prévu, le conseil de guerre condamna Racary aux travaux forcés à perpétuité. Il se leva alors et dit seulement (et que dire de plus ?) :

Je suis républicain. Eh bien, l'avenir est à nous. Vive la République démocratique et sociale ! [1].

Alexandre Herzen, témoin des évènements, écrivait alors :

On ne peut pas arrêter la lutte commencée aux journées de juin.

Après un siècle, la lutte continue.

---

1. Incarcéré au Mont Saint-Michel, Racary devait trouver la mort au cours d'une tentative d'évasion, à la fin de décembre 1853.

LA QUESTION PAYSANNE EN 1848

par Albert SOBOUL

II [1]

Les « désordres forestiers » en 1848.

La Révolution de Février ne fit qu'accroître les troubles agraires : de ce point de vue, il n'y eut aucune rupture. La chute du régime de Juillet qui avait porté de graves atteintes aux droits d'usage, l'affaiblissement momentané du pouvoir de l'Etat permirent à la fureur longtemps contenue des paysans de se donner libre cours. Plusieurs procureurs le notent dans leurs rapports : c'est aux cris de « Vive la liberté ! Vive la République ! » que les paysans se portèrent sur les forêts de l'Etat ou le château de tel hobereau. Et c'est au nom de la liberté que les villageois tentèrent de rétablir, chaque fois qu'ils le purent, leurs anciens droits d'usage : ainsi avaient déjà fait leurs pères, lors de la révolte agraire et de la Grande Peur de 1789.

Le mouvement fut particulièrement violent dans les régions forestières ; les bois jouaient un très grand rôle dans l'économie traditionnelle des paysans pauvres : ils y trouvaient pâture et litière pour leur bétail, bois de chauffage et de construction. Bien des forêts avaient été affranchies de ces droits sous le règne de Louis-Philippe. Les paysans, dans les premiers mois qui suivent la Révolution de Février, reprennent possession de leurs usages et envahissent les forêts. Les troubles affectent surtout les départements de l'Est et les régions pyrénéennes.

« Dévastations » dans les forêts de la région de Guebwiller, dans les forêts de l'Etat de l'arrondissement de Schelestadt, « désordres forestiers » dans l'arrondissement de Sarreguemines, dans l'arrondissement de Sarrebourg [2], en particulier à Lixheim : en mars et avril 1848, tous les départements de l'Est sont plus ou moins touchés [3]. Dans le Midi, le département de l'Hérault semble avoir été particulièrement atteint, des désordres sont signalés dans l'arrondissement de Saint-Pons en mars et avril, des dévastations dans le canton de la Salvetat en avril et mai : il s'agit là des régions les plus montagneuses et les

---

1. Voir *La Pensée*, nº 18, mai-juin 1948, pp. 55-66.

2. « Les populations que je vous disais tout à l'heure avoir leurs principaux moyens d'existence dans leurs droits d'usage, sont notamment celles du comté de Dabo, contrée entièrement couverte de forêts et où il n'y a place ni pour la charrue ni pour un travail agricole quelconque ; depuis plus de 30 ans, l'étendue et le mode d'existence de ces droits d'usage, ont donné lieu à des difficultés innombrables et continuelles entre les habitants et l'administration forestière » (Lettres du procureur général de Nancy au ministre de la Justice, du 28 mars 1848. Archives nationales, BB30 362, p. 645).

3. Archives nationales : BB18 1450, 1461, BB30 359, 362.

plus arriérées de l'Hérault [1]. C'est dans les départements pyrénéens que les troubles forestiers atteignent leur paroxysme, à cause de l'état misérable de la population rurale. Les désordres et les pillages se multiplient dans l'arrondissement de Bagnères-de-Bigorre de mars à avril ; des troubles forestiers éclatent à Tardets (Basses-Pyrénées), à Nistos, Saléchan (Hautes-Pyrénées). Dans le canton de Quérigut (Ariège), les paysans sont en état d'insurrection permanente de mars à août 1848 [2]. Dans son rapport du 15 avril 1848, le Procureur général de Toulouse indique la raison profonde des troubles du canton de Quérigut.

Le régime forestier et surtout son application dans les pays montagneux méconnaissait le premier besoin de la population ; au milieu des forêts, elle était privée des bois de chauffage et de construction. La situation des lieux, les difficultés du transport, la misère de la plus grande partie de ces montagnards, ne leur permettaient pas l'importation de bois achetés ailleurs. Pour se garantir contre les rigueurs de l'hiver, les vieillards, les enfants étaient obligés de garder le lit pendant des journées entières. Pour cuire leurs aliments, certains habitants brûlaient les planches de la charpente de leurs maisons et leurs vieux meubles [3].

Le rapport du substitut près le tribunal de Prades (Pyrénées Orientales) au procureur général de Montpellier, souligne des faits identiques : impossibilité pour les habitants des régions forestières du Capcir (canton de Montlouis), de se procurer bois de chauffage et bois de construction. Au mois de février 1848, lorsque le froid était le plus rigoureux, les habitants du Capcir manquaient de bois, et cependant ils avaient encore près de trois mois d'hiver à supporter. Par ailleurs, les communes riveraines se trouvaient lésées par l'interdiction qui leur fut faite en 1846 de faire pâturer leurs moutons dans les bois nationaux et communaux. De là, pour le cultivateur, la nécessité ou de laisser en été mourir de faim une partie de son troupeau, ou de le vendre ; et par suite, dans tous les cas, impossibilité pour lui de fumer toutes ses propriétés et d'obtenir de bonnes récoltes [4].

A Signac (arrondissement de Saint-Gaudens, Haute-Garonne), le 7 avril 1848, un sieur Fouques, propriétaire d'une forêt, fut séquestré dix heures durant, par les habitants du village ; il dut renoncer par écrit aux amendes et condamnations qu'il avait obtenues, à raison des délits relatifs aux droits d'usage, et consentir, toujours par écrit, à la jouissance pleine et entière de la forêt en faveur de la commune.

Fouques, note le procureur général de Toulouse dans sa lettre au ministre de la Justice, exerçait ses droits avec une rigueur excessive à l'encontre des habitants qui, sous les précédents propriétaires, usaient beaucoup plus largement de leurs droits d'usage [5].

Les troubles forestiers sont donc essentiellement dus à la misère : la restriction des droits d'usage rend impossible l'existence des paysans pauvres. Dans sa lettre du 12 juillet 1849, adressée au ministre de la Justice, Gustave Goldenberg, représentant du Bas-Rhin, insiste sur ce fait.

---

1. Archives nationales : BB18 1461, BB30 362.
2. Morère (Pie.) : « La Révolution de 1848 dans un pays forestier (canton de Quérigut) » (*Bulletin de la Société ariégeoise des Sciences, lettres et arts*, 1922, t. XV).
3. Archives Nationales : BB18 1461.
4. Archives Nationales : BB18 1460.
5. Archives Nationales : BB30 305, p. 451.

Il est résulté de là une misère affreuse dans ces villages dont les habitants sont éduits en grande partie à la culture d'un sol ingrat, produisant peu ou point de lé, et suffisant à peine à leur donner les pommes de terre nécessaires à leur ourriture.

Par la perte du pâturage et du parcours dans les forêts, les habitants ont été bligés de renoncer presque entièrement à l'élevage du bétail, et tel village qui avait ncore il y a 25 ans, 130 à 200 vaches et 300 à 400 porcs, ne possède plus maintenant ue *60 à 80* vaches et *5 à 6* porcs [1].

Les poursuites judiciaires contre les auteurs des dévastations forestières, 'avérèrent difficiles. Le procureur général de Toulouse en donne les raisons, lans sa lettre au ministre de la Justice, du 2 avril 1848.

Jusqu'à ce moment les recherches de la justice ont été vaines. Il ne faut pas 'en étonner. Ces incendies ne sont pas le résultat d'une machination isolée, ils ont le produit de combinaisons habiles et de complots inspirés par des préjugés aveugles et enracinés depuis longtemps, contre les droits que l'Etat ou les communes exercent sur les forêts. Les populations rurales de ces contrées sont imbues de l'idée qu'elles ont été injustement dépouillées du droit de propriété qui, de temps immémorial, leur appartenait sur les bois. Aussi chaque commotion politique s'est traduite dans ces contrées par des entreprises coupables contre les forêts. Les mêmes crimes, les mêmes dévastations qui se sont produits après la révolution de Février dernier, s'étaient révélés après 1830 [2].

Cette agitation pour le rétablissement des droits d'usage dans les forêts dura longtemps. En 1849, on signale encore des désordres forestiers à Arbas (Haute-Garonne), à Ingrannes (Loiret) [3]...

Les troubles agraires et les biens communaux.

Des troubles de même nature affectèrent les régions où les biens communaux, landes et pâturages, tenaient une grande place dans l'économie paysanne traditionnelle. L'aliénation de ces communaux réduisait à la famine les paysans totalement ou insuffisamment pourvus de terres, et qui ne subsistaient que grâce à l'élevage de quelques têtes de bétail sur les pâtures communes. Les paysans pauvres, s'ils acceptent le partage égal des biens communaux, sont foncièrement hostiles à leur vente ou à leur location, qui ne profite qu'aux paysans aisés ou riches. Les évènements de Février leur donnent l'occasion d'affirmer leurs droits traditionnels, face aux empiètements des notables de village. Les paysans pauvres reprennent possession des anciens communaux, abattent les clôtures élevées en signe d'appropriation, lâchent leur bétail sur les pâtures aliénées.

Dans ce domaine aussi, les troubles ont précédé les Journées parisiennes de Février. A Gonfaron, dans le Var, des désordres éclatent en fin janvier, à propos du projet de construction d'une église.

---

1. Archives nationales, BB18 1460.
Dans ce même carton, plusieurs dossiers concernent les troubles forestiers à Bar-sur-Ornain (Meuse), dans l'arrondissement de Vervins (Aisne), les dévastations dans les forêts de Walincourt et d'Esne (arrondissement de Cambrai), dans celles de la région de Saint-Afrique (Aveyron).
Voir aussi, dans le carton BB30 359, le dossier relatif aux troubles forestiers du canton de Quingey (Doubs). Dans sa lettre du 25 mars 1848, adressée au ministre de la Justice, le premier président de la Cour d'appel de Besançon signale « que cinq communes de ce canton étaient insurgées, que ces communes avaient annoncé l'intention de s'administrer elles-mêmes, de méconnaître toute supériorité ».
2. Archives nationales, BB18 1460.
3. Archives nationales, BB30 363, 365.

Des malveillants ont fait courir le bruit que la construction de cette ég coûterait des sommes considérables et *nécessiterait la vente des biens communaux*.

Les paysans s'en prirent au maire et saccagèrent sa propriété.

La Révolution de Février amplifie ces mouvements, qui affectent essentiel ment les régions d'agriculture traditionnelle. La commune d'Ignol (arrondis ment de Saint-Amand, Cher) avait cédé régulièrement à plusieurs propriétai riverains divers chemins devenus inutiles. Le dimanche 2 avril 1848, u vingtaine d'habitants se rassemblent et, après s'être emparés du tambour, lis une proclamation enjoignant à tous les détenteurs de chemins, de les aba donner. « Faute par eux de le faire, le dimanche suivant, 9 avril prochain, l clôtures et fossés doivent être détruits » [2]. A la Salvetat-sur-Agoût (Hérault les paysans demandent le *partage* des biens communaux ; ils s'élèvent cont leur *aliénation* au profit de particuliers ; les biens aliénés sont saccagés [3]. Plouvion (Aisne), le 6 avril, la municipalité se préparait à procéder à la locatio des biens communaux, quand un grand nombre d'habitants envahirent la mairi Le lendemain, ils commencèrent les opérations du partage ; les autorités c Vervins, survenues, eurent beaucoup de peine à l'empêcher. Finalement « l habitants consentirent à se contenter d'une simple location, pourvu que le parcelles fussent assez divisées pour être à la portée des ressources des tr vailleurs » [4]. A Lion (arrondissement de Montmédy, Meuse), certains paysans n veulent pas de leur nouveau maire ; pour le perdre,

on accrédita qu'il ne voulait pas effectuer le partage en nature des bien communaux, et qu'il ferait vendre [5].

En juillet 1848, des troubles s'élèvent à Montigny-en-Gohelle (arrondissemen de Béthune, Pas-de-Calais), à l'occasion de la location des marais communaux [6].

Parfois, les autorités municipales elles-mêmes prennent la direction d mouvement. Les maires de Saléchan, Siradan et Thèbes (Basses-Pyrénées), à l tête des habitants de leurs communes, se rendirent sur les territoires de Sost e Esbarcich, pour détruire les clôtures des terrains, qu'ils prétendaient avoir é usurpés soit par l'Etat, soit par les héritiers de la famille de Luscan. Les haie furent abattues sur une étendue de deux mille cinq cents mètres, et plusieur cabanes démolies. Des champs, encore couverts de récoltes, furent dévastés [7].

A Brezons (arrondissement de Saint-Flour, Cantal), les habitants saccagen en mai 1848, la forêt, les prés et les pacages appartenant à un grand propriétai foncier.

Le prétexte de ces envahissements, écrit ce dernier dans sa supplique au ministr est un ancien droit d'usage, réglé depuis plusieurs années par jugement et rachet moyennant cession en toute propriété d'une partie de la forêt.

---

1. Lettre du procureur général d'Aix-en-Provence, au ministre de la Justice (17 février 184 Archives nationales, BB18 1461.
2. Archives nationales, BB30 356, p. 486.
3. Lettre du procureur de la République de Saint-Pons, au procureur général de Montpelli (3 mai 1848). Archives nationales, BB30 362, p. 111.
4. Lettre du procureur général d'Amiens au ministre de la Justice, (10 avril 1848). Archiv nationales, BB30 359, p. 42. Voir aussi BB30 365.
5. Rapport du procureur général de Nancy (14 avril 1848). Archives nationales, BB30 36 p. 657.
6. Archives nationales, BB30 365.
7. Lettre du procureur général de Pau au ministre de la Justice (3 août 1789). Archives nati nales, BB30 364, p. 27.

Un arrêt de la cour de Riom avait en effet opéré le cantonnement en 1847, grand mécontentement des paysans. Leur prétention, note le procureur néral,

a pris source dans le souvenir de la possession que la commune avait eue pendant révolution de 1789, de cette forêt confisquée sur l'ancien propriétaire émigré, et stituée par la loi de 1814 [1].

A Paimpont, un arrêt de la Cour de Rennes de 1827 avait reconnu à un r de Fermont, la propriété d'une lande « assez étendue » ; le nouveau propriéire fit clore ce terrain pour le planter d'arbres. Les habitants du village de Ville-Danet, lésés dans leurs droits de jouissance, abattirent les clôtures, une uit de juin 1848, puis introduisirent de vive force leurs bestiaux dans les rrains semés de bois [2].

Ces troubles à propos de l'aliénation des biens communaux, si préjudiciable ux intérêts des paysans pauvres, se prolongèrent durant toute l'année 1849. En ars, à Remoulins (Gard), des paysans dévastent un champ d'orge, ensemencé our la première fois par un cultivateur, et qui jusqu'alors avait été joui comme épaissance [3]. A Ceilhes, dans l'arrondissement de Lodève (Hérault), les paysans bligent les acquéreurs de terrains communaux vendus en 1816, à les restituer, our qu'ils soient l'objet d'une répartition en faveur des indigents (mai 1849) [4]. n décembre, à Mouzeuil (Vendée) [5], l'administration doit prendre la défense e l'ensemble de la population, contre une minorité qui prétendait s'adjuger i ce n'est la propriété, du moins la jouissance et l'usage exclusifs d'un marais ommunal, où chacun jusque-là avait le droit d'envoyer pacager les bestiaux, n payant une certaine rétribution [6].

Les troubles agraires et les droits d'usage.

Droits d'usage dans les forêts, biens communaux : les progrès de l'organiation capitaliste de la production avaient pour conséquence de restreindre les ns, d'aliéner les autres, au détriment des paysans pauvres pour qui ils représentaient d'importantes ressources d'appoint. Les autres droits d'usage, également ndispensables à l'existence de la petite paysannerie, subissaient le même ssaut : droit de seconde herbe sur les prés, droit de glanage, droit de chaumage. i les manifestations en faveur de ces droits sont moins nombreuses, elles n'en ont pas moins caractéristiques.

A Pricaud (arrondissement de Castelnaudary), en mai 1848, les habitants e transportent sur une parcelle contestée, la fauchent et vendent le fourrage, e lendemain, aux enchères, sous l'autorité du conseil municipal présidé par

1. Lettre au ministre de la Justice (16 juin 1848). Archives nationales, BB30 365, p. 17.
2. Lettre du procureur général de Rennes au ministre de la Justice (23 juin 1848) Archives nationales, BB30 364, p. 385.
3. Rapport du procureur général de Nîmes sur la situation politique (22 mars 1849). Archives nationales, BB30, 364, p. 84.
4. Lettre du procureur général de Montpellier au Garde des sceaux (19 mai 1849). Archives nationales, BB30, 362, p. 401.
5. Lettre du procureur général de Poitiers au ministre de la Justice (11 décembre 1849). Archives nationales, BB30 364, p. 220.
6. A Mèze (Hérault), les paysans s'en prirent aux marais salants. « [Ils] cherchèrent à pénétrer dans les salins aux cris de Vive la République et la liberté ; ils demandaient du sel ou la mort ». Repoussés une première fois, ils revinrent en nombre, et « emportèrent du sel à discrétion ». (Lettre du procureur général de Montpellier au ministre de la Justice, 10 mars 1848. Archives nationales BB18 1462).

l'adjoint au maire ; le maire, absent ce jour-là, déclara par la suite « qu'il aurait fait comme les autres » [1].

A Conques (Aude), les 27 et 28 juin, une trentaine d'hommes et un grand nombre de femmes et d'enfants se réunirent autour de l'arbre de la liberté et se répandirent ensuite dans les campagnes environnantes. Ils étaient excités par quelques meneurs qui leur disaient qu'il fallait empêcher les propriétaires de faucher, et les obliger, pour occuper plus de bras, à revenir à l'usage de la faucille ; qu'il fallait aussi les empêcher de passer le râteau dans les champs sous peine de mort [2]. L'emploi du râteau nuisait évidemment aux intérêts des paysans pauvres bénéficiaires du droit de glanage ; de même que l'usage de la faux coupant les blés à ras de terre, et réduisant les chaumes à presque rien alors qu'à la faucille les moissonneurs scient les blés à cinquante centimètres environ du sol, lésait grandement les bénéficiaires du droit de chaumage ; la moisson à la faux, par ailleurs, nécessite moins de main-d'œuvre. De là, les revendications des paysans pauvres de Conques qui risquaient de se voir privés de travail. Les petits paysans et les ouvriers agricoles eurent, devant les progrès techniques en agriculture, les mêmes réactions de violence que les ouvriers de l'industrie devant les progrès du machinisme. Acculés au chômage et à la famine par l'usage d'instruments aratoires ou de machines agricoles exigeant une main-d'œuvre moins nombreuse, ils défendirent avec acharnement les techniques traditionnelles dont l'emploi conditionnait leur existence même, la faucille contre la faux, le battage à bras contre le battage à la machine. Dans les régions industrielles, les journées de février déclenchèrent une série de désordres : les ouvriers brisèrent les machines qui les privaient de travail ; ainsi à Reims, à Saint-Quentin, à Armentières, à Lillebonne... Les réactions des travailleurs agricoles furent identiques.

Dans la commune de Saint-Jean de Védas (Hérault), des dégâts considérables, à en croire le rapport du procureur général de Montpellier du 17 mai 1848 [3], furent commis sur diverses propriétés.

Les dévastations doivent être attribuées aux travailleurs de la terre qui, depuis la révolution, sont en lutte avec les propriétaires : 1° sur le prix du travail ; 2° sur l'emploi de travailleurs étrangers à la commune, et 3° sur l'usage d'une charrue d'invention nouvelle employée à la culture de la vigne et qui diminue la main-d'œuvre. Les propriétaires dont les vignes ont été ravagées s'étaient refusés à subir les conditions des travailleurs, et avaient admis des étrangers ou employé la charrue nouvelle.

Plus significatif encore est l'incident survenu dans la commune de Mesnil-Amelot (arrondissement de Meaux, Seine et Marne), et que signale une lettre du

1. Lettre du procureur général de Montpellier au ministre de la Justice (17 mai 1848). Archives nationales, BB30 362, p. 148.
2. Rapport du général de division commandant la 9e division militaire, au ministre de la Guerre (2 juillet 1848) Archives nationales BB30 362, p. 177.
3. Archives nationales, BB30 362, p. 148.

procureur général de Paris en date du 2 mars 1848 [1]. « Une ferme appartenant au sieur Leduc a été envahie par une foule nombreuse : on a brisé une machine à battre, et la personne du fermier a été menacée ». Quatorze paysans furent envoyés en police correctionnelle, sous la prévention de bris de machine d'agriculture, de violation de domicile et de rébellion.

Dans ce système de l'agriculture traditionnelle, l'industrie rurale tenait encore un grand rôle. Aussi n'est-il pas étonnant de voir, en 1848, dans les régions pauvres où les paysans ne subsistaient que grâce aux ressources d'appoint de l'industrie campagnarde, les habitants s'en prendre aux métiers. A Saint-Pons (Hérault), un rassemblement groupa les paysans des campagnes environnantes, « dans le but de détruire les métiers de M. Mingaud, et de demander du travail » [2].

Ainsi, pour variés qu'ils soient dans leurs aspects extérieurs, les troubles agraires de 1848 n'en présentent pas moins une unité profonde. Qu'ils affectent les forêts, les biens communaux, les droits d'usage et les habitudes communautaires, ou les machines agricoles et les techniques nouvelles, ils ne font que traduire la misère et l'angoisse de la petite paysannerie devant les progrès de l'organisation capitaliste de la production agricole, qui tend à les dépouiller de leurs antiques moyens d'existence et à les réduire au rang des prolétaires aux bras nus. Conflit dramatique, contradiction tragique : l'agriculture nouvelle ne pouvait se développer que sur les ruines de l'ancienne paysannerie attachée à l'agriculture traditionnelle.

*
* *

La lutte des classes dans les campagnes.

L'enjeu du conflit et son âpreté donnèrent un caractère aigu aux luttes de classes dans les campagnes. Au cours des troubles concernant les droits d'usage, les paysans ne s'en prirent souvent qu'aux propriétés, bois de l'Etat, ou anciens communaux aliénés, prétendant simplement restituer un ancien état de choses ; bien souvent, ils n'avaient pas une notion nette des conflits de classes. Mais dans cette lutte pour le maintien ou le rétablissement des droits d'usage, ou simplement pour l'affirmation de leur droit à la vie, les paysans pauvres ne pouvaient que prendre conscience des intérêts de leur classe, et comprendre qu'ils étaient opposés à ceux des classes possédantes. Ainsi s'affrontèrent bientôt, dans les troubles agraires de 1848, paysans pauvres et bourgeoisie rurale ou aristocratie foncière. Le combat pour les droits d'usage et le maintien des conditions de vie traditionnelles tourna en conflit de classes. Ces luttes sociales hâtèrent, à leur tour, la prise de conscience politique des masses paysannes : du plan social, les manifestations passèrent sur le plan politique.

Les conflits ne furent pas partout semblables, ni partout identiques les réactions paysannes. Le plus souvent, les paysans pauvres s'en prennent aux grands propriétaires qui se sont montrés les artisans les plus dangereux de la

---

1. Archives nationales, BB30 363, p. 406, 407, 408.
Sur les débuts du machinisme agricole, voir H. Sée : *Histoire économique de la France* (t. II). « Les premières batteuses à impulsion à cabestan vertical, furent importées en 1818 par Mathieu de Dombasle d'Angleterre et de Suède. Même un technicien de valeur comme Ph. de Girard disait : « *Faisons les métiers pour les usines, mais réservons à l'homme les salutaires travaux de la campagne* ».

2. Lettre du procureur général de Montpellier au ministre de la Justice (9 mars 1848. Archives nationales, BB18 1461.

ruine des droits d'usage. Parfois aussi, les paysans réagissent avec violence contre les prétentions de l'ancienne aristocratie foncière.

Significatives à cet égard furent les craintes que manifestèrent parfois les paysans d'un rétablissement du régime seigneurial. A Tournon, dans le Lot-et-Garonne, le jour des élections (27 avril 1848), un sieur Bonnefous connu pour ses opinions légitimistes exaltées, déclare en public « *qu'avant peu les dîmes et les rentes seraient rétablies* ». Il en résulta une véritable émotion populaire que les autorités eurent peine à calmer [1]. Face aux prétentions de l'aristocratie foncière légitimiste, les paysans s'affirment républicains socialistes. Ainsi en Dordogne, lors des élections à l'Assemblée législative, en mai 1849. Dans son rapport, le procureur général de Bordeaux signale que les socialistes l'emportent de 16.000 voix. Il voit la cause principale de ce succès dans « les craintes excitées », c'est-à-dire « *le rétablissement de la dîme et des corvées par les anciens nobles et bourgeois* » [2].

Malgré tout, les prétentions de l'aristocratie foncière ne pouvaient longtemps faire illusion. Le danger, pour la petite paysannerie, n'était plus là, mais bien dans les entreprises de l'ensemble des propriétaires fonciers, qu'ils fussent nobles ou bourgeois, ou simplement paysans. Depuis la Révolution et l'Empire s'était constituée une véritable bourgeoisie rurale, dont les intérêts n'étaient plus ceux de la masse paysanne pauvre ou prolétarisée. C'est à elle, comme aux grands propriétaires nobles ou bourgeois, que s'en prennent, en 1848, les paysans pauvres. Et tout d'abord à ceux de ses membres qui pratiquaient l'usure.

Contre les usuriers.

Dans la nuit du 2 au 3 mars, une bande de paysans armés, formés sur le territoire des Hautes-Pyrénées, envahit les cantons de Saint-Béat et de Saint-Bertrand, situés dans l'arrondissement de Saint-Gaudens (Haute-Garonne).

> Elle a pillé le château de Mr Goulard, ancien député, situé à Luscan ; celui, dit-on aussi, du duc de Rovigo, situé à Barbazan, et enfin levé une sorte de tribut sur quelques propriétaires aisés du même pays [3].

Une véritable jacquerie s'étendit sur plusieurs cantons, aux confins des Hautes-Pyrénées et de la Haute-Garonne. Dès le 29 février, à l'annonce de la proclamation de la République, cette bande s'était formée dans le canton de Mauléon-Barousse, armée de haches, de piques, de lances, de fourches et même de fusils. Elle se transporta dans plusieurs communes voisines, obtenant à l'aide de menaces et de violences, tantôt des comestibles, tantôt de l'argent. Le 1er mars, les paysans, toujours en armes, sont à Mauléon, exigent de l'argent du curé, obligent un créancier de quelques-uns d'entre eux à souscrire les quittances des sommes qui leur étaient dues. Le lendemain, la bande parcourt les communes d'Antichan, Sacoué, Troubat, Anla, Izacourt, Loures, Thébes et Cazarilh ; elle y vole des jambons, et exige des curés de l'argent et des comes-

1. Lettre du procureur de la République de Villeneuve-sur-Lot au ministre de la Justice (26 mai 1848). Archives nationales, BB18 1463.
2. Archives nationales, BB30 359, p. 440.
3. Lettre du procureur général de Toulouse au ministre de la Justice (4 mars 1848). Archives Nationales, BB18 1461.

tibles. A Izacourt, elle rançonne le percepteur, qui est forcé de lui compter 60 francs et de lui fournir des vivres... A Anla, le domicile d'un « homme riche » est violé, on menace les personnes qui s'y trouvent, on en exige de l'argent, des provisions, et les nombreux débiteurs qui font partie de la bande prétendent se faire remettre les obligations qu'ils ont souscrites... A Bertren, quatre particuliers sont rançonnés. A Troubat, deux habitants sont également mis à contribution... De là, la bande se porta sur le château de Mr Goulard à Luscan. Quant aux causes de cette jacquerie, le procureur général de Pau les indique à la fin de son rapport au ministre de la Justice :

Feu Mr Ferreau, le beau-père de Mr Goulard, avait fait l'usure dans tout ce pays-là, sur une trop grande échelle. C'est à lui qu'un grand nombre de malheureux montagnards imputent leur ruine. Puis, il y a à Anla une famille qui n'était qu'aisée et qui est devenue riche, en exploitant sans ménagement et sans pudeur la gêne des habitants de cette vallée [1].

Les excès commis par les usuriers déclenchèrent des troubles semblables dans le canton de Quérigut, qui vinrent comme se greffer sur les désordres forestiers. A Mijanès, l'un des principaux villages du canton, les paysans s'en prirent à une demoiselle Authier qui avait hérité des créances usuraires de son père, ancien médecin ; elle dut les annuler sous menaces de mort. « Ainsi s'accomplit pendant deux jours, à bureau ouvert, une spoliation de 25 à 30.000 francs ». Un sieur Uteza, « capitaliste » du même village, dut abandonner des titres ou des quittances pour une somme de 600 francs environ [2].

Il faut rapprocher ces réactions des paysans des régions pyrénéennes contre les « capitalistes » qui prêtaient à un taux usuraire, des troubles antisémites qui s'élevèrent dans maints villages alsaciens, contre les Juifs qui pratiquaient l'usure. De février à avril 1848, des pillages et des violences antisémites sont signalés à Altkirch, Thann, Ferrette, Durmenach, Hegenheim, Niederhagenthal (Haut-Rhin), à Brumath, Marmoutier, Saverne (Bas-Rhin) [3]. Naturellement, la colère paysanne s'attaqua indistinctement à tous les Juifs.

Ainsi à Oberdorf, on est tombé sur les Juifs quoiqu'ils soient presque tous indigents ; ainsi partout, on a commencé par les synagogues, et pourtant les synagogues ne font ni le commerce, ni l'usure [4].

Contre les grands propriétaires fonciers.

Là où ils ne purent assouvir leurs ressentiments sur ceux qui leur prêtaient à des taux usuraires, les paysans pauvres se tournèrent tout simplement contre les grands propriétaires fonciers. En Haute-Vienne, à Rilhac-Raucon, à Saint-Priest-Taurion, à Dourmazac, le 22 mars 1848, les paysans s'attroupent et se portent sur les grandes propriétés et les châteaux ; ils abattent les girouettes qui étaient sur les tourelles du château de M. Muret de Bort. Le 22 avril, à

1. Lettre du procureur général de Pau, au ministre de la Justice (8 mars 1848). Archives nationales, BB18 1461.
2. Lettre du procureur général de Toulouse au ministre de la Justice (15 avril 1848). Archives nationales, BB18 1461.
3. Archives nationales, BB18 1461, BB30 359.
4. Lettre de Schoëngrun, son ancien secrétaire, au ministre de la Justice, datée de Colmar, mars 1848. Archives nationales, BB18 1461.

Saint-Mathieu (arrondissement de Rochechouart), un attroupement menace la propriété d'un riche habitant de la localité [1]. A Challans (arrondissement des Sables d'Olonne, Vendée), en avril, plusieurs tentatives d'incendie sont signalées au hameau des Raillières ; un écrit trouvé le lendemain d'une de ces tentatives, déclare : « si on a mis le feu aux Raillières, c'est pour donner une leçon à ces canailles de Bourgeois », et un autre papier porte « *Du pain ou le feu* » [2]. En juin, dans le canton de Saint-Hilaire des Loges (arrondissement de Fontenay, Vendée), à l'occasion de l'ouverture d'un club, plusieurs paysans excitent la population « *à se ruer sur les riches* » [3].

Dans certaines régions, l'opposition des paysans pauvres aux grands propriétaires se manifesta par le refus de payer les fermages. Ainsi à Dourgnes (arrondissement de Castres, Tarn).

> Depuis les évènements de février, la plupart des fermiers élevèrent la prétention de jouir de ces terres comme d'habitude, *sans payer le prix du fermage*. Quelques-uns même, après avoir récolté les pommes de terre de l'année, seule récolte à laquelle leur fermage leur donnait droit, s'emparèrent de plusieurs champs, les travaillèrent,... et y semèrent du seigle.

Un jugement réintégra le propriétaire dans la possession des terres usurpées. Ce même jour, dès que le jugement fut connu, la plupart des paysans intéressés au procès, accompagnés de cent cinquante personnes environ, se rendirent armés de haches et de serpes dans un bois de ce même propriétaire, et le saccagèrent [4].

Petits paysans et travailleurs agricoles aspiraient évidemment à acquérir de la terre, pour se rendre économiquement indépendants. A tout le moins, ils revendiquaient un salaire suffisant, et certaines garanties dans leur travail contre le mauvais vouloir des grands propriétaires ou des gros fermiers. S'ils n'allaient pas jusqu'à concevoir une réforme agraire au sens où nous l'entendons actuellement, du moins prétendaient-ils poser des bornes au droit absolu de propriété, n'hésitant pas à exiger le droit de cultiver une terre abandonnée, ou de réglementer les diverses stipulations des baux relatives aux travaux agricoles et à l'emploi de la main-d'œuvre. Les évènements de Février et les espoirs immenses qu'ils firent naître parmi les travailleurs expliquent assez les diverses tentatives paysannes, concernant soit la terre, soit les salaires, qui suivirent la Révolution.

A Dolus, dans l'île d'Oléron (Charente-Inférieure), le 2 avril un tumulte agita le village. L'on reprochait à la bourgeoisie de traiter durement le peuple ; on demandait une augmentation de salaire ; des menaces de mort et de pillage furent faites. Effrayé, l'adjoint au maire, le lendemain, « fit publier un avis portant que *le propriétaire paierait la journée de travail* 1 *fr.* 50, *et la façon d'un quartier de vigne* 30 *fr.* » [5].

En mai 1848, dans le canton de Lunel (Hérault), des rassemblements nombreux de travailleurs se présentaient chez les propriétaires ou fermiers, s'établis-

---

1. Archives nationales, BB18 1462.
2. Lettre du procureur général de Poitiers au ministre de la Justice (27 juin 1848) Archives nationales, BB18 1462.
3. Lettre du procureur général de Poitiers au ministre de la Justice (27 juin 1848) Archives nationales, BB30 364, p. 90.
4. Lettre du procureur général de Toulouse au ministre de la Justice (17 novembre 1848). Archives nationales, BB30 365, p. 499.
5. Lettre du procureur général de Poitiers au ministre de la Justice (22 avril 1848). Archives nationales, BB18 1463.

saient sur leurs terres, et les cultivaient malgré eux, en leur faisant des menaces s'ils tentaient de s'y opposer. Lorsque les travaux étaient terminés, ils venaient réclamer leur salaire à raison de 2 fr. 50 par journée, prix supérieur de 50 centimes à celui qui était accordé précédemment. Dans son rapport, le procureur général de Montpellier souligne que

> les événements de Lunel ont leur principe dans la fausse idée qu'a pu se faire la population ouvrière, celle des travailleurs de la terre peu éclairés, notamment, des promesses faites par la Révolution de Février relativement à l'organisation du travail. Dans l'assurance donnée que le gouvernement veillerait à ce que chacun pût vivre en travaillant, le travailleur de terre a voulu trouver le droit de s'imposer au propriétaire. Peut-être quelques propriétaires que le manque d'argent ou tout autre motif retenait de faire travailler, ont-ils fourni un prétexte ; mais il est certain que des bandes de travailleurs de terre se sont organisées, *s'arrogeant le droit d'aller cultiver là où elles voulaient, sans l'assentiment et contre la défense même du propriétaire ou du fermier* [1].

Le mouvement de revendications des travailleurs de la terre continua en 1849, dans le département de l'Hérault. Une lettre du procureur général de Montpellier signale, le 31 mars, une coalition d'ouvriers agricoles à Vic.

> Chose particulièrement exorbitante, une commission déléguée par les ouvriers était chargée d'intervenir dans les baux passés entre les propriétaires et les fermiers, afin de surveiller et de réglementer toutes les stipulations relatives aux travaux agricoles, à leur durée, à leur salaire [2].

Contre l'impôt des 45 centimes.

L'impôt des 45 centimes contribua à l'aggravation de la condition des paysans pauvres, et, dans bien des régions, amplifia leur agitation [3]. Sans vouloir faire l'historique de la résistance paysanne à cet impôt, nous soulignerons sa répartition géographique : elle affecta surtout le Sud-Ouest, le Sud-Est et le Centre, c'est-à-dire les régions de petite culture et de métayage, celles qui furent parmi les plus troublées après les Journées de février. La misère empêchait les paysans de s'acquitter et les poussait à la révolte. Ainsi dans la Creuse.

> La Creuse qui est travaillée aussi en partie par le communisme, surtout dans l'arrondissement de Chambon, souffre réellement par suite de l'impossibilité où se sont trouvés les habitants d'émigrer, cette année, comme ils avaient l'habitude de le faire pour se rendre dans le département de la Seine, dans les départements voisins, et dans celui du Rhône, où ils trouvent facilement à utiliser leurs industries de maçons, de plâtriers, de tailleurs de pierre, etc. La pénurie de numéraire qui en résulte pour eux les rend plus accessibles aux conseils des agitateurs [4].

Dans sa lettre du 6 septembre 1848 au ministre de la Justice, le procureur général de Montpellier souligne qu'il est naturel que la plupart des actes de

---

1. Archives nationales, BB 30 362, p. 117 et 118. Ce mouvement des ouvriers agricoles affecta les cantons de Montpellier, de Mèze, de Fabrègue, mais surtout celui de Lunel.
2. Archives nationales, BB30 364.
3. En Dordogne par exemple, pays essentiellement rural et pays de petite culture, les questions fiscales semblaient avoir exercé, sur les réactions populaires, une influence prépondérante. Voir G. Rocal : 1848 *en Dordogne* (2 vol., 1934).
4. Rapport du procureur général de Limoges, du 12 juillet 1848. Archives nationales, BB18 1462. Voir J. Levron : *Une révolte de contribuables*, (1936).

résistance à la perception de l'impôt des 45 centimes, se produisent dans le département de l'Aveyron : ce pays montagneux et habituellement pauvre est désolé cette année par une profonde misère [1]. Le 11 septembre, il insiste à nouveau sur ce fait : « Il y a [dans le canton de Marcillac, Aveyron] beaucoup de petits propriétaires pauvres qui ne peuvent pas payer le nouvel impôt, et dont cette impossibilité seule avait produit l'irritation » [2].

« *Vive la Justice ! Nous respecterons la justice*, mais nous ne pouvons pas payer », crient au procureur général de Pau, les paysans d'Arros [3] (Basses-Pyrénées). Résistance aussi dans l'arrondissement de Mirande (Gers), où l'insurrection devait être particulièrement importante en 1851 :

> Quelques communes, d'abord quatorze, dit-on, aujourd'hui un plus grand nombre, et ce nombre tend encore à s'accroître, se sont liguées pour s'opposer à main armée à l'exécution de toute mesure qui tendrait à les contraindre au paiement de cet impôt [4].

Résistance encore en Charente, en Dordogne où presque toutes les communes ont adressé des pétitions à l'Assemblée nationale pour obtenir le dégrèvement de l'impôt de 45 centimes [5]. A Lisle-en-Dodon (Haute-Garonne), en juin 1848, « le maire déclara que chacun était disposé à acquitter les impôts ordinaires, mais que *malgré toute volonté*, les habitants ne pouvaient pour le moment payer les 45 centimes ». Les 19 et 20 janvier 1849, les paysans des communes environnantes marchent sur Gourdon (Lot), et s'en emparent pour quelques heures. Le prétexte est l'impôt des 45 centimes. La cause profonde est la détresse des masses rurales.

> La misère du paysan de cette contrée est réellement très grande, des orages affreux ont ravagé leurs récoltes. M. le sous-préfet, en rentrant à Gourdon, au retour d'une tournée faite dans le pays, disait [...] que l'on rencontrait encore souvent dans la campagne des maisons dont la grêle avait brisé les toits, et que les propriétaires n'avaient pu encore faire réparer [6].

Tout le Sud-Ouest est remué par les exigences nouvelles du fisc, sans que cette agitation revête aucun caractère politique : elle est due essentiellement à la misère des petits paysans et des travailleurs de la terre.

Par contre, dans le ressort de la Cour d'appel de Rouen, le procureur général, dans sa lettre du 30 septembre 1848, déclare qu'il n'a rien à signaler à propos de la perception de l'impôt des 45 centimes.

L'on ne saurait mettre sur le même plan le soulèvement spontané des paysans pauvres contre l'impôt des 45 centimes, et la résistance concertée et politique des grands propriétaires fonciers du parti de l'ordre. Dès le 12 mai 1848, le Commissaire du gouvernement à Angers signale au ministre de l'Intérieur la campagne du journal légitimiste *l'Union de l'Ouest*, bientôt reprise par le conservateur *Journal du Maine-et-Loire*, et dénonce

---

1. Archives nationales, BB18 1462.
2. Archives Nationales, BB18 1462.
3. Lettre du procureur général de Pau au ministre de la Justice (2 septembre 1848) Archives nationales, BB18 1462.
4. Lettre du procureur général d'Agen au ministre de la Justice (6 juin 1848). Archives nationales, BB18 1462.
5. Archives nationales, BB18 1462.
6. Rapport du procureur général d'Agen sur les troubles de Gourdon (Lot). Archives nationales, BB18 1462.

les *très riches et très réactionnaires* inspirateurs de ces articles. Ils n'ont aucune excuse à donner, aucun motif de leur résistance, autre que leur égoïsme et leur haine de la révolution.

Même remarque du procureur général de Poitiers, dans sa lettre au ministre de la Justice du 19 mai 1848 :

En général les cultivateurs et, il faut bien le reconnaître, les propriétaires les plus aisés et les plus éclairés paraissent peu disposés à payer cet impôt.

Il paraît que de riches propriétaires appartenant au parti légitimiste refusent d'obéir aux sommations du percepteur, signale le procureur général de Limoges, le 31 juillet 1848, d'après les informations de son substitut de Bellac. Les observations du procureur général de Pau sont identiques, dans sa lettre du 2 septembre 1848 :

La vallée de Nay est la plus riche des nombreuses vallées de ce département ; et [...] tandis que les cantons pauvres acquittent l'impôt des 45 centimes, les cantons les plus aisés, ceux de Nay et de Clarac, refusent de le payer [...] Tous ces troubles sont suscités par le parti légitimiste et le parti prêtre [1].

(A suivre)

1. Archives nationales, BB18 1462 (pour les trois citations précédentes).

NOTES CRITIQUES SUR LA FORMATION DES IDÉES COMMUNISTES EN FRANCE

par Pierre ANGRAND

Sur les mots communisme et socialisme.

Le communisme est tradition française. Son expression sociale et politique remonte chez nous à plus d'un siècle. Il était juste que l'idée générale de l'émancipation humaine s'affirmât d'abord dans le pays où la révolution à direction démocratique avait entraîné les esprits. Le mouvement progressiste pouvait s'inspirer directement de Robespierre et de la Déclaration des droits, s'orienter dans la voie tracée par Babeuf et qu'indiquait encore Buonarroti (*Histoire de la conspiration des Egaux*, 1828).

Il ne fait aucun doute que le mot même de communisme appartient à notre plus ancien langage. Il rappelle les « communiers » des bourgs et villes du moyen âge. Déjà il se présente sous sa forme « commune » dans les textes du *Serment de Strasbourg* et dans les *Coutumes de Beaumanoir*. Chez Froissart et Montaigne, le « commun » signifie le peuple. Dans les *Essais*, n'est-il pas écrit cette phrase : « laisser le gouvernement ez mains du commun » ? Et c'est bien du peuple qu'il s'agit.

Les écrivains du XVIII^e^ siècle, de Fontenelle à Morelly, ont préféré se servir du terme de « communauté ». Si bien qu'au début du XIX^e^ siècle, on hésite encore entre cette forme (*Code de la communauté*, par Dézamy, 1842) et le nouvel aspect du mot que Laponneraye, Lahautière et Cabet (*Comment je suis communiste*, 1841) ont mis en avant. Ouvriers parisiens et lyonnais l'ont adopté dans leurs journaux, la *Fraternité* (« Du communisme, œuvre d'édification et de vie », 1841) et *le Travail* (« Pourquoi nous sommes communistes », 1841).

Rien de plus foncièrement français que le mot. Nul adversaire, dans les années quarante du XIX^e^ siècle, n'en contesta jamais le sens ou la portée. Il s'introduisit naturellement dans notre langage politique. Par ailleurs, il était fort admis sous les formes les plus variées dans la langue de la jurisprudence et de l'Eglise. Il a perdu même, sans en pâtir, l'un de ses dérivés : « communité », mot qui avait fleuri dans notre poésie du XIV^e^ siècle.

Sans y rien changer, les autres nations n'ont pu qu'adopter, avec son sens politique et social, le terme de « communisme ». La Ligue des communistes (1847) lui fit traverser nos frontières et le *Manifeste* le fit briller au-dessus des peuples.

Le mot « socialisme » n'eut jamais en aucun pays de si solides assises. Le terme « social », qui lui sert de base, n'apparaît en notre langage qu'à la fin du XVIII^e^ siècle. J.J. Rousseau lui donna de l'éclat par son *Contrat social*. Mais, sous la Révolution, ses disciples, Robespierre ou Saint-Just — non plus que Condorcet ou Lakanal — ne songèrent à l'utiliser.

Le mot même de « socialisme » aurait été s'il faut en croire Pierre Leroux (*La Grève de Samarez*, 1863) fabriqué par lui avec l'intention suivante :

Je forgeai ce mot par opposition à « individualisme » qui commençait à avoir cours ; il y a aujourd'hui de cela environ vingt-cinq ans.
C'était du néologisme alors.

Il s'attacha à ce mot une acception vague ; il répondait à une appréhension plus ou moins confuse des « problèmes sociaux » ; il jetait comme une passerelle entre les préoccupations bourgeoises et les revendications de l'artisanat et du prolétariat.

Depuis quelques années, écrit encore P. Leroux (*D'une Religion nationale ou du culte*, 1846), on s'est habitué à appeler socialistes tous ceux, *quels que soient leurs principes et leurs plans*, qui invitent les hommes à sortir de l'anarchie et à reconstituer l'ordre social.

Remarquons en ce texte, l'incertitude des « intentions » et l'indiscrimination des « bases de départ ». Telle fut la teneur indistincte du mot « socialisme ». Il apparaissait déjà comme une étoffe infiniment souple, susceptible de se prêter à divers usages, enfin destiné à recevoir toutes sortes de colorations. Marx, dans le *Manifeste*, dénombrera un socialisme féodal du type « jeune Angleterre » ou, en France, « légitimiste », démagogie de grands seigneurs — un socialisme petit-bourgeois, type Sismondi et son disciple Courcelle-Seneuil — auquel on peut rattacher Proudhon — un socialisme bourgeois « philanthropique, fondateur de sociétés de tempérance et de sociétés protectrices des animaux » — sans compter les phraseurs humanitaires, du type *la Réforme*, qui en 1848 passeront pour représenter le socialisme de ce temps. Ils offriront comme panacée cette « organisation du travail » qu'ils ne travaillèrent pas à organiser.

Les véritables initiateurs de la pensée sociale, Saint-Simon et Fourier, qui avaient précédé ces épigones, n'ont point employé (et pour cause) le terme de socialisme. Ils se sont, l'un et l'autre, ingéniés à former un vocabulaire vigoureux ou pittoresque qui pût donner du relief à leurs plans de société, à leurs thèmes nouveaux. Le premier se servit du terme d' « industrialisme » (l'industriel représentant tout producteur, ouvrier ou ingénieur). Le second fut attiré par le mot « sociétaire », qui lui parut prometteur d'une harmonie conciliatrice.

Des recherches de Georges Renard, sur lesquelles il n'y a point à revenir, il résulte que « socialiste » et « socialisme » ont été employés d'abord en Angleterre. En 1833, un article du *Poor Man's Guardian* en témoigne. Le mot servit à désigner les disciples d'Owen. On connaît l'apostrophe du whig Macaulay à son collègue lord Ashley, torry de la Jeune Angleterre, quand celui-ci demanda aux Communes la réduction de la journée de travail à dix heures pour les adolescents et les femmes dans les manufactures. L'honorable historien Macaulay perdit son flegme à cette occasion et traita les amis d'Ashley de « fous socialistes » (1844).

En France, les fouriéristes « sociétaires » adoptèrent aussi le nom de « Socialistes », comme en témoigne l'ouvrage de Victor Considérant (*Principes du Socialisme*, 1847) [1]. Quant à P. Leroux, singulier « inventeur » de ce néologisme,

1. De ce fait, le terme acquit une certaine valeur progressive. Ce fut assurément dans la seconde moitié du XIXe siècle qu'il comporta son sens le plus ferme, sa signification la plus sérieuse. Mais bientôt reprenant son allure originelle, il entra en combinaison avec d'autres vocables politiques (tel : radical-socialisme en France) et se permit certaines variations. Le dernier avatar devant être, comme on sait, le national-socialisme. Aujourd'hui, je comparerais ce mot à une bouteille vide, que l'on emplit là d'une liqueur généreuse, ici d'un mélange frelaté.

il le condamnait aussitôt, dos à dos avec l'individualisme (*Revue Encyclopédique*, 1834). Quelques années plus tard, le même et toujours flottant P. Leroux s'exprimait ainsi :

> Quant au socialisme, ou principe de la souveraineté du peuple [pour être partisan de la souveraineté populaire, il suffit d'être un républicain comme l'était alors une fraction de la petite bourgeoisie. P. A.], ce n'est qu'une parodie de toutes les tyrannies qui ont pesé sur la terre. La souveraineté du peuple entendue de façon grossière ne serait qu'une tyrannie d'un autre genre, laquelle n'est pas neuve dans le monde et a nom démagogie. (*Discours aux politiques*, 1841.)

Le père du mot « socialisme » condamnait donc, à la date de 1841, la « souveraineté du peuple », base de la démocratie politique — objet des revendications ordinaires de toutes les forces progressives du moment, à savoir les républicains et les communistes.

En 1841, dans cette même année, les communistes français s'attachaient, au contraire, à réclamer l'accession de tous les citoyens à la vie politique. Lahautière, Cabet considéraient la souveraineté populaire comme la pierre angulaire qui permettrait d'édifier leur système social. Je renvoie à ce sujet aux très nombreux et très explicites passages du *Voyage en Icarie* (1840), dans lesquels Cabet expose la vie d'une démocratie agissante, avec ses assemblées élues, ses mandataires responsables devant le peuple souverain. En 1839, Cabet avait donné la définition de la démocratie :

> Par démocratie, j'entends la puissance du peuple entier, s'exerçant dans l'intérêt de tous ; j'entends l'amélioration matérielle, intellectuelle et morale des classes les moins heureuses ; j'entends leur amélioration progressive, continuelle, incessante, sans autre borne que celle du possible. (Préface de l'*Histoire populaire de la Révolution française*, 1839.)

En fait, Cabet insista toujours sur ce point que démocratie et communisme lui paraissaient inséparables, et que l'une devait former, en bonne logique, les linéaments de l'autre. Cabet qui lutta et fut proscrit pour nulle autre cause que la démocratie, est essentiellement le démocrate *devenu* communiste [1].

Revenons à un autre « socialiste » — le plus connu de tous et le prototype de ces socialistes de droite qui tendent à vider de tout contenu progressif le terme dont ils sont en fait les étranges falsificateurs — je veux parler de Louis Blanc. La réputation de Louis Blanc se fondait sur l'ouvrage qu'il venait de publier : *l'Organisation du travail* (1840). Efforcez-vous de découvrir le mot « socialisme » dans cet évangile social : vous ne l'y rencontrerez pas. Le socialisme de Louis Blanc est trop prudent pour oser dire son nom. Disons mieux : en 1840, il cherche à s'ignorer comme tel.

Or, dans le même moment, les communistes français affirmaient et leur conviction et leur position. La *Fraternité* de Lahautière se déclarait journal communiste. Et Cabet, dans sa polémique contre le *National*, répondait :

> Vous m'appelez communiste quand ce titre de communiste est un titre de proscription... Oui, je suis communiste, vous le savez bien ; je l'ai proclamé depuis

1. Voir à ce sujet dans la collection du Centenaire de la Révolution de 1848 ma brochure sur *Etienne Cabet et la République de 1848*.

longtemps et je m'en fais honneur et gloire... La communauté, c'est le soleil ; aveugle qui ne la voit pas se lever sur l'horizon de l'humanité. (*Le Populaire*, Juin 1841.)

Je passe sur cet autre « socialiste », Buchez, créateur, dit-on, d'un socialisme chrétien. Son journal *l'Atelier* (1841) n'eut d'autre but que de détourner les ouvriers de l'attrait que commençait à exercer sur eux la presse communiste. Prônant toutes les compromissions, prêchant l'abandon des actions revendicatrices et se prononçant pour une moralisation du prolétariat, l'*Atelier* n'apportait que le trouble et la division parmi les travailleurs en pleine phase d'organisation, en pleine prise de conscience de classe.

De tout cela, que conclure ? Avons-nous traité d'une simple question de vocabulaire ? Si l'histoire est science, ne doit-elle pas se fonder sur une langue bien faite, sur un choix de termes clairs et distincts ?

Dans les années quarante — et sans doute antérieurement — le mot « communisme » — ouvertement et décisivement proclamé par des novateurs français — représente dès l'abord : *a*) une doctrine démocratique (de tradition franchement jacobine) ; *b*) un système de société qui préfigure la refonte et la rénovation complètes du monde.

Le mot « socialisme » n'était que l'expression assez pâle et incertaine des inquiétudes de la petite bourgeoisie devant les progrès dévorants de la grande entreprise capitaliste. Il se proposait pour fin une nouvelle répartition « moins injuste » des propriétés et des profits ; il signifiait une aspiration vers un état « équilibré » entre le capital et le travail ; il ne projetait aucune lumière sur la nature du profit, ni sur l'émancipation réelle des travailleurs [1].

Sans doute, le communisme de 1840 et des années suivantes se caractérisait par une critique générale du désordre existant et par la formulation de plans de société, sans découvrir les moyens qui doivent faire passer de l'un à l'autre. Mais il posait aussi — quelque apparente que fût son enveloppe utopique — le problème social dans son ensemble, et ne cherchait pas, par le biais du ralliement, par l'association conciliatrice des intérêts, par un renoncement aux principes, à se fondre dans les cadres de la société préexistante. Tout au contraire, c'est par l'indépendance sans cesse affirmée des « principes » qu'il se fait remarquer. Répugnant à toutes compromissions sur le fond des choses, il se contentait, par ailleurs, de proclamer la nécessité de régénérer les hommes, d'offrir l'espérance d'un monde neuf où rien ne pourrait subsister de l'ancien. Il concevait, cependant, une « période transitoire » qui permettrait la réalisation d'une démocratie

---

1. Je rappelle ici les remarques faites par Engels dans la préface de 1890 écrite pour le *Manifeste communiste* :

« Lorsqu'il parut, nous ne pouvions l'intituler *Manifeste socialiste*. En 1847, on comprenait sous le nom de socialiste, deux sortes de gens : d'abord les adhérents des divers systèmes utopiques, notamment les owenistes en Angleterre et les fouriéristes en France, qui n'étaient déjà plus les uns et les autres que de simples sectes agonisantes ; d'un autre côté, les médicastres qui voulaient, à l'aide d'un tas de panacées et avec toutes sortes de rapiéçages, supprimer les misères sociales sans faire le moindre tort au capital et au profit. Dans les deux cas, des gens qui vivaient en dehors du mouvement ouvrier et qui cherchaient plutôt un appui auprès des classes « cultivées ». Au contraire, cette partie des ouvriers qui, convaincue de l'insuffisance des simples bouleversements politiques, réclamaient une transformation fondamentale de la société, s'appelait alors communiste... Le socialisme signifiait en 1847 un mouvement bourgeois ; le communisme, c'était exactement le contraire. Et comme, dès alors, nous étions très nettement d'avis que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, nous ne pouvions hésiter un instant sur la dénomination à choisir. Depuis, il ne nous est jamais venu à l'esprit de la rejeter ».

réelle, parfaite (comme l'écrivait Cabet), mais il n'oubliait jamais que la vraie démocratie ne saurait finalement s'épanouir et fructifier que dans le cadre de la société communiste.

Marx vécut à Paris les années de formation de son génie ; il y noua avec Engels leur amitié exemplaire. En examinant les propositions communistes de ces années quarante, ils leur firent effectuer le pas décisif. Les traits ébauchés des utopistes servirent de fond aux thèses du *Manifeste* : celui-ci leur donna couleur et vie ; la doctrine jusqu'ici affirmée en « systèmes » se transforma en une méthode concrète, liée à l'expérience historique.

Le mouvement même de l'histoire se chargea de démontrer l'urgence et le bien-fondé de cette transformation. « Les flambées de 1848 consumèrent les illusions », a dit Engels. *Finis utopiae.* Ainsi, tout commencement d'action achève une forme révolue de pensée ; et tout renouvellement de pensée entraîne à une action nouvelle.

Rappel de quelques travaux historiques.

Nous rappelons que le passage de la *thèse* simplement érigée en systèmes, à la méthode consciemment éclairée par le réel, s'est préparé en France, au cours des années quarante du XIX^e^ siècle.

Or quand je recherche les ouvrages où se pourraient découvrir les traits et les idées de cette phase préparatoire, je constate que ces travaux n'existent guère. Cette lacune, ces négligences s'expliquent assez : l'histoire d'une époque est celle des idées des classes dominantes de l'époque. Les idées communistes devaient être évidemment oubliées et écartées. Elles le furent. Mais, signes des temps actuels, deux ouvrages viennent de combler ce vide ; le livre de Roger Garaudy sur *les Sources françaises du socialisme scientifique*, l'œuvre de Jean Fréville *les Briseurs de chaînes*. Le premier apporte des documents ; le second retrace tout le mouvement idéologique de la période qui fit mûrir le *Manifeste*. Cela pour souligner la nouveauté et l'importance de tels ouvrages. J'y renvoie directement le lecteur.

Quant aux études antérieures, j'en veux dire un mot.

Si je me tourne vers Benoît Malon, vétéran de la Commune, mais dont les œuvres écrites (*Précis du socialisme*, 1892) correspondent à sa période de réconciliation opportuniste, je constate qu'il escamote le problème. Le chapitre consacré à l'étude du communisme en France de 1830 à 1850, n'est qu'un résumé très incomplet et sans relief [1]. Bref, Benoît Malon n'apporte rien.

Mais voici, sous un titre suggestif, une thèse dûment sigillée : *le Babouvisme après Babeuf ; sociétés secrètes et conspirations communistes.* Cette thèse a procuré le bonnet de docteur à G. Sencier, son auteur. Remarquons d'abord ce terme de « babouvisme » : il servait parfois dans le vocabulaire politique

1. B. Malon termine son chapitre en citant une phrase d'Auguste Comte que voici : « Le communisme ne comporte d'autre réfutation que la solution du problème qu'il pose ! » A. Comte, sous cette forme abstruse, ne fait que condamner l'utopisme. Le communisme, c'est pour lui le système de la communauté des biens et des personnes. La solution du problème : c'est précisément la réalisation de cette communauté dans l'immédiat. Le plan échoue. Donc le communisme est réfuté. A. Comte n'a rien dit d'autre que ce que Marx a expliqué. Mais au lieu d'une formule qui signifie à peu près : l'utopie est utopique, Marx a averti les faiseurs de « plans de société » de leurs erreurs et exposé les raisons pour lesquelles ces communautés n'étaient pas viables (cf. *Revue communiste*, 1847, article sur l'Icarie).

sous la monarchie de Juillet, pour désigner les partisans de la « loi agraire ». Partisans hypothétiques, et loi indéterminée. Mais le mot avait pour mission d'effaroucher la bourgeoisie et de faire dresser l'oreille du paysan parcellaire.

A mon sens, le babouvisme, en tant que doctrine expressément décrite et définie, ne saurait se reconnaître que dans l'ouvrage de Buonarroti (1828). Voyer d'Argenson, qui avait recueilli chez lui, rue du Rocher, le vieux compagnon de Babeuf, ne fut pas un « babouviste », c'est-à-dire dans le sens exact du terme, un disciple direct de Babeuf [1]. Il ne pouvait l'être, car les conditions économiques et sociales, l'avènement du machinisme, le développement du privilège capitaliste avaient, au cours des trente ou quarante années qui séparent d'Argenson de Babeuf, changé la face des problèmes. La libération des classes opprimées — et ce n'était plus les mêmes — ne se présentait plus vers 1830 comme elle avait pu se présenter à Babeuf et à ses amis. Autant vaudrait pour nous, hommes de 1948, envisager le problème de l'éclairage des villes, par exemple, avec les plans conçus par les ingénieurs spécialistes en l'an 1900.

Donc, point d'extension historique du babouvisme au delà de Buonarroti. Et surtout, j'en reviens à M. Sencier, point de « néobabouvisme » pour désigner le groupe de la rue du Rocher. Mais ce qui est parfaitement inadmissible, c'est la manière dont l'auteur de la thèse interroge les faits. Avocat de profession, il était assurément porté à examiner les dossiers de justice, les rapports de police. Or, il se réfère uniquement aux diatribes des procureurs généraux, prononcées au cours des procès contre les groupes ouvriers, aux indications des espions de la rue de Jérusalem, et cela sans aucune restriction, sans aucune décantation.

M. Sencier se contente d'énumérer pêle-mêle les écrits, les attentats, les journaux et les réunions ouvrières. Il ramasse des faits sans lien entre eux ; et il semble redouter l'étude directe des documents autres que ceux qui émanent de l'appareil répressif de l'Etat. Il invente, — ou plutôt il reproduit, sur le témoignage d'un policier très subtil, — une jalousie extrême de Cabet à l'égard de Babeuf. Cabet aurait été avant tout désireux de supplanter Babeuf, dont l'influence sur les ouvriers l'empêchait de dormir. Or, Babeuf est mort en 1797 et l'apostolat de Cabet commence en 1840. Les témoignages les plus constamment évoqués sont ceux des indicateurs Chenu et de la Hodde, reconnus pour espions en 1848. Aussi, ne faut-il pas s'étonner que les attentats, les grèves, les vols même soient portés au compte des conspirateurs communistes, — « gens de rapine et de pillage », comme on sait.

Imaginez ce que deviendrait l'histoire du communisme en France, de toute la Résistance même, faite à la lumière des rapports de police, de la milice et des tribunaux de Vichy. Ainsi, procède l'honorable M. Sencier qui reflète à distance le zèle des policiers de Guizot, de Duchâtel et de Delessert [2].

Enfin, je n'accepte pas les conclusions des articles publiés autrefois dans une revue ordinairement mieux inspirée. L'auteur aboutit à une classification entre « communistes matérialistes » (les gens de meurtre et

---

1. V. Volguine, dans son étude « Les tendances égalitaires et socialistes dans les sociétés secrètes françaises, 1830-1834 » (*Questions d'histoire*. Moscou, 1947), soutient cette même opinion.

2. Si je me suis arrêté, plus qu'il conviendrait, sur la thèse de M. Sencier, c'est que des historiens l'ont encore récemment utilisée sans précautions. Un jeune Américain se contente de le démarquer en rédigeant une pseudo-histoire du socialisme français. Un autre historien, tout bravement, décore les policiers Chenu et de la Hodde, du titre de « militants influents » ; il les voit ardents à combattre sur les barricades le 24 février 1848, lors de l'attaque décisive du Château d'Eau. De telles falsifications ne sont pas pour nous surprendre.

d'attentat) et « communistes mystiques » (les mages, les illuminés). De telles déformations, appuyées sur les témoignages d'origine policière, indiquent, en admettant qu'elles soient sincères, un manque regrettable de sens critique. Et c'est le moins qu'on puisse dire.

Rappelons aussi les auteurs qui ont décrit l'opposition républicaine de cette période. Leurs ouvrages documentés ne manquent pas de mérite [1], mais ils présentent le problème de l'idéologie communiste comme un simple appendice de l'opposition républicaine bourgeoise. Ils ne cherchent pas à apprécier la part de nouveauté que ces thèses communistes apportaient et diffusaient. Leur documentation s'appuie sur les articles, les discours et les actes des républicains du *National* ou sur ceux du groupe de la *Réforme*. Au fond, l'importance du mouvement communiste leur échappe, parce que son rôle proprement politique est encore faible et que tous ces ouvrages placent au premier plan l'aspect étroitement politique de l'histoire. Il est notable, toutefois, que le chapitre consacré à la période 1834-1848 soit présenté par Georges Weill sous cette mention : « Républicains et communistes » (sans allusion aux socialistes) ; l'opposition bourgeoise républicaine et les premiers propagateurs de l'idée communiste jouaient alors un rôle effectif dans la lutte contre l'oligarchie issue de Juillet. Ces deux éléments, en effet — et eux seuls — ont dessiné, entre 1834 et 1848, l'histoire progressive de notre pays.

Pour étudier les origines du communisme en France, il faut en vérité une autre méthode, dont l'ouvrage de Roger Garaudy donne un bel exemple. Les textes ne manquent pas, ni les problèmes à poser.

Communisme et utopisme.

En quoi, par exemple, les idées communistes se rapprochent-elles de l'idéologie jacobine républicaine ? Se fondent-elles sur cette tradition révolutionnaire ?

En quoi s'en détachent-elles, soit par la voie esquissée par Babeuf, soit par l'examen du conditionnement économique et social qui marque leur époque : formation du prolétariat, importance relative de l'artisanat, dédoublement de la bourgeoisie, avec prédominance de la haute bourgeoisie à grands capitaux et assujettissement déjà sensible de la petite bourgeoisie ?

Quels sont les thèmes où s'accroche la pensée communiste en ce qui concerne le développement du machinisme, la dispersion ou la concentration de toutes les formes de la propriété privée, l'appropriation des moyens de production ? Enfin, de quelles démonstrations sont alors capables les répondants de l'idée communiste en ce qui concerne l'antagonisme des classes, l'exploitation de l'homme par l'homme, les luttes politiques et les actions revendicatives ? Quelles sont leurs positions et l'évolution même de leur pensée parallèlement à la puissance dominatrice de la haute bourgeoisie et à son évolution propre, en ce qui se rapporte aux problèmes des tarifs économiques ou à celui de l'indépendance nationale ? Et, d'autre part, quelles peuvent être les caractéristiques de leur utopisme remanent, de leur critique sociale ?

Il ne me paraît pas inutile de décomposer en ses éléments constitutifs ce

---

1. Je citerai parmi les principaux ouvrages : Tchernoff : *le Parti républicain sous la monarchie de juillet* (1901) ; Georges Weill : *le Parti républicain en France 1815-1870* (nouvelle édition 1928) ; Gabriel Perreux : *la Propagande républicaine au début de la monarchie de Juillet* (1930).

qu'on nomme : utopisme [1]. C'est l'idéologie même de cette époque, dans laquelle ni la bourgeoisie, ni le prolétariat n'ont atteint leur développement, dans laquelle de vastes régions du globe restent encore étrangères à l'emprise du capitalisme, dans laquelle les travailleurs n'ont pas encore pris conscience de leur rôle dans la société.

Qu'est-ce donc qu'une doctrine utopique ? Elle présente à notre avis, les traits suivants :

1° Une insuffisante compréhension et une très incomplète analyse des classes composant la société dans le moment même (ces classes n'ayant pas le degré de cohésion ou de fixité relative qui permettrait en effet de les distinguer catégoriquement — cette caractéristique étant particulièrement sensible pour le prolétariat).

2° Une conception erronée de l'Etat, considéré comme un pouvoir indépendant et capable en conséquence de jouer le rôle de régulateur et d'arbitre permanent entre tous les intérêts.

3° Par conséquent, une confiance naïve dans tel représentant de la classe dominante ou dans l'intervention de l'Etat, l'un ou l'autre se devant poser en « bienfaiteur de la société », en régénérateur des prolétaires.

4° De cela découle, en toute théorie utopiste, un certain détachement à l'égard de l'action de masse, de l'action politique ou revendicatrice, un certain éloignement à l'égard des luttes quotidiennes propres à assurer la défense des classes productrices.

5° Et à l'opposite, une foi exagérée dans la vertu des principes idéalisés de justice sociale et d'égalité politique, accompagnée de cette conviction que le principe affirmé ne peut que se réaliser de soi-même par la simple et immédiate reconnaissance de l'idée juste.

6° D'où la tendance très prononcée à l'élaboration de « plans de société » imaginés indépendamment de l'évolution historique et présentés comme une réalisation achevée du progrès humain.

7° Par conséquent, une prédilection pour des groupements de sectes autour d'un chef de file, directeur de conscience et ordonnateur d'un monde nouveau, arbitre et juge dans la « nouvelle Jérusalem ».

8° Une foi sincère en la perfectibilité de l'homme, en sa moralité profonde, mais l'une et l'autre considérées sans le support ou l'entrave des conditions économiques sociales et politiques.

9° Une très faible appréciation des rapports de forces et de leurs variations soit en ce qui concerne la secte même, soit en ce qui concerne les éléments étrangers ou hostiles.

10° La méconnaissance du fondement réel de l'exploitation de l'homme par l'homme et du profit capitaliste.

Toutefois, l'utopisme entraînait à penser, soit directement (par l'examen des contradictions sociales), soit indirectement (par l'échec auquel sont condamnées de grandes espérances suivies de pénibles ou ruineuses tentatives de réalisations). Les côtés positifs des thèses utopiques me paraissent donc résider en ceci :

— Une critique vigoureuse (sinon bien orientée) de la société oppressive ;

---

1. On lira avec intérêt, dans la Collection du Centenaire de la Révolution de 1848, la brochure de Félix Armand : *les Fouriéristes et les luttes révolutionnaires de 1848 à 1851*. Cf. l'article du même auteur dans le n° 18 de la *Pensée*.

— Une dénonciation souvent très énergique des exploiteurs et parfois très exacte des adversaires les plus déterminés, des obstacles les plus rudes ;

— Une préfiguration hardie des buts à atteindre, afin de libérer l'ensemble des producteurs ;

— Une manière neuve de reconsidérer les rapports, les usages, les mœurs et les aspirations des hommes ;

— Un levain propre à faire lever une nouvelle science sociale.

(A suivre)

CHATIMENT ET RÉGÉNÉRATION

LA RESPONSABILITÉ CRIMINELLE

par Marcel RÉJA

En dépit de ses prétentions à planer au-dessus des misérables contingences, et malgré la solennité de ses rites, notre appareil pénitentiaire ne représente au fond qu'un camouflage, ou si l'on veut une réglementation d'une des réactions les plus instinctives de l'homme comme de l'animal, celle qui consiste à rendre coup pour coup et dommage pour dommage. C'est, peut-on dire, l'aspect légal de l'instinct de défense individuelle.

Devenue ainsi répression pénale, cette réaction instinctive est-elle apte à assumer un rôle de défense sociale ? Il faut bien croire que non, puisque les délinquants qu'elle restitue à la société sont, en général, plus dangereux qu'ils n'étaient auparavant et qu'en outre leur nombre ne tend nullement à diminuer, tant s'en faut !

Cette inaptitude se comprend si l'on pense que d'une part les ripostes dictées par l'instinct ne sont pas toujours les plus adéquates, en quelque domaine que ce soit, et, d'autre part, que depuis les âges les plus reculés les législateurs ont orienté dans un sens vicieux leur lutte contre la criminalité.

Dominés par la préoccupation religieuse et convaincus de se faire les interprètes de la divinité elle-même, ils ont en effet posé en principe que toute violation de tâbou, toute infraction à la règle constituaient des attentats capables de compromettre l'équilibre de l'univers. Pour rétablir cet équilibre, pour contrebattre l'effet du mal commis, il était selon eux indispensable qu'il y eût une sanction, une expiation. Inutile que cette expiation fût subie par le délinquant lui-même : le sacrifice du bouc suffisait à rétablir l'équilibre compromis.

Cette conception d'une justice absolue, nous l'avons abandonnée en ce qu'elle avait d'indirect. Nous ne croyons plus, officiellement tout au moins, à la vertu rédemptrice du bouc émissaire. Mais nous avons conservé le principe de l'expiation : le criminel doit subir personnellement un châtiment proportionné au mal qu'il a causé.

D'ailleurs, les théoriciens modernes ont jugé utile de justifier leur méthode par la théorie plus positive de l'exemplarité. Grâce à l'exemplarité, le criminel, en même temps qu'il satisfait à la justice d'en haut, dissuade les petits camarades qui pourraient être tentés eux aussi d'entrer dans la délinquance.

Ainsi, notre système pénal ne vise nullement à amender le délinquant : de son propre aveu, il prétend seulement le châtier et en même temps, l'intimider, le terroriser. Il s'harmonise ainsi merveilleusement avec les impulsions de l'instinct, et cela explique la profonde conviction de ses défenseurs.

Cependant les faits sont là. Sous la poussée de l'évidence, en même temps que par l'effet de l'adoucissement des mœurs, des améliorations sérieuses ont été apportées aux méthodes pénales.

En premier lieu, mise au point de la question de responsabilité avec toutes

ses conséquences. Ensuite, adoucissement général du traitement infligé aux condamnés. La « Tentiaire » est devenue moins féroce, au moins théoriquement. Améliorations louables, mais simples améliorations : c'est au changement d'orientation de la répression pénale qu'il convient de procéder si on désire lutter contre la criminalité.

De nos jours et sous nos yeux mêmes, divers pays ont eu le courage d'envisager ce problème : étant donné que les neuf dixièmes des délinquants sont susceptibles d'être réadaptés à la vie sociale, quel est le meilleur moyen de procéder à cette réadaptation ?

Pour mettre au point ce chapitre d'hygiène sociale et pour organiser la répression pénale d'une façon rationnelle, au plus grand avantage de la société, il faut d'abord étudier la notion de *responsabilité criminelle* qui préoccupe tant nos spécialistes. Devant nos tribunaux, les experts discutent savamment sur de subtils dosages de responsabilité. Que vaut cette méthode ? Et que donne-t-elle en pratique ?

* *

Observons d'abord que c'est une conception toute nouvelle dans l'histoire des pénalités.

Sous l'ancien régime, la justice qui, tout comme la nôtre, s'appliquait à la défense de la société qu'elle confondait naïvement avec les arrêtés de la justice divine, le faisait par des moyens brutaux et primitifs, à base de sévices corporels, sans se préoccuper des circonstances qui avaient présidé au délit. On punissait le crime et non le criminel. C'est ainsi qu'on poursuivait des animaux, des insectes, des enfants en bas âge, des humains si notoirement privés de raison qu'ils pussent être. On citait en justice même des cadavres, même des fantômes. Nous avons changé tout cela.

En 1810, avec la promulgation du code pénal, au souci de défendre la société se surajoute celui de respecter l'humanité et la logique : c'est la notion de l'irresponsabilité en matière criminelle qui fait son apparition. L'article 64 du code pénal qui renonce à toute sanction contre un délinquant « en état de démence ou contraint par une force extérieure » inaugure l'ère moderne de la justice sous le signe de la responsabilité criminelle.

Ce principe posé, restait à en préciser les modalités d'application. C'était une entreprise délicate, si délicate qu'à l'heure actuelle elle n'a pas encore été menée à bien... En fait la question de la responsabilité criminelle reste un des points névralgiques de notre organisme judiciaire.

Il semblait pourtant que la chose fût très simple. Au moment où l'article fut édicté, la science psychiâtrique était encore autant dire inexistante. On ne connaissait guère comme êtres atteints de troubles mentaux que les idiots, les crétins et les affaiblis intellectuels, tous sujets dont l'état pouvait être constaté par n'importe qui, sans qu'il fût besoin d'une compétence spéciale. Mais depuis lors, la science psychiâtrique n'a cessé de faire des progrès, c'est-à-dire que le nombre des sujets qui selon l'esprit de la loi doivent être considérés comme irresponsables pour cause de « fatalité intérieure » n'a cessé de s'accroître de jour en jour.

A côté des accidents grossiers qui frappent l'œil le moins averti, la psychiâtrie sait en dépister d'autres qui, pour être moins apparents, n'en sont pas moins importants. Elle connaît aujourd'hui les éclipses passagères de la conscience et ses éclipses partielles qui, les unes et les autres, ne se laissent déceler que par un

initié. En sorte qu'à l'heure actuelle le bon sens et l'observation du profane constituent des moyens d'investigation parfaitement insuffisants qui ne peuvent suppléer à l'intervention du spécialiste.

Ce fait capital dresse contre l'application correcte du principe de l'irresponsabilité tous ceux qui, nourris dans la tradition sacro-sainte et ignorant les modernes acquisitions de la psychiâtrie ou les dédaignant, persistent à reconnaître à tout homme de bon sens la compétence nécessaire et suffisante pour juger du bon sens ou de l'insanité de son prochain : justesse des notions. logique des déductions, rectitude du jugement. Une façon de voir qui a derrière elle une durée quasi immémoriale ne saurait être abandonnée si facilement. Les profanes refusent de se laisser déposséder d'un droit qu'ils jugent leur appartenir en toute propriété. En conséquence, ils n'admettent comme signe caractéristique de folie, indépendamment des diverses formes d'affaiblissement intellectuel ou d'imbécillité, que la confusion mentale. Encore exigent-ils qu'elle soit totale, absolue ! Un ex-procureur qui est en même temps un fin lettré a excellemment développé ce point de vue :

La folie vraie, écrit-il, la folie absolue (*sic !*), c'est celle du sujet qui a perdu toute notion logique, qui vit dans la désagrégation intégrale.

Ces défenseurs des droits traditionnels du bon sens ne sont pas seuls à mener la lutte contre l'application du principe de l'irresponsabilité criminelle. A eux se joignent tous ceux (et ils sont nombreux) qui ne voient dans cette conception qu'un moyen trop commode d'arracher les délinquants aux châtiments qu'ils ont mérités. D'autant que ce sont précisément les malfaiteurs les plus monstrueux qui sont ainsi assurés de l'impunité. Si on se lançait dans cette voie, gémissent-ils, il n'y aurait plus de délinquants, mais seulement des malades, partant plus de répression, c'est-à-dire plus de justice ! Quelle société pourrait subsister dans de telles conditions ?

Cet état d'esprit se traduit par des manifestations caractéristiques. comme celle du *Journal universel des sciences médicales* qui écrit en 1826 :

Par malheur, les médecins ont pris au sérieux la politesse des tribunaux qui sollicitent une expertise, et dans l'examen des questions qui leur sont soumises, ils substituent trop souvent *aux lumières naturelles de la raison les ignorances ambitieuses de l'école.*

Un inconnu cité par Trélat écrit en 1830 :

Qu'avons-nous besoin du secours de la médecine pour apprécier les désordres de l'intelligence ? Si la folie est évidente, tout homme peut la reconnaître à ses extravagances ou à ses fureurs ; s'il y a doute, ce doute existe également pour le médecin.

Plus récemment, on lit sous la plume de Rougier :

Pourquoi magistrats et jurés se déchargeraient-ils de leur responsabilité sur le médecin quand celui-ci ne juge que d'après les éléments qu'eux-mêmes sont aussi bien capables d'apprécier et qu'ils ont le devoir et le droit d'apprécier ?

Bien entendu toutes ces façons de voir se rencontrent principalement dans le monde judiciaire. Il n'y a pas lieu de s'en étonner puisque celui-ci est d'une façon générale voué au culte de la tradition. aux idées du passé et même de ses formes de langage. Les textes de loi trahissent la plus parfaite désinvolture à l'égard des données de la psychiâtrie et même de son vocabulaire.

Quand le code pénal dit (article 64) : « il n'y a ni crime ni délit lorsque prévenu était en état de démence au temps de l'action », il emploie le m démence comme synonyme d'aliénation mentale en général.

Mais l'article 489 du code civil, ayant lui aussi à exclure les aliénés, ajou à la catégorie « déments » deux catégories que l'observation banale a depu longtemps discernées :

> Le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de furet doit être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides.

Enfin l'article 901 du code civil, pour exprimer la même idée, dit d'ur façon beaucoup plus large :

> Pour faire une donation entre vifs ou un testament, il faut être sain d'esprit.

Quelle cacophonie ! Pourquoi l'article 489 est-il plus explicite que l'articl 64 ? Devons-nous comprendre que les imbéciles et les furieux, non compris dan celui-ci, doivent être tenus pour responsables de leurs crimes alors qu'ils son incapables de gérer leurs biens ? Le fait d'interdire un particulier doit-il êtr considéré comme plus grave que le fait de le condamner à mort ?

Et pourquoi l'article 901 emploie-t-il une formule plus large encore que celle des deux autres ? Faut-il admettre que l'acte de tester soit la chose la plus importante que puisse faire un citoyen et qu'on soit incapable de donner ou de tester alors qu'on est parfaitement responsable de ses actes et qu'on peut légitimement exercer tous les droits d'un citoyen ?

Sans doute, ces différentes rédactions remontent à des époques où la psychiâtrie n'existait pas encore ou si peu, mais elles continuent à servir de directives à nos tribunaux...

*
* *

Et puis, ce n'est pas seulement dans le vocabulaire que le culte de la tradition manifeste sa tyrannie, c'est aussi dans le domaine des faits. Certes, l'administration judiciaire reconnaît officiellement la compétence de l'expert en psychiâtrie, elle l'utilise même chaque jour, mais elle le fait d'assez mauvaise grâce. A parler franc, elle tend à réduire son importance le plus possible. C'est ainsi que l'examen n'est accordé que si le juge, à la seule vue de l'inculpé ou de son dossier, a déjà flairé lui-même la possibilité sinon la probabilité de troubles de l'esprit.

De plus, c'est ce même juge qui vient de décider de recourir à l'expertise qui désigne lui-même nommément le ou les experts qui auront à y procéder, et comme les experts eux-mêmes se divisent en deux catégories, ceux qui voient de l'irresponsabilité partout et ceux qui n'en voient nulle part, il arrive que, consciemment ou non, le juge ne manque pas de choisir un expert dont les idées correspondent aux siennes. Ces procédés exaspèrent la défense qui en est victime : elle revendique la nomination d'un contre-expert. On la lui refuse le plus souvent et tout est dit.

Du reste, une expertise qui déplait peut être contredite ouvertement par un profane, si ce profane se trouve être procureur de la République ou président du tribunal.

Observons enfin que le dispositif légal destiné à protéger les particuliers contre un internement arbitraire fait appel non pas à un psychiâtre, mais au même procureur de la République. Lui seul est estimé compétent pour juger de la

compétence ou de la probité du médecin à contrôler. Il en est de même lorsqu'il s'agit de prononcer l'interdiction d'un aliéné interné. Le procureur procède à cet examen suivant la même technique que le notaire ou l'huissier : si le sujet est capable de distinguer une pièce de vingt sous d'avec un billet de cent francs, il est reconnu sain d'esprit ; sinon, non !

Ces divers points de pratique encore en usage de nos jours montrent bien qu'encore à l'heure actuelle, notre administration estime que le bon sens à lui seul suffit au dépistage des troubles mentaux. La psychiâtrie, c'est de la fioriture.

Cet état d'esprit se manifeste à la barre presque chaque jour. M. le président, qui exerce une autorité souveraine dans l'enceinte du prétoire, vient de tourner et de retourner l'inculpé entre ses griffes comme le chat fait une souris. Il a encouragé les témoins ou les a déconcertés avec bonhomie ou avec férocité, selon son tempérament et l'état de sa digestion. Sa conviction est faite : l'accusé est une fripouille et il convient de le saler. M. le procureur qui, tout comme M. le président, prend à cœur son rôle de justicier, esquisse comme lui un sourire de satisfaction, en chasseur qui tient désormais sa proie à sa merci... Car elle ne peut plus leur échapper !

Mais voici l'expert psychiâtre qui vient parler d'irresponsabilité ! Laisserons-nous un criminel abject partir pour la maison de santé, s'y prélasser, s'y goberger au mépris de toute équité ? Oh ! le coup n'est pas imprévu... Bien avant la séance du tribunal, M. le procureur et M. le président avaient pris connaissance de ce rapport de l'expert et il leur était aisé de provoquer une contre-expertise. Mais celle-ci eût-elle donné plus de satisfaction, je veux dire eût-elle conclu plus sainement à leurs yeux ?

D'ailleurs M. le procureur (ou M. le président) n'a besoin de personne pour faire bonne justice. N'a-t-il pas son bon sens ? Et du haut de sa tribune prestigieuse, il interpelle l'expert : « — Etes-vous bien sûr, docteur, que l'accusé ne jouisse pas de son bon sens ? »

Et il s'ensuit un duel inégal entre le petit homme au complet veston, si petit derrière la barre, et le juge à la robe rouge qui finira par affirmer sa profonde, son inébranlable conviction que « l'accusé est entièrement responsable de ses actes sans que le moindre doute soit possible ».

On a même vu des présidents emportés par l'ardeur de leur conviction interroger successivement tous les témoins de l'affaire : « A votre avis l'accusé est-il ou n'est-il pas fou ? » Et comme, soit conviction, soit flagornerie, les interpellés s'empressaient de répondre négativement, le juge se tournait vers l'expert en souriant, comme pour dire : « Vous voyez, docteur, encore un qui n'est pas de votre avis ! »

Imagine-t-on un préfet racolant les passants à la porte de l'hôpital psychiâtrique pour leur demander leur avis sur l'opportunité de garder ou de relâcher les pensionnaires ?

Bien entendu, ce n'est pas par une simple fin de non recevoir que les conclusions de l'expert sont repoussées. Le magistrat daigne y mettre des formes. Il demande des explications, fait des commentaires, oppose des objections, réfute des arguments, développe son point de vue.

Certes, il n'en est plus tout à fait à cette notion simpliste que le fou est un individu échevelé, aux yeux exorbités et aux vêtements en désordre et qui profère des cris inarticulés en prenant le jour pour la nuit et son interlocuteur pour un ustensile de cuisine, mais il ne peut quand même pas se faire à cette idée qu'on puisse être un aliéné irresponsable, tout en conservant une tenue décente, une apparence correcte et un langage où semble régner une saine logique. Il ne peut

admettre que des aliénés soient capables de dresser un plan avec astuce et souvent avec succès.

L'indignation du défenseur de la société se donne libre cours dans des circonstances multiples. Par exemple, quand on invoque devant lui le caractère impulsif d'un délit. Pour qu'il admette la nature pathologique d'un acte, il faut que cet acte soit absurde, notoirement, scandaleusement absurde. Il faut qu'il ne réponde à aucune utilité, qu'il ne puisse satisfaire ni un besoin ni une curiosité ni une passion. Encore est-il qu'il lui paraît difficile d'admettre qu'une série de gestes coordonnés et appropriés à une fin déterminée puisse être accomplie dans ces conditions. Et il se révolte farouchement si on veut lui exposer toute la gamme des impulsions sans conscience, avec conscience crépusculaire ou avec conscience lucide, depuis celles qui sont mécaniquement irrésistibles jusqu'à celles qui peuvent être finalement dominées, en passant par tous les intermédiaires. Il y a, pense-t-il, trop de tintamarre là-dedans.

D'une façon générale, tout ce qui relève de la psychologie pure et qui ne comporte pas de démonstration objective paraît à notre homme sujet à caution ou pour mieux dire doit être considéré comme non avenu. C'est en vain que le spécialiste exposera les caractères techniques qui authentifient les symptômes et les raisons de concordance dans le tableau clinique qui, sans conteste possible, écartent toute hypothèse de supercherie. Le magistrat demande des preuves, des preuves substantielles et non des affirmations. Il est un peu comme cet autre qui s'écriait : « Je ne croirai aux microbes que quand on me les aura fait voir à l'œil nu ! »

Toutes ces querelles dont il n'y a pas intérêt à allonger la liste reviennent à nier les déclarations du spécialiste en tant qu'elles dépassent les données immédiates du bon sens. L'opinion de l'expert a moins de valeur que celle du premier venu.

* * *

Cette opposition ouverte ou sournoise, théorique ou pratique de certains magistrats contre l'application intégrale du principe de l'irresponsabilité n'est d'ailleurs pas dénuée de tout fondement. Car, il faut bien le dire, la science psychiâtrique ne s'impose pas toujours par des conclusions très fermes ni même très nettes, et il n'est pas rare que les faits lui imposent de cruels démentis.

Autre circonstance plus grave : ses représentants les plus qualifiés se trouvent souvent en désaccord, voire en contradiction violente sur le point spécial qui nous occupe. Les uns, en effet, ont tendance à étendre démesurément la notion de l'irresponsabilité, tandis que les autres veulent la réduire à un minimum insignifiant, sans qu'aucun argument véritablement scientifique puisse aplanir leur désaccord. Il y a là surtout une différence de tempérament qui tient à ce que la notion même de responsabilité est encore aujourd'hui beaucoup plutôt une notion morale ou métaphysique qu'une notion scientifique.

Et d'abord, que faut-il entendre par ce mot de responsabilité autour duquel on discute si âprement ? Qu'il soit aliéné ou sain d'esprit, aucun homme n'exécute un acte quelconque sans y être poussé par des raisons nécessaires et suffisantes, conscientes ou non. Nous sommes tous déterminés. Mais on admet qu'un homme sain d'esprit sera inhibé dans sa velléité criminelle par la perspective de commettre un crime et d'encourir un châtiment, au lieu que cette considération est incapable de freiner l'inclination mentale de l'aliéné, si tant est même qu'elle puisse lui venir. Le premier est considéré comme totalement responsable, le second

comme irresponsable d'une façon absolue. En conséquence, le sujet sain d'esprit qui commet un crime est un pervers : on le punit pour sa perversité. L'aliéné, lui, est un malade ; on le soigne ou du moins on s'y efforce.

Il s'en faut d'ailleurs que les choses se présentent toujours avec cette simplicité. A part quelques cas extrêmes nettement tranchés et sur lesquels l'accord des spécialistes se fait sans difficulté, il arrive souvent qu'ils ne peuvent se prononcer ni pour la responsabilité totale ni pour l'irresponsabilité complète. Ils concluent alors à une responsabilité partielle, à une responsabilité atténuée dans une certaine mesure, jusqu'à un certain point. Un psychiâtre féru de précision n'a-t-il pas proposé d'adopter un cinquième, un dixième de responsabilité, sans avoir d'ailleurs fourni les instruments de mesure qui permettraient une pareille détermination ?

Ces divers frottements ne sont certes pas faits pour inspirer aux profanes une admiration illimitée pour la psychiâtrie. Quelle confiance peut-on accorder à une science dont les maîtres eux-mêmes ne peuvent pas s'accorder entre eux ?

Et la méfiance des magistrats se manifeste d'autant plus volontiers que le régime de l'irresponsabilité comporte trop souvent de réels inconvénients au point de vue de la défense de la société, et on peut dire que si la justice absolue bénéficie de ce régime, il n'en est pas de même pour les compatriotes du délinquant.

En effet, ceux que l'expertise psychiâtrique arrache au châtiment sont envoyés en maison de santé pour un temps indéterminé. Quelques-uns guérissent et alors tout est pour le mieux. Mais le plus souvent il ne s'agit que de fausses guérisons. N'ayant plus occasion de se livrer à leurs passions, les exemptés du bagne ou de la prison se conduisent correctement et le médecin, qui d'ailleurs a besoin de place, finit par leur rendre la liberté.

*
* *

On voit donc que le principe de l'irresponsabilité en matière criminelle se heurte en pratique à de sérieuses difficultés, dont la cause fondamentale réside dans l'impossibilité de parvenir à une précision. Mais quelle idée de demander à des cliniciens, à des hommes de science, des renseignements qui sont du domaine de la métaphysique et de la morale ! Vous tenez le pervers pour responsable de sa perversité au lieu que vous ne demandez pas compte au fou de sa folie ! C'est, me direz-vous, parce que le premier peut être amendé par le châtiment ou la crainte du châtiment et le second non. Mais alors pourquoi ne pas invoquer tout bonnement la notion d'amendabilité, de curabilité, qui sont des notions d'ordre scientifique, facilement contrôlables et riches de conséquences pratiques ?

La vérité est que le respect de l'irresponsabilité criminelle s'est imposé à notre code comme corollaire de la conception d'une justice absolue, d'une justice de droit divin. La doctrine de l'expiation ne pouvait se justifier que s'il était tenu compte de l'état du délinquant au point de vue de sa responsabilité.

Or, la faillite de pénalités basées sur le principe de l'expiation, constatée depuis tant d'années, ne saurait être contestée plus longtemps. Nous savons aujourd'hui que cette méthode, si elle satisfait l'antique instinct de vendetta, n'apporte par contre aucune amélioration sensible aux rapports de la société avec ses insociables.

Le système de nos pères est donc à abandonner.

Il est vrai que beaucoup de gens qui vivent avec les prisonniers ont tendance à considérer ceux-ci comme définitivement incurables. On ne peut pas, disent-

ils, empêcher un poirier de produire des poires... Mais si, justement ! Tout l'art du jardinier repose sur ce principe. Dans le domaine psychologique cette modification des tendances se dénomme éducation pour les humains et pour les animaux dressage.

Malgré l'instinct qui pousse le chien de chasse à dévorer le gibier qui tombe sous sa patte, le dresseur lui apprend parfaitement à le rapporter sans y mordre et ce résultat est obtenu sans que le chien ait rien perdu de ses qualités intellectuelles ou morales. Malheureusement pour ce qui est du dressage des petits d'homme, de l'éducation proprement dite, les méthodes des spécialistes semblent beaucoup moins perfectionnées. Les pédagogues officiels se désintéressent noblement de la question.

Certains de ces sujets deviennent par la suite des hommes parfaitement sociables et tout à fait réguliers, soit qu'ils aient rencontré de bons dresseurs, soit qu'ils aient évolué spontanément vers le mieux. Mais il est clair que plus le sujet avance en âge, et plus l'œuvre de redressement devient laborieuse et aléatoire.

Pour ce qui est des prisonniers, les spécialistes compétents nous affirment que 80 pour 100 pourraient être réadaptés. Ils comprennent dans ce pourcentage les délinquants occasionnels et les délinquants d'habitude ou récidivistes et ne reconnaissent comme inaptes à toute récupération que les fous moraux et les aliénés criminels (environ 15 pour 100 de la population des prisons).

Mais comment opérer cette récupération ? Nous savons ce qu'il faut ne pas faire. Nous savons que terroriser un homme ou un enfant, cela n'a jamais servi à développer ses qualités intellectuelles ou morales. Nous savons que les châtiments corporels et, d'une façon générale, les méthodes d'excessive rigueur sont à éviter : le régime cellulaire abrutit, le régime commun démoralise. Aussi, la législation française a-t-elle aboli les sévices corporels dans ses prisons et dans ses bagnes dès 1854. Malheureusement, trop de gardiens (ainsi que beaucoup de leurs supérieurs) sont restés rivés à cette opinion qu'en matière de régime pénitentiaire les méthodes excluant toute brutalité ne sont que de dangereuses billevisées, bonnes tout au plus à satisfaire la sensiblerie des vieilles femmes ou la naïveté des débutants.

*
* *

Ainsi, au principe ancien de la responsabilité criminelle, qui est encore lié à la vieille idée de l'expiation, doit être substitué celui de la rééducation sociale, de la récupération ou de la régénération des criminels. La nécessité d'adapter à ce nouveau principe le code pénal et le régime pénitentiaire s'impose aujourd'hui à tous les peuples civilisés.

A PROPOS DES FONDEMENTS DE L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

par Francis HALBWACHS

On sait qu'un groupe d'économistes soviétiques, sous la direction de A. Léontiev, a publié en 1943, dans l'ancienne revue soviétique *Sous le drapeau du marxisme*, un article-manifeste, « Sur l'enseignement de l'économie politique en U.R.S.S. », où sont analysés, sous une forme très nouvelle, les critériums théoriques du régime socialiste. Cette analyse a eu un assez gros retentissement dans les milieux économistes bourgeois où l'on a voulu y voir le signe d'un ralliement à l'économie politique orthodoxe, plein d'enseignements très « rassurants » sur les véritables fondements du régime soviétique. C'est en particulier l'opinion soutenue en Amérique par l'économiste « marginaliste » Carl Landaver : nous voudrions la discuter ici avec quelques détails.

Son exposé a été porté l'an dernier à la connaissance du public français, avec les passages essentiels du manifeste soviétique, par la *Revue internationale*, organe camouflé de la coterie trotskiste. On jugera du bien-fondé des prétentions « marxistes » de cette revue, quand on saura qu'elle reproduit ainsi avec complaisance un texte qui non seulement constitue une apothéose de la « science » économique bourgeoise, mais surtout, ce qui est beaucoup plus grave, présente de la science économique marxiste un tableau systématiquement falsifié, et embrouille ainsi irrémédiablement dans l'esprit des lecteurs les notions que ceux-ci peuvent posséder sur cette science. Nous croyons indispensable de riposter à cette attaque malfaisante en rectifiant les plus graves de ces erreurs et en rétablissant la vraie figure de la doctrine économique marxiste.

*
* *

1. Le tort principal de Landaver me paraît être de ne pas situer clairement la direction de son offensive contre les économistes soviétiques, car il leur reproche simultanément — faisant flèche de tout bois — de promouvoir un révisionnisme inspiré de Jevons, Walras et Menger, par conséquent d'être complètement infidèles à l'économie marxiste, et, d'autre part, de pousser au contraire leur fidélité aux lois et catégories de l'économie marxiste au point de les ériger en « vérités éternelles », commettant par là un crime évident de lèse-dialectique. Il se donne ainsi une position extrêmement avantageuse. Lorsque les économistes soviétiques établissent la persistance en régime socialiste de *certains* mécanismes économiques déjà mis en évidence par Marx dans le régime capitaliste — « loi de la valeur et loi de la nécessité d'un produit supplémentaire » (sov.) [1] — Landaver s'indigne, au nom même de Marx, parce que « tout change ». Lorsque, au contraire, ils analysent les essentielles différences entre les deux régimes et dégagent les lois économiques spécifiques qui caractérisent l'économie soviétique, Landaver leur oppose les énoncés établis par Marx *pour l'économie capitaliste* et s'éjouit considérablement de les mettre en contradiction avec la doctrine du maître.

Ainsi, commodément installé dans le confortable abri de deux thèses absolues

---

1. J'indique par (sov.) les références au texte soviétique et par (L.) les références au texte de Landaver.

et contraires qu'il soutient successivement (tout change, et rien ne change), il canarde à coup sûr ses adversaires, lesquels adoptent simultanément deux positions contraires, mais *relatives* et limitées l'une par l'autre (certaines choses ont changé, et d'autres choses n'ont pas encore changé). Nous lui laissons la responsabilité de sa tactique après l'avoir ainsi mise à découvert.

2. Inversement, Landaver esquinte Léontiev par une tactique complémentaire, et, si je puis dire, après l'avoir fait tomber sur le dos, il le renverse sur le ventre. Le truc consiste à prêter un sens absolu aux thèses de l'adversaire, alors même que celui-ci en a explicitement marqué le caractère relatif. Le procédé est si grossier qu'on a peine à croire qu'il soit employé de bonne foi.

3. Ainsi, notre imbattable dialecticien reproche aux économistes soviétiques d'admettre, à propos de la théorie de la valeur, l'existence de « vérités éternelles » dans le domaine économique. Et de s'effrayer en imaginant « quelles conséquences en découleront dans d'autres domaines » (L.) et en insinuant — ici perce le bout de l'oreille — que

> la thèse selon laquelle les institutions politiques fondamentales ne sont pas les mêmes en régime socialiste qu'en régime capitaliste se trouve affaiblie. (L.)

Or, c'est complètement faux. Léontiev dit seulement que la loi de la valeur-travail [1], déjà valable dans certains régimes antérieurs au capitalisme, survit à celui-ci et joue encore en régime *socialiste*,

> bien que fonctionnant dans des conditions différentes, dans un milieu tout autre et se distinguant radicalement de ses modalités capitalistes. (sov.)

Mais il ajoute aussitôt qu'elle ne s'appliquera plus en régime *communiste*.

> La loi de la valeur ne sera dépassée qu'à un stade élevé du communisme, lorsque la productivité du travail sera si grande et que la société aura à sa disposition une telle abondance de produits que le passage à la distribution des produits selon les besoins sera devenu possible. (sov.)

Où voit-on là l'affirmation de la loi de la valeur comme vérité éternelle ?

4. Même procédé lorsque, après avoir imputé aux économistes soviétiques l'érection de la valeur-travail en catégorie éternelle, on leur reproche au contraire d'abandonner la théorie marxiste de la valeur. A en croire Landaver, ils baseraient maintenant la détermination de la valeur, non plus sur le temps de travail socialement nécessaire, mais sur l'*utilité*, rejoignant en cela les conceptions orthodoxes de l'économie bourgeoise contemporaine [2].

---

1. Pour Marx, la valeur d'échange d'une marchandise est mesurée par le temps de travail qui a été nécessaire pour la produire, ce temps résultant d'une moyenne sociale (v. plus bas). Cette conception, qui fonde la valeur sur une donnée matérielle et concrète, est du reste celle des principaux économistes classiques, en particulier de Ricardo. Il reste bien entendu que cette valeur ne s'applique qu'aux *marchandises*, ne se réalise que dans l'échange, et n'existe ni dans les économies primitives non échangistes, ni dans l'économie communiste de l'avenir où les produits du travail social ne seront plus échangés, mais distribués.

2. Pour les économistes bourgeois contemporains, en particulier pour les théoriciens de « l'équilibre économique », les rapports dans lesquels s'échangent les marchandises dépendent de leur utilité relative, de leur « désirabilité », ou, pour employer un mot forgé tout exprès, de leur « ophélimité ». Certains de ces économistes s'interdisent même de parler de valeur. Ces conceptions en viennent à faire reposer toute l'économie sur des idées et des opinions subjectives. Elles n'étudient plus des faits concrets, mais les idées des hommes sur les marchandises, idées floues, incertaines et fluides. Les solutions qu'elles inspirent consistent finalement à changer non les relations économiques elles-mêmes, mais les idées des hommes sur ces relations. Elles sont, en dernière analyse, idéalistes et conservatrices.

La théorie de la valeur-travail s'écroule et doit être remplacée par une théorie de la valeur s'appuyant sur l'utilité. (L.)

Mais on ne voit rien de tel dans la déclaration des économistes soviétiques. Simplement on y note que « l'élément fondamental de la vie socialiste est la distribution selon la quantité et la qualité du travail fourni » (sov.) — à chacun selon son travail — si bien qu'en pratique les salaires sont fixés d'après les *produits* du travail, et non plus, comme dans l'économie capitaliste, par l'application de la loi de la valeur-travail à la force de travail considérée comme une marchandise [1]. On serait en droit d'en conclure tout au plus que la théorie marxiste de la valeur ne s'applique plus en régime socialiste à cette marchandise *particulière* que constitue la force de travail, mais non pas qu'elle « s'écroule » et ne vaut plus pour aucune marchandise.

La vérité est que la différence entre les deux régimes est encore beaucoup plus profonde. La loi de la valeur-travail ne s'applique plus à la force de travail, simplement parce qu'en régime socialiste la force de travail *n'est plus une marchandise*. La proposition de la science marxiste : à partir d'un certain développement des forces productives, le travailleur *peut cesser* d'être une marchandise, rejoint l'aspiration spontanée du prolétariat : le travailleur *veut cesser* d'être une marchandise, en une synthèse concrète : le régime socialiste, où effectivement le travailleur *a cessé* d'être une marchandise. La rémunération du travail s'inspire d'un principe absolument nouveau. L'ouvrier est traité, non plus comme une chose, mais comme un homme-travailleur, avec les droits et les devoirs que cela comporte, et dans cette nouvelle fixation des salaires s'opère la synthèse désormais possible de la *justice* et de l'*utilité sociale*, la coïncidence de ces deux principes composant une des caractéristiques essentielles du régime socialiste. Nous y reviendrons dans un instant. Il faut que Landaver soit bien aveuglé par le parti-pris de ne voir sur aucun point dans le système soviétique une réalisation de l'idéal historique du socialisme, pour n'avoir pas aperçu ce fait fondamental qui n'affecte nullement la détermination marxiste de la valeur de tous les biens qui, dans le nouveau régime, restent des *marchandises*, et qui n'a donc rien à voir avec les théories des Menger et autres Böhm-Bawerk.

Le caractère le plus « convaincant » de l'article de Landaver tenant à cette systématique déformation de la thèse soviétique, nous nous contenterions d'avoir réfuté sa réfutation et passerions à l'ordre du jour, si, par ailleurs, le mauvais usage qu'il fait des catégories de l'économie marxiste ne nous faisait un devoir de redresser quelques erreurs fondamentales.

* * *

5. Tout d'abord, nous pensons que Landaver ne se fait pas une idée correcte des rapports entre la forme *valeur* et la forme *prix* dans l'analyse marxiste de l'économie

---

1. En régime capitaliste, l'ouvrier est traité comme une marchandise. « Il se vend lui-même au détail ». Plus précisément, il vend comme marchandise sa « force de travail » sur le marché de la main-d'œuvre. La valeur de cette marchandise particulière est déterminée, comme pour les autres, par le temps de travail nécessaire pour la produire, c'est-à-dire pour fabriquer les subsistances nécessaires à la vie de l'ouvrier. Si l'ouvrier travaille dix heures par jour, il produit des marchandises dont la valeur sera exactement dix heures. Dans le même temps il consommera en nourriture, vêtements, chauffage, etc., des marchandises dont la fabrication aura coûté par exemple six heures de travail. Il y aura donc création d'une valeur supplémentaire de quatre heures, différence entre la valeur produite et la valeur consommée. C'est la plus-value qui, en régime capitaliste, est confisquée par les patrons et constitue la source de leur enrichissement. La production de la plus-value capitaliste tient essentiellement au mécanisme économique par lequel les travailleurs, venant offrir sur le marché de la main-d'œuvre une force de travail constamment surabondante, doivent en accepter un prix qui leur permet tout juste de subsister et de se reproduire. Bien entendu, la lutte de la classe ouvrière peut faire varier l'importance de la plus-value, le montant du profit. C'est ainsi notamment qu'on peut augmenter les salaires sans répercuter cette augmentation sur les prix, si on réussit, par la lutte, à diminuer les profits patronaux.

capitaliste. On a l'impression que pour lui le prix d'une marchandise effectue des fluctuations temporaires et de peu d'importance autour de la valeur avec laquelle il tend invinciblement à s'identifier, faute de quoi « la théorie de la valeur-travail n'est plus qu'une carcasse vide » (L.). Or, si, dans certains stades précapitalistes de l'économie marchande, la forme *prix* a effectivement pu coïncider de façon constante avec la forme *valeur*, il n'en est plus du tout de même dès que le capitalisme devient la forme dominante de l'économie.

A partir de ce moment

> la loi de la valeur de Ricardo, comme Ricardo lui-même l'a déjà découvert, est en contradiction avec la loi d'*égalité du taux de profit*... [1] La solution pratique s'opère, d'après Ricardo, *régulièrement* en faveur du taux de profit et aux dépens de la valeur. (KARL MARX : *Misère de la philosophie*, introduction d'Engels.)

La loi du taux de profit, du point de vue formel, doit donc être considérée comme la loi primordiale de l'économie capitaliste, la forme *valeur* étant complètement masquée. Elle n'en joue pas moins, du point de vue du contenu, le même rôle fondamental que dans toute économie marchande, mais seulement comme élément *global* dans le processus d'ensemble de la production capitaliste. Autrement dit, la somme des valeurs d'échange offertes à un certain moment sur le marché est déterminée par la *loi de la valeur-travail*. Mais cette valeur globale est ensuite répartie sous forme de prix entre les diverses marchandises conformément à la *loi de l'uniformité du taux de profit*. Ce n'est donc pas exceptionnellement et accessoirement, comme semble le croire Landaver, mais « régulièrement » et essentiellement, que le prix d'un article sur le marché capitaliste est différent de sa valeur.

Mon opinion personnelle est que cette relation de la valeur au prix est encore modifiée quand on passe du capitalisme libéral au capitalisme de *monopole*. Là, en effet, la portion décisive du profit n'est plus celle qui est versée aux actionnaires sous forme de dividendes, et qui, par suite de la concurrence jouant sur les cours de la Bourse, obéit à la loi du taux de profit moyen, mais le gros du profit, approprié directement sous forme de réinvestissements et de fonds de réserve par les dirigeants des trusts, échappe à la loi de l'offre et de la demande et se détermine suivant d'autres critériums qui restent à étudier. Ces nouvelles lois doivent évidemment réagir sur la répartition de la valeur globale entre les prix dits « de monopole ».

Enfin, en régime *socialiste*, la loi sous-jacente et globale de la valeur reste intacte pour tous les biens effectivement offerts sur le marché, c'est-à-dire que la valeur globale des marchandises est déterminée par la loi de la valeur-travail par une nécessité objective, qu'il est tout à fait hors de la puissance de l'Etat soviétique de faire que cette valeur globale diffère tant soit peu en plus ou en moins de cette détermination, et qu'il peut seulement agir sur les proportions suivant lesquelles cette valeur sera répartie

---

1. Les différentes branches de la production capitaliste nécessitent, pour obtenir une même quantité de plus-value, des capitaux investis très différents: Ces capitaux sont importants pour les entreprises nécessitant de grands investissements en machines, bâtiments, matières premières ; ils sont minimes pour les autres. Mais, d'autre part, il résulte du jeu de l'offre et de la demande sur le marché des capitaux, et en particulier à la Bourse, que le *taux de profit* — en pour cent du capital investi — se fixe à une valeur à peu près uniforme pour toutes les entreprises. En fait donc, le profit réellement perçu par chaque entreprise dépend non de la plus-value qu'elle produit, mais des *capitaux investis*. La loi de la plus-value détermine la somme globale de plus-value produite par l'ensemble des entreprises. Cette somme est distribuée entre les entreprises sous forme de profits au prorata des capitaux investis. Les entreprises à gros investissements touchent plus de profits qu'elles ne produisent de plus-value, et cela est possible parce que le prix qu'atteignent les marchandises qu'elles produisent est systématiquement supérieur à leur valeur. C'est l'inverse qui se produit pour les entreprises à faibles investissements. Il faut donc distinguer soigneusement la forme *plus-value* de la forme *profit* et la forme *valeur* de la forme *prix*, la seconde distinction étant la conséquence de la première.

tre les marchandises. Ainsi, la relation des valeurs aux prix subit de nouveaux avatars. serait d'ailleurs tout à fait vain de chercher dans l'analyse faite par Marx de l'économie *capitaliste* une explication de ces nouvelles relations, comme feint de le faire andaver, car, précisément, le mécanisme qui domine ces relations en régime capiliste, la loi du taux de profit moyen, fait défaut dans l'économie soviétique.

Le régime soviétique a, en effet, *socialisé* l'essentiel des moyens de production. eux-ci, comme la force de travail, cessent d'être des marchandises susceptibles d'être ppropriées, échangées, évaluées sur le marché des valeurs boursières, et, par conséuent, de jouer le rôle déterminant, en tant que capital, dans la fixation du taux du rofit, et donc des prix. Mais les prix n'en deviennent pas pour autant égaux aux aleurs d'échanges.

Les prix des biens diffèrent quelque peu de leurs valeurs selon les objectifs particuliers de l'Etat oviétique. (sov.)

Seulement, il faut chercher par quels mécanismes originaux ces prix sont déterninés.

Cette fixation des prix reste [en particulier] indépendante des coûts de production. Elle a ses écessités et ses règles propres, caractéristiques d'une économie socialiste. (sov.)

Si Landaver n'aperçoit pas ces mécanismes, la faute en incombe à lui seul, car ils ont très clairement décrits dans le document en question. Qu'il nous suffise de relever que, contrairement aux déterminations capitalistes, ils ne résultent pas du jeu automatique et inconscient de certaines lois économiques, mais de l'action réfléchie et organisatrice du *plan*, qui se réfère, bien entendu, non au bon plaisir et à l'arbitraire des dirigeants de l'Etat, comme le croyaient les « volontaristes », mais aux grandes nécessités politiques et économiques, industrialisation (1925), collectivisation agraire (1929), défense nationale (1939), qui constituent proprement « *les lois du développement socialiste* de la société [soviétique] » (sov.), c'est-à-dire que dans l'état concret de l'économie du pays, aussi bien en 1925 qu'en 1929 et en 1939, « le problème qui se présentait à la nation soviétique n'offrait pas le choix entre deux solutions, mais n'en possédait qu'une seule » (sov.) On se trouvait devant une *nécessité*.

Cette nécessité économique fut reconnue en temps voulu par notre parti et la classe ouvrière, puis fut acceptée par l'Etat soviétique. (sov.)

C'est en ce sens qu'on peut affirmer « la possibilité de saisir la conformité de l'évolution sociale [soviétique] à des *lois* établies » (sov.), et dire que, comme l'économie capitaliste, l'économie soviétique obéit à la « nécessité objective ».

Mais celle-ci se fait sentir, non plus à travers la fatalité chaotique de la machine économique « fonctionnant, suivant la formule de Marx, à la façon d'une maison qui s'écroule sur notre tête » (sov.), mais à travers la volonté *consciente* des experts du plan, « des bâtisseurs du socialisme, des guides de la société, l'Etat soviétique et le Parti communiste » (sov.).

La société socialiste asservit, grâce à son organisation étatique, la loi de la valeur [c'est-à-dire qu'elle maîtrise le processus suivant lequel la valeur se traduit en prix] et use consciemment de son appareil (monnaie, commerce, prix, etc.) au mieux des intérêts du socialisme et de la direction planifiée de l'économie nationale (sov.)

Il ne faut d'ailleurs pas croire que ce caractère *conscient* de la nécessité ne soit qu'un ornement de luxe, une qualité éthique surajoutée qui ne change rien au cours

réel des choses, comme la conscience « noble » du roseau de Pascal. Le conditionnement de la production par une même nécessité n'aboutit pas du tout au même résultat, suivant qu'il s'opère à travers l'aveugle loi du profit ou à travers la logique consciente du plan. Il est faux de prétendre comme Landaver, qu'il s'agit ici « d'une différence dans la façon dont la loi économique s'impose au réel, et non d'une différence de contenu » (L.). Il y a en fait, et par suite précisément de la domination consciente de l'économie, une différence totale de contenu.

Par exemple, Staline fait très justement remarquer dans un de ses derniers discours que, devant une conjoncture économique analogue, le système capitaliste commencera toujours par développer ses industries de consommation, qui sont celles qui fournissent les plus gros profits immédiats, et, par la suite, la production sera constamment freinée par le retard de l'industrie lourde, tandis qu'au contraire le système socialiste qui se guide suivant un plan à longue échéance et qui s'est complètement affranchi de la loi du profit, commencera par édifier son industrie lourde, et pourra par la suite développer sa production à un rythme infiniment plus rapide.

La proportion et les interrelations suivant lesquelles les diverses branches de l'économie nationale sont développées en régime socialiste, sont radicalement différentes de celles qu'établissent les forces chaotiques du marché en régime capitaliste. (sov.)

C'est que là règne la causalité inconsciente où chaque effet est aveuglément déterminé par sa cause, tandis qu'ici agit la *finalité consciente* où chaque cause est conditionnée par la prévision de son effet.

Cette prévision utilise la loi de la valeur comme outil essentiel de *comptabilité*, même si la valeur reste latente, comme c'est le cas pour les moyens de production « qui ont une valeur exprimée monétairement mais ne sont pas l'objet d'achats ni de ventes libres » (sov.), et de même si cette valeur est masquée par un système de prix qui en diffèrent notablement, comme c'est le cas pour les objets de consommation effectivement commercialisés.

L'utilité de la loi de valeur apparaît dans la *comptabilité* des coûts, méthode indispensable pour la planification de l'économie en régime socialiste... L'observation rigoureuse de la comptabilité du prix de revient permet de découvrir et d'éliminer toutes sortes de dépenses et de gaspillages superflus et improductifs, toutes les espèces de mauvaise organisation, en réduisant au minimum les coûts de production des diverses entreprises particulières (sov.)

La valeur marxiste a donc dans l'économie socialiste un double rôle : un rôle économique réel sous-jacent, comme détermination globale de la masse des prix, et un rôle comptable dans les prévisions de l'économie planifiée, prévisions qui sont tout autre chose qu'un exercice académique comme celui auquel se livrent les statisticiens bourgeois, mais qui se traduisent concrètement chaque jour par les décisions des dirigeants de l'économie. On voit combien peu Landaver est fondé à déclarer que « la théorie de la valeur-travail n'est plus qu'une carcasse vide » (L.), tant en ce qui concerne le mécanisme réel de l'économie soviétique, que pour les procédés théoriques par lesquels les techniciens du plan prennent conscience de cette économie et la dirigent.

***

6. Enfin, le problème du travail n'est pas du tout compris par Landaver, qui l'embrouille d'une façon effrayante. Négligeant complètement le fait, pourtant explicitement rappelé par le texte soviétique, que le travail dans la théorie marxiste désigne en réalité deux choses fort différentes, il impute sans cesse à l'une les caractères de l'autre,

ce qui lui permet de découvrir sans peine dans la théorie et la pratique soviétiques d'épouvantables inconséquences.

Le travail, écrit Léontiev, a un double aspect. D'une part, le travail concret produisant la valeur d'usage, et, d'autre part, le travail *abstrait*, portion définie de tout le travail consacré à la production sociale

Cela est vrai aussi bien du régime capitaliste que du régime socialiste. Dans le second comme dans le premier, le travail abstrait a pour rôle essentiel d'être l'*étalon de la valeur*.

La valeur d'un bien dans la société socialiste est déterminée non pas par les quantités de travail *réellement* consacrées à sa production, [c'est-à-dire de travail concret], mais par le montant de travail *socialement* nécessaire à sa production et à sa reproduction [1] [c'est-à-dire de travail abstrait]. (sov.)

Autrement dit, la comptabilité par laquelle s'effectue à la commission du plan le calcul de la valeur des marchandises utilise exclusivement ce travail abstrait « que Marx appelle la mesure naturelle du travail » (sov.) et qui ne tient compte que du *temps de travail*, non de l' « utilité » spécifique de chaque genre de travail.

Il faut d'ailleurs rappeler que le travail « qualifié », outre la valeur simple qu'il communique au produit, lui transmet aussi une fraction de la valeur accumulée dans la personne du travailleur au cours de ses années de formation professionnelle. C'est le « travail composé » (Marx) qui intervient automatiquement dans la détermination de la valeur des produits en régime capitaliste, par des coefficients « fixés par un processus social derrière le dos des producteurs, et qui leur paraissent pour cette raison établis par l'usage ». (*Capital*). Bien entendu, ces coefficients de « travail composé » interviennent aussi dans la comptabilité du plan en régime socialiste, toutes les fois que s'effectue le calcul des valeurs, mais cette fois devant les yeux des producteurs qui les étudient et les fixent en pleine connaissance de cause. Tout cela n'a rien à voir avec l' « utilité » du travail, pas plus qu'avec la valeur du travail concret, quoi qu'en puisse dire Landaver.

***

7. Quant au deuxième aspect du travail, le travail « concret », son rôle est au contraire profondément différent dans les deux régimes. Dans la société capitaliste, il a la forme d'une marchandise, la *force de travail*. Comme toute marchandise, il a une valeur, et, d'autre part, il a un prix, et même des prix notablement différents (les salaires). La *valeur* de la force de travail est déterminée par le temps de travail (abstrait) nécessaire pour produire les subsistances minimum dont l'ouvrier a besoin pour vivre et se reproduire. Cette valeur intervient dans la détermination de la plus-value, c'est elle qui est distribuée aux ouvriers sous forme de salaires.

Or, à ce sujet, Landaver nous explique que, « selon la théorie marxiste », cette

---

1. Le travail, étalon marxiste de la valeur, est une abstraction, au sens étymologique du mot. En effet, pour produire à une époque donnée une marchandise donnée, une paire de bottes, par exemple, il faut un temps de travail très variable suivant l'habileté de l'ouvrier ou suivant le rôle des machines dans la fabrication. Or, il résulte de la loi de l'offre et de la demande sur le marché des marchandises que deux paires de bottes du même type se vendront au même prix, quel que soit le temps de travail réellement consacré à leur production. Le travail qui intervient dans la loi de la valeur est un travail moyen — travail *socialement* nécessaire dans les conditions concrètes de développement des moyens de production mis en œuvre dans l'ensemble des entreprises fabriquant des bottes pour le marché considéré. Tout développement technique de ces moyens de production diminue le temps moyen de travail et donc la valeur de la paire de bottes.

valeur diffère suivant le type de travail, qu'elle est « plus élevée pour l'ouvrier spécialisé et [que], par conséquent, son salaire est supérieur à celui du manœuvre » (L.) à cause du temps de travail nécessaire à la formation professionnelle du spécialiste. Il introduit donc la notion marxiste de « travail composé » en l'appliquant au travail « concret » et aux salaires, et il se gausse des soviétiques qui abandonnent complètement ce principe « orthodoxe » et basent l'estimation des salaires — et, par conséquent (d'après lui), des valeurs — sur l' « utilité » du travail. C'est là un incroyable salmigondis où se heurtent et se mêlent les catégories salaire, valeur d'échange de la force de travail, et rôle du travail comme étalon de valeur. La même confusion exactement avait été commise par Dühring, ce qui donna l'occasion à Engels de procéder à une exécution à jamais célèbre. En fait, Marx, après avoir fait la distinction entre travail simple et travail composé, ajoute :

> Le lecteur doit noter qu'il ne s'agit pas ici du *salaire*, ou de la valeur que le travailleur obtient en échange d'une journée de travail [travail concret], mais de la *valeur* des objets dans le commerce, valeur en laquelle s'objective une journée de travail [travail abstrait]. (Capital)

La critique de Landaver porte donc à faux. Il impute au travail concret (détermination des salaires) ce que Marx dit du travail abstrait (détermination des valeurs).

*
* *

8. Comment maintenant se présente cette question du travail « concret » et de sa rémunération en régime socialiste ? Tout d'abord, en ce qui concerne le salaire moyen, le fait essentiel, que nous avons déjà signalé, est que la force de travail n'est plus une marchandise, c'est-à-dire ne fait plus l'objet d'une évaluation contradictoire sur un marché où plusieurs acheteurs sont en concurrence, et que, par conséquent, *elle n'a plus de valeur*. Pour cette raison également, on ne peut plus parler proprement de plus-value. En revanche, il y a encore un certain surtravail ou « travail supplémentaire » nécessaire à l'accumulation.

> Même en régime socialiste, une certaine part du travail social doit être systématiquement détournée en vue de l'accumulation. (sov.)

Mais en régime capitaliste, le rythme de l'accumulation résulte *automatiquement* du jeu de la loi de la plus-value, c'est pourquoi l'économie capitaliste est impuissante à éviter les crises de surproduction dues à une accumulation exagérée par rapport aux conditions économiques et sociales régnantes. En U.R.S.S., au contraire, la cause devient effet. Ce n'est plus l'accumulation qui résulte du taux du surtravail, mais c'est le taux du surtravail qui est déterminé consciemment par la commission du plan en raison du rythme d'accumulation qu'il s'agit d'atteindre, et qui dépend lui-même des objectifs généraux de la construction socialiste.

Quant à l'échelle différentielle des salaires, elle tient compte de ce que « l'heure de travail d'un travailleur n'est pas égale à celle d'un autre travailleur » (sov.) conformément au principe : « à chacun selon son travail », et c'est uniquement à cette question de la *fixation des salaires* en régime socialiste que se rapporte tout ce que dit Léontiev des différences qualitatives entre les différentes formes de travail évaluées d'après leur produit, ce qui n'introduit, par conséquent, aucun germe de revisionnisme « ophélimiste » dans la théorie marxiste de la valeur, ni dans celle de la plus-value en régime capitaliste.

La fixation des salaires « au moyen de la comptabilisation et de la comparaison

des produits du travail » (sov.) est évidemment — avec l'émulation socialiste, le stakhanovisme, le système des oudarniks, etc. — un des procédés par lesquels le régime soviétique cherche à accroître le rendement individuel du travail. Elle concourt à l'un des buts fondamentaux actuels de l'économie socialiste, l'accroissement de la production. C'est un trait qu'elle a en commun avec le système capitaliste des salaires aux pièces. Mais, en réalité, les deux institutions sont profondément différentes. En effet, en régime capitaliste, le but, tout au moins le but recherché par chaque entreprise pour sa part, est uniquement *l'accroissement du profit,* et une productivité accrue ne présente d'intérêt *pour le patron* que si le salaire moyen réel reste fixe.

Dans le système soviétique au contraire, l'échelle des salaires est déterminée *par les travailleurs eux-mêmes.* C'est chaque syndicat qui décide des « normes » à réaliser pour chaque genre de travail. C'est l'assemblée du kolkhoz qui détermine le nombre de *troudodienny,* c'est-à-dire de journées conventionnelles de travail — travail simple ou travail composé — à attribuer à chaque tâche [1]. D'autre part, l'objectif de l'augmentation de la production se conjugue avec l'objectif de l'élévation du niveau d'existence des masses laborieuses. Le salaire moyen réel augmente *effectivement.* La comptabilisation des salaires d'après les produits du travail n'a donc pas une signification illusoire, mais une signification réelle. Elle constitue la mise en pratique effective du principe socialiste : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ». Par elle, l'ouvrier qui a produit plus reçoit plus, sans qu'en contre-partie d'autres ouvriers qui n'ont pas produit moins reçoivent moins.

Par elle, et parce que le travail dans la société socialiste n'est plus une catégorie économique, mais une *valeur humaine,* la stimulation de la production sociale acquiert en même temps un caractère *éthique.* L'éthique communiste se caractérise, en effet, en ce que

> pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le domaine du travail est devenu l'arène dans laquelle peuvent se déployer — et se déploient — les forces morales de l'individu, son dévouement à la cause commune, ses efforts personnels en vue de l'essor général, son aide à ceux qui sont en arrière et sa propre aspiration à rattraper les meilleurs. (V. Kolbanoski.)

Les travailleurs soviétiques peuvent se renforcer dans leur conscience socialiste en constatant que par leurs mains s'édifie enfin une société *juste,* en attendant la société communiste où après le principe de justice se réalisera dans l'abondance le principe d'égalité : « à chacun selon ses besoins ».

Que la rémunération *effective* du travail, valeur *humaine,* suivant son *utilité* en régime *socialiste,* puisse instituer un « langage plus voisin » (L.) entre les économistes soviétiques et les économistes bourgeois, qui appliquent faussement et *illusoirement* le critérium de l'utilité à la force de travail, catégorie *économique* en régime *capitaliste.* Landaver l'affirme sans s'expliquer davantage. On donnerait beaucoup pour savoir ce qu'il veut dire exactement.

***

Nous ne voyons pas autre chose à tirer de cette courte étude toute fourmillante de points de vue nouveaux et inattendus. En réalité, à travers une critique passablement

---

1. C'est pourquoi les crises de surproduction sont inconcevables en régime socialiste.

boîteuse, Landaver suggère une certaine opinion sur l'Union soviétique. Cette opinion est à triple détente. D'abord, les théoriciens soviétiques autorisés de l'économie persistent à « utiliser le langage du marxisme officiel » (L.), mais ils le font de façon scolastique, figée, en introduisant dans la doctrine économique la notion de « vérité éternelle ». Ensuite, et « implicitement », dans le fond même de leur pensée ils procèdent à une « revision de la théorie de la valeur » (L.) et passent en fait « du camp de Marx dans celui de Jevons, Walras et Menger » (L.). Enfin, sur le terrain, non plus des doctrines, mais des réalités économiques, on s'aperçoit qu'au fond il n'y a pas de véritable « différence de contenu » entre l'économie soviétique et l'économie capitaliste. Ici et là ressurgissent, par delà des « modalités d'application » différentes, « les règles de la procédure économique rationnelle, qui sont indépendantes du régime de la propriété et du caractère des pouvoirs de disposition économique » (L.), ce qui ne va pas sans entraîner également une identité foncière sur le plan politique. Autrement dit, ce n'était pas la peine assurément de changer de gouvernement, l'expérience a raté, prenons-en de la graine et en ce « siècle des révolutions avortées » (Kœstler), tenons-nous-en sagement au système Ford-Mellon-Wall-Street. C.Q.F.D.

L'étude que nous venons de faire de ces assertions ne nous a pas permis de les reconnaître pour vraies. Elle nous a donné l'occasion de préciser et de développer les thèses capitales des économistes soviétiques. Elle nous a, en même temps, permis de nous faire une idée très nette de la valeur de Landaver comme économiste et comme commentateur du marxisme !

NOTES D'UN FRANÇAIS AUX JOURNÉES CULTURELLES DE BERLIN

par Georges COGNIOT

Une fois de plus, les Français regardent vers l'Allemagne avec une curiosité mêlée d'effroi. A juste raison, ils se sentent inquiets de la restauration prioritaire d'une Allemagne puissante à l'ouest, sous la direction des mêmes milieux sociaux, des mêmes capitaines de l'industrie et de la banque qui ont naguère porté Hitler au pouvoir. Et ils se demandent ce qui se passe dans l'autre fraction de l'Allemagne, dans l'Allemagne de la zone d'occupation soviétique.

On peut répondre que, dans un pays où il y a peu de temps une partie si considérable de la population soutenait le régime nazi et ses guerres d'agression, on voit, du moins à l'est de la ligne de démarcation, l'esprit de pondération et le sens des réalités reprendre peu à peu leurs droits. Ce ne sont pas seulement les ouvriers, ce sont aussi les paysans, la petite-bourgeoisie urbaine, des couches appréciables de la bourgeoisie moyenne et les intellectuels qui cherchent à pénétrer le sens de la catastrophe de 1945 et à en tirer les leçons.

Nous avons eu l'occasion d'assister à l'opéra de Berlin, du 4 au 7 mai 1948, aux Journées culturelles du Parti socialiste unitaire d'Allemagne ; le congrès avait pour but l'adoption d'un programme officiel pour le travail du Parti dans les milieux intellectuels et en rapport avec les questions de culture ; mais en fait, ses délibérations ont servi de révision générale des valeurs de civilisation allemandes du point de vue de la démocratie et du marxisme.

Outre les 800 invités, 1.274 délégués ont suivi les débats ; ils représentaient toutes les catégories du monde intellectuel sans exception, avec une nette prépondérance du milieu universitaire, qui fournissait le tiers des participants. Les groupes les moins denses — comprenant moins de vingt délégués — étaient ceux des ingénieurs, des juristes, des médecins et du clergé. Les délégations les plus massives appartenaient — les membres de l'enseignement mis à part — aux catégories ci-après : étudiants, éditeurs et bibliothécaires, peintres et sculpteurs, écrivains. Les acteurs et le personnel de la radio étaient, eux aussi, assez fortement représentés.

Le congrès a été accompagné de manifestations artistiques de la qualité la plus haute. Méhul y était à l'honneur à côté de Bach, Haendel et Beethoven, ainsi que de Maïakovski ; et les motifs de la *Marseillaise* se mêlaient à ceux des chants révolutionnaires russes dans l'*Ouverture de fête* 1948, écrite sur le modèle de l'*Ouverture de fête académique* de Brahms, dans un style dramatique saisissant, par le compositeur Ottmar Gerster, directeur de l'Académie de musique de Weimar, pour la cérémonie anniversaire du centenaire du Manifeste du Parti Communiste. La France et ses douleurs étaient présentes à l'esprit de bien des congressistes, comme Ludwig Renn devait le dire, au cours du repas de clôture, dans une délicate allocution prononcée dans notre langue.

Les racines historiques de l'idéologie nazie.

Le congrès a entendu et discuté successivement trois rapports. L'un des deux présidents du Parti, l'ancien social-démocrate Otto Grotewohl, a traité de *l'état présent de la vie spirituelle et le marxisme ;* le professeur Heinrich Deiters a parlé de *l'unité culturelle de l'Allemagne et les intellectuels ;* enfin, le dirigeant du travail idéologique du Parti, Anton Ackermann, a exposé *la politique culturelle marxiste.*

Otto Grotewohl a posé d'emblée le problème, avec tout le courage d'esprit nécessaire. Il a rappelé « la capitulation presque totale et sans réserve des intellectuels bourgeois devant la barbarie fasciste » et il s'est efforcé d'en démêler les causes historiques. Il s'est donné pour objet « de procéder à une explication radicale avec notre propre passé culturel » afin de pouvoir éclairer la construction d'une Allemagne nouvelle.

> Nous autres, Allemands, commettrions une faute aux suites graves si nous n'entreprenions que des corrections légères, à la surface, — comme d'essuyer l'écume du fascisme, — et voulions continuer le travail à l'ancien niveau d'avant le fascisme, de manière à repartir du point où nous nous sommes arrêtés en 1933. La dictature fasciste ne nous a-t-elle pas fait voir que les tendances qui ont conduit jusqu'à elle et permis sa terrible domination de douze ans, sont profondément enracinées dans la tradition allemande, loin d'être tombées sur nous à l'improviste comme l'éclair d'un ciel serein ?... Cette barbarie n'était que le résultat d'une complète évolution qui remonte profondément dans notre histoire.

Et le rapporteur de se demander « où réside la fatalité de cette tradition spirituelle et quels moyens sont propres à en triompher ». Il espère que le congrès servira justement à donner le branle, à déterminer partout un désir d'examiner le passé pour y faire le départ du vrai et du faux, des forces de civilisation et des forces hostiles à la civilisation, des courants qui conduisaient au respect de l'humain, pris comme critère pour apprécier les rapports sociaux donnés, et de ceux qui au contraire tendaient à mépriser l'homme et à l'assujettir aux rapports établis.

Cet examen impitoyable et nécessaire, l'orateur s'y est livré pendant trois longues heures. Il a défini la préhistoire intellectuelle du national-socialisme comme le résultat de la décadence et de la décomposition de l'idéologie bourgeoise sous deux influences matérielles : d'abord l'entrée de l'Allemagne dans la compétition des puissances impérialistes avec un certain retard, puis la défaite de 1918.

De Hegel à Nietzsche.

Vers 1900, la grande bourgeoisie allemande visait avant tout à conquérir sa place au soleil dans un monde déjà partagé, tout en se défendant à l'intérieur contre les aspirations d'une classe ouvrière qui montait.

De la philosophie de Hegel, la bourgeoisie prit donc les éléments qui pouvaient légitimer sa soif de puissance et de prestige mondial. Hegel avait proclamé que dans le monde germanique vit un Esprit parfait, au contact duquel l'univers sera contraint de se régénérer. Les thèses qu'il a formulées dans ses *Bases de la Philosophie du droit* correspondent à merveille au combat antidémocratique de la bourgeoisie contre les droits de la classe ouvrière. Quant au côté progressif de

l'enseignement hegelien, le développement de la méthode dialectique, ce fut, comme on sait, la classe ouvrière qui en hérita grâce à Marx et Engels.

La bourgeoisie allemande reprit les armes intellectuelles, — celles de la théorie raciste, — qui avaient déjà aidé la classe régnante d'Angleterre à présenter hypocritement sa politique coloniale comme une mission civilisatrice. Cinq ans après la parution du *Manifeste du Parti communiste*, Gobineau avait publié son *Essai sur l'inégalité des races humaines ;* Houston Stewart Chamberlain proclama ensuite dans ses *Principes du* XIX^e^ *siècle*, le développement supérieur de l'histoire « inséparable de l'Allemagne ». « Dieu bâtit uniquement sur les Allemands ». On comprend que Rosenberg ait appelé Chamberlain « l'annonciateur et le fondateur de l'avenir de l'Allemagne » !

A ces influences se joignit celle de Nietzsche. Défenseur de l'impérialisme allemand, Nietzsche se rend compte de la force de la démocratie, de la classe ouvrière grandissante. C'est justement pourquoi il prêche à la classe régnante une nouvelle morale des maîtres, la théorie du surhomme, la volonté de puissance, en détestant Rousseau et la Révolution française avec son principe de l'égalité des hommes. Ne dirait-on pas un extrait de *Mein Kampf* que ces lignes de Nietzsche :

> L'essentiel dans une bonne et saine aristocratie est qu'elle accepte avec une bonne conscience le sacrifice d'une infinité d'hommes, qu'il faut rabaisser et réduire pour l'amour d'elle au rang d'hommes incomplets, d'esclaves, d'outils.

Principe fondamental de la morale des maîtres :

> On n'a de devoirs qu'envers ses égaux ; à l'égard des êtres de rang inférieur, à l'égard de tout ce qui vous est étranger, on peut agir à son gré et comme le cœur vous dit.

Pour ce précurseur de l'idéologie nazie, le socialisme est une morale d'esclaves dépassée :

> Soyez cruel et sans pitié, la morale n'est valable que pour les faibles.

De là, en droite ligne, les Instructions secrètes du haut commandement allemand en date du 1^er^ juin 1941 pour l'attaque contre l'U.R.S.S. :

> Seule notre volonté doit décider. Pourtant cette volonté doit être orientée vers l'accomplissement de grandes tâches. C'est seulement en ce cas qu'elle sera morale dans sa cruauté. Vous n'êtes ni des juges d'instruction ni des murs des lamentations (*sic*).

La doctrine de Nietzsche a émoussé le sens moral chez d'innombrables intellectuels, elle leur a ôté tout scrupule. L'appel au mythe et à l'instinct se substituait à la pensée humaniste entrée en décadence.

Mais pourquoi cette arrogance et cette brutalité distinctives de l'impérialisme allemand ? Précisément à cause de l'écart entre ce qu'il voulait et ce qu'il pouvait, entre l'illusion et la réalité de sa puissance.

Après 1918.

Le fond du cœur était toujours pessimiste, nihiliste ; l'esprit tendu et mécontent. Surtout après 1918, quand Thomas Mann, avec ses *Buddenbrooks*, peignit

la décadence d'une famille bourgeoise, mais ne put être suivi par la plupart des intellectuels dans sa recherche d'un humanisme progressif, tandis qu'Oswald Spengler, avec sa *Ruine de l'Occident*, fournissait à un capitalisme et à un militarisme aux abois la nouvelle théorie imputant la responsabilité de l'écroulement de la culture à la démocratie, au libéralisme, à la révolution russe, à la tolérance à l'égard des races de couleur. Oswald Spengler s'adressait aux vieux sentiments réactionnaires : à la superstition du sang, à l'instinct militaire, au mythe de la Mission, à la haine élémentaire contre une classe ouvrière qui réclame sa place, à la peur de la dépréciation des valeurs par les masses, à la jalousie du petit bourgeois qui voit des ouvriers se rapprocher de l'administration, du gouvernement, à l'orgueil envers les peuples étrangers.

Comme aujourd'hui, il fallait déjà, en 1918, faire semblant de tenir compte des aspirations socialistes du peuple. C'est pourquoi Spengler a falsifié le socialisme dans son ouvrage *Prussianisme et socialisme* et transformé la doctrine de la lutte de classes prolétarienne en un socialisme prussien fait de discipline et de sujétion.

Telle fut donc l'évolution fatale : de la proclamation de la race nordique comme race supérieure par Gobineau, on passa à la glorification des Allemands comme première race aryenne par Chamberlain ; de la théorie mensongère sur le péché mortel que représentait le mélange des sangs, on passa au culte nazi du sol et du sang, et du césarisme de Spengler au *principe du führer*. Ainsi s'explique que les intellectuels d'un peuple civilisé aient pu admettre, contre toutes les données de la science, de faire du sang le siège de la moralité et de l'intelligence, comme les Germains le croyaient il y a deux mille ans et comme seules les peuplades sauvages semblent encore le croire aujourd'hui, à en juger par leur magie.

La sélection des meilleurs Aryens signifiait naturellement la protection de la noblesse et de la grande propriété foncière. On évitait ainsi de distribuer aux paysans près de deux millions d'hectares de bonne terre. Et le peuple pouvait dès lors être baptisé « peuple sans espace », la réclamation séculaire sur la terre était déviée en direction de l'étranger. Le tout à l'abri du mot d'ordre, qu'on entend de nouveau résonner aujourd'hui : « *Sauvons la culture européenne* ».

Et pourtant c'est ce peuple — le peuple qui a toléré les horreurs d'Auchswitz — qui avait autrefois accédé aux cimes d'une aussi pure humanité que celle de l'*Iphigénie* de Gœthe ! C'est ce peuple qui, par la plume de Schiller, dans son *Histoire de la perte des Pays-Bas*, avait flétri si vigoureusement l'Inquisition !

La falsification des grands classiques.

Rien ne serait plus dangereux que de croire sur parole les historiens officiels de la littérature allemande quand ils enseignent que les plus hauts représentants des lettres nationales se seraient tenus à l'écart des problèmes de leur temps, auraient dédaigné de faire la critique de leur époque, et n'auraient pensé au contraire qu'à l'embellir, sinon à l'enjoliver. Cette conception de l'histoire littéraire, imposée depuis plus d'un siècle dans les universités et les écoles, équivaut à une longue et complète falsification de la littérature classique allemande, dont on a voulu faire une justification de la politique autoritaire et antidémocratique régnant en Allemagne. Les professeurs ont prétendu ne voir les œuvres de Lessing, de Schiller et de Gœthe que sous l'aspect de leur beauté formelle et des lois de l'esthétique. On en a fait des formes vides, alors qu'en

réalité ces œuvres étaient par leur contenu au service d'une volonté politique très précise.

Une œuvre de Lessing comme *Nathan le Sage* ou *Emilia Galotti*, les œuvres de Gœthe telles que *Gœtz*, *Werther*, *Egmont*, celles de Schiller comme *Les brigands*, *Intrigue et amour*, *Wallenstein* sont autant de monuments puissants de la lutte du peuple allemand pour sa liberté au dedans comme au dehors, pour une nouvelle conception de l'existence, contre les conditions établies. Franz Mehring a démasqué cette fasification de main de maître à propos de Lessing, qu'on avait voulu transformer, d'un champion de l'émancipation de la bourgeoisie allemande, d'un adversaire du régime féodal et absolutiste, en un panégyriste de la Prusse de Frédéric II. La *Légende de Lessing*, la grande œuvre de Franz Mehring, aurait dû servir depuis longtemps de début à une critique impitoyable de toute la falsification de l'histoire littéraire allemande. Elle est malheureusement restée isolée. Sa continuation s'impose d'urgence, le rapporteur y insiste.

Gœthe a vécu deux époques. Sa jeunesse coïncide avec le réglement de compte de l'ère bourgeoise et de l'ère féodale ; dans sa vieillesse il est témoin des premiers symptômes de décadence de la société bourgeoise, il constate ses contradictions.

Le monde contre lequel luttent Wilhelm Meister dans ses *Années de voyage* et Faust dans la deuxième partie de la tragédie, c'est le monde bourgeois du capitalisme ascendant, qui ne résoud pas les grandes contradictions logées au cœur de l'existence humaine, qui pose la liberté, la personnalité, l'harmonie de l'individu et de la collectivité comme des problèmes *restant à résoudre* : Faust et Wilhelm Meister représentent justement les essais de solution. L'homme qu'ils incarnent est un homme obligé de conquérir l'harmonie avec le monde, le peuple, l'Etat ; un homme obligé de créer lui-même son monde humain en s'expliquant avec le monde existant. Cette explication active est, chez Gœthe, une refonte consciente du milieu, des rapports sociaux, qui ne doivent pas être acceptés tels quels, puisqu'ils n'apportent pas à l'homme la liberté et l'harmonie, mais la dépendance et la discorde. Si l'on veut un monde de liberté et d'harmonie, il faut le constituer, il n'est pas donné tout fait par la nouvelle société bourgeoise.

Telle est la grande leçon des œuvres de vieillesse de Gœthe, si méprisées quand elles parurent, et considérées comme de simples produits de la sénilité. Ne jugeait-on pas comme une vulgarité, une profanation, un blasphème contre toute poésie, le fait que Faust, après avoir passé par tous les sommets et tous les bas-fonds de l'existence humaine, ait pu concevoir à la fin de sa vie le défrichement d'un marais comme le genre d'activité le plus élevé et le plus pur, et mourir content de savoir qu'un jour, sur ce « sol libre » arraché à la nature, vivrait un « peuple libre », « enveloppé de dangers », mais coupable d'imposer son vouloir au monde social et à la nature, au lieu de leur être soumis comme un instrument aveugle ?

La collectivité consciente — il faut y insister — n'est pas pour Gœthe une solution à laquelle le développement des choses pousserait de lui-même : c'est une solution qui est proposée à l'homme comme une tâche et un devoir à remplir. Le roman de Wilhelm Meister est un roman éducatif. Si Gœthe affine la personnalité, s'il lui donne une si grande richesse intérieure, c'est comme personnalité militante face à l'ordre établi.

Dans la mesure où la littérature classique a été une littérature critique, seul le marxisme, qui éclaire les luttes réelles des hommes, éclaire aussi la nature réelle de la littérature classique.

Le romantisme allemand et la décomposition de l'hegelianisme.

Gœthe, cependant, avait déjà vu lui-même que les conditions de l'Allemagne comportaient un échec ou un retard dans la transformation de la vie sociale et de l'Etat par la bourgeoisie.

La bourgeoisie allemande en tant que classe s'est avérée incapable de remplir sa tâche au début du XIX^e^ siècle. C'est pourquoi les écrivains se mirent à se replier sur eux-mêmes. De là le courant romantique, qui fit de nécessité vertu, et décida, puisqu'on ne pouvait pas régler leur compte aux misères du régime féodal et absolutiste, de recourir tout simplement à leur falsification et de proclamer ce régime comme idéal. Le romantisme regardait vers le passé, au lieu de se tourner vers l'avenir ; il stigmatisait comme une erreur et un échec tout ce que la révolution bourgeoise avait apporté de moderne, de nouveau, de démocratique en France, en Angleterre et en Amérique. Au lieu de regarder en face les grands événements démocratiques et révolutionnaires, on prenait ses distances avec orgueil, en se réclamant d'un principe germanique supérieur et en demandant des modèles à la sombre mystique du moyen âge.

Gœthe vécut assez pour assister à la révolution de Juillet, dont Henri Heine rendit l'écho en Allemagne par les mots fameux : « Les pauvres gens ont remporté la victoire ». Hegel était mort un an avant Gœthe, en 1831. Sa philosophie se décomposa en ses deux éléments : la mythologie de l'Etat d'un côté, la dialectique comme doctrine de développement de la liberté d'un autre côté. Le romantisme identifia l'Etat hegelien, baptisé « réalité de l'idée morale », avec les conditions semi-féodales de l'Allemagne : c'est ainsi que la philosophie de Hegel fut réduite à un moyen de justifier et de durcir les conditions établies. La dialectique, au contraire, était propre à tenir les esprits éveillés, elle conduisait à l'examen critique du donné, elle enseignait à mesurer le donné à la conscience de l'homme.

Marx va paraître. Il reconnaît dans le prolétariat la classe sur laquelle pèsent « des chaînes radicales » et dans laquelle s'accomplit nécessairement, en conséquence, cette conscience radicale qui signifie la rupture avec le régime existant. Dans la lutte du prolétariat, la loi évolutive de l'histoire se fait réalité, il est lui-même l'anticipation de l'avenir. Il ne s'agit pas pour lui de réaliser un idéal, d'obéir à des schémas, prescrits ou imaginés : il a à réaliser sa propre existence, à mettre en liberté les forces qui reposent en lui, à briser ses chaînes, mais la rupture de ses chaînes est la rupture des chaînes de toute l'ancienne société, l'abolition de la société inhumaine, la solution de tous les problèmes actuels de l'humanité.

Telle fut désormais la grandiose idéologie du prolétariat. La bourgeoisie allemande pendant ce temps, sous le coup de la défaite de la révolution de 1848, ne formait plus qu'une pensée faite de résignation, de soumission aveugle, de goût des légendes, de subjectivité égocentriste exaspérée. A la place des faits de l'histoire, de l'économie, de la politique, de l'ordre social, on vit paraître une symbolique mystique qui appartient aux pires monstruosités de l'esprit humain : les théories de la race des seigneurs, du peuple élu, de la bête blonde sans morale. Pour cette pensée, le peuple est populace, la révolution est mutinerie, le bonheur des masses décadence, la paix pourriture. C'est ainsi que les voies furent préparées au nazisme.

Ceux qui continuent les erreurs fatales.

Aujourd'hui encore, ajoute Otto Grotewohl, il ne manque pas de philosophes qui se réclament de Schopenhauer ou qui acceptent la catastrophe de 1945 dans un esprit mystique, comme arrêt du destin : ces philosophes ne continuent-ils pas les erreurs fatales de l'esprit allemand qui ont justement conduit à cette catastrophe ? Toute philosophie idéaliste qui s'égare dans une spéculation irréelle, dans l'animosité contre la science, dans le mysticisme, dans le nihilisme, ne ramène-t-elle pas exactement sur le terrain qui a nourri dans le passé l'idéologie fasciste ?

Ce n'est pas par hasard que l'existentialisme est à la mode, en Allemagne aussi depuis 1945, et cela surtout dans la jeunesse universitaire. L'existentialisme a transformé la mise en cause de l'existence sociale du bourgeois à notre époque en une mise en cause intemporelle de l'homme en général. L'angoisse d'exister est l'élément distinctif de cette philosophie de crise. Elle écarte en dernière analyse toute connexion sociale, elle s'en remet entièrement à la décision individualiste de l'homme isolé et ramène, sciemment ou non, les cercles intellectuels à cette liberté du soi-disant surhomme qui fut proclamé par Nietzsche. Avec son subjectivisme exaspéré, elle conduit à l'impasse d'une méditation angoissée sur la mort et la vie *en général*, ce qui est la meilleure façon d'empêcher l'étude des causes *sociales* de la guerre et de la catastrophe : à l'action de forces sociales définies, on substitue un destin inéluctable, qui devient responsable à leur place d'avoir mis l'existence au contact du néant avant le temps. De toute cette philosophie se dégage un souffle de mort.

Démocratie et culture.

Contre toutes les réminiscences des systèmes qui dégradent l'homme et le désespèrent se dresse le marxisme.

Le marxisme enseigne que l'épanouissement de la vie culturelle n'est possible que sur la base d'un épanouissement de la vie matérielle. Le fascisme détruisait les valeurs de civilisation, la démocratie est leur terrain nourricier. Otto Grotewohl le démontre en dépeignant l'état actuel de l'Allemagne.

Dans l'Allemagne de l'Est, l'expropriation de la classe réactionnaire des hobereaux a déterminé une profonde transformation de la paysannerie. Des centaines de milliers de paysans, dotés de terre par la réforme foncière, ont été délivrés des survivances du féodalisme et rapprochés de la démocratie, de la civilisation humaine, tandis que l'œuvre des *stations de prêt de machines agricoles* a amorcé une organisation collective du travail et fait naître au village un esprit de communauté qui ne peut manquer d'exercer les plus heureuses influences sur la culture nationale.

En 1947, les associations paysannes d'aide mutuelle comptaient 514.000 membres, dont 264.000 paysans pourvus de terre pour la première fois par la réforme foncière. Ces mutuelles disposent de plus de 3.900 stations de machines et de tracteurs, 2.700 ateliers de réparation et 4.800 entreprises de traitement des produits agricoles. Les stations de machines ont cultivé 25 % de toute la surface mise en exploitation, l'aide mutuelle a été appliquée au travail de 700.000 hectares.

Des transformations bien plus radicales encore ont été déterminées par l'expropriation des grandes banques et des monopoles de l'industrie et du commerce, qui sont passés aux mains du peuple et se trouvent maintenant administrés par des organismes démocratiques de l'Etat. Des lois spéciales ont nationalisé les mines, les assurances, mis 90 % des places disponibles dans les stations estivales à la disposition des ouvriers, etc.

Les usines devenues propriété du peuple représentent une forme de transition à l'économie socialiste. Les hommes et les femmes qui en assurent la gestion sortent pour les trois quarts des rangs des ouvriers, des employés et des ingénieurs. Le but n'est plus le profit, mais la construction d'une vie meilleure pour le peuple. Dans ces entreprises, pourtant constituées depuis peu de temps dans leur état actuel, on observe déjà une attitude toute nouvelle des ouvriers par rapport au travail : ouvriers et employés, techniciens et chercheurs considèrent le relèvement et l'amélioration de la production comme leur affaire propre. L'ouvrier, autrefois, tenait la science pour une étrangère, il en laissait le privilège aux gens dits cultivés. Aujourd'hui, les ouvriers des entreprises devenues propriété du peuple veulent pénétrer les problèmes techniques, multiplier les inventions, s'approprier la science ; les ouvriers aspirent à intellectualiser les opérations de la production ; d'esclaves de la machine, ils en deviennent les maîtres ; une nouvelle culture du travail commence.

Ce sont surtout les jeunes ouvriers qui réclament, avec une énergie chaque jour plus grande, le contact avec le trésor de la civilisation. Il faut maintenant que les meilleures troupes de théâtre et les meilleurs orchestres ailles dans les entreprises, que les écrivains et les savants parlent directement devant le peuple.

L'école unique et l'Université de la démocratie.

Pour abolir le privilège de la culture, on s'est avant tout efforcé de mener à bien la réforme scolaire. La réforme, qui réalise pour l'Allemagne de l'Est ce qui était depuis 1848 la revendication de tous les pédagogues avancés, est en application depuis deux ans déjà. Dans la nouvelle école unique de la démocratie, tous les enfants doués ont une égale possibilité d'avancement. Quant au contenu de l'enseignement nouveau, il ne se définit pas seulement par la communication de connaissances générales plus élevées et plus complètes que les programmes de l'école ancienne : il s'agit aussi de former les enfants dans un esprit humaniste, de les habituer au respect de l'homme et au respect des autres peuples, de leur enseigner une nouvelle morale du travail.

Le problème des Universités est particulièrement sérieux. Dans l'Allemagne de l'Ouest, l'enseignement supérieur est resté fermé aux enfants des travailleurs, et les professeurs vraiment animés de sentiments démocratiques continuent à être boycottés par leurs collègues réactionnaires et insultés par la majorité non moins réactionnaire des étudiants ; même à l'Université de Berlin, certains événements ont donné à croire que la réaction n'avait pas renoncé à la lutte. Il faut donc à tout prix ouvrir les portes des Universités aux enfants des travailleurs ; dans l'Allemagne de l'Est, c'est déjà un quart des étudiants qui se compose d'enfants d'ouvriers et de paysans ; ce succès n'est pas encore suffisant, les étudiants de cette origine doivent avoir la majorité absolue dans les universités.

Comme Anton Ackermann devait l'exposer à son tour dans son co-rapport, le droit de fréquenter l'Université resterait un droit formel si l'existence matérielle de l'étudiant ouvrier et paysan n'était pas assurée. L'an dernier, on a dépensé 670.000 marks de bourses pour une seule Ecole technique supérieure ; mais la proportion minime des étudiants ouvriers qu'on y trouve prouve que les ressources de l'Etat ne sont pas toujours dépensées à bon escient. Il faut reviser cette politique. Il faut aussi que les organisations de masse et avant tout les Conseils d'entreprise aident à la formation d'une nouvelle couche d'intellectuels, les intellectuels du peuple travailleur.

Les ouvriers et les intellectuels.

Des siècles durant, un gouffre est resté creusé en Allemagne entre les intellectuels et les masses populaires. Cette situation a été fatale aux uns comme aux autres. Au lendemain de la première guerre mondiale, alors qu'une crise profonde aurait permis de tout remettre en cause, le mouvement ouvrier n'a pas été capable d'attirer à lui les intellectuels, déchiré qu'il était par les luttes intestines.

Aujourd'hui au contraire, le parti ouvrier qu'est le parti socialiste unitaire, apparaît aussi comme le parti des intellectuels progressistes. L'union se réalise entre les ouvriers et les intellectuels. Anton Ackermann, après Otto Grotewohl, devait (en tenant compte de certaines particularités du mouvement ouvrier allemand) appeler le parti à se débarasser de tous les vestiges de dédain des intellectuels. Chaque intellectuel doit trouver dans le parti une pleine appréciation de son travail et la place qui lui revient. Les restes d'hostilité à l'égard des intellectuels ne seraient que l'expression d'un état d'esprit arriéré, d'un sectarisme extrêmement dangereux pour le mouvement ouvrier.

Des perspectives nouvelles pour la science et l'art.

Aussi bien la science et l'art ont-ils dans l'Allemagne démocratique de l'Est des chances de développement qu'ils n'avaient jamais connues dans l'ancienne Allemagne. Plus de chômage intellectuel, indigne et déprimant. L'industrie nationalisée s'offre pour exploiter toutes les découvertes, les trusts ne sont plus là pour acheter les inventions et les mettre sous le boisseau par peur de déprécier les capitaux investis dans des techniques surannées.

La nouvelle Allemagne de l'Est planifie son économie : cette planification ouvre par elle-même à la science les plus heureuses perspectives. Comme le professeur Heinrich Deiters devait le souligner, la démocratie développe le besoin de civilisation, et c'est pourquoi elle a tendance à dégager des ressources pour la vie culturelle tandis que l'économie planifiée garantit l'emploi intelligent de ces ressources. Ainsi les intellectuels sont placés devant une mission nouvelle qui, en passant par la domination des forces naturelles, ramène à l'humain, à la formation de l'homme.

Les sciences humaines, elles aussi, peuvent désormais utiliser la méthode marxiste pour aller rapidement de l'avant. Le mépris et la proscription du marxisme doivent absolument cesser dans les Universités d'Allemagne. Non qu'il s'agisse d'*imposer* le marxisme. Il lui suffit de jouir à titre égal de la liberté dans la recherche et dans la science : s'il est tout-puissant, c'est parce qu'il est vrai. Ceux de ses adversaires qui commenceront à l'étudier avec sérieux et avec honnêteté, ne pourront faire autrement que Franz Mehring : ayant l'intention

d'écrire un livre contre le socialisme marxiste, Mehring, historien consciencieux, s'était mis à étudier les sources du marxisme, c'est ainsi qu'il devint son adepte le plus enthousiaste, l'historien marxiste le plus important d'Allemagne.

La société qui naît sous nos yeux offre aussi à l'art d'immenses possibilités. L'art cesse pour toujours d'être l'affaire de petits cercles exclusifs. Il s'adresse au peuple. Et plus il s'adressera au peuple, plus les artistes seront protégés contre les phénomènes de décadence intellectuelle, qui sont la suite de la décadence matérielle de la société bourgeoise. Il ne s'agit pas d'assigner des tâches aux artistes, mais c'est un fait que les modifications de la vie sociale ne peuvent qu'influencer dans un sens heureux l'activité artistique.

Anton Ackermann devait, comme Otto Grotewohl, conclure son rapport en insistant sur les problèmes de la science et des beaux-arts. Il s'est prononcé résolument pour la liberté de l'enseignement scientifique et de la recherche. Le marxisme

n'élève aucune prétention totalitaire. On ne pourrait citer un seul cas où, par exemple, un néo-kantien ou un positiviste aurait été écarté de l'Université dans la zone de l'Est à raison de ses idées.

Au contraire, ce sont les représentants de la philosophie idéaliste et de l'économie politique bourgeoise qui tiennent de très nombreuses chaires, alors qu'on ne peut nullement en dire autant pour les marxistes. Le problème est donc de défendre la liberté en demandant que cette liberté s'étende *aussi* au socialisme scientifique.

En art, la démocratie demande des œuvres réalistes, proches du peuple, soucieuses de leur temps. Mais

la littérature et l'art ne se mesurent et ne s'apprécient pas seulement par leur contenu spirituel ou, comme on dit, leur tendance. L'art est une technique. L'excellence de l'œuvre d'art est tout autant définie par la perfection de la forme, la maîtrise qu'on apporte à la dominer et à la sculpter. C'est d'après sa capacité technique qu'il faut juger l'artiste en tant qu'artiste.

La perfection de la forme doit accompagner le renouvellement du contenu spirituel. On ne saurait faire jaillir du sol un art supérieur au commandement ; il y faut le talent, et par conséquent le temps, les soins attentifs, la liberté de l'œuvre et l'avancement de toutes les forces jeunes.

C'est ainsi qu'on arrivera au rajeunissement démocratique de la culture, à cette culture nouvelle, qui placera au centre de son propre effort le travailleur avec ses besoins et ses soucis, ses revendications et ses droits.

La rénovation de la culture signifie pour le peuple développement et progrès ; elle signifie pour les savants et les artistes d'amples possibilités de travail et une nouvelle joie de créer.

Où va l'Allemagne de l'Est ?

Les travailleurs intellectuels comprennent de mieux en mieux ces vérités.

Depuis sa fondation en 1945, *l'Union Culturelle pour la rénovation démocratique* est devenue une organisation de masse des intellectuels. Elle compte aujourd'hui plus de 120.000 membres et contribue efficacement au réveil des forces démocratiques.

L'Union, malheureusement, est interdite dans les secteurs occidentaux de Berlin et dans les zones occidentales de l'Allemagne.

Dans ces zones, ce sont d'ailleurs toutes les organisations progressives qui sont exposées à des persécutions systématiques. Une pression morale et matérielle inouïe est exercée contre les éléments démocratiques. N'a-t-on pas vu, en Bavière, la police dresser la liste des partisans de l'unité dans le parti socialiste et dans les syndicats ? A Francfort-sur-le-Mein des soldats américains ont parcouru la ville les veilles d'élection pour arracher les affiches du Parti communiste. Même le journal allemand publié aux Etats-Unis *German-American* n'est pas autorisé dans les zones de l'Ouest.

L'Allemagne de l'Ouest devient l'Etat le plus réactionnaire de l'Europe. Ses maîtres anglo-saxons y laissent debout les grandes usines d'armement qui devaient, aux termes des accords interalliés, être démontées ou détruites. C'est ainsi qu'on a gardé les usines Focke-Wulf sous prétexte de les faire servir à la fabrication de bidons à lait. On peut en dire autant d'une des plus grandes usines chimiques du monde, celle de Henndorf en Bavière. Les troupes allemandes sont reconstituées et réarmées, et on les recrute surtout parmi les anciens S.S. Le gouvernement français prend des S.S. dans la Légion étrangère, les Américains mettent sur pied 40 bataillons de soi-disant *police industrielle*, qu'ils envoient à l'instruction avec le manuel de l'infanterie américaine. On laisse oisifs les spécialistes français du Service des Poudres, alors qu'au laboratoire de Saint-Louis, en Alsace, 100 techniciens allemands sont employés, avec un traitement double du traitement des Français, et complètement livrés à eux-mêmes, maîtres de travailler pour qui ils l'entendent et comme ils l'entendent.

Au moment où même la presse la plus gouvernementale, le *Monde* en tête, se croit obligée de déplorer hypocritement le consentement du gouvernement français à la politique américaine qui relève à titre prioritaire l'Allemagne réactionnaire de l'Ouest ; au moment où se reconstitue à l'Ouest de l'Allemagne un Etat agressif, il est réconfortant de constater qu'une autre Allemagne, démocratique et pacifique, fait effort pour se constituer dans la zone d'occupation soviétique.

La démocratisation de l'Allemagne figure en plein centre de la politique russe d'occupation, comme il est normal de la part d'une puissance occupante qui est une puissance socialiste. Là, on ne s'est pas borné à faire semblant de régler leur compte aux nazis, criminels de guerre, généraux hitlériens grands et petits. On a tout mis en œuvre pour arracher les racines du fascisme et de l'esprit d'agression. On a éliminé les monopoles impérialistes, la grande propriété foncière, l'ancien appareil d'Etat réactionnaire pesant sur le peuple. On a combattu les préjugés racistes, interdit la propagande du chauvinisme et du militarisme, empêché la persécution de l'idéologie la plus avancée qu'il y ait au monde, le marxisme. On a déclaré franchement que le travail pour les réparations était une obligation morale et politique des Allemands.

Mais nulle démocratisation ne resterait une démocratisation si elle était faite contre la volonté du peuple auquel elle s'applique. On s'est donc attaché à faire participer à l'œuvre nouvelle les éléments avancés du peuple, en même temps qu'on réprimait toutes les menées pro-fascistes.

Devant les Allemands de bonne foi, l'Union Soviétique est apparue comme une institutrice de liberté et de civilisation. Quelle émotion, dans le congrès de Berlin, quand l'intendant du Théâtre Allemand, Wolfgang Langhoff, est venu

donner à la tribune le compte-rendu le plus vivant, le plus direct, le plus exaltant du récent voyage des écrivains allemands en Union Soviétique !

J'ai rapporté de là-bas, dit-il, la ferme certitude que ce pays, sur sa voie socialiste, a placé l'homme au centre de toute sa pensée et son action. Je songe à ce qu'aurait pu devenir le peuple allemand s'il avait suivi la même voie. Nous avons perdu beaucoup de temps, mais il n'est pas encore trop tard. Notre voie conduira aussi au socialisme.

Les ouvrières que j'ai vues à leur machine à Dresde, dans une des plus grandes imprimeries d'Europe, partageaient cette opinion. La jeunesse, déjà, arrive, dans les entreprises nationalisées, à une idée socialiste du travail.

C'est ainsi qu'un Français ne saurait visiter l'Allemagne de l'Est sans recueillir l'impression que ses dizaines de millions d'habitants sont destinés à devenir, pour ainsi dire, la troupe de choc d'une nouvelle opinion démocratique en Allemagne. Fortifier la démocratie dans l'Allemagne de l'Est, c'est fortifier la cause de la démocratie dans toute l'Allemagne. C'est donc donner des garanties de paix à toutes les victimes traditionnelles de l'agression allemande, à tous les voisins de l'Allemagne, aux peuples slaves et à la France en premier lieu.

30 juin 1948.

CHRONIQUE MATHÉMATIQUE

SUR UNE CONCEPTION PRÉ-DIALECTIQUE ET IDÉALISTE DES MATHÉMATIQUES

par Gaston CASANOVA

Dans un article de la revue *Dialectica* intitulé « *Essai sur les notions d'ouverture et de fermeture* » [1], M.F. Fiala a exposé une conception qui doit selon lui satisfaire aux exigences de la pensée mathématique.

M. Fiala reprend l'exposé fait à maintes reprises des philosophies fermées et des philosophies ouvertes [2]. Une philosophie fermée est une doctrine dominée par l'idée que l'expérience externe ou interne ne pourra jamais remettre en question ses principes qui sont ainsi tenus pour inconditionnels, pour absolus. Une philosophie ouverte nie cette affirmation et admet que l'expérience l'oblige à reviser et à remanier ses principes. Une philosophie de cette seconde espèce satisfait, écrit M. Fiala, « à certaines exigences de la pensée scientifique moderne », mais il serait regrettable d'opposer ces deux philosophies l'une à l'autre. L'exigence de fermeture doit être, selon M. Fiala, momentanée, valable *pour un temps au moins,* mais elle reste cependant une authentique exigence de fermeture qu'il serait vain de dissimuler. Ainsi, ouverture et fermeture sont « deux moments complémentaires de l'activité du savant » et M. Fiala se propose « d'en illustrer le jeu par quelques exemples empruntés aux mathématiques ».

Les exemples d'ouverture sont bien connus : création des géométries non-euclidiennes, invention de la relativité, de la mécanique ondulatoire, généralisations successives de la notion de nombre, mathématiques intuitionnistes qui rejettent le tiers exclu. En conclusion, écrit M. Fiala, « il faut aujourd'hui une philosophie prête à toutes les ouvertures » et qui puisse satisfaire notre exigence « illimitée » d'ouverture. A cette exigence d'ouverture s'oppose l'exigence de fermeture qui est réalisée dans les théories du nombre, des fonctions analytiques. M. Fiala souligne ensuite que ces deux exigences se sont opposées dans des controverses historiques passionnées, et il en conclut qu'elles se complètent l'une l'autre, qu'elles s'exigent l'une l'autre, que, suivant une remarque banale, l'on ne peut nier une théorie (exigence d'ouverture) que si cette théorie s'est d'abord solidement constituée (exigence de fermeture). L'auteur pense qu'il faudrait peut-être distinguer trois types de fermeture :

---

1. *Dialectica*, 1947, vol. I, n° 1. Editions du Griffon, Neuchâtel, Suisse.
2. *Déterminisme et libre arbitre*. Entretiens présidés par F. Gonseth. Neuchâtel. Editions du Griffon, 1944, p. 150. Voir aussi *La philosophie du non*, de G. Bachelard. Paris, 1940.

une fermeture *naturelle*, où les principes sont si peu explicités et formalisés qu'on ne songe même pas à les remettre en question, une fermeture *dogmatique*, où les principes sont si évidents et nécessaires qu'on croit interdit et impossible de les remettre en question, et une fermeture *dialectique*, où les principes paraissent simplement assez utiles pour qu'on ne veuille pas les remettre en question, momentanément du moins.

M. Fiala estime que le troisième type de fermeture, ou fermeture dialectique, a pris en mathématiques une forme très précise : la méthode axiomatique. Cette méthode lui paraît satisfaire aux deux exigences complémentaires de fermeture et d'ouverture, car la fermeture est devenue consciente du fait que tous les principes sont explicités. Dès lors, elle connaît elle-même son côté conventionnel et arbitraire et « elle ne s'oppose nullement à une ouverture éventuelle. »

Telle est la conception de M. Fiala qui révèle à notre avis deux insuffisances essentielles. La première insuffisance réside, malgré le titre dont se pare la revue qui l'imprime, dans le caractère pré-dialectique d'une conception qui en reste au stade d'opposition de deux affirmations contradictoires sans concevoir une synthèse qui surmontera les oppositions. C'est pourquoi l'axiomatique lui paraît suffire, puisque tout axiome implique sa négation, à réaliser les conditions du développement de la pensée mathématique. Etrange dialectique en vérité, que celle qui repose sur le non-contradictoire ! Il est d'ailleurs remarquable de constater que les exemples mathématiques « d'ouverture » cités par M. Fiala sont, eux, des exemples de processus dialectiques authentiques : les généralisations de la notion de nombre englobent et dépassent les notions précédentes, les espaces de Riemann sont une synthèse dialectique de géométries contradictoires.

La seconde insuffisance réside dans le caractère idéaliste des exigences de fermeture et d'ouverture avec lesquelles joue l'activité du savant. Ainsi, pas d'engagement de la pensée scientifique dans le réel, dans le concret. Jouons à ouvrir et à fermer la porte sans même savoir s'il y a un arbitre et des règles de jeu. Cependant, si une bonne fermeture est aussi une ouverture, comme l'explique M. Fiala, le refus de l'engagement, c'est *aussi* un engagement. C'est un engagement à détacher les idées des conditions qui les déterminent, du monde physique, social, économique dont elles sont issues. M. Fiala cite pêle-mêle Riemann, Klein, Hilbert et Cartan, mais aurait-on étudié les espaces de Riemann les plus généraux de façon approfondie si la relativité généralisée n'avait pas conféré à certains d'entre eux une réalité physique ? M. Fiala cite la mécanique ondulatoire, mais aurait-on développé le calcul des matrices fondé par Hermite si l'étude des corpuscules élémentaires n'avait invité à ce développement ? Les mathématiciens étudieraient-ils aujourd'hui les spineurs si la fonction ψ que Dirac attache à un électron n'était pas un spineur ? Et la notion de nombre aurait-elle connu ses développements actuels si la mesure des longueurs, la résolution des équations algébriques, les théories physiques d'une façon générale n'avaient pas justifié ou exigé ses développements ? Le refuge dans l'idéalisme n'est que le refus de l'avenir et le développement dialectique authentique des théories mathématiques ne trouve son fondement et sa nécessité que dans une synthèse explicative du réel. Et quand nous disons le réel, nous avons en vue tout d'abord le monde inanimé, puisque la physique est en rapport direct avec les concepts mathématiques, mais ce monde inanimé est lui-même en relation dans son développement et sa compréhension avec les techniques humaines et ces techniques sont elles-mêmes en relation avec le développement de la société, c'est-à-dire, en dernière analyse, comme dit Engels, avec la structure économique de la société.

Que nous faut-il aujourd'hui ? Une philosophie ouverte à toutes les exigences, selon l'expression de M. Fiala ? Nous n'avons véritablement pas besoin d'une philosophie ouverte à toutes les perspectives sur le désert des idées abstraites, à tous les engagements dans le néant, qui n'invoque la science moderne que pour mieux dissimuler ses origines platoniciennes. La science réclame au contraire, les mathématiques comme toutes les autres, une philosophie scientifique qui assimile complètement le caractère dialectique de ses propres créations, en relation avec les problèmes concrets que posent constamment la compréhension du réel et l'action des hommes sur la nature.

CHRONIQUE PHILOSOPHIQUE

LA PSYCHOLOGIE EN U.R.S.S.

par Alexandre VEXLIARD

Ce n'est pas sans efforts que la psychologie moderne russe est parvenue à se frayer une voie propre au milieu de la forêt broussailleuse des innombrables doctrines psychologiques contemporaines, comme le montre S.L. Rubinstein, dans la première partie de son ouvrage intitulé modestement *Principes de psychologie générale* [1]. Nous disons : modestement, car en fait, il s'agit d'un véritable traité de psychologie moderne.

Au début de l'ouvrage, dans un aperçu historique, l'auteur montre avec beaucoup de verve que les diverses écoles psychologiques qui s'affrontent depuis le début du siècle, ne font que rééditer les vieilles querelles philosophiques.

C'est ainsi que derrière le behaviourisme, qui depuis plus de 50 ans connaît une vogue croissante, on voit se profiler l'*animal-machine* de Descartes et l'*homme-machine* de La Mettrie ; derrière les psychanalystes et les écoles apparentées à l'irrationalisme allemand, on reconnaît l'ombre de Jakob Boehme et autres mystiques, qui font appel au « subconscient » (traduction moderne de l'élan mystique). Entre ces deux tendances extrêmes se situent les diverses écoles françaises caractérisées par leur *intellectualisme* tantôt *rationaliste*, tantôt *sensualiste*, tantôt *sociologique*. Mais la liste des écoles psychologiques modernes est longue, et nous ne saurions avec notre auteur les passer toutes ici en revue.

Cette multiplicité de tendances les plus diverses ne fait que refléter la profonde crise méthodologique, liée à la lutte idéologique, qui se déroule autour du problème des principes de la méthode scientifique en général. Et, par exemple, la *psychologie « compréhensive »* de Spranger exprime on ne peut mieux l'état de la psychologie contemporaine, sa crise profonde, lorsqu'elle se refuse d'une manière générale à toute expérience et prétend rejeter le problème même de toute explication scientifique en psychologie.

Qu'est-ce à dire ? C'est que nos savants contemporains ont perdu de vue, ou plutôt veulent délibérément ignorer que derrière toute théorie, l'on trouve en dernière analyse une idéologie ; affirmation particulièrement vraie de toute théorie psychologique, qui implique nécessairement une conception générale de l'homme.

Cette méconnaissance voulue du point de vue philosophique, idéologique dans les sciences, sous prétexte que les sciences n'ont rien à voir avec la philosophie, est des plus préjudiciables aux progrès de nos connaissances, car toute étude et toute recherche impliquent, qu'on le veuille ou non, une certaine conception, consciente ou inconsciente, de l'homme et de l'univers.

N'est-il pas en effet symptomatique de voir que des écoles pseudo-scienti-

---

1. S. L. RUBINSTEIN : *Principes de psychologie générale*. Editions pédagogiques d'Etat du ministère de l'Education nationale. 2e édition., Moscou, 1946.

fiques prises un moment au sérieux, comme celle de la psychologie dite « anthropologique », ou la « typologie intégrationnelle » de Jaensch, ont été en effet « intégrées » comme parties constituantes de la « doctrine » nationale-socialiste ?

*
* *

Quels sont donc les principes fondamentaux qui servent de guide aux psychologues en U.R.S.S. dans leurs recherches ?

Après avoir relevé le caractère foncièrement unilatéral des diverses tendances et écoles psychologiques — auxquelles il rend hommage par ailleurs, dans la mesure où elles ont permis d'atteindre des résultats positifs —, l'auteur énumère les cinq principes fondamentaux de la psychologie soviétique :

a) *Le principe de l'unité psycho-physique* : ou l'unité du psychique (du conscient, de l'intime, du vécu) d'une part, avec le substrat corporel, organique (dont la vie psychique se présente comme l'une des fonctions) ; et, d'autre part, avec l'objet reflété par la conscience.

b) *Le principe de l'évolution mentale* : prolongeant l'évolution de l'organisme, les modifications adaptatives du genre de vie conditionnent, d'une part, la structure du système nerveux, d'autre part, les fonctions psychiques et physiques, qui, à chaque niveau de l'évolution, se conditionnent mutuellement dans l'unité de leur interaction constante

c) *Le principe de l'historisme* : la conscience humaine évolue au cours du développement historique des sociétés, c'est donc « l'existence sociale des hommes qui détermine leur conscience, c'est le mode de vie qui détermine les formes de la pensée, des sentiments, et ces derniers à leur tour réagissent sur le mode de vie ».

d) *Le principe de l'unité de la théorie et de la pratique* : « c'est-à-dire unité de l'*étude* à la fois théorique et expérimentale du psychisme humain ». Ces quatre principes fondamentaux aboutissent au point nodal, celui du cinquième principe :

e) *La thèse affirmant l'unité de la conscience et de l'action*. (p. 84-85.)

L'auteur remarque fort judicieusement que toute connaissance aurait été radicalement impossible en psychologie s'il n'y avait aucun rapport « entre la nature intime, psychique d'un acte et sa projection extérieure ». D'autre part, s'il y avait toujours eu une correspondance exacte entre la vie psychique et ses manifestations extérieures, toute science psychologique aurait été inutile. Or, en fait, il existe bien une relation entre le psychique et les manifestations extérieures, mais la correspondance n'est pas ici d'une exactitude absolue ; c'est pourquoi la psychologie, en tant que science, est possible et nécessaire. (P. 24-25)

Mais, tout en mettant en avant ses thèses propres, l'auteur ne songe pas à rejeter purement et simplement celles des autres écoles psychologiques, ni surtout leurs travaux positifs. Ce qu'il leur reproche, c'est leur attitude unilatérale, rigide, figée, exclusive.

Il insiste, lui, sur le caractère propre, original de la vie psychique, irréductible à toute autre donnée :

Lorsque nous disons d'un phénomène psychique quelconque qu'il a été, ou est devenu l' « instant vécu »[1] d'un homme, cela signifie que dans son individualité

1. Mot correspondant à l'expression allemande « *Erlebnis* ».

propre, et par là irréproductible, il est entré dans l'histoire de la personne donnée et y a joué un certain rôle.

Le psychique, c'est donc « un évènement intime de la vie d'une personne ». (P. 6.)

Mais prenant pour centre de ses recherches l'*homme*, la personnalité humaine réelle, le psychologue ne doit pas néanmoins oublier le rôle important des diverses interactions dont nous avons signalé plus haut les principaux aspects.

*
* *

On conçoit que la *méthode psychologique* s'inspirera des mêmes principes.

Toute méthode psychologique doit mettre à jour essentiellement les rapports et l'interaction entre le psychisme et le comportement, entre la conscience et l'action. C'est ainsi que, par exemple, l'observation doit être complétée par l'introspection et les données psycho-physiques et psycho-physiologiques doivent compléter celles de la psychologie proprement dite. La psychologie s'appuiera aussi sur les données historico-sociologiques en analysant l'activité de l'homme dans son évolution et, en particulier, son activité en tant que producteur, activité qui, dans le cours de l'histoire, détermine les données fondamentales du psychisme humain : pensées, sentiments, tendances, désirs. Mais là aussi, la recherche psychologique doit conserver son originalité propre et, tout en s'appuyant sur ces données, ne pas se laisser absorber par elles.

C'est pourquoi la méthode de recherche sera guidée par le *principe de l'individualisation*. L'étude de l'individu est, en effet, pour le chercheur non pas un domaine à part, mais le procédé même de la recherche en psychologie. On s'attachera donc à l'étude des cas individuels et de leurs variations, en s'efforçant d'établir ainsi les lois les plus générales et les plus fondamentales.

On utilisera aussi les méthodes génétiques, ainsi que l'étude de l'enfant par l'enseignement : « étudier l'enfant en l'éduquant ».

L'auteur connaît certes bien les difficultés de l'introspection ; mais si ces difficultés sont réelles, il n'en est pas moins possible de les surmonter.

La méthode expérimentale n'est d'ailleurs pas non plus sans défauts, ne fût-ce que parce qu'elle est artificielle. On peut parer à cet inconvénient en prenant des précautions spéciales : réadaptation par de nouvelles expériences, à compléter par d'autres procédés, introduction des variantes méthodologiques, etc.

On voit donc que, sans rejeter spécialement aucune des méthodes actuellement en usage, l'auteur insiste surtout sur l'indispensable contrôle mutuel, et la confrontation de leurs résultats.

Il insiste sur la nécessité d'étudier les produits du travail humain, comme on l'a fait par exemple pour l'étude du dessin de l'enfant. Le procédé de l'*entretien* dirigé, et, en particulier, de l'entretien « clinique » de Piaget (criticable à d'autres points de vue), doit retenir notre attention.

Par contre, l'auteur adresse des critiques à la méthode des *enquêtes*, née avec Galton en Angleterre (1880) et dont on a par trop abusé en Angleterre, aux U.S.A. et aussi en U.R.S.S., pour essayer de dégager les « phénomènes de masse » : les résultats obtenus sont superficiels et, dans la majorité des cas, douteux.

La méthode des tests subit un assaut encore plus vif. En effet, selon notre auteur, les résultats positifs ou négatifs d'un test « ne déterminent pas

la nature intime des actes psychiques correspondants » (p. 42). En outre, on utilise trop souvent des tâches liées aux connaissances scolaires, prétendant en tirer précisément des conclusions sur l'aptitude du sujet à suivre un enseignement ou un apprentissage. La méthode des tests s'inspire trop de l'attitude mécanique du behaviourisme ; elle ne tient nullement compte des processus évolutifs de l'individualité. Elle conduit à une sorte de déterminisme fataliste, en niant les possibilités de transformation de l'homme au sein de la vie sociale pour l'adulte, et par l'éducation pour l'enfant.

La méthode des tests a aussi souvent étayé la thèse de l'infériorité de certaines classes, de races ou de peuples, servant ainsi une idéologie nettement réactionnaire.

Nous pensons que cette critique est quelque peu sévère, car, surtout ces derniers temps, la méthode des tests tend précisément à s'assouplir considérablement, et le « résultat » brut du test est de plus en plus considéré comme une donnée auxiliaire ; les praticiens cherchent, au contraire, à observer les sujets pendant l'exécution de la tâche pour en tirer des conclusions uniquement psychologiques.

Les psychologues soviétiques préfèrent observer les enfants au cours des jeux, ainsi que leur comportement pendant un travail réel.

* * *

Il ne nous est pas possible d'examiner ici les divers chapitres si originaux de cet ouvrage compact et solide.

Signalons en passant la très originale étude de la personnalité, du caractère, du tempérament, car la psychologie soviétique a repris en la renouvelant cette notion de tempérament, abandonnée par la psychologie depuis le XIX^e^ siècle.

Ce qui caractérise le tempérament d'un individu comme substrat du caractère, ce sont l'impressionnabilité et l'impulsivité, la stabilité, la force des réactions ainsi que leur rapidité. L'étude des centres nerveux sub-corticaux est très instructive à cet égard. On connaît les types de réaction établis par Pavlov et son école ; ce que l'on sait moins, c'est que Pavlov avait établi une correspondance entre ces quatre types réactionnels et les quatre tempéraments d'Hippocrate. Mais le tempérament ne peut être ramené purement et simplement à la structure du système nerveux, il représente « l'aspect dynamique de la personnalité, caractérisant le dynamisme de son activité psychique ». (P. 659.)

Quant au caractère, il est constitué par l'ensemble des traits qui « déterminent la forme de l'action ». (P. 663.) Nous relevons ici quelques remarques particulièrement intéressantes : le caractère de chaque individu ne se révèle pas comme déterminé par rapport à toutes les formes de l'activité. Chaque caractère n'est, au contraire, déterminé que par rapport à des sphères d'action, des sphères d'existence qui lui sont propres. Notamment le caractère se définit lorsque l'homme répond à la question : qu'est-ce qui est essentiel ? Mais

> toute la question est de savoir dans quelle mesure ce qui est essentiel pour un individu donné se présente également comme essentiel au point de vue objectif

Ainsi, la valeur d'un caractère se détermine par l'importance sociale de ses valeurs subjectives. Nous sortons donc ici du pur formalisme qui envisage le caractère et la volonté indépendamment de leur contenu.

Si le caractère détermine les actions, celles-ci à leur tour forment et modèlent le caractère. Et c'est dans cette interaction continuelle que se forge la « seconde nature de l'homme ». D'une manière qui n'est pas toujours consciente, ni toujours formulée, le caractère aboutit à une « *conception de l'univers devenue la nature de l'individu* ».

La synthèse de l'édifice psychologique est exprimée par la *personnalité*. On se souvient que James, étudiant la personnalité, la définissait comme « la somme de tout ce qu'un homme peut appeler sien ». Il y a là une part de vérité, mais elle est certainement incomplète et reflète l'ambiance historico-sociale de son auteur, mieux elle marque son appartenance de classe. Pour Rubinstein, la personnalité humaine se définit avant tout non pas d'après ses rapports vis-à-vis de sa *propriété*, mais dans ses rapports face à son *travail*.

La personnalité est modifiée et orientée dans une nouvelle direction par ses œuvres, par le travail, surtout lorsque ce travail représente quelque œuvre remarquable. Il ne s'agit certes pas de ramener l'histoire de la personnalité à ses réalisations, à son travail. En effet, pour que ces réalisations s'effectuent, il faut encore qu'il y ait des données intimes propres à l'individu. Mais ces données s'atrophient et dépérissent faute d'être extériorisées, elles se développent au contraire dans le travail. Il s'établit donc là une dialectique originale entre la personnalité et ses œuvres, entre les aptitudes et les résultats obtenus, entre la vie intime et la vie sociale.

C'est, en définitive, par l'instruction, l'éducation et le travail que se forment et se développent les aptitudes humaines, les possibilités de réalisation qui se trouvent en germe dans chaque individu. Et il s'agit de la formation, non seulement des aptitudes professionnelles ou intellectuelles, mais aussi des bases les plus profondes du caractère.

Il convient de voir là un humanisme s'opposant en acte aux diverses formes de l' « anthropologie zoologique » qui avait étayé le racisme en proclamant — non sans y avoir quelque intérêt — que l' « éternelle nature humaine » porte en elle des marques indélébiles d'une fatalité prédestinante.

C'est le moment ou jamais de rappeler que la liberté humaine ne peut être rien d'autre qu'une prise de conscience de la nécessité ; cette liberté est nécessairement une conquête lente et progressive de l'évolution historique. Or, ce développement, cette croissance de la conscience humaine s'accomplissent au cours de l'activité réalisante et objectivante ; en modifiant la nature ou en transformant la société, l'homme se modifie et se transforme lui-même et démontre par là que l'idée d'une « éternelle nature humaine » n'est qu'illusion.

*
* *

Ce bref exposé nous montre que la psychologie soviétique, tout en mettant l'accent sur certains aspects trop souvent méconnus de la vie psychique, notamment son historicité, n'a laissé échapper du champ de ses investigations aucune des grandes formes de la vie mentale. Là où mainte école psychologique proclame des oppositions ou des exclusions, les psychologues soviétiques voient des aspects complémentaires d'une même réalité. Leur méthode, qui n'est ni sectaire ni unilatérale, leur permet de recueillir les matériaux les plus divers pour en faire une synthèse féconde qui deviendra à son tour un plan de recherches pour de nouveaux travaux.

CHRONIQUE LITTERAIRE

LA LITTÉRATURE EXPRESSION DE LA SOCIÉTÉ

par Jean LARNAC

BIBLIOGRAPHIE : Roger VAILLAND : *le Surréalisme contre la Révolution*, Ed. sociales, 1948 ; Maurice SACHS : *Chronique joyeuse et scandaleuse*, Ed. Corrêa, 1948 ; Stefan ZWEIG : *le Monde d'hier, souvenirs d'un Européen*, traduction de Jean-Paul Zimmermann, Ed. Albin Michel, 1948; Charles DU BOS : *Journal* 1924-1925, Ed. Corrêa, 1948; Claude ROY : *la Nuit est le manteau des pauvres*, Ed. Julliard, 1948 ; Béatrice BECK: *Barny*, Ed. Gallimard, 1948 ; Albert MALTZ : *le Courant souterrain*, trad. de l'américain par P. OLLIVIER et P. SOREL, Ed. Hier et Aujourd'hui, 1948 ; Maurice BEDEL : *Traité du plaisir*, Ed. Flammarion, 1948 ; Pierre CLOSTERMANN : *le Grand Cirque, souvenirs d'un pilote de chasse français dans la R.A.F.*, Ed. Flammarion, 1948 ; I. PAPANINE : *Sur la Banquise en dérive*, trad. du russe par Raïssa TARR et Génia CANNAC, Ed. Albin Michel, 1948.

C'est une figure curieuse et bien sympathique que celle de Roger Vailland, si vivant, si sensible, si artiste aussi. Adolescent, il ne fut pas de ces collégiens passifs qui ingurgitent sans désir et sans refus les leçons qu'on leur dicte. Toutes les expériences le tentèrent, toutes les révoltes. Il lui arriva de chercher dans le jeûne volontaire un moyen de dégager l'esprit de la chair et d'atteindre ainsi, croyait-il, à une spiritualité plus haute. Que n'eût-il fait, à l'exemple de Rimbaud, pour devenir voyant ? Ainsi se livra-t-il à ce qu'il nomma le *Grand Jeu* que, depuis, il a qualifié de *Drôle de jeu*, car le Vailland d'aujourd'hui n'est plus celui d'il y a quinze ans. Oh ! il n'a pas renié son goût pour le langage bien venu, le style d'une belle coulée. Mais il ne se laisse plus piper aux apparences. Il a appris à dissocier le style de Trissotin de celui de Racine, le style du batteur d'estrade de celui du révolutionnaire qui, à l'occasion, sait mourir sur une barricade. Le style, c'est l'homme même, disait pertinemment Buffon en pensant aux écrivains authentiques. C'est aussi parfois, hélas ! une mode à laquelle se soumettent les benêts et les arrivistes. Heureusement, certaines modes finissent par sombrer dans le ridicule : ainsi celle qui eut pour propagandistes Gomberville, Scudéry, l'abbé de Pure, dans le temps où Descartes et Corneille édifiaient leurs chefs-d'œuvre ; ainsi celle qui porta au pinacle Lebrun-Pindare dans le temps où Jean-Jacques Rousseau procurait aux Français un frisson poétique nouveau... ajouterai-je : ainsi celle qui poussa tant de jeunes vers le surréalisme dans le temps où Lénine signait l'œuvre la plus grandiose du siècle ?

Ce ne fut certes point par soumission à la mode que Roger Vailland entra dans le camp surréaliste : il a toujours été de ceux qui s'engagent corps et âme dans tout ce qu'ils font. Il y fut poussé par un besoin de révolte doublé d'une curiosité que ses classes n'avaient point satisfaite : à l'aide des procédés enseignés par Breton et ses amis, il espérait pouvoir atteindre le réel au delà des apparences, toucher la vérité profonde sous les masques qui la dissimulent. Mais, trop exigeant pour se laisser prendre longtemps aux

attrape-nigauds de l'écriture automatique, il devait dénoncer l'imposture de ceux qu'un temps il suivit. Qu'on ne cherche pas dans son petit livre une histoire du surréalisme : Vailland se montre mal à l'aise dans les considérations historiques. Il s'est contenté de nous dire ses enthousiasmes de jeunesse et sa désillusion.

En face de la formule prétentieuse lancée par André Breton le 21 juin 1947 à son retour d'Amérique : « Le surréalisme est ce qui sera », Roger Vailland pose la sienne, personnellement et historiquement valable : « Le surréalisme est ce qui fut ». Comment les derniers amis de Breton pourraient-ils encore se faire passer pour des révolutionnaires intégraux, alors que leur déclaration a été publiée par le *Figaro ?* Il y a vingt ans, le directeur d'un journal bourgeois n'ouvrait pas ses colonnes aux surréalistes ; et non seulement parce qu'il voyait en eux des « chahuteurs » incorrigibles, mais parce qu'il les prenait pour de véritables révoltés, dénonciateurs des mœurs et des institutions les plus respectables. D'ailleurs, si jamais le *Figaro* d'alors avait offert une collaboration à l'auteur de *l'Amour libre,* avec quel mépris l'offre eût été rejetée !

> Les surréalistes s'étaient mis systématiquement hors du jeu artistique et littéraire... C'étaient des voyous. Ils répondaient par des obscénités aux provocations en duel, ils pissaient sur le public au cours des manifestations d'art les plus hautement patronnées, ils insultaient les prêtres dans la rue, ils injuriaient le candidat reçu le premier à l'Ecole de Saint-Cyr, ils ne respectaient même pas la flamme sous l'Arc [de Triomphe] : ils s'étaient mis au ban de la société. C'étaient des parias volontaires. (P. 12-13).

De Breton ou de Vailland, qui a cessé d'être fidèle à soi-même ? Est-ce le brise-tout domestiqué qui écrit pour les lecteurs du plus grand journal conservateur ? Est-ce l'écrivain qui, méprisant toujours Monsieur Prudhomme, donne des articles aux feuilles les moins conformistes ? L'un est passé de l'attitude négative du révolté à l'attitude constructive du révolutionnaire ; l'autre s'est renié ou, si l'on veut, montre son vrai visage.

Après la guerre de 1914, comme après l'épopée napoléonienne, un grand désarroi régna. Mais, tandis que le désarroi de 1815 fit naître les Julien Sorel et les aventuriers de la liberté économique qui devaient fonder le grand capitalisme, le désarroi de 1920 ridiculisa les valeurs bourgeoises sans pouvoir imposer des valeurs nouvelles. Après le traité de Versailles, que pouvait devenir un jeune homme un peu fier dont le regard aigu transperçait les trompe-l'œil ?

> La Chambre « bleu horizon » et les associations nationalistes d'anciens combattants ont achevé de déprécier la carrière militaire. Que veux-tu être ? Colonel... ce serait à mourir de rire.
>
> Le ventre de Herriot, ses faux-cols, sa rhétorique, sa dérobade devant le « mur d'argent », les tremblements dans la voix de Blum et les accommodements de son réformisme blessent l'intégrité des adolescents, tout autant que les rodomontades de Poincaré. La carrière politique s'avère indigne d'un homme de cœur.
>
> Tout titre décidément porte irrésistiblement à rire, « monsieur l'ambassadeur » autant que « monsieur le président » ou que « cher maître ». Le fait même de choisir une carrière apparaît comme le premier des renoncements, la porte ouverte à tous les compromis.
>
> C'est le temps du dérisoire. (P. 21-22).

D'où le succès *d'Ubu-roi.* D'où l'élan des jeunes gens vers le surréalisme qui, en son âge d'or, se manifesta beaucoup moins par des ouvrages littéraires « que par la pratique systématique du scandale, de l'injure, de la provocation, de la compromission, de toutes les sortes possibles de *menées subversives* ». Mais, bien entendu, l'exutoire surréaliste n'était accessible qu'aux jeunes bourgeois, les fils d'ouvriers et de paysans ayant autre chose à faire que de briser les chaises dans les cafés ou de tirer la barbe aux académiciens :

> Le surréalisme fut une réaction de l'*intelligentsia,* de la petite bourgeoisie et seulement d'elle. (P. 24).

Où pouvait mener un tel mouvement, sinon à la révolte suprême : le reniement de la vie ? Après avoir donné sa démission de fils, de frère, d'amant, de citoyen, d'*homo sapiens*, il ne reste qu'à donner sa démission d'être vivant, la logique l'exige. Et c'est pourquoi tant de garçons bien doués, comme Jacques Vaché ou René Crevel, se suicidèrent. Et c'est pourquoi

> les jeunes gens qui publièrent par la suite le *Grand Jeu* avaient fait serment de se suicider chacun le jour anniversaire de ses dix-huit ans ; Desnos provoquait volontiers le hasard d'un revolver dont le barillet contenait une cartouche dans l'une de ses huit alvéoles. (P. 29.)

A quoi se rattacher, puisque rien ne mérite le respect ? Dans leur désir d'échapper à toute discipline, même et surtout celle de la raison, certains collaborateurs de la revue de Vailland se laissèrent tenter par la théosophie. Et il semble bien que, mû par sa haine du rationalisme, André Breton approuve maintenant cette déchéance de l'esprit, la recherche pour son propre compte. D'où la question de Roger Vailland :

> Verrons-nous le surréalisme orthodoxe [international] n'aboutir, en fin de compte, qu'à un rajeunissement des thèses de Mme Annie Besant ?
> C'est une des craintes, qui, croyons-nous, a récemment séparé de Breton quelques-uns de ses plus jeunes et plus intransigeants disciples. (P. 36.)

A celui que la société dégoûte, qui répudie sa morale et ses lois, mais qui se refuse à disparaître pour ne plus souffrir de ce qu'il voit, une tentation s'offre : utiliser sa puissance de révolte en participant au travail de rénovation poursuivi par le révolutionnaire. Combien de surréalistes parmi les plus lucides furent séduits par le communisme ? Cessant de trépigner pour le plaisir, ils devinrent des iconoclastes conscients de leur mission. Mais, après avoir participé à l'œuvre ingrate du militant, certains, dont André Breton, se dérobèrent devant les obligations de la lutte en commun :

> Les surréalistes furent tentés par le combat communiste, comme les enfants sont tentés par les métiers héroïques (ou qu'ils imaginent tels), par les combats du marin, de l'aviateur, du chauffeur de locomotive. (P. 42.)

Velléitaires peureux, ils prétendirent dépasser l'acte par le mépris de l'action. Une telle attitude pouvait faire illusion durant la paix. Revenu d'Amérique où il vécut tranquille pendant que nous luttions durement dans la souffrance quotidienne, comment André Breton ose-t-il encore donner cette attitude en exemple ? La dernière guerre a permis de discerner les réalités derrière les apparences trompeuses, elle a dissipé bien des confusions. Après les exploits de l'Armée rouge, remarque pertinemment Vailland, peut-on dire que tout général est une vieille baderne ? Entre un garde-mites vichyssois et un héros de Stalingrad, on fait la différence. Après les bassesses de la collaboration et les grandeurs de la Résistance, peut-on englober tous les hommes dans la même réprobation ? Si certains méritent l'opprobre, d'autres suscitent le respect. La condition humaine offre toutes les possibilités ; à nous de choisir les nobles, de préférence aux viles :

> ...ce n'était pas contre la *condition humaine* qu'il nous fallait nous révolter, mais contre nos conditions de vie à l'intérieur d'une société qui venait de découvrir son vrai visage. (P. 44.)

Il est trop simple — ou trop adroit — de tout condamner en bloc, de mettre sur le compte de la nature, responsable en dernier ressort des conjonctures où nous nous agitons, ce qui, en fait, est le propre des hommes. La nature n'exige point qu'un petit nombre d'êtres humains s'approprie toutes ses richesses et réduise à l'esclavage le reste de l'humanité. La nature n'exige point qu'il y ait des mains noires et des mains blanches. Elle n'exige point que ce qui est vérité en deçà des Pyrénées soit erreur au delà. Les possibi-

lités qui nous sont offertes par l'univers ne sont ni absurdes ni dérisoires : elles sont, c'est tout. Ce qui est absurde, dérisoire, incompréhensible, ce sont les institutions, les lois, les coutumes qui ne répondent pas aux nécessités du moment. Ce qui est dérisoire, c'est que des garçons intelligents croient pouvoir donner en exemple leurs parlotes sans correspondance avec le réel, les offrir au monde comme un message capable de le sauver.

La révolution n'a pas besoin de surréalisme, elle a besoin de charbon, d'acier, de l'énergie atomique sans doute, et surtout de cette énergie virile qui fait grands les savants, lucides les chefs, héroïques les penseurs qui se haussent à la grandeur de leur temps. (P. 48.)

Je n'ai fait qu'effleurer les richesses du petit ouvrage par lequel Roger Vailland a dénoncé l'imposture surréaliste. J'espère en avoir assez dit pour donner à tous ceux qui s'intéressent à la littérature le goût de le lire. Ayant vécu la tragédie d'une jeunesse à laquelle certains chefs d'école n'offraient d'autre idéal que le suicide, l'auteur de *Drôle de jeu* a su rendre sensible un mouvement de pensée en train de mourir. Je souhaite que la jeunesse nouvelle, trop docile à l'appel des saltimbanques, en fasse son profit.

***

Il semble que les temps soient venus de juger l'époque d'entre les deux guerres mondiales. Presque en même temps paraissent en librairie la *Chronique joyeuse et scandaleuse* de Maurice Sachs, qui fait suite au *Sabbat,* le *Monde d'hier* de Stefan Zweig et le *Journal* que Charles du Bos rédigea en 1924 et 1925 : trois ouvrages où se trouvent évoqués les jours d'avant le dernier déluge. Chacun à sa façon, Maurice Sachs et Charles du Bos ont dessiné une image de la France d'hier ; Stefan Zweig, lui, a élargi son tableau aux dimensions de l'Europe.

Je me demande si un étudiant du vingt-et-unième siècle ne se fera pas une idée suffisante de l'*intelligentsia* d'avant Munich en lisant le journal de du Bos et les chroniques de Sachs : celui-ci presque uniquement attaché aux concupiscences de la chair, celui-là soumis aux seules concupiscences de l'esprit. Jouir par l'intelligence, jouir par les sens : un grande partie de la bourgeoisie d'entre deux guerres se soucia-t-elle d'autre chose ? Pendant que le monde socialiste nouveau se débattait contre les attaques sournoises ou brutales du capitalisme, pendant qu'à Moscou, à Rome, à Berlin, à Londres, à New-York, à Pékin se préparaient les combats pour ou contre l'affranchissement du prolétariat, Maurice Sachs et ses pareils ne pensèrent qu'à cumuler les voluptés de bouche et de peau, Charles du Bos et ses imitateurs se plongèrent dans l'univers des livres.

A travers son journal, tantôt rédigé, tantôt dicté, écrit en français ou en anglais selon les caprices de l'expression, Charles du Bos apparaît comme l'intellectuel pur, tellement intoxiqué par la lecture et le commentaire qu'il en oublia de vivre, qu'il refusa de vivre :

...ai pris le thé seul avec Z. et nous avons eu un échange dans l'entretien, non seulement des plus profonds, mais des plus comblés, à l'abri de tout, oubliant tout, comme dans les années d'avant-guerre. (Mercredi 2 janvier 1924.)

...ceci assez proche de ma volonté (non toujours suivie de succès) de réprimer les gestes, de réduire le geste à l'extrême minimum, le désir sans cesse croissant que tout se passe dans et à travers la voix, qu'il n'y ait d'autre clavier de la sensibilité que les modulations de cette voix même. (Lundi 14 janvier 1924.)

...on ne peut travailler et vivre ; on fait l'un ou l'autre : ces derniers mois ne m'ont que trop prouvé que lorsque je vis vraiment, je ne parviens pas à travailler. (Mardi 14 octobre 1924.)

On multiplierait les citations de ce genre. Charles du Bos fut un moine dédiant ses jours à la littérature comme d'autres dédient les leurs à l'amour de Dieu. Qu'il dut lasser ses meilleurs amis à toujours reprendre les phrases, les vers et les mots de ses auteurs favoris pour en tirer une interprétation nouvelle ! Ne s'est-il pas vanté (p. 163) d'avoir

mis sur le flanc les plus ardents disputeurs de Pontigny au moins deux heures avant d'avoir lui-même épuisé ses possibilités de discussion ? L'histoire a retenu les noms d'un certain nombre de bénédictins de lettres : érudits comme Littré, romanciers comme Balzac ou Flaubert. Mais ces bénédictins se retranchèrent du monde pour édifier une œuvre positive : un *Dictionnaire* remarquable, un *Père Goriot*, une *Salammbô*. Tandis que du Bos ne s'enferma dans sa cellule que pour savourer ou discuter l'œuvre des autres. Grand bourgeois, il s'intéressa d'ailleurs surtout, parmi les auteurs contemporains, aux bien rentés : André Maurois, Marcel Proust, Alfred Fabre-Luce dont il fit très grand cas... Comment eût-il pu en être autrement ? Il se développa dans un cercle d'oisifs pour qui la littérature, comme l'art, représentait la pointe extrême du luxe. Ses commentaires, il les réservait aux *happy few* du grand monde, réunis pour l'entendre chez la duchesse de Trévise ou Mme de Saint-Léon. Aucun écrivain mieux que lui ne permet de réfléchir sur le fait que la littérature en vogue au début de ce siècle, celle que vantaient les journaux, celle que vendaient les libraires, celle qui s'imprimait sur beau papier, celle que les meilleurs artistes illustraient, répondait aux seuls désirs d'une petite minorité riche en biens de fortune — comme disait La Bruyère, — cherchant dans les jeux de l'esprit un dérivatif à son ennui.

***

Né dans une riche famille juive, Maurice Sachs, lui, fut le type du grand bourgeois sensuel, cynique, puis, lorsqu'il lui fallut gagner sa vie par suite de certains revers, le modèle des jeunes gens apportant dans les affaires une audace dépourvue de scrupules, afin d'obtenir le plus vite possible et aux moindres frais l'argent qui permet de jouir. Il a disparu, nous dit-on — encore voudrions-nous savoir qui passe contrat en son nom, qui fournit aux éditeurs les nombreux manuscrits que nous avons vu publier depuis trois ans. Comme il ne manque pas de talent et qu'il ne cache rien de ses lamentables aventures, on ouvre ses livres avec une curiosité salace que la lecture ne déçoit pas. Suétone nous a dépeint les Césars avec une plume virulente, sans rien cacher de leurs turpitudes. Maurice Sachs s'est fait le Suétone des « margoulins » en chemise de soie, des viveurs habitués des grands bars, des académiciens coureurs de petits garçons. Quelle pourriture il remue sans jamais quitter la clientèle des marchands de tableaux multi-millionnaires et des restaurants réputés !

Il faudra bien qu'un jour on étudie de près l'influence de la spéculation mercantile sur le développement de la peinture depuis un demi-siècle : dans quelle mesure la faveur dont jouit tel ou tel artiste dépend-elle de sa valeur propre, dans quelle mesure de la ruse d'un collectionneur ? Je laisse à Francis Jourdain et à ses confrères le soin de répondre à cette question que nous nous posons constamment en suivant les tractations de Maurice Sachs. Bien des anecdotes contées par le chroniqueur sont à clef, mais cette clef, qui ne la possède ? On reconnaît Soutine derrière tel pseudonyme, comme on reconnaît Jean Cocteau derrière ces noms-calembours : Jean Duvant ou Jean Sanqueur ; comme on reconnaît Abel Hermant derrière Théodore Babillot. Bien que réduit aux proportions d'une esquisse, le portrait de Babillot mérite de figurer à côté du Charlus de Marcel Proust. Quand on pense que ce bonhomme gigotant tout nu sur un coussin dans l'attente de l'étreinte du jeune Sachs fut l'un des pontifes de la bourgeoisie d'avant-guerre, qu'il régenta la grammaire et enseigna le style aux abonnés du *Temps*, on ne laisse pas d'être écœuré.

***

Cette décomposition de la bourgeoisie dont on découvre maints exemples dans la *Chronique* de Maurice Sachs, on la peut suivre également dans les *Souvenirs d'un*

Européen de Stefan Zweig, notamment dans les pages consacrées à l'Autriche et à l'Allemagne d'après le traité de Versailles.

...L'homosexualité et les mœurs lesbiennes furent la grande mode, non par un penchant inné, mais par esprit de protestation contre les formes traditionnelles, les formes légales et normales de l'amour. Chaque expression de la vie s'efforçait de s'affirmer d'une manière provocante, radicale et révolutionnaire, naturellement l'art comme les autres. La nouvelle peinture déclarait périmé tout ce qu'avaient fait Rembrandt, Holbein et Vélasquez, et entreprit les plus folles expériences cubistes et surréalistes. Partout, on proscrivait l'élément intelligible, la mélodie en musique, la ressemblance dans un portrait, la clarté de la langue... (P. 350.)

...C'était l'âge d'or de tout ce qui était extravagant et incontrôlable : la théosophie, l'occultisme, le spiritisme, le somnambulisme, l'anthroposophie, la chiromancie, la graphologie, le yoghisme hindou et le mysticisme paracelsien. (P. 352.)

Extrêmement riche est l'ouvrage. On y trouve l'autobiographie discrète d'un écrivain qui connut le grand succès dans tous les pays du monde ; l'histoire de l'Europe vue par un juif autrichien depuis l'époque d'Agadir jusqu'en juillet 1940 ; de précieux souvenirs sur les plus grands écrivains du moment, particulièrement Romain Rolland, Verhaeren, Gorki, Rilke, Valéry, Joyce... Souvenirs émouvants, puisque la tragédie d'un homme de lettres devenu apatride après avoir été partout fêté s'y encadre dans la tragédie de l'Europe paisible livrée au chaos par le fascisme. Mais ils marquent la faillite d'un idéal dont se bercèrent les plus généreux esprits du patriciat international après le traité de Versailles :

Nous croyions au programme grandiose de Wilson, qui était en tout point le nôtre, nous voyions ces jours-là se lever à l'Orient une aube incertaine, alors que la révolution russe célébrait encore sa nuit de noces avec une idéologie humaine et idéaliste. (P. 327.)

Très fortuné, élevé dans l'insouciance viennoise, Stefan Zweig ne pouvait concevoir que la première guerre mondiale avait fait tomber le rideau sur une période historique. Il nourrissait l'illusion que les prérogatives des préposés au bonheur allaient leur être restituées, qu'on pourrait à nouveau jouir sans remords de la comédie, du livre, de la symphonie, de l'hôtel coquet, du séjour confortable dans la ville d'eaux ou la station balnéaire, des collections d'autographes ou de tableaux patiemment réunies... Il avait besoin de penser que les peuples se tendraient la main, que les classes se souriraient au lieu de se haïr. Par les conférences, les congrès, les traductions, il estima pouvoir rapprocher les penseurs et les écrivains. Il crut à la « fédération pacifique de l'Europe ». On s'étonne qu'un esprit lucide ait pu ainsi vivre dans l'illusion durant les années où Mussolini et Hitler étaient mandatés pour étouffer la montée du socialisme. Mais, par amour égoïste de l'art, Zweig se détournait du péril :

Mon mouvement naturel, dans toutes les situations périlleuses, a toujours été de les esquiver. (P. 269.)

Les premiers grands crimes hitlériens devaient lui dessiller les yeux, trop tard, hélas ! Pour figurer parmi les guides de l'humanité, il lui eût fallu se détacher de la classe qui le choyait ; il n'en eut pas le courage. Lorsqu'en 1928 il se rendit en Russie soviétique pour le centième anniversaire de la naissance de Tolstoï, il éprouva un vif enthousiasme au contact d'un peuple rénové, tendu par l'effort d'une construction à la fois spirituelle et matérielle :

Qu'était-ce donc qui vous excitait ainsi ? Je le reconnus bientôt : c'étaient les hommes et la cordialité impulsive qui émanait d'eux. Tous, du premier au dernier, étaient persuadés qu'ils participaient à une œuvre formidable, qui intéressait l'humanité tout entière. (P. 389.)

Malheureusement, le visiteur n'était pas sans esprit préconçu. Il avait jadis blâmé Barbusse adhérant au Parti communiste. Avec une crédulité d'enfant, il accorda foi aux calomnies d'anonymes agents de l'étranger. D'ailleurs, l'U.R.S.S. représentait la force, la jeunesse du monde, l'avenir plein de promesses ; or, par suite d'une noblesse de cœur quasi décadente, Stefan Zweig se trouvait porté vers les faibles et les vaincus, que la justice et la raison fussent ou non avec eux :

Dans mes nouvelles, c'est toujours celui qui succombe au destin qui m'attire, dans mes biographies, le personnage qui ne connaît pas le succès dans la réalité de l'espace sensible, mais n'a le droit pour lui que dans le sens moral, Erasme et non pas Luther, Marie Stuart et non pas Elizabeth, Castellion et non pas Calvin. (P. 202-203.)

Ecrivant les dernières lignes de son ouvrage au moment où la guerre hitlérienne dévastait tout, le mémorialiste sentit que, cette fois, le passé était bien révolu, que l'Europe sa patrie était ravagée « pour un temps qui s'étendrait bien au delà de notre vie ». Prédiction juste, puisqu'il devait mourir avant l'armistice. Mais il ne trouva pas consolation dans l'espoir qu'une Europe nouvelle, plus juste que la défunte, se construirait. Replié sur lui-même, il ne put terminer ses souvenirs que par ces mots d'inspiration nietzschéenne :

Seul, celui qui a éprouvé la clarté et les ténèbres, la guerre et la paix, la grandeur et la décadence a vraiment vécu. (P. 503.)

*
* *

Parmi nos jeunes écrivains les mieux doués, Claude Roy apparaît déjà comme un maître à Maurice Nadeau dont je partage l'opinion. On le connaissait comme essayiste, comme poète, comme reporter. Avec *la Nuit est le manteau des pauvres,* il faut lui donner, parmi les romanciers, une place de choix. Ce petit roman, si grand par l'émotion qu'il communique, se lit d'une traite. Nous voici dans un wagon sanitaire avec un prisonnier français qui s'évade d'Allemagne. Dans le train de voyageurs qu'il prend finalement, l'évadé avise une jeune fille plongée dans le sommeil comme dans une tombe. Il la retrouve peu après. Qui est-elle ? Le mystère l'enveloppe : elle ne conserve aucun souvenir de son passé. Et les enquêtes se déclenchent et les rapports affluent, sollicités par le jeune homme épris de celle qu'il protège. Serait-elle cette Maria espagnole que les Maures violèrent durant la guerre d'Espagne et qui... Serait-elle cette Maria française qui fut arrêtée par la Gestapo, torturée, déportée... ? De multiples et tragiques destins sont offerts à notre curiosité. Que de Marias ont souffert durant les années noires et furent recueillies comme des épaves dans tous les coins de l'Europe par les libérateurs ! Avec habileté, sans jamais nous lasser, sans trémolos dans la voix, contenant sa tendresse pour la créature humaine, Claude Roy évoque d'atroces misères. Mais nous ne connaîtrons pas le secret de Maria car, au moment où nous pressentons que ses souvenirs s'éveillent, brusquement, le romancier nous annonce que le jeune homme à qui elle doit tout est mort avant d'avoir achevé son récit. Ainsi, Maria rentre dans la nuit. Et nous nous demandons si elle ne cachait pas volontairement ses malheurs pour ne pas décevoir l'amour : la nuit est le manteau des pauvres.

Quelle atmosphère différente dans le roman de Béatrice Beck, *Barny* ! Une jeune fille s'y raconte sans abandon et comme si on le lui avait imposé. Des notations sèches, disparates, unies seulement par la trame d'une vie. Quelque chose de dur, de méchant presque, une amertume qui ne veut pas s'avouer. Et des petites haines de fille à mère, des amours de collégienne à collégienne, des élans pathologiques, des constrictions brutales. Et tant pis pour vous si cela ne vous plaît pas, semble nous dire à chaque page la romancière ; et tant pis aussi si vous voulez en savoir davantage, je n'ajouterai pas

un mot. Il y a là, cousus l'un à l'autre, des morceaux incisifs à la Jules Renard, un Jules Renard qui aurait étudié le surréalisme et qui vivrait parmi des existentialistes, un Jules Renard féminin bien entendu, une Colette plus corrosive par conséquent. Les psychologues de la mentalité féminine trouveront dans cet ouvrage matière à réflexions. Béatrice Beck a de la patte. Il serait prématuré de dire qu'elle a du talent.

Au sortir de ces notations qui agacent les dents comme un fruit acidulé, le roman d'Albert Maltz paraît singulièrement mâle et grave. L'action s'y déroule entre un samedi soir et le mardi suivant à l'aube en février 1936. Deux jours de vie à Detroit (U.S.A.), mais que d'événements d'une densité bouleversante en ces quarante-huit heures ! Deux hommes se dressent face à face : Jeffry Grebb, directeur du personnel à la *Jefferson Motors* de Detroit, et Princey, ajusteur dans la même usine. Le premier a pour mission d'empêcher le développement du syndicalisme, le second a pour devoir d'inscrire au syndicat le plus grand nombre de ses camarades. On voit quelle est l'importance de la lutte engagée entre les deux représentants des classes antagonistes. Hélas ! la partie n'est pas égale. Grebb a pour lui l'argent, la loi, la Légion noire d'Amérique, rien ne lui est interdit, pas même l'assassinat camouflé... Mais je ne voudrais pas déflorer l'intrigue du *Courant souterrain*. Les deux journées évoquées par Albert Maltz ne sont pas de celles qu'on oublie. Sous la superbe des trusts américains, nous voyons grossir le courant qui les mine et dont T.S. Stribling, Howard Fast et quelques autres romanciers de là-bas nous avaient laissé pressentir la crue.

*
* *

Si tragique que soit le roman d'Albert Maltz, il procure une joie virile, il suscite l'espoir, il appartient à la catégorie de ces œuvres toniques qui constituent l'antidote des poisons distillés par Sartre et ses amis. Il serait difficile de mettre sur le même plan le *Traité du plaisir* de Maurice Bedel. Cependant, quelque chose rapproche les deux œuvres : l'amour de la vie. Oh ! bien sûr, la vie dont parle avec ravissement Bedel est une vie aimable, exempte de rudesse. *Carpe diem*, disait Horace ; « cueillez dès aujourd'hui les roses de la vie », disait Ronsard à Hélène de Surgères :

> Ah ! sois confiante dans la vie, enseigne Bedel à sa disciple préférée : elle tient en réserve une chimère pour chaque déboire, un espoir pour chaque déception, une revanche pour chaque défaite. (P. 130.)

L'auteur de *Jérome 60° de latitude nord* a respiré sur les bords de la Loire l'air dionysiaque dont le poète renaissant s'enivrait. Allongé sur une chaise pliante dans un jardin ou devant la mer, on lira sans chagrin son charmant petit « traité » qui, à l'occasion, ne manque pas de profondeur.

On lira avec élan, mais non sans réactions assez vives parfois, le *Grand Cirque* de Pierre Clostermann. Cet ancien pilote français de la *Royal Air Force* a su nous procurer la sensation directe des plus périlleux combats qu'il a livrés ; il donne envie à la jeunesse sportive de prendre le « manche » d'un *Spitfire* ou d'un *Tempest* pour maîtriser ces monstres en dominant ses nerfs. Malheureusement, il nous présente les batailles aériennes comme de nobles tournois, des duels chevaleresques et nous fait regretter la résonance de sensibilité d'un Saint-Exupéry. Ecrites après la mort de Walter Nowotny, l'as des as allemand, ces réflexions donneront une idée de l'état d'esprit contre lequel je m'insurge :

> ...notre revanche, aujourd'hui, c'est de saluer un ennemi brave qui vient de mourir, de proclamer que Nowotny nous appartient, qu'il fait partie de cette sphère où nous n'admettons ni les idéologies, ni les haines, ni les frontières. Cette camaraderie-là n'a rien à voir avec le patriotisme, la démocratie,

le nazisme ou l'humanité. Tous ces garçons, ce soir, le comprennent d'instinct. Et s'il en est qui haussent les épaules, c'est qu'ils ne peuvent pas savoir — ils ne sont pas pilotes de chasse. (P. 208-209.)

Pierre Clostermann dira peut-être qu'il ne s'agit point là d'un esprit de caste, mais d'un esprit de corps analogue à celui qui unit tous les professionnels de n'importe quel métier. Mais ce n'est pas vrai : c'est un reste d'esprit moyenâgeux, rajeuni par l'orgueil nietzschéen du surhomme. Autre chose me gêne dans son livre : la reproduction de ses états de service et du texte de ses citations. De tels documents seraient à leur place dans un ouvrage posthume édité par des pieuses amitiés. Or l'auteur, devenu député gaulliste, est toujours vivant ; c'est aujourd'hui devant le grand cirque du R.P.F. qu'il fait la parade...

A l'affectation hautaine de Clostermann, combien je préfère l'héroïsme si simple et qui se cache de Papanine et de ses compagnons dont on sait que, débarqués par un avion au pôle Nord le 21 mai 1937, ils se laissèrent dériver sur la banquise jusqu'au 19 février 1938, alors que leur tente et leurs précieux documents ne reposaient plus que sur un glaçon crevassé, fondant comme un sucre au large du Groënland. Le lecteur qui cherche à oublier ses misères ne saurait trouver plus passionnante évasion qu'en allant vivre par l'esprit *Sur la Banquise en dérive*. Extraites du journal de Papanine, ces pages font penser à l'*Ile mystérieuse* et à *Robinson Crusoë*, mais elles émeuvent plus profondément, car elles nous mettent en contact avec des personnages réels, elles nous font vivre une aventure unique, d'une parfaite authenticité. Comme on les admire, comme on les aime, ces quatre hommes et leur chien Joyeux qui introduisit dans le groupe la facétie, l'esprit d'indiscipline et de rapine, la gaminerie ! Les dangers qu'ils surmontèrent, ils ne les subirent pas par accident, comme le naufragé de Daniel de Foë, ils les affrontèrent volontairement, afin de faire avancer notre connaissance de l'univers. Sans jamais s'offrir à l'admiration du lecteur, en présentant sa prouesse et celle de ses amis comme un travail quotidien, allant de soi, Papanine nous a donné la plus magnifique leçon d'énergie.

CHRONIQUE POÉTIQUE

par Jacques GAUCHERON

GUILLEVIC : *Fractures*. Ed. de Minuit. (L'honneur des poètes).
P. SEGHERS : *Le futur antérieur*. Ed. de Minuit (L'honneur des poètes).
Collection « les Poètes d'aujourd'hui » Editions Seghers.
Arpad MEZEI et Marcel JEAN : *Maldoror*. (Le Pavois).
Jacques SCHERER : *L'expression littéraire dans l'œuvre de Mallarmé* (Droz.).

Dans la collection « L'honneur des poètes » que dirige Paul Eluard, les éditions de Minuit viennent récemment de publier deux recueils de poèmes qui, différant du tout au tout par les moyens d'expression mis en œuvre, ont cependant une sorte de fraternité qui les lie, et qui fait le ressort essentiel de la poésie vivante d'aujourd'hui.

Fractures de Guillevic célèbre le souvenir des morts du grand combat de la Résistance. La célébration est émue, retenue, pleine de dignité et de confiance tranquille. En des poèmes très courts, Guillevic fait son témoignage lapidaire, comme ces mots que l'on inscrit sur les stèles funéraires, et qui empêchent les vivants d'oublier de quel prix est cette vie que les meilleurs ont généreusement donnée pour préparer des lendemains. L'honneur de Guillevic, c'est de célébrer, en faisant autour des mots qu'il dit le silence de la vénération. Le poète nous apprend, par son chant contenu, que la plus grande fidélité consiste à ne pas s'abandonner au désordre du désespoir, à garder, malgré les brûlures du souvenir, un visage rayonnant. A travers un langage d'acier, nous prenons l'assurance que la mémoire ne peut pas s'user, que la colère est lucide et tenace, maîtresse d'elle-même, en dépit des injures et des poubelles d'ordure que presque chaque jour, les anciens trembleurs déversent sur la mémoire de nos héros. Les mots de Guillevic sont plus forts que cela, parce qu'ils sont silencieux, fraternels pour ainsi dire avec le silence de ceux à qui nous devons aujourd'hui de vivre libres, avec leur destin tragique et invincible.

Le recueil de Pierre Seghers porte un des plus beaux titres qui soient : *Le futur antérieur*. Terme banal de la grammaire, il prend tout à coup dans la bouche d'un poète, une saveur ambiguë de souvenir et d'espoir, la saveur même de la vie pour un homme vivant, pour tous les combattants de la nuit d'hier, et dont le combat continue. Comme le dit Guillevic,

> Car c'est toute la terre
> A la fin qu'il faut faire,

Et l'énormité de la tâche, tendue vers les lendemains, fait toujous du présent un futur antérieur, ajoute à la vie cette nuance d'impatience qu'on appelle la passion.

Quelques poèmes du recueil nous reviennent de ce futur antérieur que fut la lutte clandestine. Quelques-uns avaient été alors publiés sous un visa de censure fictif. Il est bien certain que cette ingéniosité des poètes à tromper les censeurs, à couler les poèmes dans le sillon à vif de la circonstance, fut un des facteurs qui donnèrent ce ton inimitable d'humanité à la poésie. Quand elle rugit, quand elle appelle aux armes et à la lutte, c'est avec les accents de la plus grande bonté. Les chemins de la bonté passaient alors dans les gorges mêmes de la barbarie :

Ils avaient en ce temps-là de l'été des supplices
Jeté dans l'air leurs bras cassés, les durs fléaux de l'avenir...

Et si le chant de Pierre Seghers s'élève pour hausser dans l'avenir le triomphe à la fin inéluctable des martyrs français, c'est encore pour les rendre, comme ses poèmes, à leur temps. Un temps où l'Espagne souffre encore, parce que les coups de foudre se sont arrêtés aux pieds de la chaise dictatoriale de Franco, en vertu d'une des plus honteuses hypocrisies de notre histoire. Cela, un poète ne peut le supporter, et inlassablement le dénonce, comme il dénonce aussi tous les lieux du monde où la justice et le droit sont bafoués. Damas :

Les mains des soldats morts forent les puits de l'or liquide
Leur sang coule dans la pipe-line de Bassorah !

Tout poète vrai aujourd'hui ne peut plus limiter son regard à sa propre conscience, à son jardin ou à sa province. « Le monde est l'avenir de l'homme ».

*
* *

Si Pierre Seghers poète est rivé par toutes ses fibres au monde moderne, par sa tâche d'éditeur, il poursuit sur le plan de la culture une défense efficace de la poésie, il en maintient le prestige, soit par cette petite collection blanche où figure presque tout ce qu'il y a d'important en fait de poètes nouveaux, soit par cette autre, où prennent place ceux dont l'influence a été et reste déterminante, ceux qu'il appelle les poètes d'aujourd'hui, de Lautréamont à Henri Michaux. Cette dernière est très utile à qui veut s'initier à la poésie de notre temps, elle en présente les principales constellations, les principales forces d'attraction. Seghers ici travaille à ce que la poésie en France ne soit pas étouffée. C'est toujours en somme la liberté qui gagne et cette double tâche à laquelle il se consacre est unique : défendre le plus beau visage de l'homme, qu'on cherche de tous côtés à dénaturer ou à avilir, chez les mercantis du livre.

Le lecteur trouvera dans cette collection, — relativement bon marché d'ailleurs, — et bien présentée, — une esquisse des principales figures de la poésie contemporaine, Eluard, Aragon, Max Jacob, Cocteau, etc., avec des textes qui jalonnent tout le développement poétique des œuvres, des textes souvent difficiles à trouver dans le commerce.

On pourrait seulement souhaiter que ces livres qui sont d'initiation soient plus utilement préfacés. J'entends que ces préfaces qui contiennent mille anecdotes vivantes, curieuses pourraient être au lecteur plus utiles et lui apporteraient une aide plus efficace si, ne faisant pas la part trop grande aux chatoiements de l'esprit du préfacier, elles la faisaient plus belle au poète, à la poésie de ce poète dont il est question dans le livre. Je ne pense pas, pour ma part, que l'introduction de Philippe Soupault à Lautréamont soit une introduction véritable à ce diable d'Isidore Ducasse dont l'abord n'est pas si facile. C'est un travers assez commun de notre critique poétique de préférer le brillant (le désinvolte) au sérieux (au studieux). Peut-être se moque-t-on ou s'est-on moqué un peu trop du pédagogue, de celui qui bien ou maladroitement introduit, mais qui ouvre cependant la porte et montre un chemin. La vaine parade laisse le passant à la porte.

*
* *

La critique poétique oscille donc entre le clin d'œil pour initiés et l'appareil critique pour spécialistes. De ce dernier mode un bon exemple nous est fourni par la thèse de Jacques Scherer, *l'Expression littéraire dans l'œuvre de Mallarmé*.

Bien sûr, cet ouvrage est d'une lecture assommante, si l'on veut. Il ne fait grâce de rien, d'aucun détail, d'aucune remarque, et ce qui paraît une vétille est analysé, mis en lumière à l'aide d'une compilation énorme, comme s'il s'agissait de l'affaire la plus importante du monde. Mais qui donc pourrait d'avance dire, touchant les choses de la poésie, et particulièrement touchant Mallarmé, à quoi il faut prendre garde et ce qu'il faut laisser de côté ? Les tendances de la syntaxe mallarméenne, est-ce une question de linguistique pure, ou bien n'est-ce pas plutôt par ce chemin, — qui exige patience et humilité, — que l'on accède le plus sûrement, — sans dire des bêtises qui sont vues de nez, — aux frissons les plus secrets du poète ? Malheureusement ces travaux d'érudition donnent finalement le spectacle d'une broussaille indémêlable pour avoir mis sur le même pied toutes les brindilles érigées en maîtresses branches. Il manque une grande perspective. Mais ces broussailles sont d'une richesse incomparable si on ne se laisse pas rebuter. Je n'en prendrai pour exemple que le chapitre consacré à la ponctuation mallarméenne, où sont minutieusement épinglés divers exemples, très curieux, de la manière d'écrire du poète. Je regrette, et c'est un reproche général au livre, que soient placées sur le même plan prose et poésie, puisque en fin de compte l'auteur est bien obligé de signaler constamment une différence, et celle-ci notamment : qu'il y a moins de ponctuation dans les vers que dans la prose. L'étude a son intérêt, puisque Mallarmé est en grande partie responsable du manque de ponctuation dans la poésie moderne. Elle fait d'autre part écho à la querelle soulevée par notre ami René Maublanc à ce sujet. Le paradoxe est le suivant : Mallarmé, qui truffe sa prose d'une exorbitante ponctuation, est conduit par la logique de son vers et la logique de la ponctuation elle-même, à supprimer de plus en plus celle-ci dans ses poèmes, à tel point qu'elle est absente dans la production de la fin de sa vie.

Je trouve également remarquable le chapitre III où l'auteur donne un sens concret à ce vers dont on a beaucoup abusé, celui qui s'adresse à Poe : Donner un sens plus pur aux mots de la tribu... Dans une telle étude, il y a beaucoup à prendre, et plus encore à digérer, en réintroduisant ce point de vue particulier dans la perspective générale de la poésie mallarméenne.

Si ce qui me frappe dans la compilation de Scherer, c'est son aspect concret, visible, dans le *Maldoror* de Arpad Mezei et Marcel Jean, étude psychanalytique de l'œuvre de Lautréamont, c'est son aspect systématique, qui peut-être à la fin en arrive à une apologie de la psychanalyse plutôt que des chants de Maldoror. Ceux-ci deviennent en quelque sorte une vérification expérimentale du bien fondé des principes freudiens admis au départ. Bien sûr, cela ne manque pas d'intérêt, il me paraît bon d'en retenir la lutte entre le rationnel et l'irrationnel qui est mise en lumière. Mais en vertu de la méthode d'investigation adoptée, les auteurs sont obligés de minimiser la part des *Poésies,* qui sont pourtant le dernier mot de Ducasse : les *Poésies* sortent des préoccupations des auteurs, ils y voient un monde totalement différent. Ce qui est actuellement intéressant à propos de Lautréamont, c'est au contraire la continuité et la fidélité des *chants* aux *poésies,* car là réside le point d'interrogation, le nœud de conscience difficile à élucider.

La critique systématique oscille entre le scrupule soumis et le mépris déformant.

CHRONIQUE ARTISTIQUE

RÉFLEXIONS D'UN VIEIL ARTISTE

A PROPOS D'EXPOSITIONS RÉCENTES

par Francis JOURDAIN

Je voudrais vous parler de la mitomanie.

Ne vous effrayez pas de cet involontaire alexandrin. Mitomanie... ? Non, ce n'est pas une coquille et ce n'est pas un lapsus. Certes la mitomanie a avec la mythomanie certaines similitudes auxquelles j'aimerais voir les psychiâtres s'intéresser et sur lesquelles l'ignorant que je suis risquera tout à l'heure une timide observation ; ce ne sera qu'après vous avoir fait agréer mon néologisme.

Je crois qu'il en vaut bien d'autres, la *mavie* étant un syndrome de délire vésanique qui, conséquent à l'anémie cérébrale, conduit parfois à la démence, et la *mite* étant ce lépidoptère dont l'obstination déjoue les efforts conjugués du thym, du serpolet, et du camphre, se rit de tes clous, ô girofle ! aussi bien que de tes dérisoires maléfices, ô paradichlorobenzène ! La mite fait le cauchemar des ménagères et la délectation de l'amateur d'art, dans la mesure du moins où elle est la compagne du chiffon, la reine du moisi, l'ennemie de l'air et de la lumière, dans la mesure où la mite a le pouvoir du mythe, dans la mesure où elle est le symbole non de la vieillesse, mais de la vieillerie, dans la mesure où elle appartient à la faune d'un passé mort et non du passé dont parle le poète, le passé qui existe, qui « sommeille sous le verre des siècles » et « n'attend qu'un signe pour réciter, par la voix de ses fantômes, la complainte des événements qui ne meurent pas, qui nous font ce que nous sommes, expliquent nos passions, nos goûts, notre bravoure et notre orgueil ».

Dire du mitomane qu'il est conservateur n'est pas exact. Il ne conserve du passé que ce qui est poussière stérile et cendre froide. En dépit de ce qu'il nous chante (sur un vieil air, bien sûr, et en s'accompagnant sur une guitare désaccordée par les ans), il n'aime ni ne respecte le passé. Il aime la mort, il respecte la mort. Il aime et respecte ce qui n'a d'autre vertu que de n'être plus. Et devant le cadavre pourrissant, il pleure. D'attendrissement, de regret. Et de honte de n'être lui-même qu'à demi-mort.

Charognard élégiaque et larmoyant, il préfère les détritus putréfiés au pain frais que fabrique et lui tend « le vierge, le vivace et le bel aujourd'hui ». Pour le mitomane, la laideur n'est plus la laideur, puisqu'elle est la laideur d'hier.

Mort et transfiguration ! Prestige et saveur de la laideur, dès son entrée en léthargie ou en décomposition ! Puisque défunte, la laideur d'hier ne peut être que « charmante ».

Charmante était donc l'exposition organisée sous les auspices du Cercle d'échanges artistiques internationaux au Musée des Arts décoratifs et baptisée, avec un cynisme qui confine à l'insolence, *les Ateliers du goût*.

*
* *

Les Ateliers du goût !... Si cette enseigne peut prétendre à l'éducation de nos jeunes rhétoriciens — leur donnant un parfait exemple de l'antiphrase —, la marchandise qu'elle couvre est impardonnable.

Même aux jours épouvantables de l'occupation, je crois avoir gardé assez de sang-froid pour éviter les écueils de ce chauvinisme qui se refuse à reconnaître *in petto* les erreurs ou les défaillances nationales. Je ne peux cependant ne pas être profondément choqué par la partialité avec laquelle est tentée la démonstration que la France fut toujours et reste privée de toute espèce de goût. Je suis choqué d'abord et surtout parce que cela n'est pas vrai. Il eût été facile de grouper quantité d'objets conçus ou fabriqués chez nous et dont le propre n'eût pas été d'être tout à la fois odieusement ridicules, hideux et de la plus effroyable niaiserie. Aussi, pour gagner la partie, les joueurs ont-ils triché ; ils ont pipé les dés. Des dés, comme bien vous pensez, frappés aux armes de Napoléon-le-Petit. Les conjurés n'ont réussi leur mauvais coup qu'en allant chercher ce que la pire époque a produit de plus exécrable.

A parler franc, j'ai tout lieu de supposer que le complot ainsi ourdi tendait moins à déshonorer notre pays qu'à nous maladroitement contraindre à avouer que cette hideur et cette niaiserie sont *charmantes*.

« N'avouez jamais ! »

Hélas ! le sage Avinain prêcha dans le désert. Le prosélytisme mitomaniaque agissant astucieusement, l'aveu a été obtenu de maints jobards subjugués ; le succès de cette exposition est affligeant et assez symptômatique pour que soient examinés d'un peu près les moyens grâce auxquels il fut remporté.

Le premier piège tendu à la naïve commisération des dupes éventuelles, était constitué par une effroyable panoplie de cordons de sonnettes. Enfant, j'ai agité bien des sonnettes, mais le destin pitoyable ne m'avait pas condamné à conserver le souvenir horrible des cordons qu'il fallait tirer, et je veux encore croire qu'il en était d'anonymes, de modestes. Le degré de prétentieuse laideur que peut atteindre la collection des Ateliers du goût dépasse les possibilités de l'imagination la plus pervertie. Je mets au défi un homme d'une constitution normale et d'une honnêteté moyenne d'oser dire le contraire. Oui, mais voilà : ces ignominies ne servent plus à rien ; elles appartiennent au bon vieux temps, au temps qui est bon puisqu'il est vieux et qui ne peut être que vieux, puisqu'il est bon. Alors, le sortilège agit, un phénomène se produit ou, si vous préférez, un miracle, celui de la transmutation : les cordons de sonnettes sont : 1° attendrissants, 2° adorables. Leur inutilité actuelle a aboli leur ridicule. En perdant toute efficacité, ils ont gagné un charme ensorceleur et insoupçonnable. Le tour est joué. Si le charme a opéré, si vous vous êtes laissé ficeler, si vous avez trébuché dans les cordons, vous êtes fait comme un rat. Ayant digéré les cordons, il n'y a plus de raison pour que vous n'avaliez pas les choux, poufs, glands et pompons, les dentelles, dentelés, dentelures, denticules et effilés, les franges, volants, fronces et festons, les galons, boutons, mousses, paillettes, nœuds, passementeries, brochés, matelassés, capitons, embrasses façonnés aux Ateliers du goût pour orner la tête, la gorge, le derrière, le fauteuil, le rideau et la cheminée de nos aïeules. Avec les chiffons imprudemment retirés des antiques boîtes à ordures, il vous faudra avaler les oiseaux empaillés, les chats empaillés, les chienchiens empaillés à leurs mémères empaillées, les plus agressives pommes d'escalier, les moins admissibles tapis, les plus mornes papiers peints, les plus désobligeantes négresses porteuses de plantes vertes, les plus inexpiables verres gravés, les moins avouables vaisselles et même — je le jure — des cariatides en fil de fer.

Rien de tout cela n'est franchement comique. Ça sent le triste hôpital et l'encens fétide, la prison et la souris, la crasse, l'urine, la tisane et la naphtaline. Ça pue l'ennui. C'est affreux, affreux, affreux.

On ne peut pas le dire. Il ne faut pas le dire. Ça ferait trop de peine aux mânes de madame Napoléon III née Montijo et aux amoureux de madame de Ségur née Rostopchine, vieille bête dont l'ombre rôde parmi ces fripes et dont chacun sait qu'elle est une des déesses les plus respectées de la mitologie.

Au milieu de l'exposition, un escalier a été édifié. Cet escalier est-il un escalier ? Non, c'est un faux escalier, c'est-à-dire un symbole. Il monte, monte, monte, puis se perd dans des nuages de carton. Il ne mène nulle part. Cet escalier est un mythe.

Il ne mène nulle part... Voire ! Il m'amène aux remarques modestes que tout à l'heure je me promettais de faire sur ce qui relie la mite au mythe, plus précisément le mitomane au mythomane. L'aversion que, par définition, celui-ci professe pour la réalité, vous en décèlerez aisément les traces dans le comportement de celui-là. L'un et l'autre ont la nostalgie des Ailleurs. Qu'ils cachent leur tête dans le giron de madame de Ségur née Rostopchine ou dans les bras de la Fable, qu'ils ressuscitent ou qu'ils inventent, qu'ils pleurnichent ou qu'ils feignent, qu'ils hantent les ruines ou construisent en Espagne leurs châteaux, qu'ils s'égarent dans les cimetières ou se perdent dans les dédales du rêve, l'important pour eux reste d'esquiver l'obstacle du vrai, de se dérober à l'emprise du présent. Bien loin partir... Fuir... Se fuir.

***

« L'art, c'est la réconciliation avec la vie », dit Gogol. Non, répondent mitophiles et mythophiles ; l'art, c'est la rupture avec la vie, c'est la fuite au fond des âges ou hors des âges, c'est le départ vers les n'importe où, hors du monde et hors de la raison.

« Ma pensée aime tout ce qui est contre la raison ». Ainsi s'exprime — et, tout récemment, par le truchement de Francis Picabia [1] — le surréalisme, empressé à restaurer et renforcer de son mieux la désuète (donc charmante) conception romantique de l'artiste insatiable bouffeur de nuées, dégustateur de l'irréel, toxicomane du mensonge.

Cette phobie de la raison et du rationalisme n'est pas le propre de l'artiste. Mille solides préjugés favorisent sa contagion et, en revêtant l'apparence de la subversion, le surréalisme a donné un séduisant air de jeunesse frondeuse au visage ridé du rococo, du *charmant* rococo.

Avec quelle adresse un fallacieux modernisme peut faciliter le retour de cette vieille idole bourgeoise, c'est ce dont, il y a peu, nous instruisit le groupe *Art et Industrie* en une présentation — bien entendu charmante — de « dîners d'Eté ». Le linge riche de charmes damassés, la charmante orfévrerie et la verrerie charmante dont, sous la charmille, étaient encombrées « avec magnificence » des tables charmeresses sont — assure-t-on — de fabrication récente. Rassurez-vous, il n'y paraissait guère. Le charme ne saurait être que périmé.

Tout se passait comme si la damnée industrie ne s'était pas substituée au charmant artisanat. Entendez par là que l'industrie est de nos jours expressément invitée à se montrer comme il faut et, dût-elle mentir effrontément, sommée de donner à ses produits le charme artisanal. D'ailleurs il n'en est point d'autre. Pour se faire agréer dans la bonne société, l'industrie conviée à la « magnificence » ne va pas courir le risque de la méningite ; docilement, quand elle veut être convenable elle se forme à pasticher le bon-vieux-temps. Tout se passe comme si, par politesse, par respect des usages et afin de ne pas rompre le charme, la damnée industrie automobile veillait à ce que ses voitures conservent le pittoresque charmant de la litière ou de la diligence, voire de la carriole ou du haquet. Tout se passe comme si la damnée électricité n'avait pas été inventée : faute de la torche de résine introuvable et de la feue chandelle tant regrettée, les tables dressées avec magnificence sont, non point éclairées, mais *ornées* de bougies.

---

1. Picabia ajoute : « Je ne veux pas être autre chose qu'un homme d'inexpérience. » (Préface au catalogue de sa dernière exposition.)

Car vous pensez bien que, depuis l'invention inepte de l'ampoule, la bougie est devenue charmante.

Une fois de plus, on pense au Magasin Pittoresque, à Almaïde d'Etremont, à Clara d'Ellébeuse. Hélas ! une fois de plus on pense bien davantage aux Petites Filles Modèles, on pense aux Malheurs de Sophie. Que dis-je !... On ne se contente pas de penser à Sophie, on réclame les bienfaits de sa légendaire turbulence ; on se prend à divaguer, on se convainc qu'après tout, la Providence et la Justice immanente pourraient bien n'être pas que leurres, qu'elles pourraient bien accompagner Sophie, guider sa maladresse, réduire en miettes cette attendrissante, coûteuse et répugnante camelote.

L'esthétique à laquelle ressortissent ces vaines et vaniteuses horreurs est littéralement prodigieuse, puisqu'elle s'apparente paradoxalement tout à la fois à celle dont se réclame, à Romorantin, le salon de votre grand'tante Eulalie et à celle qui faisait hier — du moins en partie — le charme de maisons plus hospitalières encore, mais derrière les volets clos desquelles les miroirs moins ternis reflétaient de moins édifiantes intimités.

A qui se ferait l'historiographe de cette renaissance d'un rococo très singulièrement redoutable, je recommanderais aussi de ne pas négliger ce qu'elle doit non seulement, bien entendu, au manège de chevaux de bois, mais encore aux objets dont, aux loteries foraines, le hasard enrichit maints veinards.

*
* *

D'aucuns conseilleraient aussi au chercheur des origines de ce goût qui nous est donné pour moderne, une exploration des bazars dont un cliché voudrait faire l'ultime refuge de la pire vulgarité. Je tiens, quant à moi, cette réputation pour injustifiée. Certes, je ne prétends pas que le bazar soit aussi indiscutablement l'école du bon goût que les Ateliers du goût sont celle du mauvais goût ; mais d'abord le bazar est perfectible, et l'ambition artistique n'étant pas chez lui déterminante, il pourrait connaître et nous prodiguer les bienfaits de l'anonymat. Tel qu'il est, le bazar témoigne d'un ordre dont les professionnels du Beau et les spécialistes du grand penser (nous l'allons montrer tout à l'heure) devraient bien, comme dit l'autre, prendre de la graine.

Les catégories d'Aristote, de Kant ou de Renouvier m'étant, je le confesse, moins familières que les rayons du bazar, je me garderai d'établir un parallèle entre celles-là et ceux-ci. Ils ne m'en semblent pas moins constitués selon une méthode dont, sinon la rigueur, du moins l'ingéniosité n'est pas à dédaigner. Si les points de vue d'où l'esprit peut considérer les choses ne figurent pas tous au bazar, il n'est cependant pas impossible au péripatéticien d'y trouver d'heureuses occasions de méditer sur les exigences imposées par son corps à son esprit et *vica versa*, partant sur les conditions de l'expérience et les lois premières de la connaissance.

Les catégories instituées au bazar peuvent fort utilement aider à démêler certaines notions que de prétendus artistes se plaisent à embrouiller ou, plus exactement, dans lesquelles ils s'embrouillent. Rien sans art, proclament-ils, et leur devise est recommandable ; mais elle ne les autorise pas à couvrir de tatouages tout ce qui leur tombe sous la main, car cela est simplement confondre l'art et la mascarade, et dénier au civilisé la possibilité de trouver une raisonnable satisfaction dans le spectacle d'une forme raisonnable, bien adaptée à sa fonction. Le civilisé n'a pas seulement d'autres besoins que le sauvage. Il a aussi d'autres facultés ; il est plus sensible à la beauté d'une proportion, à la signification d'une forme dépouillée, plus offensé par un décor qui ne séduit que ses yeux et n'aguiche que la bête qui est en lui.

On m'objectera que si le civilisé réclame qu'il soit fait état de son esprit, il ne renonce pas pour autant à la satisfaction de ses yeux. Evidemment. Mais à chacun

son métier. Celui de la râpe à fromage est de râper le fromage et elle le doit bien râper. Ne la laissez pas, sous prétexte que vous avez *aussi* faim de rêves et dût le râpage en souffrir, se mêler de ce qui ne la concerne pas et vous proposer des moyens d'évasion. Jamais la râpe à fromage ni la poêle à frire n'offensent votre regard que trop souvent un art inopportun met à cruelle épreuve. Pour apaiser votre très naturel, très respectable et louable appétit de rêve, plutôt que de travestir râpe à fromage et poêle à frire, passez à la catégorie voisine, au rayon voisin, et faites l'acquisition, par exemple, d'un kaléidoscope. Son métier est de vous distraire, de vous enchanter. Il vous distrait et vous enchante. Vous ne vous lasserez pas d'apprécier ses multiples artifices. Que cet objet inutile soit nécessaire, je n'en disconviens pas et j'aime fort qu'il ne se fasse passer ni pour un télescope ni pour un microscope. Préposé à la fantaisie, il remplit son office à merveille. Il est honnête. C'est bien.

*
* *

Ce qu'il y aurait à dire sur le préjudice causé, par de déplorables velléités artistiques, à l'objet usuel, on ne pourrait le dire sans être amené à rechercher si d'aventure, généralement pris pour cousins germains, le bon goût et le bon sens ne seraient pas plutôt frères jumeaux. Toujours est-il que l'un et l'autre sont assurément moins malmenés en certains bazars qu'en bien des manifestations d'art. L'objet n'est jamais déplaisant, qui accepte humblement de n'être que ce qu'il est. A dire le vrai, peut-être n'est-il tout à fait satisfaisant que lorsqu'il met une sorte d'orgueil à être pleinement ce qu'il est. Il y a l'orgueil d'être un objet comme il y a l'orgueil d'être un homme.

Ce sens de la dignité fait absolument défaut aux objets qui, honteux de servir, dissimulent, se camouflent, ou, renonçant ostensiblement à l'exercice de leur fonction, tiennent pour manières d'aristocrates, de s'encanailler en singeant l'utilité qu'ils méprisent.

Le plus fameux exemple de ce genre de manœuvres frauduleuses fut donné jadis par Bernard Palissy. Ses plats ne sont pas des plats. Ce sont des délicats, des oisifs déguisés en serviteurs, à la façon du désœuvré qui, pour danser, prend l'habit du débardeur. Si je n'ai pas qualité pour apprécier le talent d'émailleur de Palissy, si je ne me crois aucunement tenu d'admirer son art, si je déplore que sa légende et sa fâcheuse persévérance, en lui conférant un étonnant prestige, servent d'excuses à beaucoup d'absurdités, je ne peux cependant lui faire supporter la responsabilité de la fureur irrationaliste qui sévit de nos jours. Il n'est pas le seul coupable et, d'autre part, je reconnais volontiers que ses plus regrettables anguilles sont de purs chefs-d'œuvre, comparées aux horreurs qui font pleurer d'émotion le mitomane nostalgique.

Il paraît d'ailleurs que celui-ci a trouvé une autre référence. J'en suis instruit par un excellent article de George Besson :

> La préface au catalogue de cette exposition [du Musée des Arts décoratifs] est un texte de Paul Valéry, et cette préface a l'autorité d'un manifeste. Le poète y célèbre l'inutilité de l'objet, car « son inutilité le consacre, le sublime »... Autant dire que tout objet de fabrication française doit être soustrait à tout emploi non idéal. « Je ne sers à rien, et je vaux plus que tout ». Autant décréter l'avilissement de l'objet en le ravalant à la futilité du bibelot. Cette horreur du rationalisme, cette soumission de débiles à l'évasion, cette tendance à considérer le Français comme un mammifère dégénéré avide des déjections de ses ancêtres sont un signe des temps.

Comme à son habitude, mon compère parle d'or. Le danger qu'il signale est plus grave qu'il n'y pourrait paraître ; le culte de la mite prend des proportions inquiétantes et nous savons bien que les charmes de la mite n'enivrent que les faibles. Ce

fétichisme de la poussière en tant que telle et quel que soit ce qu'elle recouvre est un signe certain de déficience, d'une déficience que vient encore aggraver le goût de l'absurde. Le civilisé déchoit, qui n'est plus sensible à

> cette sorte de volupté engendrée par la conformité presque miraculeuse d'un objet avec la fonction qu'il doit remplir. Il arrive que le sentiment d'une parenté entre le beau et le nécessaire et que la facilité ou la simplicité finale du résultat comparée à la complication du problème nous inspirent je ne sais quel enthousiasme.

Qui donc se permet de démentir aussi effrontément le grand Valéry... ? Un certain Paul Valéry.

Mais alors... ? Eh bien, il faut en prendre votre parti : sur ce tapis comme sur d'autres, le poète Valéry a joué le double jeu — ou bien le seul jeu qu'il connaissait, le jeu du jongleur. De la jonglerie des mots, cet artiste-numéro s'est délassé en jonglant avec des idées ; et, comme parlent ses confrères les prestidigitateurs, « l'expérience a parfaitement réussi », puisque, divisés sur tant de questions, les Français sont à peu près unanimes à voir en l'auteur du *Cimetière marin* un de nos meilleurs maîtres à penser. Sans doute est-il plutôt un de nos meilleurs fabricants de « pensées détachées », ce qui est un peu différent.

Les pièces détachées d'une machine n'ont de valeur qu'en fonction des autres, ou du tout dont elles sont une partie. Il n'en va pas de même des pensées détachées dont, comme leur nom l'indique d'ailleurs, le propre est d'échapper à cette subordination, à l'insupportable inter-dépendance qui est la condition et la conséquence du discours cohérent.

Je me souviens qu'au lendemain du jour mémorable où la dépouille mortelle de Valéry fut exposée sur les hauteurs de Chaillot, les journaux furent d'accord pour vanter l'éloquence dépensée devant le « cénotaphe ». Le cénotaphe étant, par définition, un tombeau vide, c'était se hâter de rendre au néant le mort immortel. Cruelle sévérité ! L'état qu'aujourd'hui nous faisons de sa pensée — pardon ! de ses pensées — prouve assez l'injustice de cette perfide allusion. Aimons la générosité de Valéry qui, dans son héritage, nous laisse choisir une des idées qu'il se faisait du luxe. Elles sont assez contradictoires pour que, la subtilité de ce grand dilettante nous faisant défaut, notre embarras soit extrême. Le luxe est-il dans la jouissance de l'inutile, dans le sentiment valérien de la beauté de l'inutilité ou dans la joie que donnait au maître la saine et rigoureuse expression d'une nécessité, la persuasive éloquence d'une logique évidente ?

***

La notion de luxe n'est pas une notion claire. Il faut dire qu'en transformant les mœurs, le progrès mécanique a donné aux manifestations du luxe un visage nouveau, alors que notre notion du luxe *in abstracto* s'est fort peu modifiée. Ainsi arrive-t-il, même en ces temps où toutes les anticipations semblent permises à notre imagination, non seulement que le fait soit très en avance sur l'idée que nous nous en faisions, mais encore que la réaction des bénéficiaires du progrès soit infiniment plus lente que le génie inventif auquel est due la suite ininterrompue des conquêtes.

Nous nous rendons mal compte de l'évolution des exigences humaines, plus mal encore de la rapidité de cette évolution. N'est-ce pas presque à notre insu que la notion du confort se substitue, dans le concept du luxe, à la notion du faste ? Est-ce que le sentiment utilitaire du civilisé conscient de ses besoins n'aurait pas pris le pas sur l'ostentation du barbare qui, soucieux surtout de subjuguer, a recours à des démonstrations grossièrement spectaculaires et, pourrait-on dire, bruyantes ? Souvent ce bruit n'était jadis qu'assourdissant tapage. Souvent aussi, cet éclat fut d'une splendeur dont

la disparition semble justifier les regrets et lamentations de certains ; mais nos pleureurs oublient ce que cette splendeur avait de circonstanciel et ils oublient que ce qui l'a subtilement remplacé leur est plus cher qu'ils ne disent et ne croient. Allez donc, en effet, leur proposer le retour aux formes du luxe dont ils déplorent trop légèrement la disparition ! Allez leur demander de monter dans une voiture dont les panneaux seraient peints par leurs maîtres préférés ! Ils vous demanderont si vous les prenez pour quelque roi des caoutchoucs ; ils savent que le luxe de la voiture n'est pas dans l'art — si raffiné qu'il soit — avec lequel elle est décorée. Pour ce qui est des moyens de locomotion, la question est réglée ; nous savons tous où est le luxe : vitesse, confort. Pourquoi le savons-nous si mal lorsque, descendus de wagon ou d'auto, nous rentrons chez nous — c'est-à-dire chez Henri II, Louis XV ou Louis-Philippe ?

Qu'est-ce que le luxe ? vous demandez-vous en montant votre escalier. Et, naturellement, la réponse diffère selon le nombre des étages que vous avez à gravir. Si vous habitez le sixième, et pour peu que vous ayez le cœur faible, vous vous refusez à considérer l'ascenseur comme un luxe. C'est une nécessité. Mais voici que vous croisez le locataire du second, un cuistre, un redoutable ergoteur qui vous expliquera que, la plupart des maisons étant aujourd'hui munies d'un ascenseur, la question se pose autrement : le luxe ne serait-il pas de rentrer chez soi par un de ces magnifiques escaliers larges comme une route nationale ? On en trouve encore dans quelques immeubles du vieux Paris, inconfortables et fastueux. Ça, c'est de l'escalier monumental ! Ça, c'est luxueux ! Et, de grâce, n'allez pas parler de votre myocardite à notre ergoteur !... Son rôle est d'ergoter et non d'ausculter.

Au demeurant, vous êtes fixé : le luxe est un privilège, il perd sa spécificité dès qu'il cesse d'être un privilège. C'est ce dont vous convaincront aisément quelques minutes de méditation devant les vitrines de votre salon ou les rayons de votre cuisine. La possession d'un objet à tous égards aimable, mais dont l'emploi est largement vulgarisé, n'est pas un luxe. La possession d'un objet incommode et laid mais rare (et de préférence coûteux) est un luxe.

Est-il donc impossible qu'il en soit différemment ? Non. Le spectacle de la laideur est moins inéluctable que ne nous incitent à le croire de nuisibles mitomanes et de veules fatalistes. Je connais une dame qui reconnaît et déplore la hideur de sa garniture de cheminée : « Je n'allume jamais ces candélabres ; ils ne sont guère plus affreux que ma pendule dont le mécanisme est cassé depuis longtemps, mais je ne suis pas riche... Par quoi diable voulez-vous que je remplace ces horreurs ? » Mais par rien, chère madame, par rien ! « Rien fait toujours bien », disait un sage. Ceux-là mêmes qui ne partagent pas ce sentiment, m'accorderont que l'absence de la beauté est préférable à la présence de la laideur. Il est un luxe que le pauvre peut toujours s'offrir ; il consiste à supprimer tout objet d'une laideur certaine et d'une utilité nulle. Mesure purement négative mais sensée qui, si elle était plus souvent appliquée, aiderait à modifier notre vieille conception du luxe et à créer une ligne de démarcation entre l'aristocratie de l'argent et l'aristocratie du goût. Tout mitomane peut faire de son intérieur un bric à brac, voire un musée, mais l'homme sensible est seul à savoir que la beauté n'est pas nécessairement rétrospective ; et aussi qu'elle n'est pas tout entière dans l'apparence (il y a de la beauté dans le fait d'avoir une baignoire, même si celle-ci n'est pas une baignoire d'art).

Le luxe du civilisé consiste — ou consistera — à s'entourer de formes adaptées sans ostentation à ses besoins matériels et dont la pureté contente — ou contentera — ses besoins spirituels. Sa raison ne peut trouver de satisfaction dans le désordre, ni longtemps tolérer l'incohérence. La vue d'une vulgaire bouteille ne ravit pas, mais elle ne choque pas la raison ; celle d'un plat de Bernard Palissy la scandalise. Tel meuble dessiné en 1900 par Gallé est une erreur ou mieux une folie, car l'artiste qui compose un buffet pour interpréter un vers de Baudelaire ou suggérer un paysage fait

de la confusion mentale. Les meubles ne doivent pas être des visiteurs encombrants et bavards, mais des serviteurs circonspects, veillant à ne nous gêner ni par leur accoutrement désuet ou excentrique, ni par une prolixité importune. Une invitation au repos est le meilleur propos à attendre du fauteuil. L'homme moderne attend une demeure où seront réalisés à la fois le confort, de la façon la plus pratique, et le luxe, de la façon la plus discrète.

*
* *

N'y a-t-il pas témérité de ma part à supposer que les hommes du XX^e^ siècle « attendent » une demeure conforme à la civilisation dont les meilleurs d'entre eux s'efforcent d'être dignes ? Le vent est à l'absurde et il est du dernier ridicule d'en paraître offensé ; ça fait terriblement primaire. Ça fait Homais et Joseph Prudhomme. Il est plus élégant de penser que l'absurde n'est jamais trop absurde. Il ne l'est jamais assez et doit l'être suffisamment pour se suffire à lui-même. Puisqu'il est le témoignage du génie, il est la suprême excuse.

Le succès d'un Salvator Dali, par exemple, n'est-il pas typique ? Les snobs américains ne le couvrent d'or que parce qu'il fut couvert de gloire par les critiques les plus avertis et les esthètes les plus invertis. Au fond, personne ne conteste que son habileté de peintre soit misérable, égale à celle dont se targuaient les plus lamentables « Mentions Honorables » des Salons de 1889 ; chacun convient que la pornographie de ses écrits est collégienne. D'autre part, on le sait capable de toutes les goujateries, des pires vilenies. Si ce triste sire a pu impunément trahir ses amis et son pays, c'est que ses livres (!) et ses tableaux (?) sont absurdes, je ne dis pas seulement mauvais et ineptes, mais absurdes, essentiellement, résolument absurdes au plus vrai sens du mot, délibérément éloignés de tout ce que pourrait plus ou moins justifier un quelconque système cohérent, ne fût-il qu'embryonnaire. Alors, tout est pardonné et tout est permis à ce sot. Simplement en raison des décrets en vigueur et parce que l'absurdité est reconnue d'utilité publique.

Il y avait chaque printemps, au temps de mon enfance, une exposition des *Arts incohérents*. Sculptés dans un malodoriférant fromage, deux pieds y étaient présentés sur un coussin de peluche écarlate, faisant ainsi — si l'on peut ainsi parler — figure de précurseurs. Assurément, on a fait plus drôle depuis, mais avec beaucoup plus de sérieux et de prétention. Car, quelque invraisemblable que cela paraisse de nos jours, les « pieds en marbre de Gruyère » n'étaient qu'innocente cocasserie et s'il était permis de ne pas rire, il n'était pas interdit de sourire. Incroyable, mais vrai. Nous ne jouissons plus de semblables licences. Retirée des mains irrespectueuses des plaisantins — et de leurs pieds — l'incohérence est devenue dogmatique, grave et solennelle. Elle est à la base d'une esthétique dont aucun musée de l'ancien et du nouveau monde n'oserait s'abstenir de présenter les échantillons les plus caractéristiques, c'est-à-dire les plus absurdes.

De même que la mitologie est une religion, l'incohérence est une doctrine. L'absurde est un conformisme. Je ne suis pas du tout sûr qu'il soit encore permis de dire que, plus que tout autre, le conformisme de l'absurde est parfaitement absurde. Je soupçonne cette vérité d'être au nombre de celles qui ne peuvent guère circuler que sous le manteau. En quelque sorte une vérité de marché noir.

CHRONIQUE MUSICALE

A PROPOS DE CAMILLE SAINT-SAËNS

par René MAUBLANC

Il y a un « cas Saint-Saëns » dans l'histoire de la musique. D'une part Saint-Saëns est un des compositeurs dont l'œuvre fut la plus considérable et comporte le plus fort déchet [1] ; en quoi il peut se comparer à Brahms, Liszt ou même Schubert. Mais d'autre part il a ce destin singulier d'être aujourd'hui jugé de façon contradictoire par trois groupes différents : d'abord un très large public, un public populaire, connaît et apprécie, grâce au théâtre, aux musiques militaires et à la radio, quelques-unes de ses œuvres, *Samson et Dalila,* la *Danse macabre,* le prélude du *Déluge,* le *Cygne,* la marche militaire de la *Suite algérienne,* mais ignore absolument tout le reste ; ensuite le cercle restreint des mélomanes (qui comprend à la fois ceux qui ont une véritable éducation musicale et le public des snobs) tient Saint-Saëns en piètre estime et ne fait guère d'exception que pour la Symphonie avec orgue, un ou deux concertos, quelques pièces de musique de chambre et le charmant *Carnaval des Animaux ;* enfin les musiciens professionnels, compositeurs et exécutants, gardent la plus grande admiration pour le métier incomparable de Saint-Saëns et ne cessent d'étudier ses œuvres comme de profitables leçons d'habileté technique.

C'est, je pense, en partant de ces constatations de fait et pour les expliquer qu'il faudrait étudier Saint-Saëns. Ce n'est pas du tout ce qu'a fait M. Jean Chantavoine, dans le livre dithyrambique qu'il vient de lui consacrer [2]. M. Chantavoine n'a d'autre but que de déifier son compositeur de prédilection, en rabaissant et salissant tous les autres musiciens français, ses prédécesseurs, ses contemporains ou ses cadets, et même quelques musiciens étrangers par la même occasion. C'est ainsi qu'il nous affirme dès le début (P. 20) qu'une mélodie de Saint-Saëns « domine » celles de Gounod, de Franck et de Duparc, et même, si je comprends bien, celles de Schubert. Saint-Saëns est d'autre part le seul musicien qui ait su tirer parti de la leçon de Wagner (P. 56). Un peu plus loin les variations d'une de ses symphonies dépassent celles de Bach et de Beethoven (P. 62). Puis Saint-Saëns nous est présenté, en face de Berlioz, de Liszt, de Schubert, Schumann et Brahms, comme « l'héritier le plus authentique » de Beethoven (P. 64). Partout il est opposé, comme infiniment supérieur, d'une part à César Franck et à son école, dénoncée comme une « coterie » sans importance et sans valeur (P. 30, 97, 105), d'autre part à

1. Saint-Saëns a écrit par exemple près de vingt œuvres dramatiques, opéras, drames lyriques, opéras-comiques, musique de scène ; un seul, *Samson et Dalila,* est encore jouable (même *Henri VI* ne semble plus pouvoir tenir l'affiche). A noter aussi que, bien qu'il fût un excellent pianiste, rien ne subsiste de ses œuvres pour piano (excepté ses concertos). On pourrait faire des remarques analogues pour sa musique religieuse.

2. Jean Chantavoine : *Camille Saint-Saëns.* Collection Tryptique. Paris, 1947, Richard Masse éd.

cette autre « coterie », celle de Debussy et de Ravel, contre lesquels M. Chantavoine s'escrime avec une hargne particulière (P. 64, 73, 97, 106). Et cela nous vaut des jugements péremptoires aussi burlesques que celui-ci, à propos de la cantilène de Colombe, dans une *Proserpine* oubliée :

Vingt ans plus tard, Mélisande, à son tour, soupirera une cantilène sans accompagnement pour célébrer la longueur de sa chevelure : que l'on compare, sans prévention, les deux pages et l'on verra où se trouvent la véritable grâce, l'ingénuité sincère et le style (p. 60).

L'on aboutit ainsi à cette conclusion :

Saint-Saëns est le plus grand musicien que la France ait eu, avec Berlioz auquel il ressemble si peu. Il en est de même le plus complet... A ce titre, il est le seul que nous puissions, non pas opposer aux grands classiques allemands, mais compter comme leur digne et véritable émule. Rameau est, auprès de lui, raisonneur et guindé ; Berlioz, avec les élans inégalés de son génie, souvent malhabile ; Gounod et Massenet se cantonnent à peu près dans la musique du théâtre ; la vertu laborieuse de César Franck ou, à l'opposé, l' « esthétisme » de Debussy n'atteignent pas davantage à l'ampleur de son art [1]. Cette universalité musicale de Saint-Saëns est donc le premier caractère qui distingue son œuvre. (P. 109-110).

C'est que pour M. Chantavoine il y a deux catégories d'artistes : ceux qui sont un moment à la mode et qui, selon lui, doivent disparaître avec elle ; ceux qui sont au-dessus de toute mode et dont l'œuvre est « historique du jour même où elle se créait » (P. 115).

Ennemi de la mode, [Saint-Saëns] ...ne l'a jamais provoquée en groupant autour de lui un cénacle de thuriféraires plus ou moins désintéressés ; il ne l'a non plus jamais suivie. Grâce à quoi il est toujours demeuré en marge et comme à l'écart de l'actualité qui fait pour un temps les réputations. Mais, n'ayant rien dû à la mode, il n'aura pas à lui payer ces lourdes dettes qui absorbent presque tout l'actif de tant d'autres. Cette mode, il l'a devancée dans sa jeunesse ; il l'a dédaignée dans sa maturité ; il l'a détestée, parfois avec une pointe d'agacement ou d'emportement, dans sa vieillesse. C'est l'histoire, dont il faisait déjà partie, qui l'élevait bien au-dessus (P. 115 ; cf. notamment p. 42 et 46).

Cette idée me semble extrêmement superficielle et tout à fait fausse. J'ai déjà eu l'occasion d'expliquer ailleurs [2] que la mode n'est pas un phénomène artificiel et arbitraire, comme le croit M. Chantavoine, mais exprime une loi fondamentale de la vie artistique, un rythme essentiel du développement esthétique, et qu'avant de prendre leur place définitive dans l'histoire de l'art, tous les grands créateurs, tous les artistes originaux ont dû passer par des étapes successives, depuis les premières luttes contre le goût régnant et un moment de large triomphe, jusqu'à un vieillissement provisoire, une période où ils sont considérés comme « démodés » ou « rococos » et mis définitivement hors de cause par les gens à courte vue. C'est arrivé non seulement à Wagner ou à Hugo, mais à Ronsard, à Racine et à Corneille, et même à Eschyle, Sophocle et Euripide. Les artistes qui échappent à la mode, ceux qui n'ont jamais été à la mode et par suite ne se démodent pas, ce sont ceux qui n'avaient rien de nouveau à dire et qui n'ont fait que suivre des chemins ouverts par d'autres. Ils ne sont pour autant ni méprisables ni même négligeables ; mais le fait d'échapper au rythme de la mode, bien loin de prouver qu'ils ont, dès l'apparition de leurs œuvres, une importance historique, laisse prévoir au contraire qu'ils resteront dans l'histoire des personnages de second plan. C'est bien, je pense, le

1. M. Chantavoine ne cite ici ni Bizet, ni Dukas, ni Fauré.
2. « Notes sur l'art et la mode », *Arts de France*, nos 13-14 et 15-16.

destin de Saint-Saëns, comme celui d'un musicien avec lequel M. Chantavoine a raison de le comparer : Franz Liszt (P. 29, 39, 61 et 100). Ils ont tous deux le caractère commun que leur musique est admirablement écrite pour les instruments et qu'elle est beaucoup plus agréable et flatteuse pour l'exécutant qu'expressive et émouvante pour l'auditeur [1].

Mais il est un autre homme à qui M. Chantavoine ne cesse de comparer son héros : c'est Voltaire (cf. notamment p. 98, 104, 112, 113). Ici je ne comprends plus ; car si l'on excepte une certaine perfection formelle et une semblable facilité à aborder tous les genres, je ne vois vraiment aucune ressemblance ni dans leur caractère ni dans leur œuvre ni dans leur destin. Car il est absurde de considérer Voltaire comme un de ces artistes étrangers à la mode qui prendraient d'emblée leur place dans l'histoire (il suffit de penser au romantisme et aux imprécations dont il chargeait Voltaire) ; d'autre part, et quelles que soient les réserves ou les nuances qu'on puisse apporter à ses jugements sur la vie et l'œuvre de Voltaire, il reste que celui-ci fut à la fois suprêmement intelligent et, en maintes circonstances, courageux et généreux. Ce n'était pas le cas de Saint-Saëns.

Dans le chapitre qu'il consacre à « l'homme et l'esprit », M. Chantavoine est bien forcé de lâcher du lest. Il ne peut cacher ni combien les prétentions littéraires de Saint-Saëns étaient abusives et combien en particulier ses vers sont mauvais (P. 78, 90) ; il ne peut passer sous silence son incroyable vanité (P. 41, 73), ni sa sécheresse de cœur (P. 75), ni les ridicules qui le rendaient si antipathique (P. 76). Il doit même condamner en une note brève (P. 91) les écrits odieux (*Germanophilie*) par lesquels, pendant la guerre de 1914-1918, Saint-Saëns accabla d'injures Wagner et la musique wagnérienne, auxquels il devait tant.

Mais M. Chantavoine attribue ces défauts à une prétendue indépendance de caractère et de doctrine sur laquelle il revient constamment (cf. notamment p. 12, 14, 16, 42, 91, 92 ; ce qui ne l'empêche pas de parler ailleurs, p. 57, d'un « maître aussi conformiste à certains égards que Saint-Saëns »). Il faudrait s'entendre : avoir un sale caractère, est-ce bien avoir du caractère ? Dénigrer toute nouveauté, barrer la route à tous les jeunes, se montrer envieux et jaloux, est-ce avoir de l'indépendance de doctrine ? Et attendre que la guerre éclate entre la France et l'Allemagne pour insulter Wagner et la « germanophilie » devant lesquels on s'aplatissait auparavant, est-ce vraiment de la grandeur d'âme ?

Je me souviens d'avoir en 1921 assisté à Alger à un concert où Saint-Saëns jouait du piano, quelques mois avant sa mort, d'une façon encore remarquable pour un homme de 86 ans. Mais on lui avait joué le mauvais tour d'inscrire au programme une œuvre de Ravel, et je me souviendrai toujours de la mimique ridicule du vieux maître, grimaçant, haussant les épaules, et semblant prendre pour une injure personnelle les applaudissements qui saluaient l'œuvre d'un jeune maître encore très discuté : ce n'était pas d'une belle âme.

En quelques passages de son livre, M. Chantavoine donne peut-être la clé de ce « cas Saint-Saëns » que j'évoquais au début. Dès la première page, il évoque la « petite bourgeoisie » parisienne « où le jeune Camille voit le jour » (P. 7) et revient plus loin (P. 17) sur « une adolescence et une jeunesse tant soit peu étiolées par une trop rapide maturité, dans un milieu familial légèrement timoré et vieillot ». Saint-Saëns resta tou-

1. C'est bien pourquoi les violonistes continuent à mettre à leurs programmes la *Havanaise* ou *Introduction et Rondo capriccioso*.

jours le petit bourgeois étriqué et lâche, incapable de rien comprendre à la générosité populaire, qui se réfugiait en Angleterre pendant la Commune (P. 30). Ailleurs, M. Chantavoine dit de lui :

> Il ne s'interroge pas sur la nature même de cet art, qui se ramène presque, pour lui, à l'exercice du métier, du métier possédé à fond et pratiqué avec une entière sûreté. (P. 92).

C'est bien cela : énormément de métier, mais point d'art. Une technique sans défaut, mais qui ne nous met pas en communication avec cet être sensible et émouvant qu'est le véritable artiste. Il est juste d'ajouter d'ailleurs, avec M. Chantavoine, que ce métier était spontané chez Saint-Saëns et ne sent point l'école, que « rien n'est chez lui scolaire, pédant ou contraint » (P. 114).

Mais on commence à comprendre pourquoi Saint-Saëns, qui possédait des dons incomparables et qui, comme il l'a dit lui-même, produisait de la musique « comme un pommier produit des pommes », n'a pas été, quoi qu'en dise M. Chantavoine, un très grand compositeur : parce qu'il avait l'esprit mesquin et un caractère sans noblesse.

CHRONIQUE CINÉMATOGRAPHIQUE

BILAN 1947-1948

par Pol GAILLARD

Je ne crois pas que les cinéastes soient de grands enfants, comme certains aiment à le dire, — mais, en tout cas, ils comptent, comme les écoliers, par années scolaires. Et ce n'est jamais en décembre qu'il faut dresser le bilan de la production cinématographique, c'est en juin-juillet, à l'approche des distributions de prix, à l'approche des festivals [1]. Puisque nous sommes précisément à l'époque favorable, ne manquons pas à la tradition, fouillons ensemble dans nos souvenirs (et mes papiers !), cherchons quelle a été, pour le cinéma, vue de Paris [2], cette année 1947-48. Je crois que nous serons finalement tous d'accord sur ses caractéristiques.

I. — L'INVASION AMERICAINE

La première de ces caractéristiques, si évidente que même les dirigeants socialistes ne peuvent plus la nier, c'est l'invasion de nos écrans par les films américains. Deux chiffres seulement, qui se passent de commentaires : durant le premier semestre 47, alors que les producteurs français offrent 40 films, les producteurs d'Hollywood en introduisaient chez nous, à bas prix, 336 ! Or, les 9/10 de ces films, c'est une autre vérité d'évidence, ne valent absolument rien : ce sont des films de gangsters, des films de pin-up, des drames stupides ou des comédies bêtes qui ne peuvent avoir d'autre résultat que d'avilir leurs spectateurs. Même s'ils ne ruinaient pas, malheureusement, notre production nationale, un gouvernement réellement indépendant, réellement soucieux du bien public se devrait, par hygiène [1], d'interdire la projection de la plupart d'entre eux, exactement comme il devrait le faire pour certains illustrés d'enfants et magazines pornographiques. On sait qu'au contraire il leur ouvre toutes grandes les portes.

Tous les grands sujets sont tabous.

Comment s'explique cette nullité effarante et dangereuse des produits d'Hollywood ? Je vous ai donné dans mon dernier article l'explication des metteurs en scène Frank Capra et William Wyler ; voici aujourd'hui celle de René Clair, qui a tourné plusieurs films là-bas :

---

1. Bien que la Pensée soit sans aucun doute la revue française qui puisse s'enorgueillir de l'audience la plus véritablement internationale (elle est lue et méditée dans tous les pays, aussi bien aux Etats-Unis qu'en U.R.S.S., au Portugal qu'au Mexique ou en Chine), nous constatons avec regret qu'elle ne reçoit aucune invitation, pour les festivals « internationaux » de Locarno, de Venise, de Prague, de Cannes ! Ces festivals ne seraient-ils donc que des manifestations publicitaires ? (N.D.L.R.)

2. Le spectateur ne peut voir que ce qu'on lui offre. Cet article vise évidemment à établir, non point du tout le bilan de l'activité des studios français et étrangers en 1947-48, mais celui des films français et étrangers qui ont été projetés effectivement dans les salles françaises en 1947-48. Ce n'est pas la même chose.

1. Le nombre des adolescents condamnés pour « faits de cinéma » (il y a une rubrique spéciale) augmente chaque semaine. Je tiens à signaler à ce propos, en sens inverse, l'action très efficace du Comité français du Cinéma pour la jeunesse présidé par Henri Wallon (14, rue de Babylone, Paris).

Le Front Office, écrit-il, (c'est-à-dire l'administration, les représentants des actionnaires et des quelques banques qui contrôlent l'industrie cinématographique) sait imposer ses vues autoritaires et sans appel à ceux dont le métier est de faire des films. Il n'y a plus à Hollywood de production indépendante. Les producteurs de films ne peuvent échapper au contrôle qu'exercent sur eux les banques qui financent leur production... Une banque, un conseil d'administration, des comptables ne sont pas censés avoir des idées artistiques. Hollywood dirigée par des fonctionnaires privés a tendance à répéter des formules connues, à se fier à des vedettes éprouvées, à faire en somme des placements de père de famille, de père de deux cents familles [1].

C'est pourquoi il est permis de sourire lorsqu'on lit cette question naïve sous la plume de l'Américain Gilbert Seldes, dans la revue américaine *Transatlantic* :

Pourquoi le cinéma américain est-il si discret en ce qui concerne l'édifice économique ?

G. Seldes répond :

Parce que nous sommes une nation d'illettrés quant aux questions économiques.

Sans doute ; mais ne voyez-vous pas, M. Seldes, que MM. Rockefeller et Morgan entretiennent précisément avec le plus grand soin cet analphabétisme qui leur permet de vaquer en toute liberté à leurs petites affaires (car ils ne sont pas illettrés, eux) ? L'ignorance des exploités est toujours la meilleure arme des exploiteurs.

G. Seldes, qui finira pourtant son article en dithyrambe (le « happy end » des films américains) continue avec la même candeur :

Les questions politiques sont également oubliées au cinéma...

Outre l'économique et le politique, le cinéma a, vis-à-vis des relations entre sexes, un curieux comportement que je ne recommanderais pas aux jeunes Européens qui arrivent en Amérique, avec un espoir d'amour ou de mariage, ou avec les deux (sic, quel style). Le cinéma a fait en la matière diverses expériences et, malgré l'influence de l'atmosphère sociale ambiante, (?) jamais n'a donné une peinture fidèle de la simple vérité.

L'influence puritaine aux Etats-Unis n'est pas chose uniforme et sa dégénérescence en bigoterie est, malheureusement, manifeste. Le vrai Puritain d'Amérique n'était certainement pas aussi stupide et coercitif que son descendant actuel...

Il est parfaitement clair qu'un instrument d'expression pour lequel les questions économiques n'existent pas, et qui se montre timide et désinvolte au sujet des relations entre les sexes, ne peut présenter une sérieuse et fidèle image de la vie.

Dans le royaume des aveugles...

En tout cas, c'est un fait, les moins quelconques parmi les innombrables films américains qui nous ont été présentés cette année [1] ne valent pas cher.

Considéré à New-York, paraît-il, comme un chef-d'œuvre, *Leave her to heaven* (traduction : *Péché mortel* !) de John Stahl n'a d'autre mérite, si c'en est un, que d'aborder un sujet « audacieux » : l'égoïsme morbide d'une très belle jeune femme qui va de crime en crime par passion pour son mari, pour que celui-ci s'occupe d'elle exclusivement... Elle laisse se noyer sous ses yeux son beau-frère, elle se fait avorter, elle se suicide en s'arrangeant pour que sa propre sœur soit accusée de sa mort. Mais le récit de ces horreurs n'émeut point, le scénario est ennuyeux, le dialogue artificiel et l'horrible technicolor est employé ici tout à fait à contre sens. Vous voyez ce qu'il reste !

Boomerang, lui aussi, nous arriva précédé d'une réputation extraordinaire. En fait, ce n'est qu'une histoire policière authentique assez bien racontée par Elia Kazan, intéressante surtout par ce qu'elle nous apprend, bien involontairement, sur les mœurs politiques et judiciaires des Etats-Unis :

On nous présente comme un trait d'héroïsme digne de l'antique, le fait qu'un procureur aban-

1. En fait, comme le souligne Georges Sadoul, ce ne sont pas deux cents familles qui commandent à Hollywood, mais deux seulement en pratique : les familles d'intérêts Rockefeller et Morgan.

1. Je ne les ai pas tous vus, bien sûr ; il se peut que j'aie laissé passer quelque grande œuvre, mais je ne crois pas...

donne l'accusation contre un inculpé dont il découvre l'innocence, (malgré les politiciens combinards qui lui crient : « Il faut que nous soyons élus et il nous faut une condamnation ». De même d'extraordinaires tractations devant un tribunal forment la scène la plus surprenante du *Facteur sonne toujours deux fois* ; l'attorney général qui est le héros de *L'Emprise du crime* est, je vous prie de le croire, un drôle de monsieur ; enfin, dans *Johnny Apollo*, la première pensée du banquier qu'on va arrêter est d'essayer d'acheter les magistrats...

Je ne tire naturellement de ces coïncidences aucune conclusion,

écrit Georges Charensol dans l'article des *Nouvelles Littéraires* auquel j'emprunte ces phrases, mais

on avouera que si le cinéma est bien [et souvent malgré lui] le fidèle miroir des mœurs de son pays d'origine, les témoignages que nous donnent ces quelques films sont pour le moins singuliers...

Bien qu'on regrette de le voir contraint à tourner des histoires aussi puériles, *Swamp Water* (qu'on a trouvé le moyen de traduire stupidement par cette cacophonie l'*Etang tragique*) n'est pas indigne de Jean Renoir ; il y a quelques images poignantes et splendides des marais de Géorgie. Au contraire, le *Journal d'une femme de chambre*, d'après Mirabeau (!), fera fuir tous les spectateurs de chez nous. Deux ou trois recherches techniques ne peuvent pas faire pardonner la pseudo-reconstitution aussi pitoyable d'une petite ville française ! Comment l'auteur de *la Marseillaise*, *la Bête Humaine* et *la Règle du Jeu* a-t-il pu signer pareille horreur ?...

Fritz Lang, lui aussi, ne tourne plus que des western, des films d'espionnage absurdes (*Espions sur la Tamise*) ou des « remake » lamentables (*La Rue rouge* pâle resuée de *La Chienne*)... Très inégaux, avec des trouvailles charmantes mais aussi des fautes de goût énormes, *Dumbo* et *Bambi* ne sont que les produits industriels de l'usine Walt Disney... Il n'est pas jusqu'aux deux films d'Orson Welles, *The Stranger* (Le criminel !!) et *La Dame de Shanghaï*, qui ne soient au fond des échecs en dépit de leur virtuosité technique, car la satire profonde, féroce, de la société américaine est obligée de s'y cacher tant bien que mal sous des scénarios ridicules.

Non, j'ai beau chercher, je ne trouve cette année que quatre œuvres américaines dignes d'être vues par les lecteurs de *La Pensée* : *Les Voyages de Sullivan*, *Feux Croisés*, *Les Raisins de la Colère* et *Monsieur Verdoux*.

Fonction du cinéma capitaliste.

Les Voyages de Sullivan, de Preston Sturges (« le René Clair américain ») ne seraient qu'une petite comédie burlesque américaine semblable à pas mal d'autres et une dénonciation assez anodine au fond des producteurs d'Hollywood, s'il ne s'y trouvait deux scènes absolument capitales, d'autant plus efficaces et saisissantes qu'elles éclatent dans ce film gai. Le richissime metteur en scène Sullivan, qui voulait connaître la misère et qui ne pouvait pas y arriver, la connaît en fin de compte, il perd son identité, il est forçat dans un camp de concentration horrible où les hommes sont traités comme des bêtes, mais où l'on a prévu pour eux, malgré tout, des séances de cinéma de temps en temps ; déjà la première scène est inoubliable : la séance de cinéma a lieu dans une pauvre église de nègres, et l'on entend le pasteur *noir* prévenir ses ouailles, en parlant des forçats *blancs* qui vont arriver, enchaînés : « Surtout, mes frères, n'ayons aucun mot, aucun geste, aucun sourire, qui puissent offenser *ceux qui sont nos égaux* » (imagine-t-on la portée de cette phrase dans l'Amérique de Truman ?). Mais voici la seconde scène : devant les aventures de Mickey sur l'écran, toutes ces épaves humaines rient bientôt à gorge déployée, oublient tout, — Sullivan lui-même rit aussi malgré sa misère — et le spectateur comprend alors pourquoi on leur donne à tous ces séances de temps en temps, en ayant soin de les leur annoncer d'avance et d'en priver ceux qui se permettent la moindre incartade aux règlements draconiens ; c'est pour mieux les exploiter, les endormir avec ces stupéfiants

dont on leur crée le besoin, les empêcher de se révolter (les nazis aussi avaient organisé des cinémas, et des bordels, dans les camps de la mort) ; et, du même coup, devient brusquement évidente à tous la fonction essentielle du cinéma capitaliste dans l'organisation du monde capitaliste, la même fonction que le whisky : faire oublier ; anéantir chez les exploités la volonté de changer de monde ; les asservir davantage encore... Qu'importe après cela la fin du film, et que la conclusion de Sullivan : « Je veux tourner des comédies et rien que des comédies, le rire est la seule chose valable qui nous reste encore », corresponde à sa pensée réelle ou ne soit qu'une concession au producteur pour faire passer ce qui précède ; la leçon est claire et terrible, on ne peut plus la chasser...

Feux croisés.

Avec la même force, sous les apparences bénignes, les feux croisés d'une intrigue policière, d'ailleurs fort bien conduite, *Crossfire* oblige en réalité les spectateurs à regarder en face, tels qu'ils sont, plusieurs problèmes sociaux particulièrement tragiques et instructifs. Celui de la démobilisation est d'abord le plus frappant : avec une vérité autrement profonde que William Wyler dans *Les plus belles années de notre vie* [1] (film très superficiel malgré la perfection de sa mise en scène), Edouard Dmytryk fait vivre devant nous une dizaine de G.I. fraîchement libérés dont nous découvrons aussitôt le vide intérieur total :

> Ces bavardages interminables et confus, ces abrutissantes parties de cartes, ces saoûleries, ces stations sans fin au cinéma, ces bagarres, ces coucheries ou ces idylles de hasard, cette perpétuelle gueule de bois, ce cafard, ce gigantesque emmerdement enfin qui règne ici [2]

sont les signes d'un désarroi moral extrêmement profond ; ces G.I. n'ont été instruits, mieux vaudrait dire façonnés, que par la guerre et pour la guerre, la guerre la plus immédiate ; même les motifs de leur lutte, on les leur inculquait en somme comme le maniement de la mitrailleuse, comme à des automates ; ils n'ont reçu aucune éducation véritablement humaine ; ils ne peuvent pas réagir eux-mêmes, ils n'ont plus rien en eux ; ou plutôt si, il leur reste des réflexes, *de la haine sans objectif, maintenant qu'ils n'ont plus à tuer là où l'on est décoré pour ça ;* ils ne savent plus contre quoi combattre ; c'est pourquoi, dégoûtés de tout et d'eux-mêmes, ils essaient d'oublier, ils se vautrent dans l'ivresse et les coucheries...

Mais déjà vous devinez peut-être le second thème du film, plus profond : la dénonciation très juste d'une certaine propagande, habituelle en pays capitaliste, qui est toujours négative, toujours contre quelque chose, et qui peut transformer très vite des êtres simples en criminels. Le développement de l'intrigue nous montre bientôt en effet que Montgomery, un ancien flic des Etats du Sud, a tué Joseph Samuel avant tout parce que celui-ci était Juif ; l'antisémitisme, inculqué chaque jour par les journaux, la radio, les mœurs, agit différemment en chacun selon son caractère : il y a ceux qui ne veulent pas des Juifs dans leurs clubs, dans les piscines, les restaurants, qui leur interdisent leurs immeubles, etc..., et puis, il y a ceux qui tuent : *la haine du Juif était en Montgomery comme un venin inoculé qui l'empoisonnait de plus en plus, suffisant pour l'amener un jour à tuer, surtout au sortir de la guerre.* Et les auteurs du film, sans aucun didactisme, simplement par l'évolution normale de l'intrigue policière (l'inspecteur de police est dans la nécessité de convaincre un soldat un peu naïf pour qu'il participe à la manœuvre qui fera arrêter le criminel), les auteurs, dis-je, (Brooks, Paxton, Scott et Dmytryk), ne craignent pas de mettre les points sur presque tous les i.

> Lorsque nous tolérons ça, dit l'inspecteur, (l'incessante propagande antisémite, la discrimination raciale dans les écoles, les plages, les universités, etc...), finalement il y a des Montgomery. La

1. Cf. la *Pensée*, n° 14, p. 80.
2. Georges Sadoul (*Lettres Françaises*).

haine est comme une arme ; si on la porte en soi, elle peut tuer quelqu'un, elle peut tuer des catholiques irlandais (allusion aux massacres américains de 1848), des Juifs, des protestants, des gens à cravates rayées, des gens du Tennessee... (l'inspecteur ne peut pas ajouter évidemment : des noirs ou des communistes, mais tous les spectateurs ont parfaitement compris, d'autant que la photographie de Roosevelt, témoin de ce petit discours, n'est pas seulement là comme un document d'époque, mais comme une référence contre la doctrine Truman) [1].

Et c'est pourquoi *Crossfire*, qui n'a d'ailleurs pu être réalisé aux Etats-Unis que par miracle (cf. l'article du producteur Adrian Scott dans la Revue des Scénaristes américains *Screen Writer*, et dans *Combat* du 18 octobre 1947), a été interdit par l'U.S. Navy, et son auteur Edouard Dmytryk, renvoyé des studios d'Hollywood, c'est-à-dire mis dans l'impossibilité d'exercer son métier aux Etats-Unis. Toutefois, comme *Crossfire* a été couronné au Festival de Cannes à la fois pour son sujet et pour sa perfection technique, sa puissance d'émotion, son atmosphère si étrangement prenante, il n'a pas été possible d'en empêcher la projection en France. Allez le voir.

Une œuvre mutilée qui reste grande.

Il n'a pas été possible non plus d'empêcher la projection des *Raisins de la Colère*. Mais on l'a retardée le plus possible (le film, qui date de 1940, a été présenté au public de chez nous en décembre 1947), et l'ambassade américaine a fait ajouter à l'œuvre de petites notices explicatives, mensongères et ridicules, dans lesquelles il est affirmé que les conditions de vie dénoncées par Steinbeck étaient dues à des « événements économiques incontrôlables » (*sic*, quelle accusation involontaire !) et qu'on y avait porté remède aussitôt la parution du roman, ce que la publicité de la maison productrice démentait elle-même en publiant que John Ford, six ans après cette parution, n'avait eu aucun mal à trouver pour tourner son film, au lieu de figurants professionnels,

d'authentiques « familles Joad » qui se trouvaient encore en Californie. Six cents d'entre elles tournèrent dans ce film, revivant ainsi une douloureuse histoire qui était la leur. Elles reçurent en quelques semaines un salaire supérieur à celui qu'elles auraient touché en un an de travail identique à celui de la famille Joad dans le film. En même temps, elles reprirent confiance dans la vie.

Enfin et surtout, l'œuvre a été mutilée ; non seulement elle ne se termine pas comme le roman sur l'inondation du campement des travailleurs, la naissance de l'enfant mort, l'allaitement du vieillard affamé par la jeune mère... Mais on a coupé la fin même de l'adaptation de John Ford, c'est-à-dire le nouvel exode de la famille Joad sur les routes, essayant de nous faire croire par là que celle-ci a trouvé enfin le port dans le camp gouvernemental et que les pouvoirs publics s'occupent d'assurer aux paysans exilés du travail normalement payé, et la justice !

Malgré ces mutilations, il est impossible de voir ou de revoir cette grande fresque tragique sans que des larmes montent aux yeux, — et sans serrer les poings, sans décider avec Tom de se consacrer désormais à la lutte sociale pour que tous les gens puissent manger à leur faim. Je ne puis bien entendu entreprendre ici ne fût-ce qu'un début d'analyse, mais tous les critiques ont reconnu que les scénaristes Nunally Johnson, l'opérateur Gregg Toland (le meilleur d'Hollywood, celui qui collabore régulièrement avec William Wyler et Orson Welles), le réalisateur John Ford, s'ils n'ont pas pu évidemment nous donner sur l'écran toute la richesse humaine de Steinbeck — c'était impossible ; tous les personnages sont forcément très simplifiés et, après comme avant le film, la lecture du roman, l'un des plus beaux que je connaisse, reste absolument indispensable — ont su du moins conserver à l'œuvre, en transposant lorsqu'il le fallait certains dialogues en images caracté-

1. G. Sadoul (*Lettres Françaises*).

ristiques [1], toute sa grandeur, son admirable réalisme, son efficacité. Je comprends que l'Amérique de Truman ait eu peur de nous la montrer.

John Ford, aujourd'hui, ne pourrait absolument plus tourner *les Raisins de la Colère*. Dans son dernier film, *le Fugitif*, qu'il est allé tourner au Mexique avec Gabriel Figueroa, l'opérateur de *Maria Candelaria*, il semble ne s'être soucié que de la forme, n'avoir voulu réaliser que de très belles images, en bâclant délibérément l'histoire elle-même (imposée ?), tellement absurde en effet qu'elle faisait s'esclaffer le premier soir où je l'ai vue un public pourtant extrêmement choisi : il s'agit d'un roman de Graham Greene, dénaturé à des fins politiques par Dudley Nichols, la chasse au dernier prêtre dans une démocratie populaire qui veut extirper totalement la religion du cœur des masses !...

Voilà à quoi en sont réduits aujourd'hui les meilleurs metteurs en scène d'Hollywood, à se désintéresser des sujets eux-mêmes qu'ils n'ont plus la liberté de choisir ni de traiter comme ils veulent. Curt Riess le confirme nettement dans un reportage de *France-soir* (7 et 8 mai 48), non suspect pourtant d'antitrumanisme.

La peur règne à Hollywood.

Il n'y a pas l'ombre d'un doute qu'il serait impossible aujourd'hui de tourner certains grands succès de la dernière décade. *Mister Deeds goes to town*, par exemple, est un film de tendances nettement anticapitalistes, avec son héros qui distribue ses millions aux pauvres. Et William Wyler, qui tourna, il y a deux ans à peine, son chef-d'œuvre, *Les meilleures années de notre vie*, est persuadé qu'on ne lui permettrait plus de tourner ce film. John Ford sait aussi bien qu'il ne pourrait plus réaliser ses fameux films tirés des romans de Steinbeck et d'O'Neill.

Alors, que peut-on faire aujourd'hui ?

Les grands agents d'Hollywood partent frénétiquement à la recherche de sujets qui ne puissent heurter la moindre susceptibilité. Surtout, et avant tout, pas de politique ! Des choses légères, des comédies, de l'esprit, oui, mais sans causticité et sans malice ; dans la mesure du possible, l'action doit se dérouler en Amérique, mieux encore, au sein d'une famille américaine. La belle-mère terrible, son nigaud de mari, la jeune fille flirtant exagérément, voilà les sujets les plus recherchés. Avec cela, on ne risque guère d'ennuis...

Car « la peur règne à Hollywood », (c'est le titre du reportage de *France-Soir*), la peur panique du communisme :

L'affaire commença lorsqu'au mois de novembre de l'année dernière huit scénaristes, un metteur en scène et un producteur furent convoqués devant la commission d'enquête du Congrès sur les activités antiaméricaines, afin de répondre à un interrogatoire serré destiné à établir si, oui ou non, ils étaient communistes. Les dix refusèrent de répondre parce qu'ils étaient d'avis que leurs points de vue politiques ne regardaient en rien le Congrès.

Hollywood, c'est-à-dire les grandes firmes, réagirent immédiatement en mettant « les dix » sur une liste noire [ils sont chassés des studios, mis pratiquement dans l'impossibilité d'exercer leur métier en Amérique [1]]. Mais le malheur était né. Il n'existait pas l'ombre d'une preuve pour établir qu'un seul des « dix » fût communiste, il n'y avait aucune assurance non plus que tous les autres ne fussent pas un jour convoqués à Washington sous la même suspicion !

Et Curt Riess de continuer impertubable, toujours dans *France-Soir* :

Le grand désespoir d'Hollywood, c'est justement que personne ne peut savoir exactement qui est communiste et qui ne l'est pas. Si seulement on le savait, il serait facile de se séparer une fois pour toutes des pestiférés ; on les laisserait choir sans sourciller. Mais c'est justement à ce point de vue que Washington a échoué. Le comité n'a pu établir aucune définition du communisme et n'a pas dit ce qu'il faut faire ou ne pas faire pour éviter que d'autres puissent vous croire communiste.

Et, ce qui est plus grave encore : Washington n'a pas prononcé une seule parole au sujet des films que l'on ne doit pas faire ou qu'au contraire il faudrait tourner. Avec chaque film, on court donc le risque de faire un film communiste, c'est-à-dire un film qui sera considéré comme tel, même si l'on est animé des intentions les meilleures et les plus pures.

---

1. Par exemple : l'un des derniers gestes de la Mère, avant le départ où les capitalistes contraignent toute la famille, c'est de brûler entr'autres souvenirs une vieille carte postale jaunie : la Liberté du port de New-York. Cette seule image, inspirée sans doute par un rapprochement semblable dans l'*Emigrant* de Chaplin, est plus suggestive que tout un dialogue.

1. Voir un article très détaillé sur l'épuration à Hollywood, avec les questionnaires des suspects, dans les *Temps Modernes* de janvier 48.

Aujourd'hui, une nouvelle censure, officieuse, s'est établie. C'est l' « Alliance Cinématographique pour la Préservation des Idéaux Américains ». Elle vient de publier un guide qui informe les producteurs de ce qu'ils ne doivent pas filmer.

Il y est stipulé que l'on ne doit pas faire de films ayant pour héros un homme moyen, et surtout pas de films à tendances anti-industrielles. Cette dernière recommandation est soulignée plusieurs fois. « Le désir de gagner de l'argent ne doit jamais être représenté comme un mauvais trait de caractère... Trop souvent des industriels, des banquiers, des gens d'affaires sont représentés à l'écran comme des scélérats, des imposteurs et des exploiteurs ».

En vérité, si l'évolution actuelle se précise davantage, il sera impossible dans un an de sortir un film comportant un scélérat américain. Dès maintenant, les scélérats doivent être surtout des étrangers, et il ne faut pas beaucoup d'imagination ni de perspicacité pour deviner quels étrangers...

Cet article, n'est-ce pas, se passe de commentaires. Elle est belle, la Libre Amérique de M. Truman !

Le témoignage de Charlie Chaplin.

Comment s'étonner après cela de la déclaration si nette de Charlie Chaplin, où certains n'ont voulu voir que rancœur orgueilleuse :

Je le dis nettement : moi, Charlie Chaplin, je déclare qu'Hollywood n'a plus rien à voir avec le cinéma, qui est supposé être un art : le travail y consiste seulement à débiter des kilomètres et des kilomètres de pellicule.

Je puis ajouter que, dans cette ville, il est impossible à quiconque d'obtenir aucun succès cinématographique s'il refuse de conformer sa conduite à celle de tous les autres, s'il se présente comme un pionnier qui ose défier les règles établies par le *big business* du film.

Mais on devine aussi de quelle haine Chaplin est poursuivi non seulement à Hollywood, mais dans tous les Etats-Unis, cette terre de la liberté, et quelles injures pleines de rage ont accueilli son dernier film, *Monsieur Verdoux*, une des satires les plus dures qu'ait jamais suscitées le monde capitaliste. Comme *le Pélerin* jadis, comme *l'Opinion publique* interdite dans 25 Etats (bien que présentée là-bas sous le titre *Une Femme de Paris !...*), l'œuvre a été boycottée autant qu'elle pouvait l'être et, en fin de compte, retirée de l'affiche en plein lancement :

La presse s'est acharnée contre moi. On me fait procès sur procès. Ils veulent me minimiser, me terroriser. Je sais qu'ils m'entraîneront à Washington devant une commission d'enquête, qu'ils me menaceront d'expulsion, mais je m'y rendrai la tête haute. Je sais parler, je sais me défendre quand on m'attaque. Je leur dirai tout ce que je pense. Je ne me perdrai pas dans des discours. Mes arguments sont justes, et mes raisons sont bonnes, ils les entendront. Ils veulent avoir ma peau, mais ils ne l'auront pas !... J'ai travaillé très dur à Monsieur Verdoux, je le leur ai lancé au visage, je leur remettrai encore le nez dans leur absurdité...[1]

Chez nous aussi, bien sûr, avec seulement un peu plus d'habileté, presque tous les critiques réactionnaires[2] ont refusé de comprendre le film en feignant d'y voir par exemple une œuvre naturaliste évidemment ratée, ou une reconstitution très mauvaise du milieu français, alors que l'œuvre est visiblement symbolique et de portée internationale ; et surtout ils ont déclaré à qui mieux mieux que la philosophie du film était *primaire, simpliste, immorale*, etc...

Monsieur Verdoux, ose écrire François Chalais dans *Carrefour*, est la dissertation d'un élève de philosophie qui s'est borné à apprendre par cœur un aide-mémoire...

Or, je vous fais juge ; voici à peu près, s'il m'est permis de réduire à un schéma très sec une œuvre aussi étonnante, voici à peu près ce que nous montre Chaplin :

---

1. Déclarations de Chaplin à Maurice Bessy, publiées dans *Cinémonde*, hebdomadaire très américanophile, mais qui est obligé de faire sa place à Chaplin, si populaire en France.

2. Il est utile de donner ici leurs noms : Jean Morienval (*l'Aube*), Louis Chauvet (*Figaro*), Paul Haurigot (*l'Epoque*), Marcelle Henry (*Réforme*), Jean Fayard (*Opéra*), Nathalie Moffat (*Les Temps Modernes*).

Monsieur Verdoux.

Exactement de même qu'au service du nationalisme allemand le général Von Clausewitz avait compris selon sa formule célèbre que *la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens*, c'est-à-dire que la politique (nationaliste ou impérialiste) et la guerre sont de même nature, — exactement de même, pendant les trente années qu'il a passées comme caissier dans une grande banque d'affaires, Monsieur Verdoux a compris que les affaires, dans notre société capitaliste, sont une forme du crime, que les capitalistes ne se soucient aucunement. lorsqu'il s'agit de leurs intérêts, de réduire à des conditions de vie (et pratiquement de mort) effroyables d'autres êtres humains, de les affamer ou de les avilir, ou de les tuer [1]. Dès lors, quand la crise survient, et que sa banque le jette à la rue du jour au lendemain, Monsieur Verdoux n'hésite pas : il s'établit à son compte ; il fait des affaires en utilisant les seuls capitaux qu'il a en ce moment à sa disposition, son pouvoir donjuanesque et son intelligence... Il s'attaque à des femmes mûres qu'il sait riches et seules, les séduit, les épouse s'il y a lieu, et les tue lorsqu'il a pu savoir d'elles où est leur magot... C'est un *business* comme un autre ! Tout comme l'homme d'affaires qui n'est jamais si délicat avec vous que lorsqu'il vous raffle vos économies ou vous revend ce dont vous avez besoin le triple du prix d'achat, Monsieur Verdoux ne laisse pas de montrer une très grande amabilité commerciale, de la gentillesse même, avec ses clientes ; simplement il n'oublie jamais le but : gagner de l'argent. Oh ! ce n'est pas un monstre ; bon époux et bon père, bon voisin, ami des bêtes, végétarien, il est vraiment très convenable. Beaucoup de trustmen ne sont pas non plus des monstres, ils ont comme Monsieur Verdoux leur villa ou leur château où ils vont passer le week-end en famille et ils font très sérieusement la morale à leurs rejetons après avoir peut-être, la veille, fait déclencher la guerre en Indonésie ou réduit à la famine tous les travailleurs d'un Etat (comme dans *les Raisins de la Colère*). Il n'est même pas impossible qu'un soir de faiblesse, le désir, l'amour, la pitié, ou encore un curieux sentiment de fraternité humaine leur fasse épargner une victime, surtout si c'est une belle jeune femme saine et franche. Bah ! ils se rattraperont sur d'autres...

La vie se venge pourtant ! L'homme ne supporte pas longtemps de vivre en loup, fût-ce avec les intervalles des week-ends : même lorsqu'il est satisfait par la bonne marche de ses affaires, Monsieur Verdoux n'est pas heureux, il est toujours tendu, sa femme trouve « qu'il change », « il vit dans une affreuse confusion », « dans une demi-inconscience », il juge l'existence « absurde », il est « désespéré »... et lorsque sa femme et son fils seront morts, lorsqu'un nouveau krach financier le ruinera et qu'il ne pourra plus envisager comme possible de prendre sa retraite, lorsqu'il sentira la guerre venir, le massacre général approcher, — complètement désespéré cette fois, Monsieur Verdoux se laissera prendre, volontairement, par la police...

Mais ce sera pour se retourner aussitôt avec violence contre la société capitaliste ! Elle va le condamner bien sûr, car elle a peur des crimes individuels (les puissants du jour ne se sentiraient plus en sécurité ! [1]), mais ELLE NE PEUT PAS LE CON-

1. L'exemple le plus démonstratif, rapporté dans *Les Etats Désunis* de W. Pozner (Bibl. Française) est celui du tunnel de Gauley Bridge (U.S.A.) dont les ouvriers furent littéralement assassinés par leur patron : pour économiser quelques milliers de dollars, on les fit travailler sans masque dans un terrain saturé de silice. Tous moururent de la silicose. Mais, fait remarquer avec raison Pierre Fauchery dans *Action*, cet exemple n'est qu'un aspect entre mille de cette décente barbarie dont la chronique nous rapporte chaque jour d'autres traits.

1. De même nous avons vu dans *Feux Croisés* la bourgeoisie américaine punir l'antisémitisme lorsqu'il est poussé jusqu'au crime individuel, alors qu'elle le tolère et le prêche dans toutes ses autres manifestations.

DAMNER SANS SE CONDAMNER ELLE-MÊME : de quel droit punirait-elle les crimes individuels lorsqu'elle est fondée tout entière sur les crimes collectifs, sur l'exploitation de l'homme par l'homme ? Quand le Procureur pointe le doigt vers lui en clamant : « Monstre cynique et brutal », Monsieur Verdoux se retourne, ne pouvant croire qu'il s'agit de lui. Tandis que d'autres suppriment des vies humaines par milliers ou avilissent des enfants avec des méthodes industrielles, lui, il n'a envoyé à la mort qu'une demi-douzaine de femmes inutiles :

Je ne suis qu'un modeste amateur, dit-il. *On ne réussit dans ce monde que si l'on est organisé.*

Sur le point de mourir, il tourne encore en ridicule ses juges, son avocat, le curé aussi chargé de l'assister dans ses derniers moments :

Et vous, mon père ? En quoi puis-je vous être utile ?... Vous avez besoin du péché pour vivre !... Mon conflit n'est pas avec Dieu, mais avec les hommes.

Et après avoir bu, par curiosité (I never taste rhum), le verre de rhum qu'on lui offre, — car maintenant qu'il a fait œuvre de justicier, il est réconcilié avec la vie, il l'aime, — c'est avec un héroïsme tranquille et superbe qu'il marche à l'échafaud, dans un crescendo final admirable, comme s'il ouvrait l'avenir.

En fait, oui, il ouvre bien l'avenir [1], puisqu'il a démontré irréfutablement les contradictions de la société capitaliste, puisque, pour reprendre l'expression même de Chaplin, *il leur a mis le nez dans leur absurdité ;* et la conclusion ne peut pas ne pas s'imposer à tous les spectateurs, que nous exprimerons cette fois encore avec les termes de l'auteur :

Je pense, objectivement, qu'il est temps de s'engager dans une voie nouvelle, et de faire que l'argent ne soit plus le dieu tout-puissant d'une communauté décadente [1].

Est-il besoin de le répéter ? Je n'ai pu donner ici que la charpente du film, son ossature, je n'ai rien dit de la réalisation elle-même ni de la musique (qui est de Chaplin), j'ai laissé de côté aussi tout ce qui rattache *Monsieur Verdoux* à Charlot [2] ; à coup sûr, nous sommes en présence d'une très grande œuvre à laquelle on pourrait seulement reprocher, je crois, avec quelques longueurs, d'unir parfois de façon assez difficile le comique et le tragique, moins harmonieusement en tout cas que dans *les Temps Modernes, le Gosse* ou *la Ruée vers l'Or*. « Le plus grand film qu'on ait jamais tourné », écrit Jean Renoir. C'est une opinion peut-être excessive, mais plus facile à justifier en tout cas que celle du pauvre François Chalais !

Juin 1948.

(*A suivre*).

---

1. Pour le monde capitaliste naturellement ; si j'en crois les critiques soviétiques, le film perd pour ainsi dire toute sa résonance devant un public qui ignore depuis plus de trente ans l'exploitation de l'homme par l'homme.

1. Déclaration publiée par Action et, dans une traduction qui est une trahison, par Carrefour.
2. Voir à ce sujet l'article de J.B. Brunius dans la Revue du Cinéma, n° 11.

DOCUMENTS

LES COMMUNAUTÉS AGRICOLES DE LA RÉGION THIERNOISE

par Raymond CHASTEL

Dans la région thiernoise, universellement connue par son industrie coutelière, où l'on retrouve encore aujourd'hui — à l'ère atomique — certaines méthodes de travail qui ont survécu inchangées depuis le haut moyen âge, les communautés agricoles ont subsisté jusqu'au siècle dernier. Elles ont vivement préoccupé quelques érudits de cette région, où les traditions ancestrales se perpétuent avec une si extraordinaire vitalité.

N'ayant aucune prétention dans le domaine des études sociologiques, nous nous bornerons à citer quelques textes où MM. A. Bigay et H. Soanen se sont employés avec un rare bonheur à faire revivre ces communautés. Leur origine semble remonter fort loin, puisque H. Soanen [1] écrit :

...Ces communautés jouissent d'une notoriété assez considérable, surtout celle des Quittard-Pinon établie dans la paroisse de Saint-Genès depuis plus de quatre cents ans, suivant les dires du subdélégué Mignot.

Et il ajoute en note :

Une charte du prieuré de Sauxillange de 962 la fait remonter à l'an 780, c'est-à-dire à l'époque de Charlemagne.

Elle ne constituait pas un exemple unique puisque

dans la seule commune de Thiers, on relève en 1791 une soixantaine de communautés agricoles, mais toutes n'ont pas la même importance. Outre la communauté des Quittard, la plus connue sinon la plus prospère, il y a celle des Anglade-Tarentaix, des Pradel au village de Baruptel (31 personnes) et à Courty (26 personnes), des Garniers au village des Garniers (24 personnes), des Lamouroux chez Terme, des Tonnemoy à Jambost, etc...

Et A. Bigay indique [2] :

...La dernière de toutes, celle des Dozolme-Chevalerias, de la Chabanne, commune de Celles, ne disparut qu'en décembre 1930.

Examinons maintenant avec Soanen sur quelles bases elles étaient constituées :

---

1. Henri SOANEN : *la Bourgeoisie, les classes sociales et le commerce thiernois à la fin du XVIIIe siècle*. Impr. Raclot, Clermont-Ferrand.
2. Alexandre BIGAY : *le Vieux Thiers*. Impr. générale, Clermont-Ferrand, 1947.

Elle [la Communauté des Quittard-Pinon] est présidée par un « maître » élu à vie et une « maîtresse » qui obligatoirement n'est pas et ne peut jamais être la femme du maître. Le maître est secondé dans son administration par un grand bouvier chargé de l'étable, du soin et de l'« éducation » du bétail ; un grand vigneron, chargé de veiller à la culture et entretien des vignes, des celliers, de la futaille, de la récolte du raisin et de la perception des fruits de la vigne cédés au quart ; le grand laboureur chargé des labours, de l'ensemencement et de la rentrée de la récolte, de l'entretien et construction des instruments aratoires. La maîtresse est secondée, elle aussi, à la direction du ménage et de l'intérêt domestique.

Il est bien curieux de constater que ces communautés aient pu traverser la période féodale, se maintenir sous la royauté et subsister pendant la phase ascendante du capitalisme ; cela est sans doute lié au fait qu'elles reposaient sur des règles rigides et qu'elles jouissaient d'un certain nombre de privilèges.

Ces communautés, nous dit Bigay,

s'alliaient entre elles fréquemment par le mariage des filles, qui avaient ainsi la faculté de passer d'une communauté dans une autre.

...Les hommes au contraire ne pouvaient quitter la communauté.

Cela se traduit dans les contrats de mariage qui nous sont décrits par Soanen :

Dans les contrats de mariage on constitue aux filles, outre les robes et linge de corps, un lit et chevet de plume, quatre draps, une couverture de Catalogne, une nappe de cinq aiguillons, un coffre de sapin, une dot de 5 à 600 livres. Moyennant cette constitution, les filles sont aparées et forcloses de toute succession tant paternelle que maternelle et collatérale, mais elles ne doivent toucher cette somme qu'en cas de dissolution de la société ou en cas de sortie de la communauté. Le futur est institué héritier universel, un gain de survie de cent livres est acquis au survivant. Les futurs et leurs enfants font leur demeure dans la communauté, ils y sont nourris, entretenus tant en santé qu'en maladie, ils y apportent les fruits de leurs travaux et les revenus de leurs biens.

Le cas où un des hommes voulait quitter la communauté était cependant prévu et Bigay nous dit qu'il

devait en avertir le maître qui essayait de lui faire changer d'avis. Après trois jours de réflexion, si le parsonnier (c'est ainsi que se dénommaient les membres de l'association) persistait dans sa résolution, le maître et la maîtresse l'accompagnaient jusqu'à la limite du domaine. Là, sur un ton amical, le maître lui représentait une dernière fois les avantages qu'il abandonnait et les difficultés qu'il allait trouver désormais sur sa route sans pouvoir espérer de secours, car la famille ne s'occuperait plus de lui.

Si l'homme ne se laissait pas convaincre, le maître lui remettait alors une somme d'argent et un paquet d'objets indispersables, le tout représentant sa part de l'avoir collectif. Puis il l'embrassait, lui souhaitait bonne chance et le regardait s'éloigner jusqu'à ce qu'il fût hors de vue, dans l'attente d'un revirement possible.

Après quoi le membre dissident était rayé de la communauté, et ne pouvait plus y rentrer.

Ces communautés jouissaient d'un certain nombre de privilèges ; elles obtinrent du pape Léon X l'autorisation pour leurs membres de se marier entre parents, leurs impositions restèrent très basses pendant longtemps, enfin, souvent les membres étaient exempts du service militaire. Le maintien de ces privilèges n'alla pas toujours sans difficultés. Ecoutons ce qu'en dit Bigay :

Parmi ces associations paysannes de la région, l'une d'elles était célèbre pour son esprit de farouche indépendance. C'était celle des Pion dont les domaines s'étendaient aux environs de Lachaux et de Ferrières.

Ses hommes avaient refusé de s'incliner devant la loi sur la conscription, n'entendant pas donner à qui que ce fût le droit de disposer d'eux-mêmes sans leur consentement.

Plusieurs tentatives de la maréchaussée dans le but de s'emparer des insoumis ayant mal tourné pour les représentants de l'autorité, et les réfractaires étant demeurés insaisissables au fond des bois où ils se cachaient, les gendarmes finirent par ne plus oser s'aventurer sur le domaine des Pion, et se contentèrent d'expédier de temps à autre, à la préfecture, des rapports relatant le résultat négatif des battues soi-disant faites, mais qu'ils se gardaient bien d'effectuer.

Cet état de choses se prolongea, semble-t-il, jusqu'au début du second Empire. Et il est curieux de remarquer que c'est dans cette région dite de « chez Pion » que les premiers réfractaires au travail obligatoire en Allemagne trouvèrent refuge; ce fut un lieu de formation des premiers maquis d'Auvergne.

Autre fait digne d'être noté : les lois de l'hospitalité étaient particulièrement à l'honneur dans ces communautés; peut-être peut-on le rapprocher de ce qui a lieu dans les tribus d'Esquimaux, et vraisemblablement, comme dans ce cas, l'hospitalité impliquait à l'origine une participation au travail de la collectivité. Ou peut-être faut-il voir là les vestiges d'un processus d'accroissement du groupe.

Sans vouloir trop se hasarder dans les interprétations, on peut nettement voir dans la vie de ces communautés l'action de forces antagonistes, les unes tendant à la conservation du groupe : règles rigides de constitution, privilèges matériels et moraux, les autres tendant à sa dissociation : difficultés créées par les mariages et les successions, esprit d'aventure et tentation exercée par l'appât d'autres métiers sur les membres de la communauté. Ces associations se perpétuèrent malgré les modifications subies par la juridiction — certaines se transformèrent en véritables sociétés au cours du XIX^{e} siècle — tant qu'un équilibre relatif fut réalisé entre ces deux facteurs.

En outre, sans qu'il soit possible d'en analyser complètement le détail, on peut penser que le grand développement du système capitaliste n'a pas été sans retentir profondément sur elles. En particulier l'extension sans cesse croissante de l'industrie coutelière dans la région où se trouvaient la plupart de ces communautés a sans doute contribué à leur désagrégation. En effet, les périodes de prospérité de la coutellerie ont déterminé des appels puissants de main-d'œuvre des campagnes vers les villes, les communautés agricoles en ont certainement subi les répercussions. Comme quoi il n'est pas possible d'étudier isolément des communautés même très fermées, sans tenir compte des autres circonstances sociales extérieures.

Enfin, il est incontestable que le trait caractéristique de ces communautés agricoles était la mise en commun des moyens de production; le gain correspondant au travail de tous les membres du groupe, allant ainsi à la communauté, constituait un avantage sur les autres exploitations agricoles à caractère individuel.

La Monnerie, le 10 septembre 1947.

POLÉMIQUES

CE TRAITRE EST AUSSI UN MAUVAIS ÉCRIVAIN

par René MAUBLANC

Lorsque fascisme, nazisme et vichysme relèvent la tête, lorsque l'esprit de la Résistance est bafoué et insulté impunément, lorsqu'un comité dit « national » se constitue pour la libération de Pétain, il est bien naturel que certains s'efforcent de réhabiliter Charles Maurras, le professeur de trahison du maréchal.

Or, cette tentative risque d'être aidée par une légende qui a cours parmi de bons Français. Bien des gens, qui d'ailleurs n'ont jamais lu une ligne de Maurras, vous diront : « Bien sûr, Maurras est un traître, mais il est quand même un grand écrivain français. C'est bien dommage, mais on est bien forcé de reconnaître qu'il est impossible de le rayer de l'histoire de notre littérature, où il tient une place éminente. » Et c'est ce préjugé qui permet, par exemple, à M. Henri Clouard, de faire l'apologie de son maître préféré dans une récente *Histoire de la littérature française, du symbolisme à nos jours*, dont Pol Gaillard rend compte d'autre part.

Il me semble donc nécessaire de donner à de braves gens, qui vont répétant ces formules sans les avoir jamais vérifiées par eux-mêmes, l'occasion de juger sur pièces. Ils verront en quel invraisemblable et prétentieux jargon s'exprime le vieux traître des Martigues.

*
* *

A une époque où, fuyant la Gestapo et révoqué par Abel Bonnard, j'avais le loisir de quelques lectures inaccoutumées, j'ai trouvé un livre luxueusement édité de Maurras, un livre que les fidèles de l'*Action française* gardent dévotement et auquel ils attachent le prix d'une rare et précieuse confession. Il s'agit de souvenirs d'enfance sous le titre de : *Quatre Nuits de Provence* (Paris, E. Flammarion, 1930). Après un prologue, les quatre nuits en question s'intitulent : L'enthousiaste, Chœur des étoiles, Les degrés et les sphères, Météores marins. Dès le prologue apparaît le lyrisme à bon marché qui va s'étaler dans tout le livre. Ce sont les nuits de son enfance que l'auteur prétend évoquer ; en rappelant une chanson populaire : « La lune s'en va ! », il ajoute :

> Qu'elle aille ! Seulement ne la suivez pas, vous autres, vieux amis, condamnés à passer comme elle ! Restez, attendez, revenez, pour revivre et briller, pour me baigner encore, pendant ces quelques nuits, d'un rayon du jour éternel (p. 7-8).

Et bientôt, après cette évocation des vieilles lunes, s'accumulent les pires défauts littéraires qu'un professeur de français pourchasse impitoyablement dans

les copies de ses élèves : une lourdeur de style qui rappelle les fâcheuses manies d'Auguste Comte, dont Maurras se réclame, d'ailleurs indûment (« l'universel assaut inévitable », p. 23) et les cascades de compléments déterminatifs :

Ses parents devaient être de très bonnes gens de la plus vieille souche de notre robuste paysannerie montagnarde (p. 40).

C'était la propre mère du sacristain boiteux de l'église de l'Ile (p. 48).

Pour ne rien ôter d'essentiel à cette descente curieuse jusqu'aux derniers fils des racines les plus déliées de première existence morale... (p. 49).

Quant à la qualité de l'invention poétique, on en jugera par cette métaphore qui désigne une lampe à huile :

En suivant Sophie après avoir embrassé père et mère, je disais au revoir à l'urne translucide d'où pointait la petite langue dorée qui faisait la guerre aux ténèbres (p. 9-10).

On ne fait guère mieux dans les plus mauvais romans policiers. Et l'on appréciera encore l'indigent charabia des phrases suivantes, pour lesquelles un traducteur serait le bienvenu :

Ces termes figurés m'auraient laissé perplexe si l'accent de sa voix ne m'eût fasciné, d'autant mieux que le geste des mains, dont elle accompagnait l'admirable éclair de ses yeux, semblait verser, comme eux, des pointes de belle lumière. Ce geste ascendant et rythmé, qui partait de son cœur et qui s'élargissait en forme de gerbe, me rendait à peu près sensible l'acte du bon curé qu'un feu intérieur jetait à la poursuite et à la conquête des autres cœurs ; mais, s'élevant tout seul, pour montrer le chemin, il s'arrêtait pour leur faire signe et retomber vers eux comme la pointe du jet d'eau qui retombe dans le bassin (p. 15).

Ce geste qui verse des pointes de belle lumière, part du cœur et s'élargit en forme de gerbe, et d'ailleurs s'élève tout seul, s'arrête et retombe comme la pointe d'un jet d'eau... Voilà, n'est-il pas vrai ? de quoi justifier une réputation de grand écrivain !

* * *

Ces confessions mettent d'ailleurs à nu l'insupportable fatuité de cet enfant « chétif, maigre, hâve et de peu de poids, mais assez éveillé et décidé à vivre » (p. 30), qui, à l'âge de deux ou trois ans, découvre son *moi* en s'arrêtant brusquement à l'angle d'un vieux pont :

Une idée inouïe vient de me traverser et, à vrai dire, de me percer. L'idée : *Moi, moi.* Qu'était-ce, *moi* ? Qu'est-ce que j'étais ? Je prononçai à haute voix mon prénom suivi de mon nom, en substituant un *S* au *Ch*, faute de savoir prononcer. Néanmoins, je prononçai sans difficulté : *Moi, moi.* Remis en marche, de nouveau arrêté sur le sommet du pont, mon regard abaissé suivait la vibration du bord inférieur de ma petite robe. Que m'était tout cela à *moi* ? A *moi*, ces alentours... ? (p. 50).

Entré à l'école laïque, le petit Maurras n'y apprend que des gros mots, ce qui provoque l'indignation de son père :

Homme de sens, il alla droit chez le curé pour le prier et le supplier d'ouvrir une école libre dont le public fût seulement un peu choisi (p. 52).

Ce qui montre que le mépris maurrassien pour la « canaille » est l'héritage de sa classe. On le voit encore à une ridicule histoire qu'il raconte complai-

samment. N'a-t-il pas, vers l'âge de sept ans, risqué une plaisanterie, d'ailleurs stupide, contre de nobles dames, « vieille famille autrefois reine du pays » (p. 56), qui étaient venues visiter ses parents. Il est vrai qu'il y était poussé par une domestique, « originaire d'un pays très rouge et fille d'un proscrit du 2 Décembre, la républicaine Emilie »... Où mènent les mauvaises fréquentations ! Mais à peine lancé le « mauvais petit trait », le vertueux enfant se repent :

C'est de moi ! J'ai lancé cette lâcheté, cette méchanceté grossière... Mais si je comprends la promptitude de mon remords, je ne m'explique pas de quel fond avait pu jaillir ce coup d'ingratitude et de trahison (p. 57).

Et pour s'excuser d'avoir ainsi manqué de respect à de vieilles comtesses, Maurras invoque « le démon de l'analogie » et ajoute :

Aucune envie révolutionnaire ne m'habitait (p. 58).

On le croit sans peine... Et voilà de quelles sornettes l'illustre penseur régale ses lecteurs.

On pourrait attendre plus d'intérêt à l'évocation de l'infirmité terrible qui frappa Maurras aux environs de sa treizième année. Cette surdité est à vrai dire sa seule circonstance atténuante ; elle est aussi pour ses disciples une circonstance aggravante : quand on pense que tant d'imbéciles ont attendu les mots d'ordre décisifs d'action politique et sociale d'un homme qui depuis l'âge de treize ans n'a jamais eu de contacts normaux avec ses semblables et n'a jamais plus entendu le son d'une voix humaine, on demeure confondu de tant d'inconscience...

A vrai dire, il semble que Maurras lui-même se rende compte en quelque mesure du dessèchement et de l'appauvrissement que son infirmité provoque en lui :

La logique des choses aurait voulu qu'à ce moment [au moment où, après la classe de quatrième, il devient sourd] le silence tendît à rétablir en moi ce qu'une transplantation physique et morale avait affaibli ou détruit : c'était l'occasion ou jamais de retrouver dans l'isolement matériel une vie intérieure approfondie, accrue. Il n'en fut rien. Le silence, la demi-mort de ma personne profonde se trouvèrent même aggravés. Ni les connaissances que j'acquérais par degrés, ni l'initiation régulière aux plaisirs de l'esprit ne m'empêchèrent de retarder, de plus en plus, sur ma pensée. Je me repliais, mais sur les livres ; je m'enfermais : dans les idées. J'achevais de me perdre de vue, cela fut littéral (p. 61-62).

C'est bien cela : un esprit purement livresque, une idéologie sans contact avec le réel, un homme qui « se perd de vue » sans pour autant apercevoir rien d'autre. Il faudrait ajouter seulement que s'il « retarde sur sa pensée », il retarde encore bien davantage sur la pensée des autres et sur la marche du monde. Mais cet accès de lucidité est vite passé, et l'outrecuidance du personnage ne tarde pas à reparaître :

Ce genre de mise en repos de l'être intime a-t-il été un mal absolu ? Et n'est-ce pas à la faveur de cette nuit du « moi » sentant et du « moi » voulant, que le rayon des connaissances extérieures put me traverser froid et pur ?... Sur un caractère assoupi, comme mortifié, les habitudes de l'esprit, les disciplines de l'étude purent mûrir leur fruit à l'abri des secousses (p. 62-63).

Et voici le grand délire verbal, où s'exprime une fois de plus l'exécrable rhétorique de Maurras, et qui prétend, si je comprends bien, exalter par métaphores sa surdité rédemptrice :

C'est là, je veux l'inscrire, comme à l'entrée des grottes antiques où se sont opérées quelques rencontres immortelles, c'est là, et non ailleurs, que, à la sollicitation caressante d'un baudelairisme effréné, tel poète en herbe se mit en devoir de sonder, avec une piété naïve, quelques-uns des secrets de sa vie profonde, afin d'y démêler, loin des yeux du soleil, et moyennant les tricheries, les petites fraudes autorisées dans l'opacité de cette ombre, quelle perle pourrait bien naître et laquelle voudrait mûrir du dépôt prolongé et quintessencié de ses peines et de ses joies ! Là, non ailleurs, sous le berceau du feuillage plein de mensonges, une nuit artificielle, entreprenant sur l'Esprit clair, le combla et le satura d'erreurs aimées, mais moins aimables, qu'il accueillit avec une espèce d'ivresse, pour accroître et forcer, dès leur germe apparu, ses singularités d'enfant perplexe et d'adolescent tiraillé. C'est là, et non ailleurs, que Psyché perdue, retrouvée, et sa sœur la Princesse mal endormie, et plus mal réveillée encore, l'Ame amortie et renaissante de ce qu'il prenait pour Lui-même, de ce qu'il s'imaginait être Soi, sembla lui revenir d'une décade de silence, mais avec bien des masques, avec bien des grimaces, dont la plus folle lui semblait la plus pure expression de son cœur ! etc..., etc... (P. 65-66.)

Je pense qu'ici la forme vaut le fond, et que pensée et expression sont de la pire espèce : le modèle même de la mauvaise littérature.

*
* *

Une dernière citation. Charles Maurras évoque un orage terrible sur la mer, avec de si violents coups de tonnerre que lui-même les entendait :

A mon oreille même, un lourd tonnerre ne cessait pas de gronder (p. 75).

Et cet orage lui inspire ces réflexions obscures :

L'œil de l'esprit ne rêvait plus que de gouvernail et de rame, à moins qu'une ancre d'espérance nous retînt sur la déclivité de tout ce limon. L'or égal des foudres livides enduisait toute chose (p. 76).

L'œuvre de Maurras, trop de gens ont voulu y voir un gouvernail, une ancre d'espérance ou les fulgurations de la foudre. Pour ma part, je n'y vois que du limon, que j'appelle moins noblement de la boue. Je m'excuse d'avoir si longuement remué devant mes lecteurs cette boue, qui sent mauvais. Et maintenant, allons nous laver les mains...

LES REVUES

ESPRIT

La revue *Esprit* a consacré en décembre 1947 un important numéro à la renaissance du fascisme.

Le fascisme renaît, constate Emmanuel Mounier dans l'éditorial. Deux courts sondages géographiques mettent en lumière des modalités nouvelles qui ne changent rien à sa nature.

Le premier est un témoignage sur les U.S.A. intitulé : « Y-a-t-il un néo-fascisme américain ? » Non, répond l'auteur ; mais comment qualifier alors l'enquête du sénateur Thomas sur les activités non-américaines (épuration d'Hollywood), enquête plus odieuse encore que ridicule (Cf. *Esprit*, p. 869) ?

On eut l'occasion d'applaudir M. Adolphe Menjou, grand spécialiste du marxisme, puisqu'il a, prétend-il, lu cent cinquante livres sur la question, ou que du moins sa secrétaire les a lus. M. Menjou, vibrant de toute sa moustache, put donner au monde étonné quelques spécimens éclatants de son intelligence notamment dans cette définition très personnelle du communiste : « Toute personne assistant à un meeting où Paul Robeson se fait entendre, et qui applaudit, peut être considérée comme communiste » (A quoi mène la lecture des livres marxistes !)

M. Rupert Hughes, vieux scénariste racorni, possède un moyen de détection plus commode : « Je les sens à l'odeur », mais ce réactif n'est utilisable que pour les personnes douées d'un sens olfactif égal à celui de M. Hughes.

M. Sam Wood, auteur de l'abus de confiance de *Pour qui sonne le glas*, saisit l'occasion de débiner les petits copains. M. Jack Moffit fit de même avec d'autant plus de conviction qu'il tenait à trouver une place vacante pour une de ses œuvres, une vie édifiante de Al Capone.

...Après plusieurs jours tranquilles au cours desquels il put se livrer aux joies de la dictature en chambre, M. Thomas vit se dresser contre lui une effrayante campagne de presse et tout un régiment de vedettes accourues de Hollywood par avion pour défendre les droits de la personne humaine en général et de la personne de leur producteur en particulier.

Le Comité décida alors d'ajourner ses investigations, mais M. Thomas avait eu le temps d'inculper de contempt of court, nous dirions d'outrage à magistrat, les dix individus jugés les plus dangereux.

Bien entendu, nos dix outrageurs ont été depuis renvoyés dans leurs foyers par leurs producteurs respectifs, et non parce qu'ils sont ou seraient communistes, mais parce qu'ils se sont mal conduits vis-à-vis de M. Thomas.

Parmi les limogés, on compte les responsables de Crossfire à qui cela apprendra à vouloir faire des films intéressants, et le merveilleux Ring Lardner Ir, spirituel et vitriolique, au demeurant fils d'un auteur célèbre [1].

Cette enquête prouve que le grand capital est prêt aux Etats-Unis à user du fascisme non seulement contre les communistes, mais contre tous les démocrates. L'arme est fourbie. Et dégaînée !

Que le lecteur prenne connaissance du second sondage « Ce qui se passe en Chine » (p. 865-866). Il y verra comment le Kuomintang de Tchang-kaï-Chek, bien qu'il ne soit plus *parti unique*, « fait encore la loi et la loi unique par son argent, l'appui américain et ses troupes ». Faire la loi signifie que la police balance « sans bruit » les suspects dans la rivière et que les cadets de la marine battent à mort ceux dont la tête ne leur revient pas ! Cela veut dire aussi que les Chinois travaillent toute l'année sans autre repos que les fêtes du jour de l'an pour des maîtres étrangers :

Le cours du dollar américain, en mars 1946, était de 1 US= 1600 CNC ; il est actuellement de 1 US = 46.000 CNC et la semaine dernière il est monté à 53.000 CNC.

---

[1] Charlie Chaplin a lancé un émouvant appel à Picasso en faveur de Hans Dreisler expulsé sur l'injonction du Comité Thomas. Nous apprenons que la France a refusé le renouvellement de son visa à ce grand musicien. Sans commentaire !

Le fascisme désormais est ouvertement utilisé pour protéger l'exportation des capitaux ; il est une forme de domination plus raffinée, destinée à remplacer les méthodes coloniales d'hier. Une étude de M. Ferney, « Les Anglo-saxons et les Résistances » p. 853-58), qui rappelle les interventions anglo-américaines en Yougoslavie et en Grèce, le confirme.

Cependant l'essentiel de ce numéro d'*Esprit* est évidemment la suite d'articles qui analysent la situation en France. Ingénieux, subtils plutôt que forts, ces articles laissent au lecteur un certain malaise, l'impression que des énergies se gaspillent faute d'être appliquées en un point efficace. Dans les *Cahiers du Communisme* de février 1948, Victor Leduc a justement noté une certaine pente à l'abandon chez quelques-uns des rédacteurs d'*Esprit*. En effet Dominique Olivier, résigné, écrit déjà : « le fascisme donnera... », il « offrira », etc. ; J. W. Lapierre croit, tout au moins il croyait en novembre 1947 que le gaullisme s'installerait probablement en France ; enfin Victor Leduc a déjà relevé l'expression « fatalité fascisante », deux fois haïssable, sous la plume de François Goguel. D'où vient ce découragement ? Assurément, d'un manque de confiance dans la 3e Force. Ici toute l'équipe d'*Esprit* est d'accord :

L'histoire le prouve, écrit Jean Lacroix, p. 929, tous ceux qui ont tenu la balance égale entre le fascisme et le marxisme ont travaillé pour le fascisme... La tragique conjoncture historique dans laquelle nous sommes veut qu'on ne puisse lutter contre le fascisme qu'avec les communistes et contre le communisme qu'avec le fascisme.

Et Maurice Didier, p. 927 :

Remarquons enfin que pour faire triompher leur politique et celle du gaullisme, les partis centristes ont engagé directement la lutte contre la C.G.T. et le parti communiste. La C.G.T. constituant, comme nous l'avons dit, l'obstacle primordial au succès de la manœuvre économique américaine et à la tactique de compression des salaires envisagés par le « capitalisme commissionnaire », elle doit donc être d'abord mise hors de combat. Le parti communiste, qui en est l'âme, doit être neutralisé et éventuellement dissous.

C'est pourquoi, si nous voulons empêcher la réussite de cette manœuvre et éviter l'avènement du fascisme, notre intérêt et notre honneur nous invitent à nous placer du même côté qu'eux.

Seulement cette union de tous les démocrates, les rédacteurs déprimés que nous citions plus haut la croient maintenant impossible.

Dans la conjoncture présente, dit Dominique Olivier, la bourgeoisie avait toute chance d'attirer à elle la classe moyenne et il est incontestable qu'elle y est parvenue dans une large mesure... La classe moyenne réclame maintenant un Etat fort qui lui garantisse à jamais son indépendance, la sauve de la condition prolétarienne et préserve ses possibilités d'ascension sociale.

Dominique Olivier oublie que la petite paysannerie française dont il n'est pas question *une seule fois* dans ce numéro a soutenu les ouvriers pendant les grèves de novembre ; il oublie qu'un mouvement analogue s'est dessiné chez les petits commerçants, à Marseille par exemple. Depuis, la dévaluation, le prélèvement exceptionnel, le blocage des billets de 5.000 fr. ont démasqué le vrai visage de la 3e force et fait apparaître les intentions profondes du fascisme : la petite bourgeoisie française n'est pas acquise à de Gaulle.

Elle est peut-être hésitante et incertaine, mais la forme de rassemblement que lui propose l'équipe d'*Esprit* contre le fascisme n'est certes pas susceptible de l'éclairer ! Pas de troisième force « valable qui exclue les communistes » avait déclaré Jean Lacroix. Et voilà les conclusions d'Emmanuel Mounier sur ce sujet : (p. 942).

Non pas Troisième Force, car elle mettra ses pas dans le chemin depuis longtemps ouvert de l'émancipation démocratique et populaire. Mais force nouvelle, dont il dépendra que l'avènement du socialisme, quelques rigueurs qu'il exige, se fasse, sans contaminations totalitaires, sur une véritable Internationale, et qu'au sein des luttes les plus farouches, il préfigure déjà, par ses moyens, par son esprit, l'humanisme qu'il a pour fin principale d'instaurer. Cette force, les communistes auraient pu en être les animateurs s'ils avaient su maintenir la loyale collaboration du maquis et des fronts nationaux. Elle ne se fera pas sans l'élite ouvrière qu'ils groupent aujourd'hui dans leurs rangs. Mais elle devra se constituer dans l'autonomie, car une réforme ne

s'est jamais faite dans le statu quo des cadres, des idées et des structures. Nous en déposons l'espoir et la volonté au bord de cet hiver qui sera pour chacun une épreuve de lucidité et de caractère.

Si je comprends bien, E. Mounier somme donc les communistes de renoncer à eux-mêmes. Il nomme « contamination totalitaire » la discipline consentie, la vigilance impitoyable ; il ne voit pas que l'alliance de l'U.R.S.S. et celle des démocraties populaires de l'Est mène à la « véritable Internationale », celle des peuples pacifiques ; il ne comprend pas enfin que les communistes, en travaillant à libérer la nation des servitudes capitalistes, ne se bornent pas à « préfigurer » l'humanisme, ils le fondent. En vérité la « 3e Force » d'E. Mounier se distingue très peu de celle de Léon Blum ; toutes deux font appel à « l'élite ouvrière », promettent « l'avènement du socialisme » mais sans définir de voie praticable. On connait assez les chemins suivis jusqu'ici par les socialistes ; quant au directeur d'*Esprit*, il a signé en application de ses principes un « Premier appel à l'opinion internationale » qui mérite tous les reproches adressés par le présent numéro de sa revue à la « 3e Force » [1].

D'autres rédacteurs d'*Esprit* ne vont pas si loin, mais ils posent eux aussi au Rassemblement antifasciste des conditions qui équivalent à son désarmement préalable.

Un nommé Lucius qui analyse les « Responsabilités du parti communiste » (p. 908-913) écrit :

Quoi qu'on puisse penser de la politique du parti socialiste, l'expérience a montré qu'il est impossible au P.C.F. de rassembler tous les travailleurs derrière lui, et c'est encore plus vrai pour les classes moyennes. Victor Leduc posait très bien le problème lorsqu'il disait que dans la situation de l'Europe, tout dépendait du choix des socialistes. C'était admettre que ce choix est possible et que les sociaux-démocrates ne sont pas « fatalement déterminés à trahir ». Pourquoi, si ce choix est si grave, tout faire pour les éloigner du communisme, pour rendre impossible l'unité d'action ? Qui a raison, du parti communiste italien, qui a réussi l'entente avec le parti socialiste italien, ou du parti français qui a travaillé constamment depuis trois ans à s'isoler lui-même ? Victor Leduc avait raison et le bureau politique du P.C. avait tort. Là encore le principe léniniste de condamnation de la IIe internationale s'est transformé en un dogme de l'antisocialisme systématique et au lieu d'être un stimulant pour le mouvement ouvrier, a contribué à sa décomposition.

Or l'alliance entre le parti communiste et les *dirigeants* du parti socialiste *français* serait une duperie pour le *seul* parti communiste. Les socialistes en effet peuvent se satisfaire d'un verbalisme démocratique ; ils le doivent même, c'est leur fonction dans l'autre camp.

Leur « lieu » politique, écrit un autre rédacteur d'*Esprit*, Joeph Rovan (p. 906), est un parti qui doit être de gauche sans menacer le régime. Pendant ce temps, par leur faute, le régime s'écroule « à droite ».

Les communistes ont donc à dénoncer et non à couvrir le verbalisme révolutionnaire des sociaux-démocrates.

Lucius oublie d'ailleurs que l'initiative de la rupture est venue du parti socialiste. Et il ne pouvait guère en être autrement. Ecoutez Maurice Didier, il répond à Lucius mieux que je ne saurais le faire (p. 925-26) :

Il est aisé de se rappeler, et on l'a souvent répété, que M. Blum était, entre toutes, la personne capable de négocier avec M. Byrnes. Il a lui-même eu l'imprudence de dire que l'importance politique du parti socialiste augmentait à mesure que son importance électorale diminuait. C'était avouer, à qui voulait l'entendre, qu'il ne fallait pas chercher en France les raisons de son maintien au pouvoir.

C'est précisément à cause de leur faiblesse que le capitalisme américain a choisi de soutenir

1. Cet appel, publié par Esprit en novembre 1947, est signé entre autre par Georges Altman, Jean Texcier, Marceau Pivert, Claude Bourdet, l'état-major existentialiste. Il peut en gros se définir aussi : « Ni Russes, ni Américains ». Quel faux dilemme ! Personne n'a demandé à tous ces gens, pas plus qu'aux autres Français, de devenir russes. Mais si le problème est ainsi posé, on peut écarter les communistes. Les Américains aussi, dira-t-on... Ce n'est pas la même chose. Tandis que les intellectuels ci-dessus conduisent la petite bourgeoisie dans les nuées, les Américains œuvrent sur terre !

spécialement les partis du centre. C'est là une règle d'or du capitalisme international (qui s'est aperçu à ses dépens avec Hitler et Mussolini du danger qu'il y a à favoriser des mouvements qui, par leur violence même, risquent de vous échapper) qu'il ne doit soutenir dans un pays que les partis qui ne peuvent pas subsister sans son aide. (Ce n'est d'ailleurs pas pour le département d'Etat une politique limitée à la France puisque, dans la plupart des pays d'Europe occidentale, les coalitions démochrétiennes-socialistes de droite sont de plus en plus ostensiblement appuyées par les Etats-Unis.)

Dans ces conditions, peut-on logiquement, honnêtement, souhaiter contre le fascisme l'alliance de deux partis dont l'un n'est qu'une machine de guerre au service du capitalisme contre lequel il s'agit précisément de lutter ? C'est l'alliance de l'eau et du feu. On n'agirait pas autrement pour escamoter le parti communiste et maquiller la 3e Force afin de duper le peuple. Nous avions déjà le gaullisme sans de Gaulle ; Lucius nous propose maintenant la 3e Force sans la 3e Force. Tout comme Mounier.

Ainsi le seul problème réel, à savoir la composition du rassemblement antifasciste dont la nécessité est évidente, l'équipe d'*Esprit* l'escamote avec ensemble. Elle n'arrive pas à définir la formule nouvelle qui doit répondre à la trahison des socialistes de droite, aux complaisances du M.R.P. pour le gaullisme, mais piétine sur des solutions dépassées comme si elle n'avait pas vécu la « pause » en 1936 et la Libération trahie depuis 1944. Et tandis qu'elle accuse le parti communiste de « sclérose » et « d'opportunisme » (Lucius, p. 910), ce sont pourtant les marxistes du parti communiste qui font preuve d'imagination créatrice et ce sont les personnalités d'*Esprit* qui sont sourdes aux exigences des personnes humaines ! Déjà les Comités de défense vivent dans le pays, ils associent la défense de la liberté et celle de la profession, ils protègent l'indépendance nationale et les salaires ; on y trouve des communistes et des non communistes, des ouvriers et des techniciens, des croyants et des athées : le Rassemblement est en marche ! Il faut l'aider, il faut l'aider maintenant. « Jusqu'au dernier moment, écrit Jean Lacroix, nous essaierons de garder les cœurs généreux et la tête froide » (c'est-à-dire en fait nous n'agirons pas). Mais le dernier moment serait trop tard, nous devons empêcher qu'il vienne jamais.

Souvenez-vous de 1848, Jean Lacroix : partout en Europe le peuple s'est laissé désarmer, la liberté n'a pas duré six mois. A cent ans de distance le peuple de Tchécoslovaquie installe un gouvernement populaire. Sans verser une goutte de sang. Mais s'il peut en février 1948 faire une révolution pacifique, c'est qu'il n'a cessé de veiller depuis la Libération de 1945. Puissiez-vous comprendre aussi que la liberté est une création continue !

Jeanne GAILLARD.

LA VIE INTELLECTUELLE

Les catholiques d'*Esprit* n'ont pas été les seuls à dénoncer le danger fasciste renaissant. Même à *la Vie intellectuelle* (revue des pères dominicains), des voix courageuses se font entendre. Tandis qu'un Auguste Viatte ose y accuser les communistes de *vouloir ressusciter en tous pays le danger fasciste en vue d'en bénéficier par contre-coup* (comme si c'étaient les communistes grecs qui avaient installé dans leur pays les marionnettes tyranniques de Churchill et de Truman, comme si c'étaient les communistes américains qui organisaient la persécution contre eux-mêmes ou faisaient voter la loi Mundt-Nixon, comme si c'étaient les communistes français qui inspiraient la mégalomanie de monsieur de Gaulle !!), voici ce qu'écrit Elie Beaussart, après quelques précautions bien entendu, mais en déclarant fermement *accepter les risques et les dommages* que lui vaudra sa prise de position :

...Je sais aussi trois choses : c'est, d'abord, que

le communisme et l'U.R.S.S. sont des faits ; ensuite, que le communisme est porté par une vague puissante, comme le furent, en leur temps, le libéralisme et le socialisme, pour ne pas remonter plus haut ; enfin que le communisme, à son tour, incarne à notre époque — encore une fois comme le libéralisme et le socialisme hier — un certain nombre de vérités et d'aspirations chrétiennes que ses devanciers, pour les avoir trop longtemps combattues et étouffées, ne sont plus capables de ressusciter...

Que l'on m'entende : je ne propose pas d'être malin et de jouer l'U.R.S.S. et le communisme comme on jouerait un cheval gagnant ; — je ne tranche pas l'alternative de savoir si la vague de fond qui a porté ceux-ci jusqu'à présent continuera triomphalement sa marche ou sera surmontée à son tour par une autre vague sortie également des profondeurs de l'homme ; — si je suis plus attentif à la volonté de justice pour tous et aux autres aspirations (chrétiennes à leur insu) que par leur truchement des millions d'êtres ont réintroduites dans un monde chaque jour plus égoïste, j'entends marquer avec lucidité cependant les déviations auxquelles celles-ci sont soumises par une doctrine matérialiste.

L'action que je propose est faite d'attention à la doctrine et aux faits. Elle n'est possible que dans une fidélité totale à l'enseignement rappelé par l'Eglise. Mais cette fidélité fermement maintenue, nous avons à regarder l'U.R.S.S. et le communisme comme des faits où s'exprime la lente progression de l'homme vers la possession de la terre qui lui a été donnée, — comme nous eussions voulu que l'on regardât hier le libéralisme et le socialisme, comme nous souhaitons que, dans l'avenir, les faits de même taille soient regardés demain.

Ne serait-ce pas une fatale erreur de conduite que de tomber dans un anticommunisme *a priori*, après que nous avons tant pâti, et tout ce qui nous est cher avec nous, de notre antilibéralisme et de notre antisocialisme systématiques ?

Craignons, au surplus, d'éviter un mal pour tomber dans un pire, de combattre le communisme pour dériver dans quelque totalitarisme fasciste dont nous avons éprouvé l'inhumanité foncière. Cette tactique de catastrophe a valu à l'Espagne le régime franquiste, cette sauvagerie ; à la France, Vichy, cette papelardise. Qui s'enferme dans l'anticommunisme doit, pour emporter la décision, recourir aux méthodes fascistes, instaurer un régime fasciste. La tentation est de nouveau parmi nous : écoutons autour de nous, regardons ce qui se passe çà et là en Europe...

Pol GAILLARD.

CRITIQUE

nos 18, 20, 21.

Une « revue générale des publications françaises et étrangères », c'est le sous-titre de *Critique* [1], voilà qui séduit *à priori !* Mises à jour et mises au point systématiques déblaient mieux qu'une sèche bibliographie, même sélectionnée, la masse touffue des publications récentes. Pour cerner les tendances de la pensée contemporaine et faire surgir les questions qui, à leur tour, susciteront de nouvelles mises au point, il faut ces débats rapides qui préparent le terrain.

Oui, mais... *Critique* ne satisfait guère vraiment aux conditions multiples qu'elle devrait remplir pour mériter le sous-titre qu'elle se donne. Il lui manque d'abord une information vraiment internationale.

Dans les trois numéros que j'ai sous les yeux les livres analysés, les références citées sont uniquement de langue française ou anglaise et naturellement, dans l'ensemble, le point de vue anglo-américano-européano occidental domine. D'autre part, un avis imprimé dans une page de garde annonce que « les auteurs développent librement une opinion qui n'engage qu'eux-mêmes ». Cet avis en tout cas n'engage pas la direction. En fait, les collaborateurs de *Critique*, à quelques exceptions près, sont très proches les uns des autres et il y a dans la revue un ton dominant aussi net que dans les *Temps modernes* ou... dans la *Pensée*.

Critique, elle, a choisi d'étudier les formes diverses du néo-spiritualisme ; les articles essentiels admettent que l'irrationnalité constitue le fondement des choses, dont l'aspect logique ne serait que l'écorce. D'où une part très large accordée par

1. Directeur : G. Bataille. Comité de rédaction : Raymond Aron, Maurice Blanchot, Pierre Josserand, Jules Monnerot, Albert Ollivier, Pierre Prévost, Eric Weil.

cette revue à la littérature vouée à l'expression du mystère[1], d'après *Critique* naturellement !

Les sciences, au contraire, n'ont droit qu'à une place mineure, sans doute parce qu'elles sont faites pour exprimer « les choses serviles et promises aux opérations de raison ». Encore une limitation au passif de cette revue qui s'annonçait « générale » !

Qu'on ne croie pas que j'exagère. Maurice Blanchot, dans deux longs articles (n° 18, le règne animal et n° 20, le droit à la mort) a donné de la littérature la définition que voici : la littérature est « passage du rien à tout, affirmation de l'absolu comme événement et de chaque événement comme absolu » (n° 18, p. 402). Ce « rien », c'est l'écrivain qui prend existence avec l'œuvre,

> c'est le mouvement parfait par lequel ce qui au dedans n'était rien est venu dans la réalité monumentale du dehors comme quelque chose de nécessairement vrai, comme une traduction fidèle, puisque celui qu'elle traduit n'existe que par elle et qu'en elle (n° 18, p. 891).

Les conceptions précédentes ont pour effet de rétrécir encore les perspectives de *Critique ;* elles introduisent une hiérarchie des genres au profit de la poésie, la poésie irréaliste, s'entend. Laissons parler Georges Bataille, le directeur de la revue, qui, dans une « critique de l'existentialisme » faite pour opposer à Sartre le super-existentialiste Levinas, n'hésite pas à écrire :

> L'impuissance de la pensée est donnée dans la stérilité des glissements : la poésie obscurcit la connaissance, la connaissance apprivoise la poésie, mais la connaissance poétique et la poésie intellectuelle ne sont ni l'une ni l'autre à la mesure de l'homme. L'humanité est l'exigence d'une possibilité extrême : également dans l'un et dans l'autre domaine, la science et la poésie ne tolèrent ni la défaillance ni le compromis. (Mais la poésie est souveraine et ne peut être asservie : l'extrême savoir exige au contraire la reconnaissance de la poésie qui n'est jamais le moyen de son activité autonome, mais demeure la fin de celui qui sait, et la fin du savoir en ce que le savoir à l'extrême est la dissolution du savoir) (n° 21, p. 133).

Pour justifier ces hardiesses, il ne faut après tout que des chefs-d'œuvre incompréhensibles, mais indiscutables. *Critique* dans les n° 18, 20, 21 commente pour ses lecteurs les œuvres récentes de trois poètes auxquels sont consacrées trois longues études : Saint John Perse, Malcolm de Chazal et un jeune Gallois presque inconnu en France, Dylan Thomas.

La poésie de Saint John Perse doit demeurer « à distance, séparée du train du monde et comme immobile au bord du temps », dit son exégète Maurice Saillet, mais il dit aussi qu'elle se dessèche à ce régime et finit par n'être plus qu'un « décor verbal » ! (n°s 18 et 21).

Dylan Thomas, dont G. A. Astre cite de très beaux vers tourmentés, ne se refuse pas à l'universel, bien que l' « assise première » de son œuvre soit le « subjectif » (n° 21).

Quant à Malcolm de Chazal, René Maublanc que je ne saurais contredire par esprit d'équipe, veut bien accorder à son œuvre « une plaquette de 25 pages d'observations assez piquantes »[1]. Je me demande seulement s'il connaît cette lettre, dépourvue de tout humour hélas!, adressée par Malcolm à Jean Paulhan : trente pages enflammées, terriblement sérieuses, que ce dernier reproduit in-extenso dans *Critique*. En voici un extrait :

> Mon œuvre est une révolution et rien de moins. C'est un tournant en épingle à cheveux du mode de penser actuel. L'âge atomique ne peut qu'aider cette œuvre, fût-ce par un grand détour. Car depuis la désintégration de l'atome la matière n'est plus. Le spirituel est en filagrane dans le vivant. Mon message est antiscientifique, antilogique : c'est de l'extra-pensée pure (n° 20, p. 19).

Ainsi, que *Critique* nous présente ses œuvres incompréhensibles mais discutables, ou bien indiscutables mais com-

1. La littérature tend d'ailleurs à s'annexer l'histoire et même la sociologie : l'explication (des faits sociologiques) « est d'ordre littéraire », écrit Jean Balandier reprenant à son compte une explication de Le Cœur (n° 20, p. 163).

1. *La Pensée*, n° 16, janvier-février 1948, p. 153.

préhensibles, etc..., dans tous les cas la preuve n'est pas faite que la poésie doit exprimer « l'inintelligible matérialité » de l' « instant présent » pour être elle-même.

Et il est assez piquant de constater que la très intellectuelle *Critique* se rencontre avec le très mondain magazine, *Vogue*, (que les femmes lisent chez le coiffeur) pour faire connaître Malcolm de Chazal ! Au moment où les chroniqueurs constatent une tendance de la haute mode à s'aristocratiser, les faiseurs définissent une pensée pour l'élite, marquée aux armes de l'Inutilisable (« dépense improductive », écrit Georges Bataille de la poésie et de l'art). Et comme une telle pensée n'est pas à l'usage du commun, ils l'expriment dans un langage d'initié opposé au beau langage cartésien, coupable de porter les problèmes à la connaissance de tous. Mais pour les poètes de *Critique*, comme pour leurs commentateurs, l'obscurité n'est pas un défaut.

Bien au contraire ! Nous savons maintenant l'usage des *Clefs de la poésie* de Jean Paulhan ; elles servent à enfermer la poésie dans un cabinet noir. Est-ce pour la punir d'être devenue clairvoyante ? C'est à qui, dans la revue, poussera les œuvres littéraires vers un mystère au seuil duquel on s'arrête pieusement, et pour cause! Aucune des méthodes admises par la critique rationnelle moderne n'est plus valable. L'examen du contexte, ou du milieu dont l'œuvre est issue ? A quoi bon ! puisque la littérature tourne le dos au monde réel. L'analyse logique, rajeunie par la dialectique ? Secondaire ! C'est l'intuition qui est souveraine ; elle commande à la critique comme à l'élaboration des œuvres littéraires. Telle est la conclusion d'un certain J.M. (Jules Monnerot, je suppose) sur « l'art de l'analyse dans *la Princesse de Clèves* » :

On saura gré à l'universitaire qu'est M. Fabre [1] de nous restituer une « princesse » point si tôt disséquée, tout compte fait — et de rendre à un certain classicisme, une dimension que les universitaires n'avaient pas peu contribué de siècle en siècle à escamoter.

M. Fabre avait écrit :

L'analyse seule, portée à son point de perfection, est capable de déterminer ses propres limites et de conduire aux frontières imprescriptibles du mystère ou de l'instinct (n° 20, p. 82-83).

Un exemple permettra à nos lecteurs de juger sur pièce les méthodes de la critique intuitive. Il s'agit d'une courte « Vue d'ensemble » sur Cervantès par Noël Léon. L'auteur de *Don Quichotte* aurait-il avant Descartes « plus ou moins porté un masque [1] », comme le soutient M. L.P. May dans une étude intitulée « Un fondateur de la libre pensée » ? Noël Léon ne juge pas convaincante l'argumentation de M. May ; selon lui, Cervantès aurait échappé « au poignant silence de la raison » par l' « ambiguïté ». Cette correction simpliste est au fond une solution paresseuse qui élude les problèmes. Elle me faisait penser à la belle explication qu'Henri Lefebvre a donnée récemment de Descartes. Cervantès ne peut-il avoir été, lui aussi, un esprit tourmenté, tout pénétré des contradictions d'un siècle qui fut à la fois celui de Lépante et des grandes explorations d'Amérique ? Mais M. Noël Léon est trop plein de l'absolu pour orienter ses questions dans ce sens. Il tient la libre pensée pour

une pensée de surface — appliquée à des problèmes pratiques — qui s'exprime avec une grossièreté militaire (sic !).

Cependant, au lecteur peu sensible à ce spiritualisme obscur — pour ne pas dire obscurantiste — *Critique* offre seulement quelques articles mineurs : comptes rendus scientifiques obligés, par leur nature même, de se plier aux disciplines rationnelles, notes littéraires objectives heureusement préservées du mystère. J'ai relevé entre autres, un commentaire du livre de Peter Bachlin sur l'*Histoire économique*

1. Auteur d'un article paru dans les *Mélanges* 1945 de la Faculté des lettres de Strasbourg.

1. L'expression est de Jean Cassou.

du cinéma, par J. Piel (n° 18) ; un compte rendu des travaux du technopsychologue suisse Walther par Georges Friedmann, « Machinisme et psychologie du travail » (n° 20) ; des notes intéressantes sur Michelet (n° 21), Joseph Conrad (n° 18)...

Dans le n° 20, sous le titre « Le sens de l'industrialisation soviétique », Georges Bataille fait du livre de Kravchenko une critique aussi complète que ses méthodes le lui permettent. Il ne lui oppose pas de faits, puisque, à l'exception de l'ouvrage récent de Georges Jorré, l'*U.R.S.S., la terre et les hommes,* il n'a l'air de connaître la Russie que par ses ennemis !

Cette crédulité fausse les conclusions positives de Georges Bataille. Il n'est pas vrai que la Russie exige un sacrifice sans contre-partie des hommes d'aujourd'hui pour bâtir demain le socialisme. Le socialisme est commencé et il n'y a pas de génération sacrifiée. Mais la critique négative, interne, du livre de Kravchenko reste valable : Georges Bataille a bien vu les contradictions et la confusion des témoignages, l'absence de solutions constructives. *J'ai choisi la liberté* n'a pas de « valeur théorique », dit-il, mais témoigne seulement de la Grande Peur qui règne en Occident et il conclut :

> Sans doute l'homme de ce côté-ci n'est pas nécessairement appelé à suivre les voies impérieuses de l'U.R.S.S. Dans la plus grande mesure, il se consume aujourd'hui dans la stérilité d'un anticommunisme effrayé. Mais s'il a des problèmes propres à résoudre, il a mieux à faire qu'à maudire aveuglément. Qu'il s'efforce de comprendre ou mieux qu'il admire la cruelle énergie de ceux qui défoncèrent le sol russe, il sera plus proche des tâches qui l'attendent. Car c'est de toutes parts et de toutes façons qu'un monde en mouvement veut être changé. (en italiques dans le texte).

On s'étonne, après tant d'articles enfoncés dans l'immuable, d'entendre enfin une parole de vie et de surprendre une attitude féconde !

Jeanne GAILLARD.

CAHIERS DU SUD

Les *Cahiers du Sud,* qui sont aujourd'hui, après le *Mercure de France,* la plus ancienne de nos revues, maintiennent dans les pays de langue d'oc le goût de la littérature française, et non seulement en publiant des proses et des poèmes signés par de jeunes auteurs où des aînés en pleine possession de leur talent, mais en élevant des monuments aux gloires passées. Un « portique » couronne, en effet, le sommaire des deux derniers numéros (285 et 286) : le premier emprunte sa noblesse à Sade, le second à Léon-Paul Fargue.

Sade pose encore des problèmes au lecteur qui l'approche. Doit-on le prendre pour « l'esprit le plus libre qui fut jamais », le « révolutionnaire à l'état pur » ou pour « l'expression la plus révélatrice de la décomposition à laquelle était parvenue toute une classe de la société peu avant la Révolution » ? Louis Parrot pose la question, puis conclut :

> En fait, le marquis de Sade est un être affaibli, un esprit déchu, en régression constante, un déséquilibré sexuel comme le sont la plupart des esprits religieux « rebelles », de ceux qui croient justifier leurs désillusions en faisant de leur révolte la base d'un système métaphysique et moral, plus ou moins cohérent (p. 713).

En quelques pages suggestives, Yvon Belaval montre dans Sade un créateur de la littérature « noire » mise à la mode en ces dernières années par l'existentialisme :

> Ce qui définit le mieux Sade, c'est le tragique. Que l'on n'attende pas de lui un trait, un sourire, une joie de société. Sa solitude est sans exemple. On n'a jamais écrit aussi noir. Il n'existe en aucune littérature, même dantesque, de pages où l'affolement tragique égale la dernière partie des 120 *Journées* (p. 722).

La volonté du crime fut, pour Sade, la « volonté d'être libre », selon la formule de Jean Tortel. On lira, pour s'en convaincre, les extraits de la *Philosophie dans*

le boudoir qu'il a fort intelligemment commentés. Bien avant Sartre, Sade s'imagina que « le mal prouve la liberté ».

Le même numéro 285 des *Cahiers* contient un extrait de l'étude consacrée par Claude Aveline aux *Lettres portugaises*, traditionnellement attribuées à Subligny, l'ennemi de Racine. A l'aide d'arguments bien choisis, présentés dans un style alerte, Claude Aveline défend l'hypothèse que les fameuses *Lettres* furent plutôt l'œuvre de Guilleragues, intime de Racine et, qui sait, son collaborateur occasionnel.

Dans le numéro 286, plusieurs écrivains ont rendu *Hommage à Fargue*, mort récemment. Jean Cassou a célébré « l'homme très humain et le très grand poète lyrique ». Robert Ganzo, Marcel Abraham, Yanette Delétang-Tardif ont rapporté leurs souvenirs. Mais trop de littérature a fleuri sur cette tombe.

Ce grand inspiré est un grand clairvoyant, a écrit Yanette Delétang-Tardif. Aussi surréaliste que Rabelais ou que Lautréamont ; enfonçant d'une puissante épaule la porte d'or des métamorphoses verbales et des associations fabuleuses, il est aussi de la noble lignée de notre XVII^e^ et des moralistes ; de notre XVIII^e^ et des élégants prosateurs, frère jumeau du Nodier des *Châteaux de Bohême*...

Pourquoi pas écrire : un dieu ? Après ces exercices de poésie panégyrique, on aimerait qu'un réaliste nous dise tout bonnement comment il a vu Fargue et comment il le juge. Mais alors l'épitaphe se réduirait peut-être à peu de chose ; on n'y verrait plus que l'image d'un noctambule aimable et spirituel, capable d'aligner les mots avec grâce sur une feuille de papier blanc [1].

Jean LARNAC.

LES TEMPS MODERNES, n° 27, décembre 1947.

Les *Temps modernes* récidivent...

Le numéro d'octobre 1947 était sous le signe du marquis de Sade ; cette fois-ci la « Vie d'une prostituée » est installée au cœur de la revue, comme le fléau d'une balance, autour duquel s'équilibre le train-train habituel des articles.

Aucun intérêt ne justifie ce « document », si ce n'est d'abriter un exhibitionnisme à peine honteux.

Où donc est-il le programme que Sartre définissait dans la clandestinité à l'usage de la littérature d'après-guerre :

Il ne se peut pas que l'humanisme, la foi, la culture soient indéfiniment les objets d'une tradition clandestine.

Le jour approche où nous pourrons écrire au grand jour... Et si elle ne disparaît pas tout à fait (la littérature avilissante), il faudra lui donner sa vraie place dans l'ombre des librairies spéciales, parmi les ouvrages pornographiques qu'on vend sous le manteau (Lettres françaises clandestines, n° 18, juillet 1944).

Dans l'ombre des librairies spéciales : c'est la place qui convient au numéro 27 des *Temps Modernes*.

Jeanne GAILLARD.

LE MONDE FRANÇAIS, octobre et novembre 1947.

Cette revue offre toujours à ses lecteurs la même variété d'articles traitant les uns d'art et de littérature, les autres de questions internationales et d'actualité. La tendance est toujours claire. Le n° d'octobre contient un article de Snogorzewski sur la tragédie grecque, violemment hostile à l'ELAS. La revue s'intéresse fort au Ma-

1. Le numéro 288, que je viens de recevoir, contient une riche documentation relative à Victor Segalen, et un choix de textes peu connus. Les amis de l'auteur des *Immémoriaux* trouveront là de quoi entretenir leur ferveur ; ceux qui s'intéressent à l'homme et ignorent René Leys découvriront dans ces pages un curieux type d'humanité qui se situe entre van Gogh et Gauguin, Loti, Malraux et Marc Chadourne.

roc, puisque trois articles lui sont consacrés dans les deux numéros. L'un d'eux, intitulé « Chronique du Maroc », très favorable au général Juin, à condition qu'il n'autorise pas trop vite un relèvement des salaires et l'accession des indigènes aux syndicats, est naturellement fort dur pour le sultan, l'Istiqlal et surtout les communistes qui, s'il faut l'en croire, pratiquent la violence comme des forcenés. Mais il est permis de se demander si l'auteur, Duforez, a eu souci de s'informer. Quant à M. H. Brenier, il préfère Bao-Daï à Ho-Chi-Minh, sans enthousiasme. Peut-être reflète-t-il une opinion officielle. En tout cas, on ne saurait en être surpris.

J. Dresch.

LA TABLE RONDE, n° 1, janvier 1948.

Le premier numéro de cette nouvelle revue groupe, entre autres, les noms de Mauriac, Paulhan, Camus, Thierry Maulnier, Aron, ce qui laisse supposer aisément quel en sera le ton. C'est un organe d' « écrivains » qui entendent

prendre position, non pas en tant qu'hommes de parti, mais en tant qu'écrivains, étant entendu que l'exercice du métier d'écrivain comporte sa morale.

On sait ce que cela veut dire. Au reste, l'avertissement au lecteur déclare qu' « il est presque impossible de dire quoi que ce soit soit sans « faire le jeu » de quelqu'un ». Le lecteur saura juger de qui on fait ici le jeu.

Madeleine Herr.

PLURALISME

Revue mensuelle de l'Ordre indépendant (Association laïque de Synthèse culturelle).

Il y a de tout dans cette publication mensuelle ronéotée. Du naturisme, du végétarisme, de l'espérantisme, du pacifisme, de l'anarchisme, du mysticisme, du spiritisme, toutes les formes de bonnes volontés qui ont pour lieu commun l'utopisme.

Le numéro de février 1948 appelle les hommes à un premier « Jeûne volontaire universel historique », durant une journée de « prise de conscience de dignité humaine ». Ce jeûne humanitaire doit avoir lieu le 29 février 1948, car le 29 février suivant se placera en 1952, que la deuxième moitié du XX^e^ siècle sera entamée, et que ce n'est pas trop de 50 ans, durant lesquels les précurseurs s'engagent à être « bons, aimables, courtois, utiles et agréables aux autres », pour préparer le gouvernement naturiste de l'an 2000.

On serait désarmé par tant de candeur, si l'on n'était révolté par la pensée de l'effort ainsi dépensé en pure perte et des obstacles que les utopistes de tout poil élèvent sur la seule route qui mène vers l'émancipation humaine.

Ernest Kahane

LES REVUES ÉTRANGÈRES

POLITIEK EN CULTUUR *(Amsterd)*

L'invasion allemande interrompit, en mai 1940, la sixième année de *Politiek en Cultuur*, « cahier théorique » mensuel du parti communiste néerlandais. Ressuscité après la Libération, la revue reprit aussitôt sa tâche d'analyser et d'expliquer, du point de vue marxiste, les évènements économiques et politiques tant de l'intérieur que de l'extérieur, tâche d'autant plus urgente que le nombre de communistes militants a augmenté de beaucoup depuis la guerre.

La formation de nouveaux cadres marxistes — les anciens cadres étant tombés pour les deux tiers dans la lutte contre le nazisme — a permis de renouveler l'équipe de rédacteurs au seuil de la troisième année qui vient de s'ouvrir.

Relevons dans le numéro de janvier 1948 un compte rendu sommaire du congrès que le parti communiste a tenu à Amsterdam (c'était le second depuis la guerre) et un aperçu de la lutte des classes en Suriname (Guyane hollandaise).

J. Engels.

KWARTAAL *(Amsterdam)*

Kwartaal, ainsi que le nom l'indique, est une revue trimestrielle ; paraissant sous la rédaction de M.P. de Groot, secrétaire général du parti communiste néerlandais, elle est comme le complément nécessaire de *Politiek en Cultuur*. Ce périodique publie le texte et éventuellement la traduction des principaux discours et documents qui intéressent la lutte des classes laborieuses. Signalons dans le premier numéro : l'entrevue Staline-Stassen, le discours de Molotov à la Conférence des Seize, le discours de M. Thorez à Strasbourg, un article de Pierre Cot sur l'expansionnisme américain. Le deuxième numéro (janvier 1948) est surtout consacré à l'exposé si important de A. A. Jdanov sur l'histoire de la philosophie.

J. Engels.

SOCIALISME

Revue du Parti suisse du travail (Genève).

Cette revue porte en sous-titre : la politique, l'économie. Mais si les questions idéologiques n'y sont pas au premier plan, elles apparaissent à chaque instant dans leurs connexions avec les infrastructures de la société. La Suisse, bien que restée en marge de la grande tourmente qui pendant six ans a déferlé sur l'Europe, voit ses problèmes renouvelés par l'évolution qui, au cours de la guerre, s'est faite dans la conscience des hommes. Elle est, on le sait, un bastion du capitalisme, et les divers numéros de *Socialisme* sont pleins de renseignements précieux sur la structure économique de la Suisse et la toute-puissance des trusts. (Citons en particulier dans le

n° 23 l'article sur « Les maîtres des compagnies d'assurances », dans le n° 27 les « Documents », etc.) Mais la conscience populaire a tout de même posé le problème du contrôle de l'économie et des nationalisations, c'est-à-dire, comme J. Vincent le marque très bien dans ses articles des n° 24 et 25, le problème de l'élargissement de la démocratie. La Confédération, malgré son isolement apparent, se heurte aux problèmes que pose dans tous les pays capitalistes l'état de décomposition actuel du système. Et le Parti suisse du travail s'applique à leur proposer des solutions nationales, par des voies souvent assez différentes de celles que nous avons suivies.

Signalons l'article du n° 23 sur « La presse suisse pendant la guerre ». Celle-ci représentait pour nous, sous l'occupation, une manière d'objectivité. Mais il apparaît, à la lumière des documents publiés par le Conseil fédéral lui-même, qu'elle était « dirigée » dans un sens plus favorable aux pays fascistes qu'aux démocraties. C'est ainsi qu'on peut lire dans les instructions données à la presse par le Conseil fédéral à la veille de l'agression de Mussolini contre la France :

> Il faudrait éviter à tout prix une vague d'indignation et des attaques directes contre l'Italie... Il conviendrait de n'opposer sous aucun prétexte la famille royale italienne, le Vatican ou le peuple italien au régime fascite...

Quand on sait que 95 % des journaux suivaient docilement ces directives, il n'est pas étonnant que même dans la « libre » Suisse, la presse démocratique ait été elle aussi clandestine pendant 4 ans.

E. Bottigelli.

CHINA DIGEST (*Hong-Kong*)

Cette revue bimensuelle, éditée à Hong-Kong, est une revue d'informations politiques, économiques, sociales et culturelles. Elle est fort bien documentée et traite non seulement des questions chinoises, mais encore des principaux événements qui surviennent en Indochine, Siam, Birmanie et Inde. Elle représente la tendance de la Ligue démocratique, nettement progressiste. De nombreux articles soulignent les tares du régime de Tchang-Kaï-Chek, du féodalisme et des grandes familles, font la critique de la politique américaine de soutien au Kuomintang contre les communistes, préconisée par Bullitt, et de relèvement du Japon. D'autres, par contre, donnent des renseignements précis sur la Chine populaire, la lutte contre les féodaux, les réformes administratives. La revue apporte enfin son appui aux mouvements nationaux de l'Extrême-Orient, juge sévèrement la politique colonialiste appliquée par la France au Viet-Nam, par la Grande-Bretagne en Malaisie et en Birmanie.

J. Dresch.

LES LIVRES

Jean FRÉVILLE : **les Briseurs de chaînes.** Paris, Editions sociales. 1948.

Dans le monde entier les hommes de progrès célèbrent cette année le centenaire de la parution du *Manifeste Communiste* de Karl Marx et de Friedrich Engels. Il était nécessaire de rappeler à cette occasion ce que le Manifeste avait apporté au monde. Il était nécessaire aussi de répondre à un certain nombre de questions précises : dans quelles conditions le Manifeste a-t-il été écrit ? Comment Marx et Engels étaient-ils arrivés au socialisme scientifique ? Dans quelle mesure et dans quelles directions le marxisme a-t-il été enrichi depuis 1848 ? En bref, il fallait présenter à des hommes de 1948 un document vieux d'un siècle.

Nul n'était plus qualifié que Jean Fréville pour le faire. Avant guerre Fréville a publié des textes choisis de Marx, Engels, Lénine et Staline sur la littérature et l'art (c'est d'ailleurs un recueil qu'il serait urgent de rééditer). Récemment dans la collection des « Classiques de la liberté » Fréville nous a donné un remarquable *Lénine*. Ajoutons que Fréville est aussi l'auteur de *Pain de Brique*, de *Port-Famine* et des *Collabos*. « C'est un poète ! » me disait un ami qui venait de lire les premiers chapitres des *Briseurs de chaînes*. Oui, ce livre sur le Manifeste est remarquablement écrit — dans une langue claire — avec des pages où passe un souffle épique qui, d'emblée, transporte le lecteur sur les hauteurs d'où l'on découvre mieux l'horizon.

Le marxisme constitue bien une révolution dans l'histoire de la pensée. C'est ce que montre Fréville dans un premier chapitre : « Signification du marxisme ». Avant 1848, il y avait des prolétaires et il y avait aussi des socialistes. Mais les prolétaires se battaient sans pouvoir élaborer de leur propre mouvement la doctrine du socialisme. Quant aux socialistes, ils ne voyaient du côté du prolétariat aucune force politique indépendante. Le Manifeste a réalisé la synthèse des luttes ouvrières et de la doctrine du socialisme. La victoire du prolétariat, ce ne sera pas seulement le triomphe d'une classe (il y a eu dans le passé d'autres batailles avec des classes vaincues et des classes victorieuses), mais la libération de l'humanité entière.

> L'histoire a réservé ce rôle à la classe ouvrière parce qu'elle est liée à la forme la plus avancée de l'économie, parce qu'elle grandit et se développe sans cesse, que le capitalime lui-même contribue à sa croissance, qu'elle est, de toutes les classes, celle qui comprend le mieux les besoins de la société entière, celle qui n'a d'autre perspective que de se libérer en libérant. Portant tous les fardeaux, endurant toutes les peines, elle ressent par toutes ses fibres, au plus profond d'elle-même, la nécessité d'une révolution qui supprime les classes, d'une émancipation qui assure les émancipations (pages 27 et 28).

Marx arriva à Paris en 1843. Il n'avait que 25 ans. Cependant il était déjà « le docteur Marx ». Il s'était nourri de Hegel, mais il avait dépassé son maître. Encore qu'il s'agisse d'une révolution plus que d'un dépassement puisque pour Marx le mouvement dialectique ne se développait plus dans « le ciel des Idées », mais sur « la terre des hommes ».

Marx allait trouver à Paris

> ce qui manquait en Allemagne : une société issue d'une révolution, menée à son terme par la bourgeoisie ; et en face de cette bourgeoisie puissante et riche qui tenait son pouvoir de la

lutte des classes, un prolétariat, secoué par de soudaines révoltes et dont l'avant-garde commençait à se grouper sous les bannières du socialisme et du communisme.

C'est cette situation que Fréville analyse dans un chapitre intitulé « le chant du coq gaulois ». Il rappelle que de son côté Engels a étudié le développement de la classe ouvrière anglaise. Ainsi vers 1846 les principales idées du socialisme scientifique étaient conçues et formulées. Marx et Engels

traçaient une ligne de démarcation infranchissable entre le communisme philosophique, perdu dans ses empyrées, le socialisme utopique, petit-bourgeois, mystique, éthique, esthétique, charnel et leur enseignement de la lutte de classe menée par le prolétariat (p. 106).

Et Fréville de nous conter avec précision comment le Manifeste a été écrit et de nous dire toute la portée de ce message.

Bien qu'il date d'un siècle, le Manifeste n'est pas périmé. Il suffit pour en comprendre toute l'actualité de jeter un coup d'œil sur le monde d'aujourd'hui, et plus particulièrement d'analyser les traits caractéristiques de l'impérialisme américain : à lire ce chapitre de Fréville, on comprend mieux pourquoi certains « socialistes » (du type de ceux que Marx dénonçait en 1848) ne veulent plus considérer le Manifeste que comme un « document » — un document qui a eu son importance, mais qui est complètement dépassé par les événements ! Ah ! les bons apôtres ! Ils sont comme des criminels à la recherche d'un alibi. Ceux qui aujourd'hui étudieront le monde à la lumière des principes du Manifeste, on ne pourra plus les duper. Ils sauront quel est le véritable contenu de la « démocratie américaine ». Ils comprendront mieux pourquoi, arrivée « à un stade ultime de décrépitude, la pensée bourgeoise est revenue aux bégaiements de l'enfance ».

La doctrine du Manifeste est une arme. Une arme que Marx et Engels avaient forgée et qui a été aiguisée par Lénine et Staline. C'est à cet enrichissement du marxisme que Fréville consacre son dernier chapitre : « Ce spectre a cent ans... ». Il rappelle que le marxisme est opposé à tout dogmatisme, à tout schématisme.

Nous ne considérons pas du tout la théorie de Marx comme quelque chose d'achevé et d'intangible ; nous sommes persuadés au contraire qu'elle n'a fait que poser les pierres angulaires de la science que les socialistes doivent faire avancer dans toutes les directions, s'ils ne veulent pas être en retard sur la vie (Lénine).

Evidemment le Manifeste se suffit à lui-même. Fréville a raison de le dire :

Si quelque cataclysme anéantissait les bibliothèques, si de tant de chefs-d'œuvre accumulés rien ne devait subsister qu'une brochure d'une trentaine de pages pour résumer et expliquer l'histoire de nos civilisations, pour témoigner de notre ascension et de nos luttes, il faudrait que ces trente pages-là soient le Manifeste de 1848 (p. 142).

Il n'en reste pas moins que des hommes de 1948 ont besoin pour lire et relire avec profit le Manifeste d'une telle « introduction ». Merci à Fréville de nous l'avoir donnée, telle qu'on pouvait la souhaiter : érudite sans doute, mais aussi claire et pertinente. On savait que le Manifeste avait paru en 1848. Frévrille nous aide à comprendre *pourquoi* il a paru à cette date et *comment* depuis cette date les événements ont confirmé les prévisions scientifiques de Karl Marx et d'Engels : « Nous allons dans le sens de l'histoire ».

En bref, un très beau livre.

Un livre indispensable.

Jean BRUHAT.

Elsa TRIOLET : **les Fantômes armés.** Editions de la Bibliothèque française, Paris, 1947.

J'ai relu, un an après la première lecture, le célèbre roman de Madame Elsa Triolet, que tous nos amis connaissent et admirent certainement.

Mon impression demeure : je m'intéresse moins à l'histoire d'Anne-Marie Bellanger qu'aux thèmes évoqués au travers des chapitres, à la chronique des années 45 et 46. Mais je m'y intéresse profondément.

Certaines pages éveillent de longues résonances. C'est ainsi, lorsqu'on trouve exprimé pour la première fois ce qu'on a senti soi-même violemment, mais confusément ; de la confusion où vous laisse la vie quotidienne. Et ce n'est pas la moindre qualité de l'auteur que cette acuité de perception, ce don de sensibilité politique, dirai-je, qui lui permit de discerner dès l'an dernier des préparatifs de réaction sociale encore invisibles à beaucoup.

Les premières impressions que le livre suscita sont instructives à cet égard. Tandis que les forces de réaction, qui ne se trompaient pas sur sa valeur, inauguraient contre lui la tactique d'étouffement qu'elles ont depuis systématiquement employé contre les publications de « gauche », certains lecteurs démocrates, encore aveuglés par l'euphorie qui suivit la Libération, admettaient mal l'atmosphère de clair-obscur dangereux où surgissaient les « fantômes armés ». Ils répugnaient à l'amertume de la libération trahie. Nous-mêmes, avons-nous pressenti assez tôt le reflux de la haine ?

Il suffisait pourtant de garder contact avec la vie quotidienne et toujours difficile d'un grand peuple fervent. C'est ce que fait, finalement, et c'est là la clé du roman, Anne-Marie Bellanger.

Les pages émouvantes se rencontrent surtout dans la dernière partie du récit. On se prend même à souhaiter que cette partie tienne plus de place, on voudrait connaître mieux ces paysans, ces ouvriers qui se dressent indignés contre les vexations infligées aux anciens résistants. Comme on les préfère aux mondains que la « demoiselle » persiste à fréquenter, trop longtemps à notre gré !

Car il n'est pas possible d'omettre une page, une phrase. Le détail compte, et donne la densité à ce style dépouillé. Aussi en veut-on aux personnages épisodiques de ralentir le cours du récit. Cette Colette couchez-avec-moi, elle serait bien campée dans un vaudeville parisien, mais quelle fâcheuse ! Même le mystérieux Célestin, ensemble étoiles amour cagoule manoir secret, il mérite assurément son importance symbolique, mais il ne nous plairait guère, bien que peu encombrant, à la place de l'héroïne.

Il est vrai qu'elle s'ennuie, qu'elle cherche son destin. Les voyages lui aident à préciser ses idées. Il faut aussi qu'elle fasse son métier de photographe. Moins métier, semble-t-il, que lucrative distraction. Nous aimerions là-dessus quelques détails, non pas techniques, mais humains, comme il y en a tant dans le roman.

Et c'est ainsi que nous faisons des reproches aux personnages, comme à des êtres de connaissance, vivant dans un monde que nous voudrions modifier, dont nous voudrions bannir les méchants, où nous voudrions vibrer à l'unisson avec nos amis. N'est-ce pas cette vibration même que l'auteur voulait susciter ?

Le roman de Madame Elsa Triolet n'a pas été diffusé comme il le méritait. On n'a pas assez réagi contre l'étouffement dont il a été victime. Il faut que nous le donnions à lire à tous ceux qui comprennent encore mal que la libération ne pouvait être l'œuvre d'un moment, qu'elle reste à défendre et à continuer, et que les puissances de régression sont plus féroces, plus brutales que jamais.

Jean VARLOOT.

W. B. CANNON : **la Sagesse du Corps.** Traduction française de Z.M. BACQ ; Nouvelle Revue Critique, Paris, 1946.

Sous ce titre fâcheux et inquiétant, emprunté à un rapport de Starling, on pour-

rait craindre de trouver les pires élucubrations théosophiques, et bien des lecteurs ont dû éprouver le même soulagement que moi à constater qu'il s'agit de la physiologie la plus orthodoxe et la plus objective.

Si le grand physiologiste de Harvard a quitté dans sa conclusion le domaine purement scientifique pour une généralisation quelque peu aventurée, c'est avec une modération et dans un esprit rationaliste dont il faut lui savoir gré, et qui rendent cette généralisation singulièrement digne d'attention et de discussion.

L'ouvrage de Cannon, publié en 1932 et 1938 à Boston, a été traduit en 1939 par Z.M. Bacq, le talentueux professeur de l'Université de Liège qui avait fait un fructueux séjour à Harvard en 1931-32, et qui n'a cessé, comme beaucoup de ses collègues belges, d'établir une liaison étroite entre les physiologistes de langue anglaise et de langue française. C'est seulement en 1946 que l'ouvrage put être publié, avec une préface spéciale où Cannon rappelle ses liens avec la science et l'Université française, et où il déclare :

> L'idée centrale de ce livre, « la stabilité du milieu interne de l'organisme chez les vertébrés supérieurs », est directement inspirée des vues précises et de la compréhension profonde de l'éminent physiologiste français Claude Bernard. Ce livre peut même être considéré comme un hommage à sa mémoire.

On voit, en effet, dans cet ouvrage synthétique, comment les travaux extrêmement variés de Cannon et de ses élèves se relient tous au souci de dégager les mécanismes par lesquels l'organisme assure sa stabilité au milieu de conditions perpétuellement mouvantes. Ces mécanismes ne se sont pas établis par

> un don spécial attribué aux organismes les plus élevés ; c'est la conséquence d'une évolution graduelle... Les processus physiologiques coordonnés qui maintiennent stables la plupart de ces états dans l'organisme, sont si complexes et si particuliers aux êtres vivants — comprenant le cerveau et les nerfs, le cœur, les poumons, les reins et la rate, tous travaillant de concert — que j'ai suggéré pour qualifier ces états une désignation nouvelle : l'*homéostasie*. Le mot n'implique pas quelque chose de fixe et d'immobile, une stagnation. Il signifie un état, un état qui peut varier, mais qui est relativement constant.

L'homéostasie des diverses fonctions de l'organisme est subordonnée à celle de ce que Cannon appelle la *matrice liquide* du corps, le milieux aqueux, plasma sanguin et lymphe, dans lequel baignent tous les tissus. Là encore, il se réfère à l'autorité de Claude Bernard qui a montré le premier que

> c'est la fixité du milieu intérieur qui est la condition d'une vie libre et indépendante... Tous les mécanismes vitaux, quelque diversité qu'ils puissent offrir, n'ont qu'un but, celui de maintenir constantes les conditions de vie dans le milieu interne

et d'assurer l'indépendance par l'adaptation.

Cannon illustre cette thèse par l'étude de la soif et de la faim, des mécanismes déjà connus qui interviennent dans la constance du sang en eau, chlorure de sodium, glucose, protéines, graisses, calcium, oxygène, de son équilibre acido-basique, de la température. Il montre le vieillissement des mécanismes *homéostatiques*, les défenses naturelles de l'organisme, la marge de sécurité qu'elles présentent, et le rôle des deux grandes parties du système nerveux. Son expression simple et rigoureuse, excellemment traduite par Bacq, est accessible à tout homme cultivé. S'il lui a été impossible d'éviter l'écueil de ce finalisme qui est inclus dans le langage même des physiologistes et des pharmacologues (*défense* de l'organisme contre une carence..., *réponse* d'un système à une excitation..., etc.), sa pensée reste entièrement rationaliste et s'interdit d'anticiper sur l'inconnu autrement que pour l'affirmer connaissable par la voie expérimentale.

* * *

Cannon tente avec une modestie et une bonne volonté qui donnent la plus haute idée de sa valeur morale l'application aux phénomènes sociologiques de sa doctrine de l'homéostasie :

Il ne paraît pas impossible que les moyens employés par les animaux les plus évolués pour garder uniforme et stable leur économie intérieure (c'est-à-dire pour préserver l'homéostasie), puissent présenter quelques principes généraux pour l'établissement, la régulation et le contrôle de la stabilité, principes qui pourraient offrir d'utiles suggestions pour d'autres catégories d'organisations — voire sociales et industrielles — qui sont la proie de troubles graves. Une étude comparative montrerait peut-être que tout organisme complexe doit avoir des rouages redresseurs plus ou moins efficaces, de façon à éviter l'arrêt de ses fonctions ou une rapide dislocation de ses parties quand il subit l'assaut des forces adverses. Il se pourrait que l'étude des méthodes de redressement utilisées par les êtres vivants les plus complexes, suggère quelque idée pour améliorer et perfectionner des méthodes qui s'avèrent inefficaces et peu satisfaisantes. Pour le moment, ces suggestions ne peuvent être que vagues et peu précises. Elles sont exposées ici pour que le lecteur, en pénétrant dans les détails concrets des manières d'assurer la stabilité dans notre corps, puisse se rendre compte de l'utilité possible des exemples offerts.

Les suggestions de Cannon reposent malheureusement sur une connaissance beaucoup trop superficielle des faits sociologiques scientifiquement établis. Sans doute est-ce avec prudence qu'il avance l'hypothèse d'une assimilation des fonctions de spécialisation et de régulation dans l'organisme animal et dans le corps social. C'est avec prudence aussi qu'il suggère que la stabilité relative de celui-ci pourrait être assurée par des procédés analogues à ceux qui interviennent dans celui-là. L'ingéniosité avec laquelle il compare les groupes de producteurs spécialisés aux organes et aux tissus différenciés, la fixation des premiers à l'écart de sources d'aliments ou de matières premières n'intéressant pas directement leur activité professionnelle à la localisation des secondes dans l'organisme, le rôle des formations de réserve dans les uns et dans les autres, la subordination des uns comme des autres à un système correct de distribution, le système des voies de communication et d'échanges de la monnaie et du crédit lui-même à la matrice liquide de l'animal supérieur, cette ingéniosité ne peut faire oublier la spécificité des lois de la biologie d'une part, et l'impossibilité de réduire celles-ci à celles-là. La nécessité qu'il dégage d'assurer une stabilité aussi parfaite que possible du système de distribution en vue de la stabilité du corps social par analogie avec la surprenante stabilité de la matrice liquide, l'intérêt de discerner le fonctionnement des mécanismes de défense qui se déclenchent aussitôt qu'apparaît un dérèglement à peine perceptible de ces systèmes sont-ils mieux que des correspondances fortuites ? Les suggestions que peuvent recevoir à cette occasion les sociologues de la virtuosité expérimentale des physiologistes seraient beaucoup plus utiles encore si elles étaient formulées par un savant qui joindrait à la maîtrise professionnelle de Cannon un esprit philosophique pénétré du matérialisme dialectique qui lui épargnerait de donner à la *stabilité* un sens trop confus ou trop absolu, et une connaissance suffisante du matérialisme historique, grâce à laquelle il n'oublierait pas parmi les facteurs de l'équilibre social, celui qui vient en premier lieu dans l'organisation capitaliste : la recherche du profit.

Si le corps de l'ouvrage de Cannon confirme dans leur admiration tous ceux qui ont suivi les beaux travaux de l'Ecole de Harvard, les quinze pages d'*épilogue* leur montrent un autre aspect de la personnalité du grand physiologiste. Ils trouvent un homme soucieux de l'équilibre et du progrès social, apportant la plus franche honnêteté d'esprit à examiner les problèmes qui se posent dans ce domaine :

Les nécessiteux ne sont pas, à proprement parler, des hommes libres. L'assurance de la liberté pour les hommes qui veulent travailler, justifierait un contrôle étendu des phénomènes économiques, et quoi que ce système puisse avoir de peu attrayant, ce serait un petit sacrifice en vue d'un grand bien.

Le principal service de l'homéostasie sociale serait de soutenir l'homéostasie corporelle. Elle aiderait à diriger les activités supérieures du système nerveux vers l'aventure et le progrès. Les besoins vitaux assurés, l'inappréciable superflu pourrait être recherché en toute liberté.

On pourrait craindre que la stabilisation sociale ne tende à installer la monotonie la plus ennuyeuse, l'excitant du hasard faisant défaut. Ceci

ne serait vrai pourtant que pour les besoins fondamentaux de l'existence. Il y aurait encore des perturbations sociales dues aux nouvelles inventions, l'intérêt social d'exploits fameux, les discordes bien humaines, l'apport de nouvelles idées, les intrigues de l'amour et de la haine et tous les autres événements qui peuvent rendre la vie pittoresque et variée. Il y aurait probablement, pardessus tout, l'appréhension que la stabilisation sociale n'intervienne trop profondément dans la liberté d'action de l'individu. Pourtant, comme je l'ai dit et répété, la stabilité de la société dans son ensemble est étroitement liée à la stabilité mentale et physique de tous les membres de l'organisme social ; de même, elle pourrait promouvoir une liberté plus grande, donnant la sérénité et les loisirs qui sont les conditions principales de la véritable distraction, de la découverte d'un milieu social satisfaisant et fortifiant, de la discipline et de la jouissance des talents individuels.

Le juste sentiment que possédait Cannon de la notion de *liberté*, qui est si rare chez les hommes dépourvus de formation marxiste, qui est plus rare encore chez les Américains que chez les Européens « occidentaux », aurait pu nous faire espérer de lui une entière compréhension de l'esprit qui nous anime si les circonstances avaient permis qu'il fût éclairé à ce sujet. Nous n'en déplorons que davantage la mort prématurée, en 1945, d'un maître que sa générosité de sentiments et sa probité intellectuelle ne pouvaient que rapprocher de nous [1].

Ernest KAHANE.

Williams HAYNES : **l'Age de la Chimie.** Traduction de Claude ELSEN. Arth. Fayard, Paris, 1948.

L'auteur de cet ouvrage remarquable est à la fois chimiste, économiste et journaliste et la préface nous apprend qu'il travaille à une histoire en quatre volumes de l'industrie chimique aux Etats-Unis. S'il rédige cette histoire dans le même esprit de bonne humeur que l'*Age de la Chimie* et avec une aussi grande profusion d'anecdotes, il est assuré d'un nouveau succès de librairie.

Ce n'est cependant pas dans ces qualités agréables, mais superficielles et un peu grossières, que réside le principal mérite de l'ouvrage publié par Pierre Rousseau dans la collection « Savoir ». Ce n'est même pas dans l'étendue et la sûreté de la documentation, où l'on sent cependant à chaque page le praticien maître de son sujet. Ce n'est pas davantage dans l'enthousiasme contagieux avec lequel Haynes décrit les surprenantes conquêtes de la chimie dans tous les domaines de la technique : matières colorantes, parfums, produits pharmaceutiques, camphre, caoutchouc, papier, textiles artificiels, résines synthétiques, etc. C'est essentiellement dans le sentiment très vif des rapports de la recherche scientifique et technique avec les besoins sociaux, et de l'influence qu'exerce dans toutes ses manifestations l'économique sur le politique. Il est assez remarquable de trouver ce sentiment si développé chez un auteur manifestement dépourvu de toute culture marxiste, et dont les conceptions politiques en sont au stade le plus rudimentaire.

A force de tâtonnements patients, de greffes savantes, de soins méticuleux, les botanistes hollandais réussirent à élever de 2 à 4 ou 8 % la teneur en quinine de l'écorce de cinchona. Si bien qu'aujourd'hui, Java a le monopole presqu'absolu de la production de quinine. Ce qui n'est pas la moindre raison pour laquelle les Indes néerlandaises jouent un rôle important dans la politique mondiale (p. 55).

Sans doute l'auteur ne perçoit-il pas toujours l'incidence politique des faits qu'il expose... je devrais dire : qu'il dénonce. Sa verve américaine, si proche de la trivialité, est aussi robuste dans le domaine purement anecdotique que

1. Il convient de signaler que W.B. Cannon présida avant la guerre un Comité d'aide à l'Espagne républicaine et un Comité de rapprochement scientifique entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Comment ne pas penser que s'il vivait encore, il serait suspect aux autorités de son pays d' « activités antiaméricaines » ?

lorsqu'il décrit les compétitions qui se produisent chaque fois qu'une nouvelle matière synthétique fait son apparition sur le marché et qu'elle tend à supplanter quelque produit naturel, ou lorsque de nouveaux procédés de fabrication sont simultanément proposés.

En 1904, un décret du gouvernement japonais fit du monopole du camphre une réalité officielle et légale. Dès lors, avec un contrôle parfait des stocks, ses prix ont évolué arbitrairement pour répondre aux exigences dudit monopole. De sorte que tout était en place pour l'exécution d'un brillant mélodrame chimico-économique, la lutte menée contre un « méchant » produit naturel par un « héros » synthétique, l'une des pages historiques de la guerre entre la nature et le laboratoire, particulièrement intéressante parce qu'elle allait donner lieu à une bataille commerciale sans merci (p. 179).

Sa liberté de langage s'exerce sur tous les sujets :

Si l'acide picrique était destiné à devenir un explosif, on pouvait s'attendre à ce que le militaire le plus borné comprît qu'il existait des rapports étroits entre la fabrication des munitions modernes et l'industrie chimique du coal-tar. Si étonnant que cela semble, personne, hors d'Allemagne, ne se livra à cette simple déduction (p. 105).

Haynes ne néglige aucune des considérations économiques qui éclairent les péripéties du progrès technique, et qui jouent un rôle déterminant dans la genèse de la plupart des inventions. Lorsqu'il s'agit du caoutchouc ou du pétrole, il montre crûment l'intervention incessante de la spéculation, et sans qu'il la dénonce directement, son texte a souvent la valeur d'un véritable réquisitoire. Comment les théoriciens du système capitaliste justifient-ils la légitimité des fluctuations incessantes du prix du caoutchouc entre le maximum-record de 306 cents en 1910, et le minimum de 2,5 cents la livre en 1932 ?

L'Age de la Chimie mérite d'être lu, non seulement par le grand public auquel il est spécialement destiné, mais aussi par les chimistes, qui n'ont malheureusement pas l'habitude, en France, de s'intéresser aux dessous économiques de leur spécialité. Ils passeront facilement sur le style romancé adopté par l'auteur, plus difficilement sur les lacunes du traducteur qui n'est pas toujours maître de la terminologie technique.

Ernest KAHANE.

BATYREV et SITNINE : **Les finances et le crédit en U.R.S.S.** Paris, Presses universitaires de France.

Les notions de budget, de fiscalité, de circulation monétaire, de crédit, d'épargne ont, en régime socialiste, un contenu entièrement neuf et complètement différent de leur sens traditionnel en économie capitaliste. Cependant, les économistes bourgeois, par mauvaise foi, et très souvent aussi par ignorance des bases de l'économie marxiste, appliquent au système financier de l'U.R.S.S. des définitions et des méthodes de pensée qui leur sont familières. Il en résulte évidemment une somme de confusions et de malentendus que les capitalistes exploitent contre l'U.R.S.S., sans même se soucier de leurs propres contradictions.

Les commentaires de la grande presse et même de la presse technique sur la récente réforme monétaire soviétique ont montré à quel point étaient peu connues les notions les plus élémentaires sur la monnaie et le rôle de l'Etat soviétique en matière financière.

Le livre de Batyrev et Sitnine a le mérite d'apporter à tout esprit de bonne foi, désireux de s'informer sur ces problèmes, les notions de base indispensables pour comprendre les problèmes de finance et de crédit posés en économie socialiste. La densité du livre, assez court pour un sujet difficile à épuiser, ne nuit jamais à sa clarté. Il montre la liaison étroite des divers éléments du système financier : budget,

banque d'Etat, crédits, fiscalité, monnaie, avec le plan économique général.

Dans les pays capitalistes, l'Etat ne dirige pas l'économie qui se développe selon les lois naturelles du capitalisme monopoliste. Bien plus, il subit la volonté des monopoles dont il est l'instrument. Les banquiers se préoccupent essentiellement d'encaisser des intérêts aux moindres risques ; une fabrique d'armements ou une maison d'apéritifs seront plus aisément financées que la Reconstruction. Seule, la loi du profit commande les investissements. La fiscalité est un moyen de reporter sur les travailleurs le poids des dépenses inhérentes à l'entretien de l'appareil d'Etat capitaliste : l'armée et la police, dépenses qui constituent l'essentiel du budget.

En Union soviétique, au contraire, le budget de l'Etat socialiste devient le budget de l'économie dans son ensemble et son équilibre est celui de l'ensemble des recettes et des dépenses du pays socialiste. L'organisation du crédit et la centralisation par la Banque d'Etat de toutes les opérations de trésorerie nécessaires à l'économie permettent, de même, de faciliter et de contrôler la réalisation du plan économique.

Les auteurs insistent sur les principes généraux de l'établissement du budget soviétique : l'unité et l'universalité qui correspondent à l'unité et l'universalité du plan économique et excluent tout compte spécial hors de budget ; le caractère totalement démocratique de la fixation des recettes et des dépenses, puisque les députés ont droit d'initiative total au moment de la discussion des budgets à tous les échelons : Soviet local, Soviet de République ou Soviet suprême de l'U.R.S.S. ; enfin, l'autonomie financière de chaque République, gage d'indépendance et de respect des nationalités de l'Union.

Le dernier chapitre, relatif au système financier et à la circulation monétaire, éclaire pleinement les conditions d'intervention de l'Etat soviétique sur sa monnaie et facilite la compréhension de la récente réforme monétaire. En régime socialiste, la loi de la valeur ne joue plus de façon spontanée, élémentaire, anarchique, comme en économie capitaliste. Elle est utilisée de façon consciente par l'Etat soviétique pour faciliter et accélérer la réalisation du Plan. Dans cette tâche, le système financier et monétaire est pour l'Etat socialiste un outil très souple et très efficace.

L'étude des principes généraux des finances et du crédit en U.R.S.S. conduit à la conclusion suivante : de même que la dégradation constante des monnaies, le déséquilibre budgétaire et l'inflation des crédits sont caractéristiques de la crise générale du capitalisme, de même la solidité du budget, des banques et de la monnaie soviétiques sont des garants sûrs de la puissance de l'Etat et de l'économie socialistes.

R. CREUSSOL.

Général A. GUILLAUME : **Pourquoi l'Armée Rouge a vaincu.** Paris, éd. Julliard, 1948, in 8, 264 p.

Avant d'être nommé Inspecteur général adjoint de l'armée, puis promu récemment au commandement des forces françaises d'occupation en Allemagne, le général Guillaume a été, dès le lendemain de la victoire et durant deux pleines années, attaché militaire de France à Moscou. Servi par sa connaissance de la langue russe et fort d'une longue expérience militaire, il a profité de son séjour en U.R.S.S. pour étudier sous tous ses aspects la guerre germano-soviétique, et aujourd'hui il nous apporte une réponse à la question qui, au moins un temps, a passionné l'opinion mondiale : Pourquoi l'Armée Rouge a-t-elle vaincu ?

A vrai dire, les trois parties qui constituent ce volume ne répondent pas toutes à la question posée. Seule la troisième, la

plus longue, la plus importante, traite en effet des facteurs de la puissance soviétique. Elle est précédée d'une rapide synthèse des opérations militaires qui se sont déroulées sur le front germano-russe de 1941 à 1945. Et le livre s'ouvre par un examen, assez rapide, de l'attitude de l'U.R.S.S. en 1939-1940.

Si le général Guillaume, en technicien averti, avait limité son étude aux seuls problèmes militaires qui sont exactement de sa compétence, et pour lesquels il a su réunir une abondante et solide documentation, nous lui témoignerions notre pleine satisfaction. Son tableau des opérations de guerre est un des meilleurs résumés qu'on puisse lire sur le grand duel germano-russe. L'analyse des diverses phases de la guerre — l'échec du Blitz Krieg 1941-42, la rupture de l'équilibre 1943, le reflux 1944, l'effondrement 1945 — l'exposé des conceptions stratégiques et des modes tactiques des deux adversaires, le détail des offensives et contre-offensives, enfin, et peut-être surtout, l'adjonction de quatre cartes qui illustrent remarquablement les moments principaux de la guerre, confèrent à la seconde partie le caractère d'un bon travail historique.

D'autre part, dans la recherche des divers facteurs qui ont assuré le triomphe de l'Armée Rouge, l'auteur a bien su discerner l'importance primordiale de la puissance industrielle de l'U.R.S.S. et il rend un juste hommage à l'efficacité de la politique des plans quinquennaux. Quand il traite du commandement, il trouve des formules heureuses pour définir le rôle personnel et décisif du généralissime Staline, le concours efficace des maréchaux soviétiques (leurs notices biographiques mises en appendice vaudront quelque surprise à plus d'un lecteur) et d'une manière générale des cadres de l'armée. Sur l'emploi des moyens, — effectifs, armement, utilisation des différentes armes, de l'artillerie surtout —, il abonde en renseignements, sinon entièrement inédits, en tout cas pleins d'intérêt. Enfin il a compris et dit en termes précis, qui par endroit manquent peut-être un peu de chaleur, combien la force morale du combattant russe et le sentiment patriotique des défenseurs de l'Union soviétique ont grandement contribué à la défaite des armées hitlériennes.

Mais le général Guillaume a éprouvé le besoin, au début de son livre, de dire son sentiment sur l'attitude de l'U.R.S.S. en 1939-1940. Nous ne contestons pas à un militaire le droit de se préoccuper de problèmes politiques et particulièrement diplomatiques. Encore conviendrait-il, quand on traite, même en raccourci, d'un point d'histoire si controversé, d'apporter des affirmations complètes ou conformes à l'évidence. Il n'est pas possible, dans un bref compte rendu, de reprendre tous les propos discutables. Mais, par exemple, quand l'auteur affirme :

> Les pourparlers engagés en mai 1939 en vue de la conclusion d'un pacte anglo-franco-soviétique traînent en longueur. Les diplomates soviétiques insistent pour que les trois pays baltes, base d'attaque possible contre l'U.R.S.S., bénéficient en cas d'agression, des mêmes garanties que celles envisagées pour la Pologne, la Belgique, la Grèce, la Roumanie et la Turquie (p. 16).
>
> Tandis que l'U.R.S.S., pour échapper à la guerre, repousse les avances des Anglais et des Français... (p. 18).
>
> En attendant, mieux vaut accepter, au prix d'une large rétribution, d'être le complice d'Hitler dans son agression contre la Pologne que de subir le sort réservé à cette dernière (p. 19).
>
> Pendant les trois premières années de guerre, Staline ne cessera de réclamer avec insistance l'ouverture d'un deuxième front qu'il s'était lui-même refusé à ouvrir en 1939-1940 au profit des puissances occidentales (p. 20),

nous pouvons lui rappeler :

1° que si les négociations diplomatiques de mai 1939 ont échoué, c'est bien par suite du refus de la France et de l'Angleterre d'introduire dans le texte de l'accord la promesse d'une assistance à l'Union soviétique en cas d'agression directe ou indirecte, de lier les deux conventions proposées, la politique et la militaire, en un mot d'accepter à l'égard de la Russie le principe de réciprocité et d'égalité dans les obligations ;

2° que loin de repousser des avances, en juillet 1939, l'U.R.S.S. a formellement offert son appui militaire total, à condition de pouvoir faire passer ses troupes à travers le territoire polonais pour entrer en contact avec les troupes de l'agresseur, offre qui fut repoussée à la fois par la Pologne, la France et l'Angleterre ;

3° que les vrais complices d'Hitler, on les avait trouvés à Munich, quand la France de Daladier et de Bonnet, à la remorque de l'Angleterre de Chamberlain et de Runciman, reniait tous ses engagements d'assistance et abandonnait la Tchécoslovaquie à la merci des nazis. Quant à redouter le sort réservé à la Pologne, l'U.R.S.S. n'avait pas attendu 1939 ou 1941 pour avertir Hitler que s'il s'aventurait dans une guerre d'agression contre elle, sa défaite était certaine ;

4° qu'on ne saurait en aucun cas confondre l'état de paix avec l'état de guerre, et surtout qu'on n'imagine pas Staline se portant, pendant l'hiver 1939-1940, au secours de la France et de l'Angleterre, deux pays qui appuient alors de leurs canons, de leurs tanks, de leurs avions, et déjà d'un corps expéditionnaire, la Finlande en guerre avec l'Union Soviétique.

Le général Guillaume a su exactement définir les capacités militaires des Soviets ; il aurait pu mieux discerner la justesse et l'à-propos des positions diplomatiques du gouvernement de Moscou durant la période de crise 1939-1940.

Sylvain MOLINIER.

Pierre HERVÉ : **Individu et Marxisme.** Paris, 1948, éditions Club Maintenant.

C'est une conférence faite par Pierre Hervé au Club Maintenant, avec les fragments essentiels de la discussion qui la suivit. On y retrouve tout Hervé, le philosophe et le militant : le philosophe qui connaît bien et commente avec sagacité Hegel et Marx, qui sait à l'occasion manier, non sans quelque ironie, le jargon à la mode ; le militant qui oppose au snobisme son bon sens, son sens du réel et de l'action.

Le sujet, c'est de savoir si le marxisme, qui est une philosophie sociale, ne brime pas par là même les droits de l'individu, comme on se plaît à l'en accuser, au nom d'un individualisme ombrageux, qui n'est plus l'individualisme « confiant, progressif, révolutionnaire » de la bourgeoisie du XVIII[e] siècle, mais « l'individualisme noir », l'individualisme « pessimiste, angoissé » de la bourgeoisie décadente (P. 6).

Pierre Hervé n'a pas de mal à démontrer que l'opposition entre individu et société est une opposition factice et abstraite. De l' « individualité » qui se replie sur soi, refuse le contact avec les autres hommes et n'aboutit qu'au désespoir nostalgique, à l'impuissance et au néant, il distingue la « personnalité » qui s'affirme par l'action et suppose donc la vie en commun. C'est cette personnalité que le marxisme entend dégager en chaque homme.

> C'est là le sens profond de l'humanisme marxiste. Si nous voulons donner aux individus la possibilité de « réaliser » tout ce qui est en eux virtuellement, nous ne pouvons le faire que par l'action sociale et non par la seule contemplation... L'être humain n'est pas une abstraction inhérente à l'individu. C'est en agissant sur l'ensemble des rapports sociaux qu'on permettra à l'individu de se développer. (P. 35).

Entre temps, Hervé s'amuse à dénoncer les contradictions de ces « individualistes » qui s'empressent de se réfugier « sous l'aile de la bonne Eglise » :

> L'on peut constater aujourd'hui combien les protestations de l'individualisme le plus effréné peuvent faire bon ménage avec le respect dû aux saintes oppressions. (P. 18).

Et il conclut en expliquant ce qu'est l'humanisme marxiste, qui, prétendant instaurer le régime de la solidarité consciente, entend par là même

> exiger des individus de se hausser au-dessus d'eux-mêmes, d'accomplir leurs destins et d'acquérir les vertus qui en font des personnalités et non plus simplement des individus. (P. 47-48).

Quant au reproche si souvent fait aux communistes d'avoir « une discipline, une cohésion qui découragent les sympathies », Hervé répond très justement :

Si nous avons le sentiment de la discipline, ce ne peut être dû à un dressage ou à la terreur. (P. 43). L'on se plaint de notre cohésion. Les conseils et les directives ne suffiraient pas à la créer : c'est l'adversaire qui la crée par ses intrigues et par ses coups. (P. 44).

Les deux interventions de Jean Wahl et du R.P. Daniélou reproduites après la conférence de Pierre Hervé, étonneront sans doute ceux qui ne sont point familiarisés avec le jargon philosophique à la mode. Ils s'accordent tous deux pour reprocher au marxisme d'oublier une « dimension » dans son explication de l'humanité.

Ce qui me gêne dans toute cette explication narrative et causale des phénomènes, dit Jean Wahl, [...] c'est qu'il n'y a pas de place pour une certaine dimension qui existe dans l'homme. (P. 54).

Jean Wahl ne s'explique d'ailleurs pas sur cette mystérieuse dimension, et je ne sais si c'est la même que celle du père Daniélou, qui est plus clair :

Le marxisme résout le problème de la société, mais il en est d'autres qu'il ne résout pas. Tout ce que je lui demande de reconnaître, c'est qu'il existe des dimensions dans lesquelles il pourrait déboucher sur autre chose (P. 55). La capacité d'adorer représente, dans une âme d'homme, une des dimensions les plus hautes et les plus profondes (P. 58)... La permanence de l'instinct religieux dans l'âme humaine : il y a là une dimension qu'on ne peut arracher de l'âme de l'homme parce qu'elle fait profondément partie de lui-même. (P. 59-60).

Et de ces métaphores spatiales assez bouffonnes pour un idéaliste (je sais bien que Bergson avait donné l'exemple), le père Daniélou conclut qu' « un humanisme n'est complet que quand il se prolonge en adoration » (P. 57) et que le marxisme lui plairait beaucoup s'il pouvait se débarrasser « de cet élément d'athéisme, comme d'un poids mort » (P. 60).

Pierre Hervé a beau jeu à répondre qu' « on peut être croyant et en même temps adhérer au Parti communiste » et que l'athéisme n'est pas inscrit à son programme (P. 68), mais que la conception marxiste du monde est, dans son essence, athée et par là même humaniste ;

L'humanisme considère que l'homme est la valeur suprême, et non pas Dieu ! L'humanisme veut refaire le monde en le modelant sur l'homme et ses aspirations ; il veut se passer de Dieu et des ressources consolatrices des religions (P. 69).

Sans doute l'Eglise, conformément à une tactique qu'elle applique en de nombreux domaines, a-t-elle tenté de s'emparer du mot « humanisme » afin de doter d'un vêtement nouveau sa vieille mythologie. On parle maintenant d' « *humanisme chrétien* ». Il suffit de se rappeler qu'il y a trente ans à peine l'Eglise dénonçait dans l'humanisme la source de tous les maux de la société contemporaine pour comprendre qu'il ne s'agit que d'un changement de vocabulaire (P. 70).

Et voilà pourquoi nous nous passons très bien de la « dimension » religieuse !

René MAUBLANC.

Petru GROZA : **l'Ecole du pouvoir.** La Bibliothèque française, Paris, 1947.

Il suffit de se rappeler que Petru Groza, l'actuel chef du gouvernement démocratique roumain, est un homme de 65 ans et que dès avant la guerre il était personnage officiel et ancien ministre, pour sentir la beauté du titre qu'il donne à son journal de prison. La solitude dans laquelle l'a jeté son arrestation, à la fin de 1943, au lieu de l'affaiblir et de l'aigrir, a donné l'occasion au démocrate de bonne volonté qu'il était, de réfléchir et de prendre conscience d'un grand nombre de choses.

D'avoir été lancé jusqu'à ce monde d'en bas, jusqu'au fond d'une prison, par cette même société qui m'avait tout d'abord élevé aux plus hautes dignités, aura été un bienfait pour moi. Devant mes yeux se profilent à présent, dans toute leur nudité, toutes les réalités, du haut de cette société jusqu'à ses plus basses couches. Tout le long du chemin, vers l'abîme dans lequel j'ai été jeté, j'ai tenu et je tiens toujours les yeux grands ouverts pour observer le mieux possible et pour revenir là-haut, muni de l'expérience sans laquelle nous ne devions avoir ni le droit ni le pouvoir de diriger le corps social dont nous faisons partie.

Groza est un Roumain originaire de cette Transylvanie qui, après avoir été rattachée en 1919 à la Roumanie, en fut séparée en 1940. Cela l'amène à réfléchir sur ce problème, et d'une manière générale sur celui des nationalités, puis sur celui des inimitiés qui séparent les peuples. Et il montre comment, pour des questions d'intérêts, on creuse artificiellement des fossés entre les peuples :

Combien de souffrances et d'exploitations..., combien de retards sur le chemin du progrès et de l'amélioration de la vie des masses ouvrières, combien de misères endurées par suite de ces fatales dissensions historiques eussent pu être évitées !

Car toute réflexion, si particulière soit-elle à son point de départ, prend chez lui une ampleur beaucoup plus grande, ce qui donne à son livre une portée politique et humaine considérable. Il parle peu de ce qu'il a souffert en prison, parce qu'il pense autant aux souffrances de ses voisins qu'aux siennes propres, et cela avec beaucoup de simplicité. On le sent très vivement dans sa réaction au moment où il est libéré :

Libre ? Moi seul ? Et mes amis ? Mais le peuple qui continue à être enchaîné ? Ce « vous êtes libre » me semble bien amer, à présent...

Devant ses adversaires, qui gardent à l'égard du personnage officiel qu'il fut une certaine politesse dont la cause profonde est leur mauvaise conscience, « cette mauvaise conscience qui est l'exact baromètre des crimes de ce régime dictatorial », Groza se sent fort, parce qu'il se sait « sur le bon chemin » :

Je suis ici, sous les verrous, parce qu'au delà des intérêts personnels, dans nos préoccupations et dans nos pensées, règne le souci de l'avenir...

Et plus loin :

Lorsque l'idée qui nous domine représente une valeur objective, d'essence féconde pour nos prochains, sur la voie du progrès humain, qu'importe si elle nous mène au renversement de notre barque individuelle : elle apporte une justification et une compensation morale pour ceux qui se sacrifient pour un idéal.

On sent là une inaltérable confiance en l'avenir, qui est particulièrement émouvante chez cet homme d'âge mûr en qui il y a plus de modération que d'exaltation. Cette confiance, il ne pouvait pas mieux la manifester qu'en acceptant, au sortir de cette « école du pouvoir », de présider aux destinées de son pays engagé sur le chemin de la liberté.

Madeleine HERR.

Urbain CASSAN : **Hommes, Maisons, Paysages.** Plon, édit., 1946.

Ecrit par un architecte très estimé, ce livre ne vise nullement — l'auteur nous en avertit — à être un ouvrage de vulgarisation. Il est au delà de la simple érudition et la philosophie qui s'en dégage ne ressortit à aucun conformisme d'école. Un tel essai constitue la somme d'une série d'observations et de réflexions aboutissant à une doctrine à vrai dire plus suggérée que codifiée, dont le clair exposé n'est entaché d'aucun pédantisme et qui met en évidence la nécessité — tant physique qu'esthétique — « de discipliner l'occupation du sol », donc de préciser les tâches de l'urbanisme, partant le message de l'architecture.

« L'espèce humaine est née, a évolué, s'est modelée sous l'action continue [...] du monde extérieur [...] qui agit sur nous par le faisceau de tous les éléments qui le composent » et que nous ne cessons de transformer. Ainsi donc, le monde extérieur « conditionne l'évolution de l'espèce » et, par un choc en retour, l'homme « se trouve être un instrument de sa propre destinée ».

Partant de ces constatations, Urbain Cassan entreprend de rechercher les origines, les moyens et les fins de l'art qu'il pratique. Il sait que « les agissements de l'homme à une époque déterminée ne sau-

raient s'expliquer par les seules conditions du moment. Ils sont au contraire comme les maillons d'une chaîne démesurée. »

L'attention apportée par Urbain Cassan à l'examen de chacun de ces maillons nous rend sensible la continuité de cette chaîne, mais ce n'est qu'une partie de la tâche qu'il s'assigne. Soucieux de « marquer l'échelle de l'homme par rapport à l'univers », il est amené à prospecter « le domaine immense dans lequel l'être humain subit des influences multiples » et à scruter « l'intervention de l'homme dans le jeu des phénomènes naturels ».

C'est de cette intervention — (qui est essentiellement une adaptation) — que notre auteur envisage les conditions, sans jamais oublier qu' « il n'existe pas de relation simple entre les facteurs physiques et le résultat de leur action sur l'individu ou le groupement d'individus. La causalité est autrement complexe » et le fait architectural n'est point aisément analysable.

Urbain Cassan s'efforce de préciser, d'une part, les influences cosmiques, météorologiques, telluriennes dont l'architecte doit avoir pleinement conscience, d'autre part, les facteurs humains et sociaux avec lesquels il lui faut compter. Nous faisant assister à la naissance de l'habitation, puis étudiant son évolution à travers les âges, il insiste sur « l'étonnant exemple d'adaptation à l'environnement » qu'est la maison rurale, sur la leçon que nous donne son extrême sagesse, sur la beauté que crée cette sagesse, c'est-à-dire le seul et constant souci — sans la moindre préméditation artistique — d'une raisonnable adaptation de la forme tant à sa fonction qu'aux possibilités des métaux employés. L'enseignement à tirer de cette perpétuelle soumission à l'impératif de la raison, ne saurait cependant diminuer l'importance des besoins d'ordre spirituel qui, moins bien définis parfois et moins nettement formulés que les besoins matériels, sont plus difficilement satisfaits. Pour répondre à ceux-ci comme à ceux-là, l'architecte ne peut se limiter à la connaissance de la technique. Il est, au plus vrai sens des mots, un sociologue — et un psychologue. Ainsi, les réflexions d'un Cassan ne sont-elles pas un jeu désintéressé, une vaine spéculation. La rigueur de leur logique témoigne d'une intelligence singulièrement forte et claire, comme la multiplicité et l'ampleur des problèmes étudiés témoignent de l'étendue des notions sur lesquelles l'architecte est contraint de méditer, quand il entend remplir honnêtement sa mission, qui est de servir.

Francis JOURDAIN.

Jean EPSTEIN : **Le Cinéma du Diable.** Paris, éd. Melot, 1947.

Lorsque ce livre a paru, je l'ai tenu, de la part du grand metteur en scène qu'est son auteur, pour une tentative philosophique malheureuse, sur laquelle il valait mieux ne pas attirer l'attention. Mais récemment un article sur Jean Epstein, dans un hebdomadaire cinématographique réputé sérieux, m'a appris que de ses sept livres sur le cinéma, son préféré était le *Cinéma du Diable*. A mon regret, je me sens donc forcé d'en parler.

Après tout, il n'est pas sans intérêt de voir jusqu'où peut se fourvoyer un homme parfaitement honnête, cultivé, en pleine possession de son sujet, faute d'une position philosophique saine.

Le *Cinéma du Diable*, c'est le cinéma instrument de progrès et d'émancipation. Le Diable, c'est naturellement le progrès humain, « l'énergie du devenir, l'essentielle mobilité de la vie », tandis que Dieu est « la force de ce qui a été, le poids de l'acquis, la volonté conservatrice d'un passé qui entend perdurer, immuable dans le présent et dans l'avenir ». Dans la lutte diabolique, quelle est la place du cinéma ?

Voilà un thème ingénieux, qui, surtout dans les tout premiers chapitres, nous vaut quelques bonnes pages. Le Diable, ç'a été le microscope, le livre, la conquête de l'espace, la raison cartésienne, la Révolution de 89 ; c'est maintenant le ci-

néma, la conquête du mouvement, les nouvelles formes de pensée, la démocratie soviétique. Il y avait un beau livre à faire sur le cinéma dans sa lutte contre les sacro-saintes forces de réaction, dans ses rapports avec les autres forces de libération humaine ; sur le cinéma instrument spécifiquement dialectique, propagateur de modes révolutionnaires d'existence et de raisonnement, témoignant, par ses réussites comme par ses échecs, de la validité des économies et des sociétés.

Hélas ! Le Diable de J. Epstein ne s'intéresse pas à l'économie et à la vie sociale. C'est un diable existentialiste, psychanalyste, spiritualiste, idéaliste, prônant comme révolutionnaire que « la substance est un produit réel de la pensée », dénonçant le monothéisme classique comme « la seule conception vraiment matérialiste du monde », réhabilitant la métaphysique (et quelle métaphysique !) comme « la plus réaliste des sciences ». C'est un diable qui s'avoue irrationaliste, et qui s'appuie sur la relativité, la mécanique ondulatoire, la mécanique quantique, la géométrie de Riemann, la théorie des ensembles, les espaces pluridimensionnels, le principe de Pauli, les inégalités de Heisenberg, sur Hiroshima et Bikini pour tenter de démontrer, à travers des erreurs et des absurdités si grossières qu'il me peinerait de les signaler, que « la physique a cessé d'être matérialiste », que la géométrie euclidienne repose « sur un dogme absurde », et que Descartes, Galilée et Newton ont été de gros naïfs de se fier à une « géométrie d'arpenteur » et à « une chronologie de graveur de cadran solaire ». Et c'est dans ce fouillis satanesque d'idées fausses et de théories mal digérées que J. Epstein voit la place du cinéma, tantôt destiné à révéler, du principe de relativité « restreinte ou généralisée », une forme « visuelle, accessible à un immense public », tantôt à nous livrer un « univers cinématographique... sartrien, mais d'un existentialisme qui ne se limite pas à la psychologie et à la morale, qui est, aussi et d'abord, physique, géométrique, mathématique, logique ».

Inutile d'insister. Nous voilà en terre sainte, au milieu de la sainte famille. Votre démon, Jean Epstein, était un faux diable ; prenez garde : vous êtes sur le chemin du ciel.

Jean-Pierre KAHANE.

René JASINSKI, professeur à la Sorbonne : **Histoire de la littérature française.** Paris, Boivin et Cie.

Henri CLOUARD : **Histoire de la littérature française, du symbolisme à nos jours.** Tome I, de 1885 à 1914. Paris, Albin Michel.

Je ne trouve guère que deux qualités à la nouvelle *Histoire de la littérature française* de M. René Jasinski : elle est à jour, d'abord, parfaitement au courant des tout derniers travaux de l'érudition littéraire ; elle nous offre, ensuite, sagement classés à côté des grands auteurs, une sorte de lexique assez complet de tous nos « écrivains mineurs » depuis le moyen âge jusqu'à 1900. L'ouvrage, donc, sera utile à consulter de temps en temps par les spécialistes ; et les curieux, les étudiants qui cherchent un sujet de thèse ou de diplôme le feuilleteront également avec profit. Mais les élèves de nos lycées se détourneront vite de ces lourds volumes indigestes (plus de 1.300 pages), et aucun « homme cultivé » ne trouvera plaisir ni profit réel à leur lecture suivie : l'auteur nous montre bien que chaque courant littéraire exprime à sa date une philosophie, un « esprit » particuliers, mais il ne va pas plus profond et son explication demeure toujours incomplète, ses analyses superficielles. De plus, le style est, d'un bout à l'autre du volume, très plat, facile, lâche, obscur même parfois. Pour un manuel de littérature, on avouera que c'est tout de même un défaut grave.

*
* *

M. Clouard écrit moins mal que M. Jasinski, c'est incontestable ; il est aussi plus personnel. Mais son *Histoire de la littérature française contemporaine* (de 1885 à 1914) ne mérite d'être retenue, comme celle dont je viens de vous parler, que pour ses renseignements biographiques et bibliographiques. La raison en est toute simple : M. Clouard, quoiqu'il s'en défende et quoiqu'il fasse sans doute de réels efforts, absurdes d'ailleurs, pour essayer de n'être point « partisan » (comme si l'on pouvait aimer à la fois Maurras et Barbusse !), apprécie et juge les auteurs de son point de vue propre, c'est-à-dire d'un point de vue très nettement réactionnaire. Son préféré est Charles Maurras, qu'il excuse maladroitement de son attitude de 1940 en essayant de nous faire croire qu'elle contredit toute son œuvre. (p. 326). D'ailleurs, interroge-t-il,

> faut-il apprécier les écrivains en fonction de cette douloureuse aventure : la fameuse « collaboration » ? Sur ce plan-là ils ont eu leurs juges, et il est mauvais de confondre les plans (page 8).

M. Clouard, lui, prétend se maintenir sur le plan de la « littérature pure », mais il raie d'un trait de plume méprisant ce qui le gêne. Il est bien obligé, par exemple, de reconnaître qu'Anatole France

> pencha nettement en fin de compte pour le camp de la négation, de la subversion, et finalement de la Révolution (sic) (page 310),

mais il explique cela *par la pente à l'anarchie qu'a choisie* son évolutionnisme (sic).

Et il conclut :

> Que signifie son communisme des dernières années ? Rien de décisif.

Ce qui est faire bon marché, on l'avouera, de *Sur la Pierre blanche* (publié dans l'*Humanité*), l'*Ile des pingouins*, la *Révolte des anges*, *Vers les Temps meilleurs*, etc... Qu'il me suffise de recopier encore, parmi cent autres textes aussi caractéristiques, le *Salut aux Soviets* qu'Anatole France publia, toujours dans l'*Humanité*, pour le cinquième anniversaire de l'U.R.S.S.

> Il y a cinq ans la République des Soviets naquit pauvre et invincible. Elle apportait un esprit nouveau, menaçant pour tous les gouvernements d'oppression et d'injustice qui se partagent la terre. Le vieux monde ne s'y trompa pas. Ses chefs reconnurent leur ennemie. Ils armèrent contre elle la calomnie, la richesse, la violence. Ils voulurent l'étouffer : ils envoyèrent contre elle des hordes de bandits. La République des Soviets leva des Armées rouges et écrasa les bandits. S'il est encore en Europe des amis de la justice, qu'ils saluent avec émotion le cinquième anniversaire de cette Révolution, qui, après tant de siècles, apporta à l'univers le premier essai d'un pouvoir qui gouverne par le peuple, pour le peuple.

Et l'on sait avec quelle vigueur France intervint pour la libération d'André Marty et de ses marins de la mer Noire :

> Il est beau, criait-il, qu'un soldat désobéisse à des ordres criminels.

Le seul rappel de ces quelques phrases suffit, n'est-ce pas, pour juger la probité du livre de M. Clouard...

Pol GAILLARD.

Les plus beaux écrits de l'Union française et du Maghreb. Paris, La Colombe.

Une idée heureuse et nécessaire. Les peuples de l'Union française ne sont pas des peuples sauvages. Ils ont des civilisations dignes d'estime qui se manifestent par une littérature dont les Français doivent avoir une idée autrement que par de souvent trop médiocres récits ou romans coloniaux, œuvres d'écrivains de la métropole en quête d'exotisme. Les morceaux choisis sont présentés et commen-

tés par des indigènes et non par des Français. C'est là aussi une louable initiative.

La littérature maghrébine est introduite par un Marocain, très francisé, Mohammed el Kholti. Il montre la formation de l'intellectuel nord-africain, toujours conforme à la tradition. Il fait un tableau de la littérature savante maghrébine qui, malheureusement, est un peu une énumération. On eût aimé que Md el Kholti expliquât au lecteur français cette littérature, d'accès souvent difficile s'il ignore tout de l'Islam et de l'influence qu'il exerce sur la vie et par suite sur les genres littéraires : on comprendrait qu'il n'y ait pas trace dans ces morceaux choisis de littérature franco-musulmane. Il insiste moins encore sur la littérature populaire, arabe ou berbère. Aussi les morceaux choisis pourront-il paraître se limiter à des chroniques sèches ou à des contes enfantins, ce qui ne serait que partiellement vrai.

Au contraire, Senghor, sérère du Sénégal, agrégé de l'Université, définit comme il l'a fait déjà, souvent et brillamment, la civilisation négro-africaine ; il définit l'animisme et la magie, la vie sociale, l'idéal, et, par suite, les thèmes de l'art et de la littérature nègres ; il présente les chroniques et la poésie du type de la littérature arabe et surtout les mythes, légendes et fables, proverbes et poésies diverses dont la littérature orale est si riche. Mais, à l'inverse des maghrébins, les Noirs subissent l'influence du colonisateur européen et des lettrés, souvent instituteurs, cherchent à réaliser en langue fançaise une émouvante synthèse, parfois singulièrement brillante, en conservant, sous une forme nouvelle, les valeurs noires « dont rougit la très honorable bourgeoisie de couleur ».

L'Annamite Po Dinh insiste, lui aussi, sur le bouleversement provoqué par la colonisation : l'instruction de type « occidental » répandue avec parcimonie coupe l'Annamite de la vie et de ses traditions. Mais l'histoire de l'Annam est assez longue pour que Po Dinh doive brosser, lui aussi, un tableau de la littérature annamite, toujours soumise à la double influence boudhiste et taoïste, mais animée depuis le x^e^ siècle et de nouveau au xv^e^ par la conquête de l'indépendance nationale et par son émancipation progressive de la culture chinoise. Il en dégage l'esprit, mais ne croit pas pouvoir le retrouver dans une littérature franco-annamite à ses débuts. Suivent poésies et légendes, chroniques et morceaux philosophiques.

Deux Malgaches enfin, Rakoto Fatsimamanga et Ralajmihiatra, décrivent Madagascar et les Malgaches, tous attachés, malgré leur diversité, à la terre ancestrale et à leur littérature traditionnelle, faite de poèmes dialogués, de discours et proclamations, de proverbes, de contes. Mais ils montrent aussi l'essor d'une littérature nouvelle, comme en Afrique noire, née au contact du Blanc, mais qui retrouve plus facilement, grâce à l'unité de la langue, les thèmes ancestraux.

Jean Dresch.

René Arcos : ... **de Source.** Paris, 1948, éditions du Sablier. 280 p. in-16.

Sous ce titre un peu énigmatique, René Arcos, poète et romancier, un des compagnons de l'Abbaye, le fidèle ami et l'éditeur de Romain Rolland, publie six récits, inégaux de longueur et d'importance. Ils ne prétendent à rien prouver et veulent être, comme dit l'auteur, « six auscultations sans diagnostic » ou des tranches de vie, « de l'artère fraîchement sectionnée ».

Et de fait ces histoires ne finissent pas. Au lecteur de conclure, comme dit encore Arcos, « selon ses dieux, son humeur, les indications météorologiques de sa girouette ». Ce lecteur pourra, au premier abord, en être surpris et désorienté. Mais s'il veut s'en donner la peine, il comprendra vite que ces récits, d'apparence si impersonnels, et qui nous promènent du Paris de 1900

et d'une petite ville de province française en Suisse, en Italie et en U.R.S.S., nous enseignent et renseignent plus qu'ils n'en ont l'air.

Ils nous renseignent d'abord sur leur auteur, et l'on y retrouve tout Arcos, avec son amour et sa connaissance des animaux (et particulièrement des oiseaux), son amour et sa connaissance des plaisirs de la vie, de ce qui se mange et de ce qui se boit, et surtout son amour des hommes et son honnêteté, sa sincérité, comme aussi son horreur du convenu, du mensonge et de tous les snobismes, comme, enfin, sa curiosité un peu inquiète des mystiques et sa soif de justice.

Trois de ces récits me semblent particulièrement attachants. *La vieille taupe* raconte la vie et la mort d'une Belge de Wallonie, venue à Paris avec son mari ouvrier menuisier à la fin du second Empire. *L'inventaire,* c'est une journée d'un quincaillier provincial. Arcos, dans la tradition des naturalistes français, évoque avec bonheur ces figures de ménagère et de petit bourgeois, et la médiocrité, la misère, le manque d'horizon, d'enthousiasme et d'espoir de certains milieux dans notre civilisation anémiée et pourrissante. Et puis, avec *Katioucha,* voici tout autre chose : c'est l'Union soviétique en 1935, telle qu'elle apparaissait à un bourgeois démocrate, plus préoccupé d'humanité vivante que de principes économiques et politiques. Ici, plus que l'intrigue, c'est le témoignage d'Arcos qui nous intéresse, un témoignage qu'il faut rapprocher de celui de son ami Charles Vildrac, qui visitait la Russie à la même époque [1] ; il n'est pas inutile de les opposer l'un et l'autre aux mensonges infâmes de tous les Kœstler, Kravchenko et Valtin. Choqué certes parfois dans ses habitudes d'intellectuel français, toujours un peu anarchisant, par certains caractères de la construction socialiste, hanté peut-être aussi par sa connaissance de l'ancienne littérature russe et son désir de retrouver chez les soviétiques les traits traditionnels de l' « âme slave », René Arcos est surtout attiré et empoigné par l'enthousiasme, la ferveur créatrice, l'espoir en l'avenir de ces fondateurs d'un ordre nouveau, comme il est indigné de la niaiserie et de la grossièreté de trop de visiteurs étrangers incapables de rien comprendre au prodigieux événement qui se passe sous leurs yeux.

L'opposition entre une société qui se décompose et une civilisation qui se crée, telle me paraît être la leçon qui se dégage, quoi qu'en dise l'auteur, de ces récits honnêtes, d'autant plus reposants à lire qu'ils tournent délibérément le dos aux formules et aux trucs à la mode [2].

René Maublanc.

---

1. L'ouvrage de Ch. Vildrac, *Russie neuve,* a été récemment réédité (éditions Raisons d'être, 1946).

2. Je signale à René Arcos, pour les rééditions de son livre, deux erreurs à corriger (en plus de quelques coquilles) : le trottoir roulant de l'Exposition de 1900, qui nous a donné l'*Article* 330 de Courteline, attribué à celle de 1889 (p. 113) et la célèbre formule de Marx sur la religion « opium du peuple » attribuée à Lénine (p. 250).

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Marcel PRENANT : **Biologie et Marxisme.** 1 volume de 336 pages, Paris, Éditions Hier et Aujourd'hui, 1948.

La première édition de cet ouvrage a paru en 1935. Celle qui vient d'être publiée est profondément remaniée et considérablement augmentée. Le plan en a été modifié ; certains chapitres sont entièrement nouveaux, tel le premier sur l'inventaire du monde vivant ; par contre, certaines parties ont disparu, qui étaient consacrées à un exposé de points de doctrine marxiste ou de textes marxistes relatifs aux problèmes biologiques. Le livre y a gagné en unité. Il est davantage un ouvrage de biologie à proprement parler, dans lequel sont traités à peu près tous les grands problèmes de la biologie générale, naturellement du point de vue du marxisme, dont le caractère essentiel est d'être un rationalisme fondé sur l'expérience et quittant le moins possible son contact.

Les principaux chapitres du livre illustrent successivement les différents principes du matérialisme dialectique. Les chapitres III, V, VI, IX, sur les populations vivantes, la matière vivante, la forme des êtres vivants et la conscience humaine démontrent la vérité du premier principe, selon lequel aucun phénomène de la nature ne peut être compris si on l'envisage isolément, en dehors des phénomènes environnants.

Le deuxième principe, qui veut que les phénomènes soient considérés non seulement du point de vue de leurs relations et de leurs conditionnements réciproques, mais aussi du point de vue de leurs mouvements, de leurs changements et de leur développement, s'applique parfaitement à l'évolution des êtres vivants et à leur développement embryologique qui font l'objet des chapitres II, VI et VIII.

Les mutations et les métamorphoses dont il est question dans les chapitres VI, VII et VIII sont une illustration du troisième principe qui peut s'énoncer ainsi : le développement n'est pas un simple phénomène de croissance où les changements seraient graduels, mais une succession de processus dans lesquels les changements qualitatifs sont rapides, soudains et s'opèrent par bonds d'un état à un autre.

Dans les populations, entre lesquelles s'exerce la lutte pour la vie (chapitre III), et dans les organismes eux-mêmes, entre les cellules et les tissus, existent des contradictions internes, une lutte de contraires, entre l'ancien et le nouveau, entre ce qui meurt et ce qui naît, entre ce qui dépérit et ce qui se développe, conformément au quatrième principe de la dialectique.

Sous sa forme renouvelée, ce livre magistral ne peut manquer d'avoir un succès bien plus grand encore que l'édition de 1935, retirée de la vente dès 1940 et interdite par les nazis.

P. REV.

Collection du Centenaire de la Révolution de 1848. Paris, Presses universitaires de France, 1948, 17 vol. in-8, 70-80 p.

Le petit nombre et le manque d'apparat des manifestations officielles organisées en l'honneur du centenaire de la Révolution de 1848 ont assuré à cette commémoration un caractère de... discrétion qui n'a pas manqué de frapper

l'opinion publique. Sans doute, le gouvernement de la Troisième Force a-t-il jugé encore trop chargé de force explosive révolutionnaire le souvenir des journées de Février et de Juin 1848 et a-t-il cru trouver une occasion nouvelle de poursuivre sa besogne de désamorçage, de déminage contre-révolutionnaire. Il importe peu ! l'imprimerie française a autrement compris son devoir. Quotidiens, hebdomadaires, périodiques, publications populaires, ouvrages historiques, travaux d'érudition, ont tous su, dans la mesure de leurs moyens, redonner vie pour les hommes de 1948 aux pensées et aux actions de leurs ancêtres de 1848.

Entre tant d'études historiques, il me plaît de signaler la collection qui a paru sous les auspices du Comité national du centenaire et en particulier de sa commission de publication dirigée par notre ami Emile Tersen. Je serais mal venu à en écrire de grands compliments puisqu'aussi bien mon nom figure sur la liste des auteurs, et je déclare volontiers que le prix de vente — 80 fr. pour un modeste volume de 80 pages, soit 1.360 fr. pour l'ensemble — limite fâcheusement les possibilités d'achat de la collection complète. Mais si l'on veut bien considérer la série des titres, on reconnaîtra que cette collection fournit aux bibliothèques syndicales, municipales, voire scolaires, une occasion d'assurer à leurs lecteurs une connaissance satisfaisante, en cette année du centenaire, des hommes, des événements et des problèmes essentiels de l'année 1848. Voici cette série :

Jean Bruhat : *les Journées de Février* 1848.

Jean Cassou : *le Quarante-huitard.*

Henri Guillemin : *Lamartine en* 1848.

Emile Tersen : *le Gouvernement provisoire et l'Europe.*

Paul Bastid : *l'Avènement du suffrage universel.*

Jean Vidalenc : *Louis Blanc.*

Sylvain Molinier : *Blanqui.*

Robert Schnerb : *Ledru-Rollin.*

Armand Cuvillier : *P.J.B. Buchez et les origines du socialisme chrétien.*

J. L. Puech et Ed. Dolléans : *Proudhon et la Révolution de* 1848.

Auguste Cornu : *Karl Marx et la révolution de* 1848.

Pierre Angrand : *Etienne Cabet et la République de* 1848.

Charles Schmidt : *Des Ateliers nationaux aux barricades de Juin.*

Pierre Chaunu : *Eugène Sue et la Seconde République.*

Félix Armand : *les Fouriéristes en* 1848.

Gaston Martin : *l'Abolition de l'esclavage.*

Edith Thomas : *les Femmes en* 1848.

S. Molinier.

A. Zévaès : **Le cinquantenaire de « J'accuse »**. Paris, éd. Fasquelle, 1948, in-8, 164 p.

Après avoir publié dans l'Ordre de Paris, à propos du cinquantenaire de « J'accuse », une série de souvenirs personnels fort pittoresques, sur l'affaire Dreyfus, A. Zévaès, historien infatigable de la IIIe République, nous raconte par le menu l'épisode particulier de la lettre et du procès d'Emile Zola. Il nous dit les circonstances de la publication, l'émotion produite en France et à l'étranger, le débat parlementaire où s'affrontèrent de Mun et Jaurès, le premier procès devant la Cour d'assises de la Seine, le renvoi par la Cour de cassation devant une nouvelle juridiction, le débat proprement juridique devant la Cour d'assises de Seine-et-Oise, le départ de Zola pour Londres, son retour à Paris, enfin sa nouvelle lettre à M. Emile Loubet, président de la République, publiée par l'Aurore le 22 décembre 1900. Une nouvelle occasion nous est ainsi offerte de méditer sur l'insolence, l'inconscience et, plus grave encore, la bouffonnerie pleine de suffi-

sance de l'état-major et de la magistrature de l'époque.

S. MOLINIER.

Eugène FASQUELLE : **Emile Zola. « J'accuse ».** Paris, éd. Fasquelle, 1947, brochure in-8, 52 p.

Le 13 janvier 1898, l'Aurore tirait à cent mille exemplaires la lettre d'Emile Zola au Président de la République, « J'accuse ». Eugène Fasquelle nous raconte aujourd'hui comment il avait été chargé, quelques jours avant cette date, d'imprimer 10.000 brochures destinées à donner au texte de Zola une large publicité mais qui restèrent par suite bloquées chez le relieur. L'éditeur a gardé le manuscrit et il nous donne le fac-simile des 39 pages que comportait le document original. Il est déjà intéressant de noter les ratures, les repentirs, les corrections, voire les lapsus non corrigés, qui rendent ce texte si vivant et si émouvant. Mais il n'est pas besoin d'être graphologue pour discerner avec quelle assurance, quelle fermeté, quelle décision Zola l'écrivit : il suffirait presque de comparer la signature *Emile Zola* à la fin de la lettre et celle, courante, que Fasquelle reproduit sur la couverture de sa publication.

S. MOLINIER.

Jean VIGNAUD : **Notre enfant l'Algérie.** Paris, Flammarion, 1947.

Ce livre est un témoignage d'une tradition tenace, celle de la littérature héroïque et impériale — ou coloniale. L'auteur sert à son lecteur ému de beaux morceaux d'imagerie d'Epinal et de pittoresque oriental. Toutes les grandes figures sont là, bien encadrées, depuis 1830 jusqu'à 1945, toutes ardentes, créatrices, dévouées jusqu'au sacrifice. Grandes figures sont sans doute Clauzel, Bugeaud, de Foucauld ou Laperrine. Mais que nous apprend-on de neuf sur leur compte, et de vrai sur l'Algérie ? Les sentiments de l'auteur paraissent purs et sympathiques à l'indigène et à l'Islam. Mais connaît-il l'Algérie ? On en peut douter, car les fautes sont nombreuses qui ne sont pas toutes d'impression. Le papier est rare et les temps ont changé...

J. DRESCH.

La Vérité sur le Viet-Nam. Paris, la Bibliothèque française, 1948, in-4, 80 p.

La presse et la radio ont si complaisamment déformé et faussé le récit des événements d'Indochine que le Français moyen, trop souvent ignorant de l'histoire et de la géographie coloniales, se trouve dans l'impossibilité matérielle d'asseoir un jugement raisonnable sur une information correcte et complète. Les amis de la *Pensée* n'en sont pas là sans doute, et ils ont compris depuis longtemps la vraie nature de la politique de prestige et de force pratiquée par notre gouvernement en Extrême-Orient. Mais peut-être ne connaissent-ils pas précisément la vieille histoire du Viet-Nam et les nombreux facteurs de cohésion nationale du peuple annamite, le puissant monopole d'exploitation coloniale de Sa Majesté la banque d'Indochine, enfin le détail exact des négociations menées par le Viet-Minh et des accords conclus depuis 1945.

S'ils veulent mesurer à sa juste valeur la méprisable tentative du trio Bollaërt, Bao-Daï, général Xuang, pour imposer au peuple vietnamien un gouvernement de fantoches capables seulement d'obéir aux injonctions des autorités françaises ou peut-être aux suggestions de l'impérialisme américain, qu'ils lisent *la Vérité sur le Viet-Nam*. A. Viollis, le professeur Boyer, le professeur Rivet, V. Leduc, A. Maurin, A. Lescure, etc... leur fourniront tous les éléments nécessaires pour confirmer leur juste protestation contre les méfaits actuels d'une politique résolument colonialiste, pour nourrir leur indignation contre une guerre qui n'a que trop duré et trop coûté de sang, enfin, pour renforcer leur espoir

en une paix de justice et de sagesse qui assurera, au mieux des intérêts de la France et du Viet-Nam, une entente fraternelle sur le plan de l'égalité absolue des deux pays.

S. MOLINIER.

Wladimir POZNER : **les Etats-Désunis.** Paris, la Bibliothèque française, 1948, in-8, 258 p.

Ce livre, je l'ai écrit il y a dix ans, après un séjour de six mois aux Etats-Unis. Entre temps, j'y suis retourné à deux reprises pour y passer plus de six ans. Je viens de le relire pour la première fois et il m'a paru valable. C'est-à-dire que j'y ai retrouvé ton pays tel qu'il y a quatre mois je l'ai quitté. Aussi n'ai-je fait que supprimer des longueurs et ajouter deux chapitres et quelques notes sans toucher au reste.

Ainsi s'exprime W. Pozner dans l'introduction, *Lettre à un ami américain*, qu'il a mise à cette réédition. Ajoutons, pour garantir l'authenticité de son témoignage, que l'auteur n'a pas connu les Etats-Unis en touriste : il a été journaliste et chômeur à New-York, charpentier en fer à San-Francisco, scénariste à Hollywood ; et s'il a connu personnellement les vedettes de cinéma et les grands écrivains d'outre-Atlantique, il a aussi fréquenté les mineurs de Pensylvanie et du Kentucky, les musiciens noirs de Harlem, les vagabonds du Far-West et les militants syndicalistes de Détroit.

J'avais lu ce volume lors de sa première publication et son souvenir bouleversant m'avait heureusement prémuni contre les faciles complaisances des innombrables reportages publiés sur l'Amérique depuis la fin de la guerre. Je jugeais même qu'un autre titre, plus expressif, aurait dû mieux traduire l'âpreté passionnée et la sourde violence du livre. Aujourd'hui, en l'an III de l'ère atomique, je préviens le lecteur des *Etats-Désunis* qu'il doit se préparer à découvrir, sous la conduite de W. Pozner, *la vie infernale des Etats-Unis*. Il me paraît nécessaire que de nombreux Français effectuent ce pénible voyage, pour mieux mesurer tous les risques d'une intégration rapide de la France dans une Europe occidentale marshallisée.

S. MOLINIER.

M. LAHY-HOLLEBECQUE : **l'Enfance de Jean-Christophe,** pièce en quatre actes et dix tableaux, d'après le roman de Romain ROLLAND. Préface de Jean CASSOU. Paris, 1947, éditions Albin Michel.

En décembre 1937, Romain Rolland, après avoir lu cette pièce, écrivait à Madame Lahy-Hollebecque :

Votre pièce, si respectueuse du texte original et pourtant créatrice à bien des égards, a toute mon approbation. Je vous remercie de présenter à la jeunesse, de façon si émouvante et avec tant de talent, le petit adolescent fier, intègre et farouchement attaché au grand idéal de l'art, dont j'ai tracé jadis avec amour le portrait.

La traduction scénique des premiers livres de *Jean-Christophe* a été faite par Madame Lahy-Hollebecque, comme le dit Jean Cassou dans sa préface, « avec cette ingénue simplicité qui est la meilleure marque du respect et de la ferveur ». Il n'y a ici ni fausse virtuosité, ni verbiage prétentieux ; mais on y trouve beaucoup d'honnêteté et une émotion contenue. Le petit musicien, sa famille malheureuse, les riches bourgeois et l'atmosphère de la petite ville rhénane, tout cela est évoqué avec bonheur.

Je me demande seulement devant cette pièce, comme je le faisais devant le *Toulon* de J.-R. Bloch, si, pour le public d'aujourd'hui, la forme du théâtre est bien celle qui convient le mieux à une œuvre qui comporte de multiples tableaux et se passe en partie en plein air, même et surtout si elle est à mi-chemin entre la réalité et la légende. Sa réalisation scénique, très difficile, ne la desservirait-elle pas ? Et l'œuvre ne ferait-elle pas, avec les modifications et allègements nécessaires, le scénario d'un excellent film ?

R. MAUBLANC.

LIVRES REÇUS

(*Du 16 avril au 15 juin 1948*)

Nous rappelons que la liste suivante est un simple accusé de réception des livres qui nous ont été adressés par les auteurs ou les éditeurs, et ne signifie aucunement que nous en recommandions la lecture.

Poésie.

Guillevic : *Coordonnées*. Genève-Paris, Trois Collines.

Aimé Césaire : *Soleil Cou-coupé*. Collection le Quadrangle. Paris, K. éditeur.

Lucien Le Foyer : *l'Enchantement de l'Esprit*. Paris, éd. de la Revue moderne.

Georges Danhiel : *Doc-Lap* (*Indépendance*). Paris, Poésie 48.

Romans.

Vera Panova : *Compagnons de voyage*. Traduit du russe par Madeleine Pérus. Paris, la Bibliothèque française.

Albert Maltz : *le Courant souterrain*. Traduit de l'américain par P. Ollivier et P. Sorel. Paris, Hier et Aujourd'hui.

Alexandre Fadeev : *la Jeune Garde*. Traduit du russe par L. Borie. Paris, Hier et Aujourd'hui.

Jean Tortel : *la Mort de Laurent*. Paris, la Bibliothèque française.

Henri Laville : *Cet Age est sans pitié*. Paris, Julliard.

Maurice Sachs : *Chronique joyeuse et scandaleuse*. Paris, Corrêa.

Essais.

Raymond Guérin : *Un Romancier dit son mot*. Collection « Mises au point ». Paris, Corrêa.

Malcolm de Chazal : *Sens-plastique*. Préface de Jean Paulhan. Paris, Gallimard.

Gaston Criel : *Swing*. Présentation de Jean Cocteau et Charles Delaunay. Paris, Editions universitaires françaises.

Histoire littéraire.

Roger Vailland : *le Surréalisme contre la Révolution*. Collection « Problèmes ». Paris, Editions sociales.

Jean Mouton : *le Style de Marcel Proust*. Collection « Mises au point ». Paris, Corrêa.

Paul Jamati : *Walt Whitman*. Collection « Poètes d'aujourd'hui ». Paris, P. Seghers.

Alice Coléno : *les Portes d'ivoire. Nerval, Baudelaire, Rimbaud, Mallarmé*. Paris, Plon.

Histoire de l'art.

Lettres d'amour de Clara et Robert Schumann. Traduites de l'allemand par Marguerite et Jean Alley. Paris, Corrêa.

Histoire.

Albert Soboul : *la Révolution française*, 1789-1799. Paris, Editions sociales.

Auguste Cornu : *Karl Marx et la Révolution de* 1848. Collection du Centenaire de la Révolution de 1848. Paris, P.U.F.

Félix Armand : *les Fouriéristes et les luttes révolutionnaires de* 1848 *à* 1851. Même collection.

Edouard Dolléans et J.-L. Puech : *Proudhon et la révolution de* 1848. Même collection.

Jean Vidalenc : *Louis Blanc*. Même collection.

Pierre ANGRAND : *Etienne Cabet et la République de 1848*. Même collection.
Pierre CHAUNU : *Eugène Sue et la seconde République*. Même collection.
Henri GUILLEMIN : *Lamartine en 1848*. Même collection.
Edith THOMAS : *les Femmes en 1848*. Même collection.
Gaston MARTIN : *l'Abolition de l'esclavage* (27 avril 1848). Même collection.
Charles SCHMIDT : *Des Ateliers nationaux aux barricades de Juin*. Même collection.
E.J. HUGHES : *l'Espagne de Franco*. Traduit par Jean-Marc DUFRENNE. Paris, éditions du Temps présent.
J. GARAVEL : *les Paysans de Morette. Un siècle de vie rurale dans une commune du Dauphiné*. Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques. Paris, Armand Colin.
Joseph CALMETTE : *Histoire de l'Espagne*. Paris, Flammarion.
Charles MORAZÉ : *Trois Essais sur Histoire et Culture*. Avant-propos de Lucien FEBVRE. Cahiers des *Annales*. Paris, Armand Colin.

Histoire des religions.

GANDHI : *Lettres à l'Ashram*. Traduction et préface de Jean HERBERT. Collection « Spiritualités vivantes ». Paris, Albin Michel.
Jules ISAAC : *Jésus et Israël*. Paris, Albin Michel.

Géographie.

Lucien GACHON : *l'Auvergne et le Velay*. Collection « les Provinces françaises ». Paris, Gallimard.

Essais politiques.

Edouard BÉNÈS : *Où vont les Slaves ?* Préface et traduction par Gaston AUCOUTURIER. Paris, Editions de notre temps.
Georges SORIA : *la France deviendra-t-elle une colonie américaine ?* Préface de Frédéric JOLIOT-CURIE. Paris, éditions du Pavillon.
Jean BAUMIER : *Forces de guerre dans la Ruhr*. Préface d'Emile BURÉ. Paris, éditions du Pavillon.
Nicolas CLARION : *le Glacis soviétique*. Paris, Somogy.
Jacques MEYER : *Question de confiance. La constitution au banc d'essai*. Paris, Albin Michel.

Documents et Témoignages.

Vladimir POZNER : *les Etats-Désunis*. Collection « Tous les cieux ». Paris, la Bibliothèque française.
Deux ans et demi de présence française en Autriche. Paris, la Documentation française.
Jean CATHALA : *l'U.R.S.S. contre la guerre*. Collection « Essais et documents ». Paris, Hier et Aujourd'hui.
I. PAPANINE : *Sur la banquise en dérive*. Traduit du russe par Raïssa TARR et Génia CANNAC. Paris, Albin Michel.
Emmanuel MOUNIER : *l'Eveil de l'Afrique noire*. Paris, Editions du Seuil.
Les falsificateurs de l'histoire. Moscou, éditions en langues étrangères.

Philosophie.

Henri LEFEBVRE : *Pour connaître la pensée de Karl Marx*. Paris, Bordas.
Georges LUKACS : *Existentialisme ou Marxisme ?* Collection Pensées. Paris, Nagel.
Henri LEFEBVRE : *le Marxisme*. Collection « Que sais-je ? » Paris, P.U.F.
A centenary of Marxism. Edited by Samuel BERNSTEIN. New-York, Science and Society.
Roger GARAUDY : *les Sources françaises du socialisme scientifique*. Collection « Civilisation française ». Paris, Hier et Aujourd'hui.
Julien BENDA : *Kant*. Collection « les Classiques de la liberté ». Genève-Paris, Trois Collines.
Enrico CASTELLI : *Existentialisme théologique*. Paris, Hermann.
HÉRACLITE D'EPHÈSE. Traduction nouvelle

par Yves Battistini. Avant-propos de René Char. Paris, aux éditions « Cahiers d'art ».

Ferdinand Gonseth : *Déterminisme et libre arbitre*. Paris, Dunod.

S. Van Mierlo : *la Science, la Raison et la Foi*. Bibliothèque de philosophie contemporaine. Paris, P.U.F.

Michel Carrouges : *la Mystique du surhomme*. Bibliothèque des idées. Paris, Gallimard.

Philosophie scientifique.

Albert Ranc : *Pour connaître la pensée de Marcelin Berthelot*. Paris, Bordas.

André George : *Pasteur*. Collection « Pages catholiques ». Paris, Albin Michel.

Sciences psychologiques.

L.-Jh. Colanéri et G. Gérente : *la Dénonciation et les dénonciateurs*. Bibliothèque de philosophie contemporaine. Paris, P.U.F.

Sciences.

Almanach des sciences 1948. Paris, éditions de Flore.

Sciences mathématiques.

Pierre Defrise : *Visages de la mathématique*. Bruxelles, Office de publicité.

Ferdinand Gonseth : *la Géométrie et le problème de l'espace*. 3 volumes. Paris, Dunod.

Paul Rossier : *Perspective*. Paris, Dunod.

Louis Kollros : *Cours de géométrie projective*. Paris, Dunod.

Sciences physico-chimiques.

Robert Blanché : *la Science physique et la réalité*. Bibliothèque de philosophie contemporaine. Paris, P.U.F.

André Mercier : *Leçons et problèmes sur l'équilibre statistique et l'évolution de la matière*. Paris, Dunod.

André Mercier : *Précis de physique générale*. 2 vol. Paris, Dunod.

Sciences biologiques.

Alexys Moyse : *Biologie et physico-chimie*. Bibliothèque de philosophie contemporaine. Paris, P.U.F.

Sciences économiques.

Raymond Florin : *Dynamique économique*. Soissons, imprimerie Saint-Antoine.

Pédagogie.

Hector P. Agosti : *Pasado y presente de la reforma universitaria*. Centro Estudiantes de Ingenieria de la Univasidad Nacional de Córdoba (Republica Argentina).

Revues.

(en dehors des revues signalées antérieurement)

Revue de Géographie humaine et d'ethnologie.
Albanie nouvelle.
Orbis.
Clarté.
Le Courrier littéraire.
Camaraderie.
Le Droit ouvrier.
Les Cahiers des Hommes de bonne volonté.
Eretz-Israël.
Economie et Humanisme (Lyon).
Chronique de la vie culturelle en Hongrie (Budapest).
La littérature soviétique (Moscou).
Cronache sociali (Rome).
Cahiers de Littérature comparée (Budapest).
Nowe Drogi (Varsovie).
Le Courrier des Indes (Bombay).
Literatura (Rio de Janeiro).

Imprimerie Comte-Jacquet. — Bar-le-Duc.
N° d'éditeur : 4. — Dépôt légal : 3e trimestre 1948.
L'Administrateur-gérant : Joseph DUCROUX.